

ALUMNI ULB
50 PARCOURS
JOURNEYS
POUR CONSTRUIRE L'EUROPE
TO EUROPEAN INTEGRATION



ALUMNI ULB

50 PARCOURS
JOURNEYS

POUR CONSTRUIRE L'EUROPE
TO EUROPEAN INTEGRATION

50 ALUMNI ULB

Sophie Beernaerts	8	Yseult Navez	138
Paul Bertelson	12	Pénélope Papandropoulos	142
René Boël	18	Soon-Mi Peten	146
Philippe Busquin	24	Martine Piccart	150
Diego Canga Fano	30	Peter Praet	154
Jean Pierre Contzen	34	Ilya Prigogyne	160
Paul De Groote	40	David Roulin	166
André Delvaux	46	Philippe Samyn	170
Nicole Dewandre	52	Pedro Sánchez Pérez-Castejón	174
Mathias Dewatripont	56	André Sapir	180
John John Dohmen	60	Annick Schubert	184
Yvon Englert	64	Henri Simonet	188
Sylvie Estriga	70	Jean-Louis Six	192
Walter Ganshof van der Meersch	74	Pedro Solbes	196
Michel Goldman	80	Paul-Henri Spaak	200
Gauthier Grousset	86	Traumnovelle Collectif	204
Gilbert Hottois	90	Maria Udrescu	208
Fabienne Ilzkovitz	96	Christopher Vajda	212
Franz Lemaître	102	Alain van Cruyten	216
Paul Levaux	106	Michel Vanden Abeele	220
Jean-Victor Louis	112	Renée Van Hoof-Haferkamp	226
Paul Magnette	118	Jean-Louis Vincent	230
Clara Martínez Alberola	124	Eliane Vogel-Polsky	234
Charles Michel	128	Michel Waelbroeck	240
MSA Collectif	134	Jean Weisgerber	246

Introduction

À l'instigation du recteur Yvon Englert, l'année académique 2018-2019 de l'Université libre de Bruxelles a été placée sous le signe thématique de « l'Europe de la connaissance ». Echo lointain de la stratégie de Lisbonne formulée en 2000, ce choix était avant tout dicté par la place essentielle que l'Université a toujours accordée à l'Europe et à la construction européenne. Logée au cœur de la capitale de l'Europe, l'ULB était naturellement disposée à participer à cet élan.

Dans ce contexte, l'Institut d'études européennes, qui, depuis 1963, rassemble les enseignements, les recherches et les débats dans le domaine des études européennes pris dans son acception la plus large (droit, politique, histoire, économie, etc.), a pris l'initiative du présent ouvrage. Nous nous sommes entourés d'une équipe composée de trois collaborateurs successifs, chargés d'interviewer les personnes pertinentes et de rédiger la plupart des notices: Lucas Raucq (historien), Morgane Gheys (étudiante dans le Master en relations internationales, finalité politique), Elise Blaizot (étudiante dans le Master en études européennes, finalité histoire). Par ailleurs, certains textes sont dus à la plume d'invités extérieurs, proches des Alumni mis à l'honneur, ou spécialistes des domaines évoqués.

C'est la photographe Aurore Delsoir qui a assuré la majeure partie des illustrations récentes. Et Alain Dauchot et Aurore Belot (Service de Communication, Département des relations extérieures, ULB) qui ont appuyé le travail d'édition, de même que Thierry Suykens le graphisme. Quant à la traduction en langue anglaise, elle a été assurée par Julian Hale.

OBJECTIFS

Il existe déjà d'excellentes publications qui témoignent avec précision de l'implication européenne de l'ULB en termes de recherche et d'enseignement. Bien qu'elle s'inspire de ces travaux, la présente publication vise un tout autre objectif : il consiste à retracer le parcours et le profil de cinquante Alumni de l'ULB qui se sont illustrés par leur action pour la cause européenne, comprise ici dans son sens le moins réducteur possible. À cette fin, notre intention première a été de mettre des personnalités à l'honneur. En même

Introduction

Yvon Englert, ULB Rector, has been the driving force in making the theme of the 2018-2019 academic year of the Université libre de Bruxelles "the Europe of knowledge". A distant echo of the Lisbon Strategy formulated in 2000, this choice was above all dictated by the essential place that the University has always given to Europe and European construction. Housed in the heart of the capital of Europe, ULB was naturally willing to take part in this momentum.

Against this backdrop, the Institut d'études européennes, which, since 1963, has brought together teaching, research and debates in the area of European studies in its widest sense (law, politics, history, economics etc), took the initiative for this publication. We surrounded ourselves with a team of three successive collaborators, in charge of interviewing the relevant persons and writing most of the biographical notes: Lucas Raucq (historian), Morgane Gheys (student in the political track of the Master in International Relations), Elise Blaizot (student in the history track of the Master in European Studies). In addition, some of the texts were written by external guests, close to the Alumni being honoured or by specialists in the fields mentioned.

The photographer Aurore Delsoir was in charge of most of the portraits. Alain Dauchot and Aurore Belot (Communication Service, External Relations Department, ULB) have supported the editors in the publishing work and Thierry Suykens the graphic design work. Julian Hale has taken care of the translations into English.

AIMS

There are already some excellent publications which accurately demonstrate the ULB's European involvement in research and education. Although inspired by all this work, this publication has a quite different aim: retracing the careers and profiles of 50 ULB *alumni* who have distinguished themselves by their action for the European cause, in the widest possible sense. To this end, our primary intention has been to put leading figures in the spotlight. As well as being a form of tribute, it should above all be seen as a

temps qu'une forme d'hommage, il faut surtout y voir la nécessité de faire comprendre que l'histoire de la construction européenne est celle des femmes et des hommes qui la font – et non pas uniquement celle des institutions, des Traités, des normes ou des frontières qui en résultent. En clair, ce livre est un manifeste pour une histoire incarnée de la construction européenne. Il s'agissait de mettre en relief des femmes et des hommes qui, chacune et chacun à leur manière, ont voué leur vie professionnelle – et engagé leur vie en général – à alimenter ce projet qui les dépasse. Il s'agissait de sortir du prisme apologétique des « pères fondateurs » de l'Europe ou de l'histoire des grands hommes. Enfin, nous avons souhaité souligner la force de l'action, sous toutes ses formes. Plus que les discours, ce sont bien les parcours des personnalités qui traversent ces pages et éclairent les motivations qui les animent. Leur point commun est le port d'attache qui les lie indéfectiblement à l'Université.

LES COULISSES DE L'ENTREPRISE

Retracer le parcours de cinquante personnalités constitue un défi et un travail périlleux imposé par la nécessité d'établir des limites raisonnables. Cinquante, c'est beaucoup et c'est très peu: cela impose une identification des plus délicates, qui ne saurait échapper à une certaine subjectivité. Nous avons partagé cette redoutable responsabilité avec les diverses Facultés de notre université et certains membres de nos réseaux respectifs qui ont aiguillé nos choix.

Dans le but d'être aussi représentatif que possible nous nous sommes efforcés de couvrir plusieurs disciplines et des formes diverses de contributions à la construction européenne. Nous avons ainsi évoqué non seulement des hauts fonctionnaires européens, de prestigieux représentants de l'économie, des sciences politiques, du droit, des sciences et de la médecine, mais aussi, dans la sphère culturelle, d'éminentes figures ayant apporté leur pierre à l'édifice européen au travers de l'art cinématographique, de l'architecture, de la littérature comparée ou de la traduction. Les profils mis à l'honneur sont fort variés, ils reflètent la diversité des talents sortis de notre Alma Mater.

Il nous a également paru important d'assurer un équilibre entre hommes et femmes, but qui n'a pu être totalement atteint, un héritage inévitable mais regrettable du passé. Enfin, à côté de personnalités reconnues depuis longtemps, une place revenait, nous semble-t-il, à quelques Alumni plus jeunes, prometteurs ou déjà confirmés dans leur rôle de passeurs de savoir.

Sans vouloir déflorer les pages qui suivent, il est bon sans doute de souligner quelques lignes de convergence dans la multitude des expériences retracées. Tout d'abord, le lecteur sera peut-être frappé, comme nous l'avons été, par la prénance d'un *attachement* sans faille

way of making it clear that the history of European integration is the history of the men and women who made it - and not just that of the institutions, the Treaties, the standards or the frontiers which result from it. To put it plainly, this book is a manifesto for an embodied history of European construction. The aim was therefore to highlight the women and men who, each in their own way, have dedicated their professional lives - and committed their lives in general - to fueling this project that goes beyond them. The aim was to move away from the apologetic prism of the "founding fathers" of Europe or the history of great men. Finally, we wished to underline the power of action, in all its forms. More than the speeches, it is indeed the journeys of the personalities who cross these pages and shed light on their motivations. What they have in common is the port of call that unfailingly binds them to the University.

BEHIND THE SCENES

Retracing the life stories of 50 people is a challenge and a perilous task imposed by the need to set reasonable limits. Fifty is a lot and yet very few: it imposes a most delicate identification, which cannot elude a certain subjectivity. We have shared this formidable responsibility with the different Faculties of our university and some members of our respective networks, who have steered us in our choices.

With the objective of being as representative as possible, we have striven to cover several disciplines and various forms of contribution to European integration. So we have not only referred to high level European civil servants, prestigious representatives from the world of business, from political science, from law, science and medicine but also, in the cultural sphere, to people who have made their contribution to European integration through cinematography, architecture, comparative literature or translation. The profiles that we honour are therefore very varied, a variety which reflects the diversity of talent emerging from our *Alma Mater*.

It also seemed important to us to ensure that there was a good balance between men and women. This was an aim that we have not been able to fully achieve, the inevitable but regrettable legacy of the past. Finally, alongside people who have long since gained recognition, we felt that there was room for some younger, promising or already proven *alumni* in their role of knowledge brokers.

Without wanting to give away the contents of the publication, it is no doubt worthwhile to underline a few common elements in the many experiences that are recounted. First of all, the reader will perhaps be struck, as we have been, by the fulsomeness of an unswerving

des Alumni à leur Alma Mater. Même celles et ceux qui se sont éloignés de l'Université depuis longtemps se remémorent leurs « années ULB » avec émotion, sincérité et une forme de gratitude que le temps n'a pas écornée. Tous ces sentiments, d'ailleurs, sont passés au filtre du recul *critique* que la pratique du Libre Examen a contribué à forger et qui demeure l'une des traces indélébiles d'un passage à l'ULB. Nos entretiens ont été l'occasion d'évocations franches, essentiellement heureuses, mais aussi empreintes de mélancolie quelques fois. Se souvenir, c'est aussi mesurer le chemin accompli, les obstacles qu'il a fallu franchir, les épisodes heureux et malheureux qui jalonnent une vie, les personnes perdues de vue ou celles qui ne sont plus là. Ce chemin, par définition, n'est ni linéaire ni tracé d'avance. Les notices que découvrira le lecteur, si elles tentent de conserver les aspérités d'un parcours, risquent aussi de les écraser par le mécanisme implacable de l'effet narratif. En revanche, nous avons soigneusement insisté sur un aspect récurrent des conversations – les *rencontres*. Qu'elles soient provoquées, suscitées ou issues du hasard – vaste question –, les rencontres sont consubstantielles aux parcours que nous retraçons au point de se confondre avec ceux-ci. Si l'on pousse cette sociologie de l'interaction jusqu'au bout, l'action d'une personnalité peut se lire comme la synthèse/l'union des talents individuels et de la somme des contacts, des liens et des réseaux qu'elle a pu nouer dans les différentes phases de sa vie. Le lecteur jugera sur pièce. La *passion*, enfin, est l'ultime maître-mot des entretiens que nous avons glanés. Terme galvaudé s'il en est, la passion n'en est pas moins au cœur du principe d'action qui anime et guide chacune et chacun des alumni. Passion européenne, certes, mais passion pour faire « bouger les lignes », en général. L'Université n'est pas l'unique pourvoyeur de ce feu sacré, loin s'en faut. Mais elle a indéniablement contribué à alimenter la flamme ou à la raviver quand elle sommeillait.

Ce projet éditorial a démarré en 2018 alors que l'Union européenne, tout en gérant l'épineuse question du Brexit, semblait sortir des turbulences financières provoquées par la crise des dettes souveraines dans la zone euro. Il s'achève au printemps 2020 alors que le monde a été secoué par une crise sanitaire dont on ne mesure pas encore les conséquences économiques et sociales. L'Europe a été l'un des foyers du Covid-19 et les critiques portées à cette occasion à l'encontre de l'Union européenne font vaciller le projet européen sur ses bases. Espérons que ce livre contribuera, en toute modestie, à montrer que les valeurs européennes n'existent que par celles et ceux qui l'incarnent et qui, à l'instar de nos Alumni, transforment le monde en faisant bouger l'Europe.

attachment of the *alumni* to their *Alma Mater*. Even those who have left the university a long time ago remember their 'ULB years' with emotion, sincerity and a form of gratitude that time has not dented. Besides, all these feelings have passed through the filter of the *critical* detachment that the practice of free enquiry has contributed to forging and which continues to be one of the indelible traces of having been an ULBer. Our interviews have been an opportunity for frank, essentially happy, remembrance, but also marked by melancholy at times.

Remembering is also about measuring that path that you have trodden, the obstacles that you have had to overcome, the happy and unhappy episodes that are the hallmarks of someone's life, the people whom you have lost contact with or those that are no longer there. This path, by definition, is neither linear nor predetermined. While the records that the reader will soon discover try to preserve the roughness of a path, also run the risk of overwriting it by the relentless mechanism of the narrative effect.

On the other hand, we have carefully insisted on one recurrent aspect of the conversations – *encounters*. Whether they are provoked, aroused or stemming from chance - a vast question - encounters are consubstantial with the journeys that we retrace to the point of being confused with them. If one pushes this sociology of interaction to its logical conclusion, the actions of a personality can be understood as a synthesis/union of individual talents and the sum of contacts, connections and networks that the individual has been able to put together in different phases of his or her life. The readers will draw their own conclusions. *Passion* is, at the end of the day, the ultimate keyword that we have gleaned from the interviews. An overused term if there was one, passion is nonetheless at the heart of the principle of action that drives forward and guides each of the *alumni*. It's about passion for Europe of course but also passion to 'push the boundaries' in general. The university is far from being the only purveyor of this sacred flame. But it has undeniably contributed to kindling the flame or to rekindling it when it has been flickering.

This editorial project began in 2018 when the European Union, whilst managing the thorny issue of Brexit, seemed to be emerging from the financial turmoil caused by the sovereign debt crisis in the eurozone. It is coming to an end in the spring of 2020 at a time when the world has been shaken by a health crisis whose economic and social consequences we cannot yet measure. Europe has been one of the hotbeds of Covid-19 and the criticisms directed at the European Union on that occasion have shaken the European project on its foundations.

Let us hope that this book will help, in all modesty, to show that European values exist only through those who embody them and who, like our Alumni, are transforming the world by moving Europe.

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos plus sincères remerciements à tous les membres de l'équipe, dont les compétences et l'engagement ont contribué de manière déterminante à la réalisation du projet.

Nous remercions les autorités de l'ULB, tout particulièrement le Recteur Yvon Englert et Nicolas Dassonville, son chef de cabinet, de même que les membres du comité de pilotage de l'année thématique «L'Europe de la connaissance», entre autres la Vice-Rectrice Judith Lemaire, Michel Goldman, Ramona Coman, Aurélie Rousseau et Charlotte Gugenheim. Nous exprimons notre gratitude à l'égard des autorités des diverses Facultés de même qu'aux collègues, entre autres Dominique Nasta, Jean-Victor Louis, Michel Vanden Abeele, Paul Smets ou Mathias Dewatripont, qui nous ont assistés dans la sélection des personnalités mises à l'honneur dans les pages qui suivent.

Les divers textes ont été rédigés, dans leur grande majorité, par les membres de l'équipe sur base d'interviews des personnalités elles-mêmes ou, pour les plus anciennes, de leurs proches ou de leurs collaborateurs. Quelques notices ont été écrites, comme nous l'avons déjà signalé, par des invités extérieurs. Le lecteur ne s'étonnera donc pas des différences de style et de ton malgré un canevas semblable. Que tous ces auteurs soient chaleureusement remerciés, de même que Monique Boussart pour sa scrupuleuse relecture.

Enfin, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à tous ceux qui nous ont accordé une part de leur temps au cours d'entretiens extrêmement enrichissants. Nous leur sommes particulièrement reconnaissants pour leur accueil et la confiance qu'ils nous ont témoignée, pour l'évocation de tant de souvenirs, ainsi que pour les documents et photos qu'ils n'ont pas hésité à nous transmettre.

Les coordinateurs:
Kenneth Bertrams, María Isabel Soldevila Brea et Anne Weyembergh

THANKS

We would like to express our sincere gratitude to all the members of the team, whose skills and commitment have made a decisive contribution to the completion of the project.

We extend our thanks to the ULB's governing body, in particular the Rector, Yvon Englert, and his head of cabinet, Nicolas Dassonville, as well as the members of the steering committee of the year of the knowledge-based Europe theme, including the Vice Chancellor Judith Lemaire, Michel Goldman, Ramona Coman, Aurélie Rousseau and Charlotte Gugenheim. We express our gratitude towards the authorities of the different faculties as well as colleagues, including Dominique Nasta, Jean-Victor Louis, Michel Vanden Abeele, Paul Smets and Mathias Dewatripont, who have helped us select the individuals that have been honoured in the subsequent pages.

The various texts have been written mostly by members of the team based on interviews with the individuals themselves or, for the most senior ones, with people close to them or by their colleagues. Some texts have been written, as we have already pointed out, by external guests. The reader should therefore not be surprised by differences in style and tone despite a similar framework. We would like to thank all these authors warmly, as well as Monique Boussart for her meticulous proofreading.

Finally, it is important for us to express our deep gratitude to those who have given us some of their time during what have been extremely enriching interviews. We are particularly grateful for their openness and the trust they have shown in us, for the evocation of so many memories, as well as for the documents and photos they did not hesitate to share with us.

The coordinators:
Kenneth Bertrams, María Isabel Soldevila Brea and Anne Weyembergh



De gauche à droite
(from left to right):
Thierry Suykens, Kenneth Bertrams,
María Isabel Soldevila Brea,
Anne Weyembergh, Lucas Raucq,
Alain Dauchot & Aurore Delsoir.

SOPHIE BEERNAERTS

Une citoyenne européenne engagée

An active EU citizen



Sophie Beernaerts n'a que 11 ans lorsque, pour la première fois, elle rencontre son destin. C'était lors des *Children International Summer Villages*, un programme international lancé en 1950 par Doris Twitchell Allen, qui réunit des enfants issus des milieux et des cultures les plus divers dans le but de briser les stéréotypes et de permettre aux générations futures de se parler. Pendant son mois de participation au CISV, la jeune Sophie apprend, en jouant avec des enfants de 15 pays, que «l'autre» n'est pas si différent, «que même si nous ne parlons pas la même langue, nous pouvons interagir. C'est un moment de révélation. Sophie Beernaerts n'a jamais fait marche arrière.

Son parcours académique à l'ULB, d'abord, puis sa carrière au sein des institutions européennes ont été axés sur la création de ponts entre les différents peuples, l'écoute, la compréhension et le maintien des valeurs qui lui sont si chères.

Née à Bruxelles, Sophie Beernaerts a commencé son parcours de 7 ans à l'ULB, à la Solvay Brussels School of Economics and Business, en 1982. Elle a fait beaucoup de choses à l'ULB. Membre du Cercle du libre examen, de l'association étudiante Solvay, du Comité de baptêmes (chargé de l'«initiation» des nouveaux étudiants à la vie universitaire) et représentante des étudiants au Conseil d'administration de l'ULB, Sophie discutait régulièrement avec ses camarades de classe du principe du libre examen, en écoutant d'abord leurs réactions «et en s'assurant qu'ils se rendent compte de pourquoi de leur présence à l'ULB».

Le libre examen est resté fondamental pour elle, tout au long de sa carrière professionnelle. Imposer un point de vue en utilisant l'argument de la hiérarchie et de l'autorité la révolte. Ses années à l'ULB ont gravé chez Sophie Beernaerts un besoin de débat, de confrontation d'idées différentes. «Le libre examen, c'est favoriser le partage et l'échange. Une approche participative me semble la seule façon de prendre des décisions éclairées dans l'intérêt de tous».

Diplômée en 1987 en tant qu'Ingénieur commercial (l'équivalent de l'actuel Ingénieur de gestion ou Business engineer), et après un stage de 5 mois à la Commission européenne, Sophie Beernaerts s'inscrit à une licence spéciale en économie européenne à l'Institut d'études européennes.

Son parcours vers une carrière dans l'UE n'a cessé d'évoluer. Encore étudiante, elle se voit proposer un poste à l'Ambassade d'Arabie Saoudite, pour travailler sur les relations entre ce qui était alors la CEE et le Conseil de coopération du Golfe, à une époque où les

Sophie Beernaerts was only 11 when, for the first time, she encountered her destiny. It was at the Children International Summer Villages, an international programme launched in 1950 by Doris Twitchell Allen, that brings together children from the most diverse backgrounds and cultures with the goal of breaking stereotypes and allowing the future generations to speak to each other. During her month at CISV, young Sophie learned first-hand, by playing with children from 15 countries, that "the other" is not so different, "that even if we don't speak the same language we can interact. It was a moment of revelation." Sophie Beernaerts has never backtracked.

Her academic years at the ULB, first, and later her career in the European institutions have been focussed on creating bridges between different peoples, listening, understanding and sustaining the values she holds so dear.

Born in Brussels, Sophie Beernaerts began her 7-year streak at the ULB, at the Solvay Brussels School of Economics and Business, in 1982. She did many things at the ULB. Member of the *Cercle du libre examen* (roughly translated as Student Association for Freethought), of the Solvay student association, of the *Comité de baptême* (in charge of the "initiation" of new students into university life) and student representative at the ULB's Administrative Council, Sophie discussed regularly with her fellow students about the principle of freethought, listening first to their reactions "and to make sure they realised why they were at the ULB."

Freethought has remained fundamental for her, throughout her professional career. Imposing a point of view by using the argument of hierarchy and authority revolts her. Her ULB years engraved in Sophie Beernaerts a need for debate, for confronting different ideas. "Freethought is to encourage sharing and exchange. A participatory approach seems to me the only way to make informed decisions in the interest of all."

Graduated in 1987 with a diploma of *Ingénieur commercial* (the equivalent of today's *Ingénieur de gestion* or Business engineer), and a 5-month internship at the European Commission in her pocket, Sophie Beernaerts signed up for a specialised degree in Political Economy of the EU (*licence spéciale en économie européenne*) at the Institute for European Studies.

Her path towards an EU career kept evolving. Still a student, she was offered a job at the Embassy of Saudi Arabia, to work on the relations between what were then the EEC and the Gulf Cooperation Council, in a time where negotiations for a cooperation agreement

négociations pour un accord de coopération puis de libre-échange étaient en cours. «Cela m'a permis de voir comment la Commission interagissait avec les pays tiers». Elle est restée à l'ambassade pendant deux ans, s'intéressant à l'action extérieure de l'UE et travaillant en parallèle sur le sujet pour sa thèse. Sa connaissance des institutions européennes n'a cessé de se développer, sous différents angles.

C'est en 1989 que Sophie Beernaerts termine ses études à l'IEE, l'année de la chute du mur de Berlin. Sophie a suivi avec ferveur les événements historiques qui se déroulaient alors. Comme beaucoup d'autres jeunes de sa génération, elle est allée à Berlin, a récupéré son morceau de mur... «Pour moi, c'était l'intégration européenne : faire tomber ce mur pour construire une Europe unie». C'est ce contexte politique qui l'a nourrie. «C'était le seul moyen pour moi.»

EN POSTE À LA COMMISSION EUROPÉENNE

Sophie Beernaerts réussit le concours et son parcours à la Commission européenne lui permettra de mettre en œuvre son engagement en faveur de l'internationalisation, du partage et de l'échange entre les différentes personnes. Chef de département Erasmus+ et du Corps de solidarité de l'UE, elle a également été chef d'unité pour la coordination Erasmus +, pour les Actions Marie Skłodowska Curie qui encouragent la mobilité transnationale, intersectorielle et interdisciplinaire des chercheurs, pour le développement de la politique d'éducation scolaire et du multilinguisme et pour l'unité «Politique de citoyenneté» qui a favorisé la coopération entre la Commission européenne et les organisations de la société civile ou les communautés locales.

La Commission est sa maison professionnelle depuis plus de deux décennies et, étant la libre-exaministe qu'elle est, Mme Beernaerts l'examine d'un œil critique. «Nous n'avons pas été aussi présents que nous l'aurions dû dans les communautés locales pour défendre les valeurs de l'UE».

Elle estime cependant que le rêve européen qu'elle a perçu lors de la chute du mur de Berlin est toujours bel et bien vivant. «Trente ans plus tard, malgré les difficultés croissantes à prendre des décisions communes valables dans des contextes politiques, sociaux et économiques nationaux différents, je continue de croire que l'élargissement était nécessaire et que nous ne pouvions pas laisser cette moitié de l'Europe sortir de notre intégration européenne». Aussi difficile que soit le projet européen, Beernaerts pense toujours qu'il s'agit de la voie à suivre. L'Union européenne, dit-elle, permet aux gens, par les politiques qu'elle élabore et les programmes qu'elle finance, de mieux se comprendre. C'est un vecteur de ce qu'elle aime appeler «l'ouverture des esprits».

and then a free trade agreement were ongoing. "That allowed me to see how the Commission interacted with third countries." She stayed at the embassy for two years, looking at the EU's external action and working in parallel on the topic for her dissertation. Her knowledge of the European institutions kept getting shaped, from different angles.

It was 1989 when Sophie Beernaerts finished her studies at the IEE, the year of the fall of the Berlin Wall. Sophie followed the historical events unfolding with fervour. Like many other youngsters of her generation, she went to Berlin, collected her piece of the wall... "For me, *that* was European integration, taking down that wall to build a united Europe." It was that political context that nourished her. "There was for me one only way."

WORKING AT THE EUROPEAN COMMISSION

Sophie Beernaerts passed the competition and her journey at the European Commission has allowed her to put to work her commitment to internationalization, to sharing and exchanging between different people. Head of Department Erasmus+ and EU Solidarity Corps, she has also been Head of Unit for Erasmus + Coordination, for Marie Skłodowska Curie Actions that encourage researchers' transnational, intersectoral and interdisciplinary mobility, for developing School education policy and multilingualism and for the Citizenship Policy Unit that fostered cooperation between the European Commission and civil society organisations or local communities.

The Commission has been her professional home for more than two decades yet and, being the freethinker that she is, Beernaerts looks at it critically. "We haven't been as present as we should have in local communities to defend EU values."

She believes, however, that the European dream she witnessed at the fall of the Berlin wall is still alive and kicking. "Thirty years later, despite growing difficulties in taking common decisions that are valid in different political, social and economic national contexts, I still believe enlargement was necessary, and that we couldn't let that half of Europe out of our European integration." As challenged as the European project is, Beernaerts still thinks it to be the way forward. The European Union, she says, allows people, through the policies it elaborates and the programmes it finances, to better understand each other. It is a vector of what she likes to call "the opening of the minds."

Sophie Beernaerts attend de l'Université, en tant qu'institution, qu'elle encourage les valeurs qui sont au cœur du projet européen: solidarité, liberté, démocratie. «L'Université a un rôle à jouer pour expliquer les effets de l'intégration européenne, de manière critique.»

Sophie Beernaerts expects the university, as an institution, to foster the values at the core of the European project: solidarity, freedom, democracy. "The University has a role to play to explain the effects of European integration, in a critical way."

L'EUROPE ET LES UNIVERSITÉS

Sophie Beernaerts ne cache pas sa joie lorsqu'elle voit ses deux mondes – l'ULB et l'Europe – se rapprocher. Pour elle, l'engagement de l'ULB et sa participation à l'alliance universitaire européenne CIVIS est une source de fierté et de joie. «L'ULB doit préserver son ouverture sur le monde, faire en sorte que tous ses organes travaillent dans la même direction.»

Désormais directement en charge de l'Initiative «Universités européennes», elle pense que celle-ci va changer la façon dont l'enseignement supérieur est perçu dans les États membres, et qu'il contribuera à ouvrir les esprits et à réunir dans un dialogue les différents piliers qui soutiennent les universités: l'enseignement, la recherche, l'innovation et la contribution à la société. «Pour nous, c'est essentiel», déclare Mme Beernaerts.

Relier ses deux mondes revient aux valeurs fondamentales qu'elle a rencontrées lorsqu'elle voyait «l'autre» pour la première fois dans son enfance: écouter, partager, dialoguer, travailler ensemble malgré les différences.

L'évolution de l'enseignement supérieur, mais aussi de l'Union européenne, réside dans ce destin partagé. «Il s'agit aussi d'amener les communautés locales à l'université, de les rapprocher des institutions européennes. La perméabilité doit être constante. Ce dialogue doit être permanent». En ce sens, elle salue les efforts d'union de l'ULB et de la VUB, ainsi que le travail de son Alma Mater ULB en lien avec la région, une Université clairement ancrée dans sa ville, la ville de Bruxelles.

Sophie Beernaerts attend de l'université, en tant qu'institution, qu'elle encourage les valeurs qui sont au cœur du projet européen: solidarité, liberté, démocratie. «L'Université a un rôle à jouer pour analyser et expliquer les effets de l'intégration européenne, de manière critique». Et elle reste prête à agir, à contribuer, à écouter et à faire ce qu'elle peut pour créer des ponts.

María Isabel Soldevila Brea

EUROPE AND THE UNIVERSITY

Sophie Beernaerts does not hide her joy when she sees her two worlds – The ULB and Europe – getting closer together. For her, the ULB's engagement and participation in the European University alliance CIVIS is a source of pride and joy. "The ULB needs to safeguard its openness to the world, to keep all its different bodies working in the same direction."

Now directly involved in managing the European Universities Initiative, she believes it will change the way higher education is seen in Member States, it will help open minds and bring together in dialogue the different pillars that sustain universities: education, research, innovation and contribution to society. "For us, this is essential," says Beernaerts.

Connecting her two worlds comes back to the basic values she encountered as a child seeing "the other" for the first time: listening, sharing, dialoguing, working together in spite of the differences.

The evolution of higher education, but also of the European Union lies in this shared destiny. "It's also about bringing local communities to the university, closer to the European institutions. The permeability must be constant. This dialogue must be permanent." In that sense, she applauds the efforts to join forces of the ULB and the VUB, as well as the work of her Alma Mater ULB in connection with the region, a University clearly anchored in her town, the city Brussels.

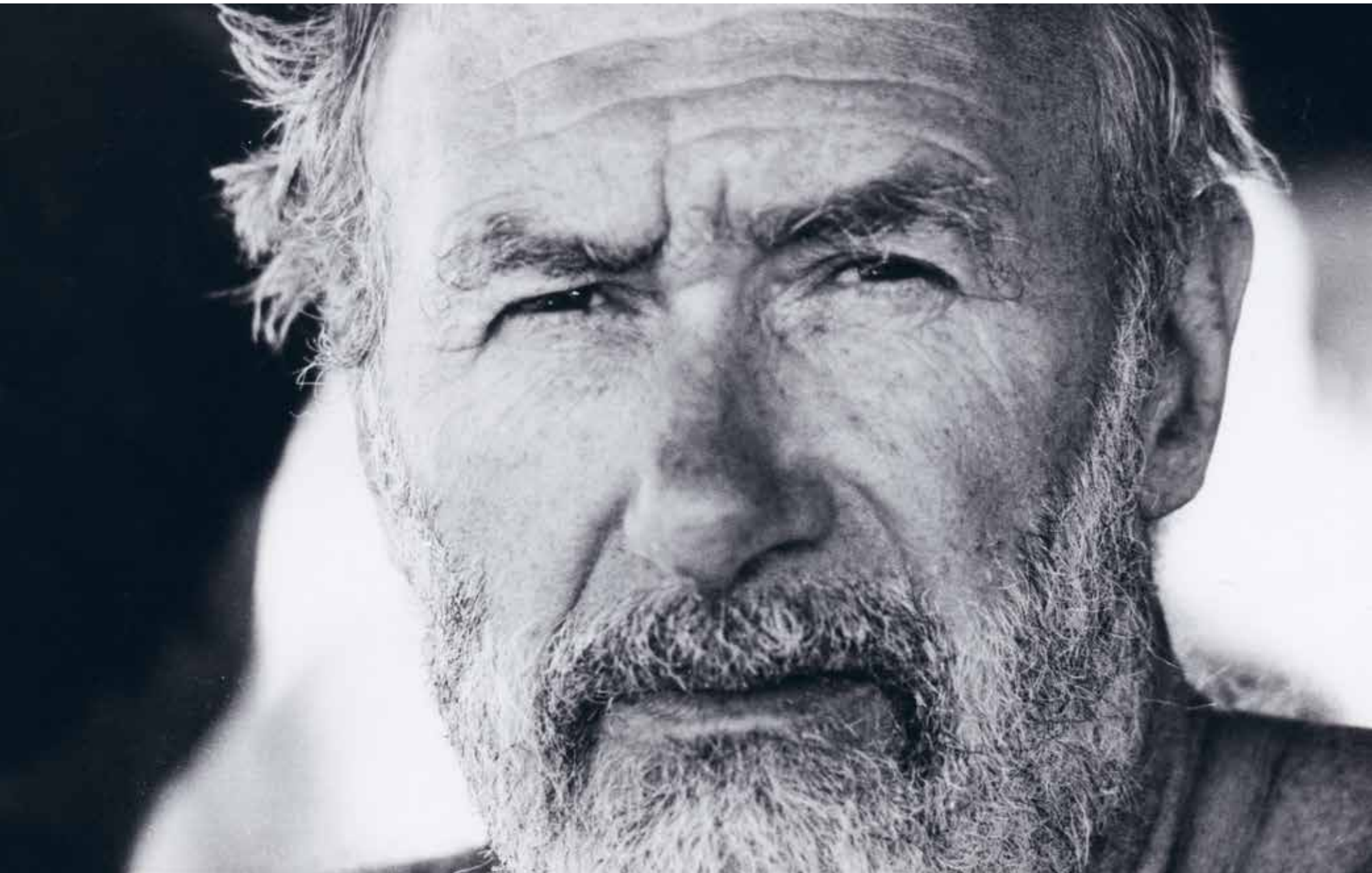
Sophie Beernaerts expects the university, as an institution, to foster the values at the core of the European project: solidarity, freedom, democracy. "The University has a role to play to analyse and explain the effects of the European integration, in a critical way." And she remains ready to act, to contribute, to listen and to do what she can to create bridges.

María Isabel Soldevila Brea

PAUL BERTELSON

Un psychologue passionné de recherches scientifiques

A psychologist with a passion for scientific research



Pionnier dans le domaine de la psychologie expérimentale et cognitive, Paul Bertelson a contribué à son développement en Belgique, notamment par la création du Laboratoire de Psychologie expérimentale, ainsi qu'au niveau européen puisqu'il est un des membres fondateurs de la Société européenne de psychologie cognitive (ESCOP) toujours active aujourd'hui.

Paul Bertelson naît le 19 décembre 1926 à Bruxelles. Lorsqu'il a trois ans, sa maman, alors âgée de 25 ans, contracte une angine qui, sans antibiotique à l'époque, lui est fatale. Le petit Paul est adopté par sa tante Marguerite Van Houdt-Volckaert, la grande sœur de sa mère, et son mari Jean-Baptiste Van Houdt. Il reste toutefois en contact avec son père, Adrien Bertelson.

Ayant de bons résultats scolaires, il est très vite évident que Paul Bertelson fera des études universitaires. Oui mais lesquelles ? Sur les conseils de Jean-Baptiste, il intègre *l'École de Commerce Solvay et obtient une Licence en 1949*. À l'issue de quoi, il se tourne vers l'économie et reçoit une bourse pour poursuivre des études à la Graduate School of Harvard mais il tombe malade de la tuberculose et se voit dans l'impossibilité de quitter la Belgique. Par ailleurs, il estime que ses études à Solvay lui ont permis d'aborder diverses matières mais pas de manière approfondie. C'est dans cet état d'esprit qu'il rencontre André Ombredane, professeur de psychologie à l'ULB depuis 1948, fondateur du Laboratoire de Psychologie, docteur en médecine et agrégé de philosophie, qui lui fait découvrir le domaine de la psychologie et lui communique son enthousiasme pour cette discipline. Paul Bertelson se lance dans des études de Psychologie et obtient une Licence de l'École de Psychologie de l'ULB en 1953 et ensuite un mandat d'aspirant auprès du Fonds national de la recherche scientifique, suivi d'un mandat d'assistant, de 1955 à 1959, pour réaliser une thèse de doctorat sous la direction d'André Ombredane.

En 1957, il passe une année à l'Université de Cambridge au sein de *l'Applied Psychology Unit*. Il y réalise des travaux fondateurs, aux côtés de Donald Broadbent, relatifs au tri des cartes et au temps de réaction, notamment sur la question des dépendances séquentielles. Déterminant, ce séjour décidera Paul Bertelson à se consacrer à ce qui va devenir la psychologie cognitive.

Ombredane meurt prématurément en 1958 et son laboratoire est scindé en trois parties: le Laboratoire de Psychologie industrielle, le Laboratoire de Psychologie différentielle et le Laboratoire de Psychologie expérimentale. Après avoir terminé sa thèse, Paul Bertelson obtient un poste permanent à l'ULB et prend la direction

A pioneer in the area of experimental and cognitive psychology, Paul Bertelson has contributed to its development in Belgium, in particular via the creation of the Laboratory of Experimental Psychology as well as at the EU level as he is one of the founding members of the European Society of Cognitive Psychology that is still active today.

Paul Bertelson was born in Brussels on 19 December 1926. When he was three years old, his mother, aged 25 then, contracted an angina, which, with there being no antibiotics at the time, proved to be fatal. Little Paul was adopted by his aunt, Marguerite Van Houdt-Volckaert, his mother's big sister, and her husband Jean-Baptiste Van Houdt. He did however stay in touch with his father, Adrien Bertelson.

Given that his schools grades were good, it was very quickly clear that Paul Bertelson would study at the university. Yes, but what would he study? Based on the advice of Jean-Baptiste, he registered for the Solvay Business School and obtained a bachelor's degree there in 1949. After that, he switched to economics and received a grant to pursue his studies at the Graduate School of Harvard but then fell ill to tuberculosis and was unable to leave Belgium. He also considered that his studies at Solvay allowed him to approach different subjects although not in depth. It was in this state of mind that he met André Ombredane, a Professor of Psychology at the ULB since 1948, a founder of the Laboratory of Psychology, a Doctor in Medicine and a specialist in philosophy, who helped him discover the area of psychology and communicated his enthusiasm for this discipline to him. Paul Bertelson delved into studies in psychology and obtained a degree from the ULB's School of Psychology in 1953 and then a research fellowship from the *Fonds national de la recherche scientifique* - Fund for Scientific Research (F.R.S.-FNRS), followed by a post as assistant, from 1955 to 1959, to produce a PhD thesis under André Ombredane's supervision.

In 1957, he spent a year at the University of Cambridge in the Applied Psychology Unit. He completed foundational work there, alongside Donald Broadbent, relating to card sorting and reaction time, especially on the issue of sequential dependencies. This was key as it was a period during which Paul Bertelson made up his mind to dedicate himself to what would later become cognitive psychology.

Ombredane died prematurely in 1958 and his laboratory was split into three: the Laboratory of Industrial Psychology, the Laboratory of Differential Psychology and the Laboratory of Experimental Psychology. After he had completed his thesis, Paul Bertelson obtained a permanent post at the ULB and took over as head of the laboratory until his retirement in 1990. In addition to Paul Bertelson,

du laboratoire jusqu'à sa retraite en 1990. Celui-ci compte alors, outre Paul Bertelson, deux doctorantes d'Ombredane: Francine Robaye et Eliane Noirot. Cette dernière, qui épousera Paul Bertelson en 1967, se spécialise en éthologie.

the ULB had two of Ombredane's PhD students: Francine Robaye and Eliane Noirot. The latter married Paul Bertelson in 1967 and specialised in ethology.

Paul Bertelson devient très vite célèbre en Europe puis dans le monde entier. Sachant pertinemment bien que des échanges avec les universités et instituts de recherche étrangers étaient cruciaux pour les progrès de la science et le rayonnement de l'ULB, il collabore étroitement avec des chercheurs étrangers, dont plusieurs basés à Oxford et Cambridge.

LE CRÉATEUR DU LABORATOIRE DE PSYCHOLOGIE EXPÉRIMENTALE

La psychologie expérimentale et l'éthologie se développent rapidement à l'ULB, principalement sous l'impulsion de Paul Bertelson. Il a notamment plusieurs doctorants brillants qui feront carrière à l'ULB. Parmi les premiers se trouvent Jesus Alegria, Daniel Holender, José Morais et Monique Radeau. Avec Paul Bertelson et Eliane Noirot, ces quatre étudiants constituent la première génération du Laboratoire de Psychologie Expérimentale. Suivront de nombreux autres, dont Isabelle Peretz, Philippe Mousty, Claire Genevrois, Jacqueline Leybaert et Régine Kolinsky.

Ce laboratoire a contribué de manière conséquente à la recherche en psychologie expérimentale. Ses contributions principales, pour n'en citer que quelques-unes, concernent, d'une part, les phénomènes d'interaction audiovisuelle dans la localisation spatiale et, d'autre part, les mécanismes de la lecture, en particulier la reconnaissance des mots écrits par les aveugles via le braille. Dans la perspective neuropsychologique, le laboratoire a aussi investigué les troubles de négligence spatiale et la spécialisation hémisphérique, notamment en ce qui concerne les visages et les figures géométriques.

Lorsque Paul Bertelson prend sa retraite, José Morais reprend la tête du Laboratoire, qui se scindera en 2000 en deux parties: le *Laboratoire Language, Cognition and Development* et l'Unité de Recherche en Neurosciences Cognitives. Paul Bertelson collabore alors étroitement avec Beatrice De Gelder et Jean Vroomen de l'Université de Tilburg.

Le travail de Bertelson a contribué au rayonnement international de l'ULB. Il a aussi formé, au sein de son laboratoire, plusieurs générations d'étudiants qui sont ensuite devenus, pour certains, des chercheurs de premier plan.

THE CREATOR OF THE LABORATORY OF EXPERIMENTAL PSYCHOLOGY

Experimental psychology and ethology developed rapidly at the ULB, mainly driven by Paul Bertelson. In particular, he had several brilliant PhD students who were to pursue a career at the ULB. Those included Jesus Alegria, Daniel Holender, José Morais and Monique Radeau. With Paul Bertelson and Eliane Noirot, these four students made up the first generation of the Laboratory of Experimental Psychology. Numerous others were to follow, including Isabelle Peretz, Philippe Mousty, Claire Genevrois, Jacqueline Leybaert and Regine Kolinsky.

This lab made a key contribution to research in experimental psychology. Its main contributions, to name but a few, concerned, on the one hand, audiovisual interaction phenomena in spatial localisation and, on the other, reading mechanisms, in particular the recognition of written words by blind people via braille. From the neuropsychological perspective, the lab also investigated spatial negligence disorders and hemispheric specialisation, especially as regards geometric faces and shapes.

When Paul Bertelson retired, José Morais took over as the head of the lab, which split into two in 2000: The Language, Cognition and Development Laboratory and the Cognitive Neurosciences Research Unit. At the time, Paul Bertelson worked closely with Beatrice De Gelder and Jean Vroomen from Tilburg University.

Bertelson's work contributed to the growth of ULB's international reputation. He also trained, within his lab, several generations of students who then become, in some cases, high profile researchers.

Paul Bertelson very quickly became famous in Europe and then in the whole world. Knowing full well that exchanges with foreign universities and research institutes were crucial for progress in science and for the ULB to shine, he worked closely with foreign researchers, including several based in Oxford and in Cambridge.

UN PERSONNAGE D'ENVERGURE INTERNATIONALE

Paul Bertelson était véritablement passionné par un certain nombre d'aspects de la psychologie expérimentale. Il y contribua intensément pendant sa carrière, produisant un nombre impressionnant d'articles de grande rigueur et précision, toujours parfaitement documentés, en donnant des exposés brillants de par le monde et en échangeant généreusement le fruit de ses réflexions avec ses collègues et amis, les jeunes chercheurs et les étudiants.

Paul Bertelson devient très vite célèbre en Europe puis dans le monde entier. Sachant pertinemment bien que des échanges avec les universités et instituts de recherche étrangers étaient cruciaux pour les progrès de la science et le rayonnement de l'ULB, il collabore étroitement avec des chercheurs étrangers, dont plusieurs basés à Oxford et Cambridge. Il est régulièrement invité à intervenir lors de symposiums et conférences partout dans le monde. À plusieurs reprises, des universités prestigieuses, dont celle de Berkeley en Californie, essayent de le recruter, en vain.

Au sein même de l'ULB, Paul Bertelson évolue dans un contexte international. Il est constamment entouré de chercheurs étrangers qui, pour beaucoup, sont également des amis. Cette reconnaissance internationale lui a permis d'obtenir la confiance de l'ULB pour son laboratoire et de décrocher ainsi de façon récurrente des ARC (Actions de recherche concertée) permettant à ses membres de poursuivre leurs recherches dans de bonnes conditions. Son prestige fait qu'il est nommé président de la Faculté de Sciences psychologiques et pédagogiques de 1977 à 1980. Il est ensuite nommé président du 25^e Congrès international de la psychologie qui se tient à Bruxelles en 1992. Enfin, l'un des prestigieux Prix quinquennaux du FNRS, le Prix scientifique Ernest-John Solvay, lui est décerné en 1995.

AN INTERNATIONAL FIGURE

Paul Bertelson was truly passionate about a certain number of aspects of experimental psychology. He contributed a great deal to it during his career, producing an impressive number of very rigorous and precise articles, always perfectly documented, by giving brilliant exposés all over the world and by generously exchanging the results of his reflections with friends and colleagues, young researchers and students.

Paul Bertelson very quickly became famous in Europe and then in the whole world. Knowing full well that exchanges with foreign universities and research institutes were crucial for progress in science and for the ULB to shine, he worked closely with foreign researchers, including several based in Oxford and in Cambridge. He was regularly invited to speak during symposia and conferences all over the world. On several occasions, prestigious universities, including Berkeley in California, tried to recruit him, but in vain.

Within the ULB, Paul Bertelson evolved in an international context. He was constantly surrounded by foreign researchers, who, for many, were also friends. This international recognition allowed him to gain the trust of the ULB for his lab and to win, again and again, Collective Research Initiatives (*Actions de recherche concertées, ARC, funding for research projects*) allowing its members to pursue their research in good conditions. His prestige led to him being appointed President of the Faculty of Psychological and Pedagogical Sciences from 1977 to 1980. He was then appointed President of the 25th International Congress of Psychology, which was held in Brussels in 1992. Finally, he was awarded one of the prestigious five year prizes of the FNRS, the Ernest-John Solvay Science Prize, in 1995.

UNE VISION TRÈS SCIENTIFIQUE DE LA PSYCHOLOGIE

Paul Bertelson était convaincu de l'importance du caractère scientifique de la psychologie expérimentale. Il y voyait très peu d'affinités avec les autres disciplines de la psychologie qu'il considérait comme étant de l'ordre des sciences sociales. Il était profondément attaché au travail de laboratoire.

«Votre œuvre illustre de façon éclatante la possibilité d'appliquer une méthodologie scientifique rigoureuse à l'étude de ces phénomènes cachés que sont les processus mentaux humains», dira Alex Lefebvre, alors directeur du service de psychologie clinique et différentielle, à propos de Paul Bertelson lors du discours prononcé lors de la séance d'hommage aux professeurs honoraires (année académique 1989-1990).

Très actif dans la recherche tout au long de sa vie, Bertelson s'intéressera à plusieurs domaines pour lesquels son travail sera déterminant. Dès sa thèse, il va se tourner vers l'analyse chronométrique des activités mentales humaines. Ainsi, il met en évidence un phénomène de facilitation des processus de choix des réponses lors de la répétition des réactions, phénomène depuis lors connu comme « effet de répétition ».

SON ENGAGEMENT EUROPÉEN

En plus de son travail de chercheur, Paul Bertelson est à l'origine, avec quatre figures majeures de la psychologie cognitive (Alan Baddeley, Janet Jackson, John Michon et Wolfgang Prinz), de la création de la Société européenne de psychologie cognitive (European Society for Cognitive Psychology - ESCOP) en 1985. Celle-ci vise à promouvoir de nouvelles initiatives de recherche et à soutenir la recherche européenne au travers de summer schools, de conférences et de la publication d'un journal académique. Il en est président de 1991 à 1992 puis vice-président entre 1993 et 1994.

Sa contribution au domaine de la psychologie est reconnue depuis 2001 par un prix éponyme prestigieux attribué tous les deux ans par l'ESCOP à un jeune scientifique dont les contributions à ce domaine sont exceptionnelles. Ce prix témoigne, lui aussi, de l'importance des recherches de Bertelson, de son influence dans le milieu européen de la psychologie ainsi que de sa reconnaissance internationale.

Elise Blaizot (en collaboration avec Mélanie Bertelson)

A VERY SCIENTIFIC VISION OF PSYCHOLOGY

Paul Bertelson was convinced of the importance of the scientific nature of experimental psychology. In that, he saw very few affinities with other disciplines of psychology that he considered as being of the order of social sciences. He was deeply attached to the lab work.

"Your life's work illustrates in a dazzling way the possibility of applying a rigorous scientific methodology to the study of these hidden phenomena that are human mental processes," said Alex Lefebvre, then Director of the Clinical and Differential Psychology Service, about Paul Bertelson in a speech given during the session paying tribute to honorary professors (1989-1990 academic year).

Very active in research throughout his life, Bertelson was interested in several areas for which his work would be decisive. From his thesis onwards, he would turn to the chronometric analysis of human mental activities. Thus, he highlighted a phenomenon of facilitating response choice processes during the repetition of reactions, a phenomenon since then known as the 'repetition effect'.

HIS EUROPEAN COMMITMENT

In addition to his work as a researcher, Paul Bertelson was at the origin, with four major figures from cognitive psychology (Alan Baddeley, Janet Jackson, John Michon and Wolfgang Prinz), of the creation of the European Society for Cognitive Psychology (ESCP) in 1985. That aimed to promote new research initiatives and to support European research via summer schools, conferences and the publication of an academic journal. He was its President from 1991 to 1992 and then Vice President between 1993 and 1994.

His contribution to psychology was recognised in 2001 with the creation of a prestigious ESCP prize awarded by the ESCP every two years to a young scientist whose contributions to the area are exceptional. This prize testifies to the importance of Bertelson's research, his influence in European psychology circles as well as his international recognition.

Elise Blaizot (in collaboration with Mélanie Bertelson)

Photo prise à l'occasion
de la création de l'ESCOP.

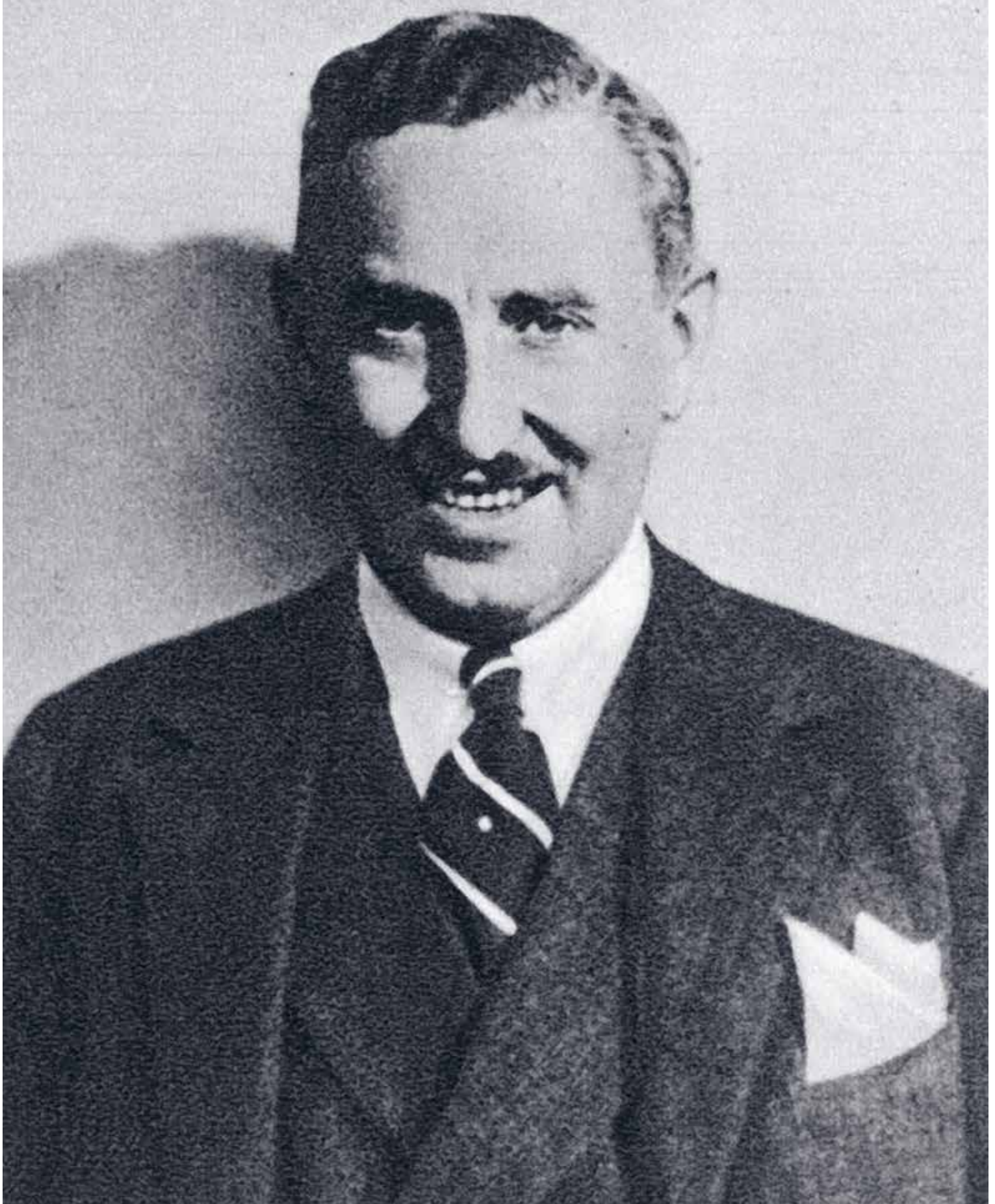
Photo taken in the context
of the creation
of the European Society
for Cognitive Psychology
(ESCOP).



Dans les années 1940.
During the 1940s.



Au Sanatorium d'Eupen en 1951.
At Eupen's sanatorium, in 1951.



René Boël, 1938.

RENÉ BOËL

René Boël, à l'origine de l'organisation du patronat européen

René Boël, a building block of the European business community

Issu d'une longue dynastie industrielle, René Boël a marqué de son empreinte la direction du groupe Solvay et des entreprises familiales. Mais c'est avant tout en tant que président de la Ligue européenne de coopération économique - qu'il crée en 1946 avec d'autres personnalités du monde économique et politique - qu'il contribue de manière décisive à la promotion de l'intégration européenne. Portrait d'un grand patron européen.

René Boël n'a pas atteint sa dix-huitième année quand il s'engage comme volontaire dans l'Armée belge en mars 1917. Ce petit-fils de Gustave Boël, fondateur des laminoirs et des aciéries qui sillonnent le paysage de La Louvière, est de bonne famille. Mais ça ne l'empêche pas de mettre de l'ardeur à la tâche. La guerre à peine terminée, il s'inscrit à l'École polytechnique de l'ULB à un moment de transition majeur de l'histoire de l'université. Ce n'est en effet qu'en 1924 que les premières facultés, dont celle des sciences appliquées, s'installent sur le site du Solbosch. René Boël n'aura rien vu des nouveaux laboratoires puisqu'il boucle ses études d'ingénieur civil des Mines en deux ans à peine. Son diplôme en poche en 1922, il épouse Yvonne Solvay, petite-fille d'Ernest Solvay, qui décède cette même année.

UN PATRON AUDACIEUX

Après avoir fourbi ses premières armes de jeune dirigeant dans les usines familiales, René Boël fait son entrée en 1930 dans les affaires de l'entreprise de sa belle-famille, Solvay & Cie. En proie à une délicate crise de leadership (le fils aîné du fondateur, Armand Solvay, décède en 1930), la multinationale de la chimie doit aussi faire face à une conjoncture mondiale exceptionnellement difficile. En dépit d'une pratique industrielle encore limitée, René Boël impressionne les gérants par ses talents d'organisateur et ses compétences techniques

René Boël comes from an industrial dynasty that goes back a long way and has left his mark on the management of the Solvay Group and family enterprises. But it was above all as President of the Ligue européenne de Coopération économique (European League for Economic Cooperation), which he created in 1946 with other high profile figures from the worlds of business and politics, that he made a decisive contribution to promoting European integration. This is the portrait of a highly influential European businessman.

René Boël had not even turned 18 when he signed up as a volunteer in the Belgian Army in March 1917. This grandson of Gustave Boël, the founder of the rolling mills and steelworks that crisscross the countryside of La Louvière, is from good stock. But that did not prevent him from rolling up his sleeves and working hard. Barely had the war finished than he signed up at the ULB's Ecole Polytechnique at a major turning point in the history of the university. It was only in 1924 that the first faculties, including the one for applied sciences, were set up on the Solbosch site. René Boël was to see nothing of the new laboratories as he wrapped up his studies as a civil engineering in barely two years. With his degree certificate obtained in 1922, he married Yvonne Solvay, granddaughter of Ernest Solvay, who passed away that same year.

AN AUDACIOUS BUSINESSMAN

René Boël cut his teeth as a young manager in family-owned factories before he got involved in the business activities of his family-in-law's company, Solvay & Cie, in 1930. Beset by a delicate crisis in leadership (the oldest son of the founder, Armand Solvay, passed away in 1930), the chemicals multinational also had to face an exceptionally difficult global context. In spite of his still limited industrial experience, René Boël impressed the managers with his

qu'il met également à profit à l'ULB en prêtant son concours à la Faculté des Sciences appliquées en tant que professeur honoraire. Après une brève initiation dans les arcanes de Solvay, il rejoint le comité de direction du groupe – la «gérance» – dès 1931. L'entreprise doit notamment à son esprit d'initiative une réorganisation complète du Département recherche & développement en étroite association avec les sections commerciales. Cette synergie inédite débouchera sur la mise au point de nouveaux produits chlorés qui feront les beaux jours de la stratégie de diversification du groupe Solvay à la fin des années 1940.

LA GUERRE ET L'URGENCE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

La Seconde Guerre mondiale marque un tournant dans la vie de René Boël. Officier démobilisé, il s'envole pour Londres et y rejoint le gouvernement belge en exil. Il est chargé d'opérer la liaison économique avec les groupements alliés sous la houlette du Comité franco-britannique de Coordination; ses missions, effectuées sans réel mandat politique, se déploient entre Londres, New York et Washington. Il fait notamment la connaissance de Jean Monnet avec lequel il noue une véritable relation d'amitié qui sortira renforcée de la guerre. Ce faisant, il prend les mesures utiles pour assurer la gestion des avoirs du groupe Solvay en dehors des territoires occupés, considérés comme «propriété ennemie» par les Américains. C'est à l'occasion de ces nombreux voyages outre-Manche et outre-Atlantique qu'il découvre l'Europe, c'est-à-dire qu'il perçoit la nécessité d'organiser, pour le vieux continent, une configuration économique et politique qui ne soit plus morcelée. En un mot, il prend fait et cause pour l'intégration européenne.

L'ACTION DE LA LIGUE EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Son combat pour l'Europe se cristallise dans l'immédiat après-guerre par la création de la Ligue européenne de coopération économique (LECE). Porté sur les fonts baptismaux en 1947, ce «think tank» européen est dû à l'initiative de personnalités politiques et d'hommes d'affaires – le Belge Paul Van Zeeland, le Polonais Josef Retinger et le Néerlandais Pieter Kerstens en sont les chevilles ouvrières – dont les inclinations idéologiques se situent dans la prolongation des valeurs libérales et atlantistes (René Boël sera lui-même président de l'Association belgo-américaine). Du fait de ses convictions européennes, René Boël est approché pour assurer la présidence de la LECE en 1951. Par ce biais et à travers les nombreux réseaux privés et publics qu'il a pu nouer dans sa pratique professionnelle, il promeut l'idée d'une Europe indépendante, libre

talents as an organiser and with his technical skills that he also made available to the ULB by offering his support as honorary professor at the *Faculté des Sciences appliquées* (Faculty of Applied Sciences). After briefly being initiated into the secrets of Solvay, he joined the group's management board – the '*gérance*' (management) – as of 1931. The company in particular owes the complete reorganisation of the Research and Development Department in close cooperation with the commercial sections to his spirit of initiative. This hitherto unknown synergy would lead to the development of new chlorinated products which would mark the heyday for the Solvay Group's diversification strategy at the end of the 1940s.

THE WAR AND THE URGENT NEED FOR EUROPEAN INTEGRATION

The Second World War marked a turning point in René Boël's life. As a demobilised officer, he flew off to London and joined the Belgian government in exile there. Tasked with undertaking economic liaison activities with the allied groupings under the supervision of the Franco-British Coordination Committee, his missions, carried out without a real political mandate, took place between London, New York and Washington. In particular, he got to know Jean Monnet, with whom he developed a genuine friendship that was to emerge strengthened at the end of the war. By doing that, he took useful measures to ensure the management of the Solvay Group's assets outside the occupied territories, considered as 'enemy property' by the Americans. It was during these numerous trips across the English Channel and across the Atlantic that he discovered Europe, i.e. that he perceived the need to organise, for the old continent, an economic and political configuration that was no longer so fragmented. In other words, he took up the cause of European integration.

THE ACTION OF THE EUROPEAN LEAGUE OF ECONOMIC COOPERATION

His struggle for Europe was crystallised in the immediate period after the war via the creation of the Ligue européenne de coopération économique (European League for Economic Cooperation). Founded in 1947, this pro-European 'think tank' was set up at the initiative of high profile political and business personalities – the Belgian Paul Van Zeeland, the Pole Josef Retinger and the Dutchman Pieter Kerstens were the lynchpins of it – whose ideological inclinations lay in the extension of liberal and Atlanticist values (René Boël himself was to be the President of the Belgo-American Association). Given his pro-European convictions, René Boël was approached to act as President of the European League for Economic Cooperation in 1951. Through this organisation and via the numerous private and public networks that he had been able to put together in his professional

et libérale et tente de rallier à sa cause le patronat industriel européen traditionnel qui ne voit pas d'un œil favorable le développement d'institutions supranationales.

LA VISION DES «GRANDS ENSEMBLES»

Pour convaincre les milieux industriels, René Boël ancre sa vision de l'intégration européenne dans un pragmatisme de bon aloi. À la revue de la fédération patronale belge, il confie en 1960 que «la souveraineté nationale n'est pas une fin en soi. Elle est un moyen adapté à une certaine dimension géographique, à une certaine réalité historique, d'assurer aux hommes d'un pays la liberté, la sécurité, le bien-être. (...) Le cadre des solutions à apporter à ces problèmes (...) est de plus en plus, pour des raisons techniques, pour des raisons de potentiel et de vitalité, pour des raisons d'histoire, celui des grands ensembles.» La mise en place du marché commun européen qui, à partir du Traité de Rome en 1957, scelle le principe des quatre libertés du marché intérieur (libre circulation des biens,

working life, he promoted the idea of an independent, free and liberal Europe and tried to rally traditional European industrial management, who did not look on the development of supranational institutions favourably, to his cause.

THE VISION OF 'GREAT WHOLES'

To convince industrial circles, René Boël anchored his vision of European integration in a respectable form of pragmatism. In the *Revue de la fédération patronale belge*, he admitted in 1960 that "national sovereignty is not an end in itself. It is a means adapted to a certain geographic dimension, to a certain historical reality, to ensure the men of a country freedom, security, wellbeing. (...) The framework of solutions to bring to these problems (...) is increasingly, for technical reasons, for reasons of potential and vitality, for historical reasons, that of great wholes". Putting in place the European common market, which, as from the Treaty of Rome in 1957, seals the principle of the four freedoms of the single market (free movement of goods, capital, services and people) joins up with the campaigning



R. Boël et P. Solvay au Brésil.

R. Boël and P. Solvay in Brazil.

Si le combat européen de René Boël, sous toutes ses formes, caractérise son activité politique, l'industriel est aussi investi dans des domaines qui débordent son expertise professionnelle, à commencer par son intérêt pour les arts.

While René Boël's pro-European drive, in all its forms, was a hallmark of his political activity, this industrialist was also active in areas which went beyond his professional expertise, starting with his interest for the arts.

des capitaux, des services et des personnes) rejoint l'action militante de la LECE et les nombreux discours prononcés à cette occasion par René Boël. Dès 1965, il pressent l'importance d'une ouverture vers l'Europe de l'Est et appuie l'organisation de rencontres «Est-Ouest» au sein de la LECE. Enfin, auréolé de son rôle de conseiller de Camille Gutt à la Conférence de Bretton-Woods, qui suscite la création du Fonds monétaire international et d'autres rouages de la coopération économique internationale de la seconde moitié du XX^e siècle, René Boël s'implique tout particulièrement dans la question de l'intégration monétaire européenne, un vaste chantier auquel il contribuera mais dont il ne verra pas l'aboutissement. À ce titre, il accepte la présidence du Comité financier du Bureau exécutif du Mouvement européen international.

UN PASSIONNÉ POLYVALENT

Si le combat européen de René Boël, sous toutes ses formes, caractérise son activité politique, l'industriel est aussi investi dans des domaines qui débordent son expertise professionnelle, à commencer par son intérêt pour les arts. Grand mécène, administrateur des Amis de l'Orchestre national de Belgique et du Palais des Beaux-Arts, il appelle de ses vœux la création d'un Musée d'art contemporain à Bruxelles. Sans surprise, il porte cette passion à l'échelle européenne en participant à l'administration du Fonds culturel du Conseil de l'Europe.

René Boël, que Camille Gutt qualifia affectueusement de «bouillant baron», occupe une place privilégiée dans le patronat européen du XX^e siècle. Il décède le 29 juin 1990.

Kenneth Bertrams

action of the European League for Economic Cooperation and the numerous speeches given on this occasion by René Boël. From 1965, he sensed the importance of opening up towards eastern Europe and supported the organisation of 'East-West' meetings within the European League for Economic Cooperation. Finally, given a role as advisor to Camille Gutt at the Bretton Woods conference, which led to the creation of the International Monetary Fund and other machinery for international economic cooperation in the second half of the 20th century, René Boël got particularly involved in the issue of European monetary integration, a huge area of work which he contributed to but never saw completed. In this respect, he accepted the post as President of the European Movement International's *Comité financier du Bureau exécutif* (Financial Committee of the Executive Bureau).

A VERSATILE ENTHUSIAST

While René Boël's pro-European drive, in all its forms, was a hallmark of his political activity, this industrialist was also active in areas which went beyond his professional expertise, beginning with his interest in the arts. A major benefactor, an administrator of the *Amis de l'Orchestre national de Belgique and the Palais des Beaux-Arts* (the Friends of the National Orchestra of Belgium and the Palais des Beaux-Arts), he called for the creation of a museum of contemporary art in Brussels. Not surprisingly, he carried this passion to a European level by taking part in the administration of the cultural fund of the Council of Europe.

René Boël, whom Camille Gutt would affectionately describe as a 'bouillant baron' (an effervescent baron), held a prominent position among leading European employers in the 20th century. He passed away on 29 June 1990.

Kenneth Bertrams



Visite du Baron René Boël
à Bartlesville, États-Unis, 1956.

During Baron René Boël's visit
to Bartlesville, United States,
in 1956.



René Boël avec P. Solvay
au Brésil.

René Boël with P. Solvay
in Brazil.

PHILIPPE BUSQUIN

Quand scientifique rime avec politique

A dance between science and politics



Des bancs de l'ULB aux salles de réunions de la Commission, des laboratoires de physique à l'Espace européen de la recherche, des rangs du Mouvement populaire wallon à la vice-présidence du Parti socialiste européen: au premier abord, la trajectoire de Philippe Busquin impressionne et surprend. Électron libre irrémédiablement happé par les forces internationales de l'Europe, il n'en reste pas moins constamment sujet à l'attraction qu'exercent sur lui sa région et son village natals, la Wallonie et Feluy. « Du local au global », « du micro au macro »: en définitive, seraient-ce là les théorèmes auxquels répondrait le parcours intellectuel et politique de Philippe Busquin ?

Originaire de la région du Centre et du village carrier de Feluy, Philippe Busquin est issu d'une famille de tradition ULBiste et laïque. Il suit les traces de son père, ancien diplômé de la faculté Solvay, lorsqu'il s'inscrit en physique à l'ULB en 1958. Passionné par cette discipline depuis son adolescence, il se spécialise rapidement en physique nucléaire, et réussit brillamment son cursus jusqu'à effectuer un stage au sein de la prestigieuse Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN). Mais un événement tragique vient bientôt bouleverser le parcours presque sans encombre du jeune physicien. Le décès de son père l'oblige en effet à renoncer à la carrière de chercheur qui lui semblait promise. En lieu et place, faute de ressources pour lui et sa mère, il entre en 1962 à l'École normale de Nivelles comme professeur de physique, puis un an plus tard comme assistant chargé d'exercices auprès du professeur Balasse, à la faculté de médecine de l'ULB. Il mène de front ces parcours d'enseignant et d'assistant jusqu'en 1979, année charnière qui le voit entamer une carrière politique.

ENTRE PHILOSOPHIE ET POLITIQUE, ENTRE ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

Dès l'université, Philippe Busquin est un jeune homme politisé, mais n'est encore « encarté » à aucun parti. « Vu que je venais du Centre, que mon père avait perdu sa situation à cause du déclin économique de cette région, j'étais militant wallon de gauche ». Il ajoute : « lorsqu'il y avait manifestation à l'ULB je participais, mais pas en tant que meneur, loin de là ! » ; « J'avais juste ma sensibilité » concède-t-il humblement. Cette sensibilité à la politique, Philippe Busquin n'aura de cesse de la cultiver. Ainsi, au fil des années 1960-1970, il devient véritablement militant socialiste, syndical et wallon. Il assiste aux événements de mai 68 et participe modestement aux assemblées libres de l'ULB où il se rend avec certains de ses étudiants. Spectateur des discussions qui s'y déroulent et des débats menés tambour battant à coup de citations d'auteurs politiques, il éprouve bientôt – depuis sa culture

From the ULB's classrooms to the Commission's meeting rooms; from the physics labs to the European Research Area; from the ranks of the Walloon popular movement to the Vice Presidency of the European Socialist Party: At first sight, Philippe Busquin's career path looks impressive and full of unexpected twists and turns. A free spirit caught up in the whirlwind of Europe's international forces, he has nonetheless continued to be attracted by the magnetic pull of his region, Wallonia, and the village where he was born, Feluy. "From local to global, "From the micro to the macro": Would these be the theorems that explain Philippe Busquin's intellectual and political trajectory?

Originally from the Central region of the Hainaut province (Centre) and from the quarrying village of Feluy, Philippe Busquin comes from a secular family with strong links to the ULB. He followed in the footsteps of his father, a former graduate of the Solvay Faculty, when he signed up to study physics at the ULB in 1958. Passionate about this subject since his teenage years, he quickly specialised in nuclear physics and succeeded his studies with flying colours, even doing an internship at the prestigious European Organization for Nuclear Research, CERN. But a tragic event would soon derail what had, up until then, been a smooth career path for this young physicist. His father's death forced him to give up the career as a researcher that seemed to be his for the taking. Instead of that, lacking enough resources to provide for himself and his mother, he joined the *École normale de Nivelles* (Nivelles school) as a physics teacher before becoming teaching assistant to Professor Balasse at the ULB's Faculty of Medicine. He carried out these activities as teacher and assistant side by side until 1979, a key year which saw him embark on a political career.

BETWEEN PHILOSOPHY AND POLITICS, BETWEEN ENERGY AND THE ENVIRONMENT

Right from his time at university, Philippe Busquin was a politically engaged young man, but one who had not yet signed up with any party. "Seeing as I came from the Centre, that my father had lost his job due to the economic decline of this region, I was a left-wing Walloon activist." He adds that: "when there was a demonstration at the ULB I took part, but not as a leader, far from that!". "I was sensitive to the issues," he admits modestly. And Philippe Busquin kept cultivating that sensitivity to politics. So it was that, during the 1960s and 1970s, he was to become a real socialist, trade union and Walloon activist. He took part in the events of May 1968 and modestly participated in the free assemblies of the ULB which he attended with some of his students. Observing the discussions

physico-mathématique – le besoin de se former plus profondément à la philosophie. Il décide de suivre une licence en philosophie à l'ULB et a la chance d'assister aux enseignements de professeurs tels que Jean Stengers ou Chaïm Perelman. Le bagage qu'il acquiert appuie intellectuellement son engagement politique de plus en plus ancré au cœur de sa région: il lance et s'occupe d'une maison de jeunes à Feluy, devient président de la section locale du Parti Socialiste, défend l'implantation de nouvelles industries dans sa région pour combler son recul économique...

Mais l'installation d'une raffinerie et d'usines pétrochimiques à Feluy n'est pas sans poser des questions relatives à leurs répercussions sur le milieu naturel de la commune. Sensibilisé à la question écologique, Philippe Busquin décide de s'inscrire, à nouveau et pour la dernière fois, à l'Université, pour y suivre la licence spéciale en sciences de l'environnement qui vient d'y être créée en 1974 par Jean Michaux. Il couronnera ces deux ans de formation interdisciplinaire par un mémoire intitulé «Étude du point de vue écologique du développement industriel d'une région». Ce faisant, il livre une étude d'impact tout à fait pionnière. Il affirme d'ailleurs qu'il se trouvait cette fois, grâce à un enseignement novateur, «ouvert à une vision plus globale des choses, que ce soit du point de vue de l'environnement ou de l'économie, et même déjà de l'Europe!». Concluant sur ses diverses formations à l'ULB, il résume: «Là où la philosophie m'avait déjà ouvert l'esprit, cette licence le fit d'autant plus». Ces expériences allaient se révéler véritablement précieuses au cours de sa carrière politique qui prenait alors son envol. Le voilà conseiller provincial socialiste en 1974, échevin à Seneffe et député permanent de la province de Hainaut en 1977. Il s'apprêtait bientôt à frapper aux portes de la sphère politique nationale...

SPHÈRE NATIONALE ET PREMIERS CONTACTS EUROPÉENS

Philippe Busquin rejoint la Chambre des représentants pour la première fois en 1978 en tant que député de l'arrondissement de Charleroi. Rapidement, entre 1980 et 1981, il accède à des fonctions ministérielles et est nommé ministre de l'Éducation nationale francophone mais aussi ministre de l'Intérieur. Dans une Belgique pleinement engagée dans un processus de régionalisation, il hérite de 1981 à 1985 du ministère du Budget et de l'Énergie au sein du premier exécutif autonome wallon. Passé dans l'opposition au niveau national de 1986 à 1988, il est finalement rappelé au sein du gouvernement Martens VIII où il se voit confier le portefeuille des Affaires sociales et de la Santé de 1988 à 1992. Avec le recul, c'est dans cette fonction qu'il repère ses plus anciens contacts institutionnels avec l'Europe. En tant que ministre des Affaires sociales et de la Santé, il participe en effet aux réunions européennes regrouvant

that took place there and the debates led with drums beating out a rhythm to quotes from political players, he soon felt – based on his physics and mathematics training – the need to steep himself more fully in philosophy. He decided to do a degree in philosophy at the ULB and had the opportunity to attend classes given by professors such as Jean Stengers and Chaïm Perelman. What he learnt there helped him intellectually with his growing political involvement, embedded within his region. He plunged into things and ran a youth hostel in Feluy, became President of the local section of the Socialist Party, defended the establishment of new industries in his region to draw it out of its economic decline...

But setting up a refinery and petrochemical factories in Feluy did of course raise questions about their effects on the local area's natural environment. Given his environmental awareness, Philippe Busquin decided to enrol again, and for the last time, at the ULB to do a special degree in environmental sciences that had just been created in 1974 by Jean Michot. He was to top off these two years of interdisciplinary training with a dissertation entitled *Étude du point de vue écologique du développement industriel d'une région* (A study of the industrial development of a region from an environmental perspective). In so doing, he delivered a totally pioneering impact study. He also said that he found himself, thanks to a novel kind of education, "open to a more global vision of things, be that from the point of view of the environment, the economy and even already of Europe!". He then sums up his final thoughts on his various study periods at the ULB: "Where philosophy had already opened my mind, this degree did so even more." These experiences were to prove truly precious during his political career, which then took off. There he was as socialist provincial councillor in 1974, *échevin* (deputy burgomaster) in Seneffe and permanent member of parliament for the province of Hainaut in 1977. He would soon be getting ready to knock on the doors of national politics...

NATIONAL SPHERE AND INITIAL EUROPEAN CONTACTS

Philippe Busquin entered the chamber of representatives for the first time in 1978 as the member of parliament for the Charleroi constituency. In quickfire succession, between 1980 and 1981, he took on ministerial positions and was appointed as Francophone national education minister and also minister of the interior. In a Belgium fully committed to a process of regionalisation, from 1981 to 1985 he took over the budget and energy ministry within the first autonomous Walloon executive. Moving into opposition at the national level from 1986 to 1988, he was finally recalled to the Martens VIII government where he was entrusted with the social affairs and health portfolio from 1988 to 1992. Looking back, this

les divers ministres nationaux. En outre, lors de ce mandat, Philippe Busquin pilote un projet ambitieux concernant la mise à l'étude d'une éventuelle convergence des systèmes sociaux et fiscaux des pays d'Europe, projet qui, à son grand dam, demeura sans suite... Quittant ce poste en 1992, il n'en garde pas moins contact avec les sphères européennes, car il est propulsé à la tête du Parti socialiste francophone et continue, à ce titre, de dialoguer avec de nombreux socialistes d'Europe. Ses réseaux européens s'étoffent, et bientôt, sa fibre européenne se concrétisera par des actes et engagements politiques.

CONCILIER RÊVES DE SCIENTIFIQUE ET EXPÉRIENCE POLITIQUE SOUS LA BANNIÈRE DE L'UE

En 1999, Philippe Busquin se présente aux élections pour le Parlement européen. Il y est élu et est même désigné après comme commissaire européen belge! S'ensuivent des tractations pour l'attribution des divers commissaires, chacun dialoguant avec le nouveau président de la Commission, Romano Prodi, en lui proposant les portefeuilles souhaités. Philippe Busquin suit avant tout l'avis de ses conseillers et se propose prioritairement pour l'Énergie et les Affaires sociales, mais jouant son va-tout, il ne peut s'empêcher de briguer également le poste de commissaire à la Recherche, et cela contre tous les conseils reçus. Le choix était risqué car la Commission précédente était tombée à la suite de scandales liés à ce poste, mais son audace paye! En septembre 1999, il est officiellement désigné commissaire européen à la Recherche. Il y travaillera en étroite collaboration avec Daniel Jacob, son chef de cabinet, également *alumnus* de l'ULB. Les cinq années de son mandat marqueront profondément le monde européen de la recherche par la concrétisation de plusieurs projets d'envergure.

is the job where he can trace back his oldest institutional contacts with Europe. As Minister for Social Affairs and Health, he took part in EU meetings bringing together the different national ministries. In addition, during this mandate, Philippe Busquin supervised an ambitious project concerning the study of the possible convergence of social and fiscal systems of EU countries, a project that, to his great regret, was dropped... After leaving this post in 1992, he kept contact with the European sphere. He was pushed forward to become the head of the Francophone Socialist Party and, as such, was in dialogue with numerous European socialists. His European networks grew bigger and bigger and soon his Europeanness was to be turned into concrete political acts and involvement.

RECONCILING SCIENTIFIC DREAMS AND POLITICAL EXPERIENCE UNDER THE EU BANNER

In 1999, Philippe Busquin was a candidate in the European Parliament elections. He was elected and later even appointed as Belgium's European Commissioner! Negotiations ensued about the different Commission posts. Each person dialoguing with the new President of the Commission, Romano Prodi, and proposing the portfolios they wanted. Following the advice given to him by his entourage, Philippe Busquin put himself forward first for the energy and social affairs portfolios. But he went for broke because he couldn't stop himself from also seeking the research portfolio. And he did that against all the advice that he was given. The choice was a risky one because the previous Commission had fallen following scandals related to that post, but his audacity paid off! In September 1999, he was officially appointed as the EU's Commissioner for Research. He was to work closely with Daniel Jacob, his chef de cabinet, also a ULB *alumnus*. The five years of his mandate were to have a big impact on the world of European research thanks to the completion of several big projects.

« Mes années comme commissaire européen de la recherche sont les plus belles années de ma vie, car j’y ai relié mon passé et mes rêves de scientifique et de physicien avec mon expérience politique. »

“The years I spent as EU Commissioner for Research are the most wonderful years of my life because I combined my past and my dreams as a scientist and as a physicist with my political experience.”

« Mon grand dossier, celui que j’ai lancé et pour lequel je suis encore reconnu, c’est l’Espace européen de la recherche », car ce projet produisit comme un changement de paradigme de l’univers scientifique européen. Cette révolution était nécessaire, tous les acteurs s’accordent à ce sujet ! Il fallait décloisonner les recherches nationales, encourager les coopérations scientifiques entre pays membres, promouvoir des projets ambitieux à l’échelle européenne, contrecarrer la toute-puissance de la science américaine, élargir les financements européens à la recherche fondamentale et ne plus les limiter aux seules applications industrielles... À la fin de l’année 1999, après avoir discuté avec de nombreux experts – car il consulte toujours avant de prendre des décisions importantes – Philippe Busquin lance son projet : en complément de quinze programmes nationaux disparates et d’un 16^e programme européen, il s’agit de créer une véritable politique coordonnée de recherche en Europe et d’augmenter le budget de la recherche. « Les étoiles étaient alignées », glisse notre interlocuteur. Bénéficiant du contexte propice de la stratégie de Lisbonne et soutenu entre autres par le président de la Commission, Romano Prodi, son projet est rapidement voté par le Parlement européen : dorénavant la Commission doit assumer un rôle de catalyseur de la science européenne. Les anciens programmes-cadres – originellement de simples moyens de financement subsidiaires – se transforment en outils de mise en commun de la recherche – structurant peu à peu le monde scientifique européen pour lui donner le visage qu’il présente encore aujourd’hui.

Applaudi de manière unanime, Philippe Busquin garde un souvenir impérissable de son passage à la Commission : « Je raconte toujours, et je le dis encore maintenant : mes années comme commissaire européen de la recherche sont les plus belles années de ma vie, car j’y ai relié mon passé et mes rêves de scientifique et de physicien avec mon expérience politique ».

Lucas Raucq

“The big project for me, which I launched and for which I am still recognised, was the European Research Area,” because this project led to a change of paradigm in the world of European science. All the stakeholders agree that this was a revolution that needed to happen! Barriers between national research areas needed to be taken down, to encourage scientific cooperation between Member States, promote ambitious projects on an EU scale, counter the all-powerful nature of US science, expand EU funding to basic research and no longer limit it to industrial applications only... At the end of 1999, Philippe Busquin launched his project. Of course, he did so after he had discussed it with many experts as he always did before taking important decisions. Alongside fifteen different national programmes and a 16th EU programme, it was about creating a truly coordinated research policy in Europe and increasing the research budget. “The stars were aligned,” adds our interviewee. With the help of the favourable context provided by the Lisbon Strategy and supported by, among others, the President of the Commission, Romano Prodi, his project was quickly adopted by the European Parliament. From now on, the Commission had to become a catalyst for European science. The old framework programmes, which were originally simply subsidiary funding mechanisms, became tools that were pooled for research. This gradually structured the EU’s scientific world and gave it the face that it still has today.

Applauded unanimously, Philippe Busquin has kept an enduring memory of his time at the Commission: “I always say and I still say it now: the years I spent as EU Commissioner for Research are the most wonderful of my life because I combined my past and my dreams as a scientist and as a physicist with my political experience.”

Lucas Raucq

Philippe Busquin à l'ITU,
le 15 mars 2000.

Philippe Busquin at ITU,
March 15, 2000.



Philippe Busquin à l'ITU, un des instituts
du Centre commun de recherche (CCR)
de la Commission européenne,
avec F. Wastin (à gauche) - 15 mars, 2000.

Philippe Busquin at the Institute for
Transuranium Elements (ITU) of the European
Commission's Joint Research Centre (JRC) with
F. Wastin (left) - March 15, 2000.

DIEGO CANGA FANO

De la capitale des Asturies à la capitale de l'Europe

From the capital of Asturias to the capital of Europe



Diego Canga Fano est polyglotte à plus d'un titre. Comme de nombreux hauts-fonctionnaires européens, il use évidemment couramment de l'anglais, de l'espagnol ou encore du français. Mais il est aussi trilingue en termes de langages institutionnels européens pratiqués. Car comme peu de fonctionnaires de son niveau, il jouit d'une expérience approfondie des trois grandes institutions européennes: Conseil, Commission, Parlement. Il put effectivement fréquenter intimement chacune de ces institutions au cours d'une carrière d'une rare richesse et complétude. Mais comment apprend-on et vient-on à parler simultanément tous ces langages ?

Diego Canga Fano est originaire des Asturies, en Espagne. Né à Oviedo en 1964, il est issu d'une famille de condition assez humble. Une fois ses études de droit terminées dans l'université de sa ville d'origine il est très intéressé à se spécialiser sur les questions européennes et souhaite les étudier à Bruxelles. «À l'époque ma famille ne possédait que peu de moyens économiques, et pour être franc, j'ai dû faire la demande d'une bourse pour venir étudier ici». Ayant présenté sa candidature pour cette bourse et ayant réussi à l'obtenir, il entre à l'ULB en 1987. Il y poursuit un cursus en droit européen au sein de l'Institut d'études européennes, ce dont il avait toujours rêvé jusque-là. Cependant, une contrainte de poids devait peser sur ses épaules: la bourse qu'il avait obtenue ne pouvait couvrir qu'une année de ce cursus dont la durée officielle équivalait au double! Il se trouva donc obligé de faire valider les 18 matières de sa licence en un an, et donc de mener deux années d'études en une. Il le confesse encore aujourd'hui: «Je n'ai jamais autant étudié de ma vie! C'était horrible, mais j'en suis sorti véritablement grandi... Et avec une grande distinction!». D'ailleurs, en blaguant, il explique que «Les gens me demandaient régulièrement comment je trouvais Bruxelles, mais j'étais à peine capable de leur répondre, tant j'étais enfermé toute la journée pour étudier!». Finalement, réussissant brillamment cette licence, il décroche l'année suivante la bourse Wiener-Anspach pour étudier le droit anglais à Cambridge. «Malheureusement, je n'ai donc pas pu assister à ma remise de diplôme à l'ULB cette année-là, car je devais me rendre au même moment au Royaume-Uni pour poursuivre ma formation. Mais j'ai pu revivre par procuration cette cérémonie trente ans plus tard, lorsque je fus invité par l'IEE à participer à la remise des diplômes de la promotion 2017-2018».

«Peu d'Européens veulent moins d'intégration, au contraire la majorité souhaite plutôt que l'Union aille plus loin sur une série de chantiers». De son point de vue, il n'est certainement pas question de créer d'hypothétiques États-Unis d'Europe mais plutôt de stimuler la dynamique d'intégration européenne initiée.

"Few Europeans want less integration, on the contrary the majority would rather prefer that the EU goes further in a series of areas of work". From his point of view, it is certainly not about creating a hypothetical United States of Europe but rather about stimulating the dynamic of EU integration that has been initiated.

Diego Canga Fano is a polyglot in more than one sense of the word. As with many EU senior civil servants, he is of course fluent in his use of English, Spanish and French. But he is also trilingual in terms of the EU's institutional languages. That is because he has something that few civil servants of his level have, namely in-depth experience of the three main EU institutions: Council, Commission, Parliament. He has in fact been able to get to know each of these institutions intimately in the course of a career of a rare richness and completeness. But how does one learn and come to speak all these languages at the same time?

Diego Canga Fano comes from Asturias, in Spain. Born in Oviedo in 1964, he comes from a humble family. Once he had finished his law studies at the university of his home town, he was very interested in specialising in EU issues and wanted to study them in Brussels. "At the time, my family didn't have much in the way of financial means and, to be honest, I had to apply for a grant to come and study here." After a successful grant application, he joined the ULB in 1987. He completed a course in EU law within the *Institut d'études européennes*, which he had always dreamt of up until then. However, a constraining weight hung over him. The grant that he had obtained could only cover one year of this course, which officially lasted twice that amount of time! So he was forced to pass the 18 subjects of his degree in one year and so to carry out two years of studies in one. He still admits today: "I have never studied so much in my life! It was horrible, but I came out of it having really grown... and with a *magna cum laude!*" Jokingly, he explains that "people used to regularly ask me how I found Brussels, but I was barely able to reply to them because I was locked away all day to study!" Finally, after succeeding brilliantly in his studies, the following year he won the Wiener-Anspach grant to pursue a degree in English law at Cambridge. "Unfortunately, I wasn't able to attend my degree ceremony at the ULB that year because I had to go to the UK at the same time to continue with my education. But I was able to relive this ceremony vicariously thirty years later when I was invited by the IEE to take part in the graduation ceremony for the class of 2017-2018."

UNE FORMATION PRATIQUE POUR UN HOMME PRAGMATIQUE

Le parcours que Diego Canga Fano mène à l'ULB et à Cambridge entre 1987 et 1988 constitue un véritable bouleversement dans sa vie d'étudiant. Car tandis que ses études de droit à Oviedo étaient – de son aveu – plutôt théoriques, l'approche pratique qu'il initie auprès de ses professeurs bruxellois se révèle à lui sous la forme d'un choc. Choc positif néanmoins ! Se remémorant son premier jour de cours à l'Institut, il revoit son professeur d'alors, Jean-Victor Louis, leur confiant, à lui et à chacun de ses camarades étudiants, un épais dossier de jurisprudence, et leur donnant pour consigne de le lire et de le commenter avant le prochain cours, quinze jours plus tard. D'abord peu habitué à ce type d'enseignement et de tâche, le jeune juriste y prit rapidement goût. Et s'il était bon étudiant à Oviedo il devint un très bon étudiant à Bruxelles. Ces nouvelles méthodes lui semblèrent d'emblée tout simplement mieux adaptées à ses capacités. D'ailleurs, Diego Canga Fano reste reconnaissant à l'ULB pour avoir aiguisé de la sorte son esprit pratique, en effet, il épingle toujours cette raison pratique comme l'un des moteurs de son parcours et de son ascension professionnelle. « Je me suis toujours considéré comme quelqu'un de pratique. Je me suis ainsi constamment intéressé et penché sur le droit des procédures. Et c'est en grande partie l'ULB qui m'y a formé ». Évoquant par exemple son travail de conseiller juridique pour le Conseil, il explique que lorsqu'il devait défendre son institution, il s'efforçait avant tout de détecter les failles de procédures de la partie adverse pour tenter de donner raison au Conseil. Souvent, cette méthode lui réussit. « Il ne faut pas se compliquer la vie : si vous présentez une requête avec un jour de retard même si cette requête est magnifique, un jour trop tard c'est un jour trop tard, et basta ! Il faut entraîner cet esprit pratique ! ».

UNE ASCENSION PROFESSIONNELLE ET UN MULTILINGUISME INSTITUTIONNEL

Diego Canga Fano a donc obtenu sa licence en droit européen à l'IEE avant d'étudier la common law à Cambridge. Mais revenant d'Angleterre, il dut d'abord prêter son service militaire dans son pays d'origine avant de pouvoir y travailler quelques années comme avocat au cabinet Arthur Andersen à Madrid, où il traita notamment de questions de fiscalité internationale et de droit commercial. Mais depuis ses examens passés au Berlaymont, auprès d'un de ses professeurs également fonctionnaire européen, il maintenait l'ambition de s'installer lui aussi, un jour, au sein de ces bâtiments. Ce fut chose faite en 1991 lorsqu'il réussit les concours pour devenir fonctionnaire européen. Depuis lors, il ne quitta plus Bruxelles ni son quartier Léopold. D'abord attaché au service juridique du Conseil de l'Union européenne de 1991 à 2003, il devient également - et entretemps -, de 1999 à 2003, le conseiller juridique de la vice-présidente de la Commission Prodi en charge des transports et de l'énergie, Loyola de Palacio. Passant de cette manière du Conseil à la Commission, il s'y occupe

PRACTICAL TRAINING FOR A PRAGMATIC MAN

Diego Canga Fano's academic journey, which took him to the ULB and to Cambridge between 1987 and 1988, was a real upheaval in his student life. That is because, where his studies in law in Oviedo – by his admission – were rather theoretical, the practical approach that he engaged in with his Brussels professors came to him as quite a shock. A positive shock nonetheless! Reliving the memory of his first day of classes at the IEE, he can see his professor from back then, Jean-Victor Louis, entrusting to him and to each of his colleagues, a thick file of case law and giving them instructions to read it and to comment on it before the next class, two weeks later. Initially taken aback by what was a new type of teaching and task for him, the young lawyer gradually got a taste for it. While he was a good student in Oviedo, he became a very good student in Brussels. From the outset, these new methods seemed to him quite simply better adapted to his capacities. Diego Canga Fano is still grateful to the ULB for having sharpened up his practical mind. And he still pinpoints that practical reason as one of the drivers in his career path and professional development. "I have always considered myself to be someone practical. I have thus been constantly interested in and focused on the law of procedures. And it is largely the ULB that trained me in that." Referring, by way of example, to his work as a legal advisor for the Council, he explains that, when he had to defend his institution, he strove above all to detect cracks in the procedures of the other party to try to put the Council in the right. Often, this method was successful for him. "You mustn't complicate your life. If you present an application a day late even if this application is magnificent, a day too late is a day too late and that's it! You need to train this practical way of thinking!"

AN UPWARD CAREER PATH AND INSTITUTIONAL MULTILINGUALISM

So Diego Canga Fano obtained his degree in EU law at the IEE before studying common law at Cambridge. But, coming back from England, he first of all had to carry out his military service in his home country before being able to work for a few years as a lawyer in the Arthur Andersen firm, in Madrid, where he dealt in particular with questions about international taxation and commercial law. But since he had sat his exams in the Berlaymont with one of his professors who was also an EU civil servant, he kept the ambition of moving one day to one of these buildings too. That was a done deal in 1991 when he passed a competition to become an EU civil servant. Since then, he would no longer leave Brussels and its Leopold district. Initially attached to the legal service of the Council of the European Union from 1991 to 2003, he also became – and meanwhile – from 1999 to 2003, the legal advisor to the Prodi Commission's Vice President in charge of transport and energy, Loyola de Palacio. Moving in this way from the Council to the Commission, he dealt in particular with state aid in transport files and competition issues. He therefore devoted himself in particular to some famous cases of the privatisation of national airline companies. Incidentally, these

des dossiers d'aide d'État aux transports et des questions de concurrence. Ainsi, il se consacre notamment à des cas fameux de privatisation de compagnies aériennes nationales. Ces affaires restent d'ailleurs parmi les dossiers dont il est le plus fier, malgré la soixantaine de cas pour lesquels il a déjà plaidé devant la cour européenne de justice au fil de ses près de trente années de carrière. Plus particulièrement, le dossier de la Sabena lui évoque de vifs souvenirs des discussions franches auxquelles il dut se livrer avec les autorités belges d'alors. Reconnu pour la résolution de cette affaire, il fut approché en 2008 par l'un des successeurs de Loyola de Palacio au commissariat aux transports, Antonio Tajani, pour régler, cette fois, la privatisation d'Alitalia conformément au droit communautaire. Devenant du même coup le chef de cabinet adjoint de ce dernier à la Commission, il le suivit ensuite au Parlement lorsqu'il en devint le président en 2017. Il officie donc comme chef de cabinet du président du Parlement depuis près de deux ans, mandat qui prit fin il y a quelques mois après les élections européennes de mai 2019. Ainsi, le parcours de Diego Canga Fano s'avère quelque peu particulier, car il a officié près de treize années au Conseil, en a passé autant à la Commission et a travaillé pendant deux ans au sein du Parlement. Cette situation plutôt rare pouvait cependant être difficile à gérer, car abandonner une institution et son savoir-faire pour acquérir celui d'une autre n'est pas une mince affaire. Néanmoins, à propos de sa trajectoire, il conclut: «J'ai à présent l'avantage d'avoir une vision privilégiée et exhaustive de l'Union européenne. À vrai dire, c'est peut-être la même impression que lorsqu'on apprend petit à petit une langue étrangère: au départ, on balbutie mais à la longue on la parle couramment. Je parle à présent les trois langues institutionnels de l'UE!».

UNE MEILLEURE COMMUNICATION POUR PLUS D'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Finalement, évoquant sans détours les diverses crises qu'a traversées l'Union européenne au cours de cette dernière décennie, Diego Canga Fano en est certain, «peu d'Européens veulent moins d'intégration, au contraire la majorité souhaite plutôt que l'Union aille plus loin sur une série de chantiers». De son point de vue, il n'est certainement pas question de créer d'hypothétiques États-Unis d'Europe mais plutôt de stimuler la dynamique d'intégration européenne initiée. Et pour cela, le point clef est, à son avis, une meilleure communication des institutions, «qui n'arrivent pas assez à toucher les gens». Il importe à l'Europe «de parler Youtube, Twitter, Instagram» afin de communiquer sa belle histoire. Par l'évocation de sa trajectoire Diego Canga Fano espère donc de tout cœur pouvoir inspirer de futures vocations européennes auprès des étudiants se trouvant actuellement sur les bancs des universités.

Lucas Raucq

cases became among the files that he was most proud of despite the sixty or so cases for which he had already pleaded before the Court of Justice of the European Union over the course of nearly 30 years of his career. More particularly, the Sabena file evokes strong memories of frank discussions which he had to engage in with the Belgian authorities of the time. Recognised for resolving this case, he was approached in 2008 by one of the successors of Loyola de Palacio as Commissioner for Transport, Antonio Tajani, to settle, this time, the privatisation of Alitalia in accordance with Community law. At the same time, he became the deputy head of staff of the latter at the Commission and followed him to the European Parliament where Tajani became President in 2017. He therefore took on the post of chief of staff of the President of the European Parliament for nearly two years, a mandate which ended a few months after the European elections in May 2019. Thus, the career of Diego Canga Fano turned out somewhat particular because he was an official at the Council for nearly 13 years, spent as many years at the Commission and worked in the Parliament for two years. This rather rare situation could have been, however, difficult to manage because leaving one institution and its knowhow to acquire that of another is no small matter. However, with regard to his career path, he concludes: "I now have the advantage of having a privileged and exhaustive vision of the European Union. In truth, it's perhaps the same impression as when you learn a foreign language little by little: at the outset, you stammer but over time you speak it fluently. I now speak three institutional languages of the EU!"

BETTER COMMUNICATION FOR MORE EU INTEGRATION

Finally, referring directly to the various crises that the European Union has undergone during this last decade, Diego Canga Fano is sure that "few Europeans want less integration, on the contrary the majority would rather prefer that the EU goes further in a series of areas of work". From his point of view, it is certainly not about creating a hypothetical United States of Europe but rather about stimulating the dynamic of EU integration that has been initiated. And to do that, the key point is, in his opinion, better communication from the institutions, "which don't manage to sufficiently move people". It is up to Europe "to speak YouTube, Twitter, Instagram" to communicate its beautiful story. By talking about his career path, Diego Canga Fano therefore hopes with all his heart to be able to inspire future EU careers among students who are currently studying in universities.

Lucas Raucq



JEAN-PIERRE CONTZEN

Homme de Science et Européen convaincu

Man of science and passionate European

Selon Arlette Contzen, son épouse, et l'un de ses enfants, Baudouin, Jean-Pierre Contzen était un visionnaire: «il a toujours eu le désir de voir plus loin». Il s'est sans cesse préoccupé de l'impact de la science sur la société et a dès le départ été attiré par la coopération internationale.

Jean-Pierre Contzen est né à Etterbeek (Bruxelles) en 1935. Il a effectué ses études à l'ULB où il a d'abord obtenu un diplôme d'ingénieur civil mécanicien-électricien avec «la plus grande distinction» à la Faculté des Sciences appliquées (École Polytechnique) en 1957 ainsi qu'un certificat en physique nucléaire la même année. À l'époque déjà, il souhaitait s'occuper de problèmes technologiques très avancés.

Après ses études, Jean-Pierre Contzen effectue son service militaire comme candidat officier de réserve dans les troupes de transmission avant d'être détaché par le ministère de la Défense au Centre d'études nucléaires de Mol. Outre la responsabilité de différents projets liés à la sécurité des réacteurs BR-2 et BR-3, il y lance les premières activités belges sur les applications nucléaires dans le domaine spatial et maritime ainsi que sur les procédés avancés de conversion directe de l'énergie nucléaire.

SCIENCE & ESPACE : UN ENGAGEMENT EUROPÉEN PRÉCOCE

Jean-Pierre Contzen poursuit sa carrière scientifique à l'ELDO (*European Launcher Development Organisation*) à Paris en 1964. Il est affecté à la direction des programmes futurs de l'organisation. Il travaille alors sur divers projets concernant les applications spatiales de l'énergie nucléaire, parmi lesquels l'étude et l'expérimentation d'un réacteur nucléaire compact pour la propulsion des fusées avec AEA Winfried Heath, CEA Grenoble, la Belgonucléaire et l'ULB. En 1969, il rejoint l'ESRO (*European Space Research Organisation*) à Paris. Les deux organisations, ELDO et ESRO, fusionneront quelques années plus tard pour former l'Agence spatiale européenne. À l'ESRO, le scientifique est chargé, successivement, du développement du

In the words of his wife, Arlette Contzen, and one of his children, Baudouin, Jean-Pierre Contzen was a visionary: "He always looked to see further ahead." He was constantly concerned with science's impact on society and was drawn to international cooperation right from the outset.

Jean-Pierre Contzen was born in Etterbeek, Brussels, in 1935. He completed his studies at the ULB where he first obtained a degree as a civil mechanical engineer/electrician with "*summa cum laude*" at the Faculty of Applied Sciences (Polytechnic School) in 1957 as well as a certificate in nuclear physics the same year. Even at that time, he was wanting to deal with very advanced technological problems.

After his studies, he completed his military service as a candidate reserve officer in the transmission troops before being placed by the Ministry of Defence at the Centre of Nuclear Studies in Mol. In addition to having responsibility for different projects related to the safety of the BR-2 and BR-3 reactors there, he launched the first Belgian activities on nuclear applications in the space and maritime spheres as well as on advanced procedures of direct conversion of nuclear energy.

SCIENCE AND SPACE: A VERY EARLY EUROPEAN ENGAGEMENT

Jean-Pierre Contzen pursued his scientific career at the European Launcher Development Organisation (ELDO) in Paris in 1964. He was assigned to the supervision of the organisation's future programmes. This meant that he worked on various projects concerning space applications for nuclear energy, including the study and testing of a compact nuclear reactor for rocket propulsion with AEA Winfried Heath, CEA Grenoble, Belgonucléaire and the ULB. In 1969 he joined the European Space Research Organisation (ESRO) in Paris. The two organisations, ELDO and ESRO, were to merge a few years later to form the European Space Agency. As a scientist at ESRO, he was tasked with the development of the first European satellite

premier satellite européen pour les télécommunications (projet OTS) et d'autres programmes d'application de satellites, dont METEOSTAT pour la météorologie et le climat, AEROSAT pour le contrôle du trafic aérien ou encore MAROTS pour les communications maritimes.

LE CENTRE COMMUN DE RECHERCHE DE LA COMMISSION

Un tournant important dans sa carrière survient en 1974 quand, recruté par Ralf Dahrendorf, il entre au service de la Commission européenne, plus précisément du Centre commun de recherche (CCR) et devient, à 39 ans, le plus jeune directeur de la Commission. Il y occupe d'abord la fonction de directeur des études prospectives à l'établissement d'Ispra (Italie), puis celle de directeur des programmes au siège de Bruxelles du CCR. La tâche lui est alors confiée de redéfinir les missions du CCR en les diversifiant dans des domaines non-nucléaires, entre autres environnemental, et de s'impliquer dans les négociations à ce sujet avec les États-membres, ce qui donnera aussi à J.P. Contzen l'occasion d'exercer ses talents de polyglotte. Après la catastrophe écologique et sanitaire de Seveso (Lombardie) en juillet 1976 et avec le dépérissement des forêts dû aux pluies acides, ce domaine revêtait une importance cruciale. C'était un véritable défi que J.P. Contzen a relevé avec succès.

DG SCIENCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En 1981, Jean-Pierre Contzen entre à la Direction Générale Science, recherche et développement de la Commission. Il y exerce la fonction de directeur pour la politique scientifique et technologique, la coordination scientifique et la coopération avec les États tiers. Convaincu que la Commission devait jouer un rôle moteur, il y conçoit, avec le support du Commissaire Étienne Davignon, les premiers programmes-cadres de l'Union européenne en matière de recherche. Il a donc la tâche de définir les éléments nécessaires à une recherche européenne coordonnée pour les années à venir. À cette fin, Contzen entre en contact avec différents acteurs: les États-membres de l'Union, les universités et des sociétés privées et lance le programme Science et technologie au profit des pays en voie de développement. Il a également contribué aux négociations du premier accord de coopération entre la Commission et le Japon ainsi qu'à la préparation d'accords avec la Norvège, la Suisse, le Québec et les pays de l'ex-Yougoslavie. Sans parler de sa participation aux discussions en vue du renforcement des contacts avec les pays méditerranéens et concernant l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

for telecommunications (OTS project) and other satellite application programmes, including METEOSTAT for meteorology and the climate, AEROSAT for air traffic control and MAROTS for maritime communication.

THE COMMISSION'S JOINT RESEARCH CENTRE

The year 1974 marked a major turning point in his career as it was then that he was recruited by Ralf Dahrendorf and joined the ranks of the European Commission, more specifically the Joint Research Centre (JRC) and became, aged 39, the youngest Director in the Commission. First, he held the post of Director of Forecasting Studies at Ispra in Italy and then that of Director of Programmes at the Brussels headquarters of the JRC. He was given the task of redefining the JRC's missions by diversifying them into non-nuclear areas, including environmental, and of getting involved in negotiations about this process with Member States, which was to give J.P. Contzen the chance to exercise his multilingual talents. After the environmental and health disaster of Seveso, in Lombardy, in July 1976 and with the wasting away of the forests due to acid rain, this area took on major importance. It was a real challenge that J.P. Contzen successfully took up.

DG SCIENCE, RESEARCH AND DEVELOPMENT

In 1981, Jean-Pierre Contzen joined the Commission's Directorate General for Science, Research and Development. There, he held the post of Director for Scientific and Technology Policy, Scientific Coordination and Cooperation with Third Countries. Convinced that the Commission had to be a driving force, he designed, with the support of Commissioner Étienne Davignon, the first EU research framework programmes. So he had the task of defining the elements needed for coordinated EU research in the years ahead. Contzen met different players for that purpose - EU Member States, universities and private companies - and launched the Science and Technology Programme for the benefit of developing countries. He also contributed to negotiations for the first cooperation agreement between the Commission and Japan as well as to the preparation of agreements with Norway, Switzerland, Quebec and the countries of the former Yugoslavia. And that is without mentioning his participation in discussions to bolster contact with Mediterranean countries and concerning Spain and Portugal's accession to the EU.

RETOUR AU CCR

En 1986, suite à une crise au sein du CCR, il est fait appel au scientifique pour devenir directeur général du Centre commun de recherche (CCR) de la Commission, fonction qu'il occupera jusqu'en 1997. À l'époque, une réorganisation profonde du CCR est mise en œuvre pour permettre des applications plus pragmatiques de la recherche et une meilleure coordination avec les États-membres. Le CCR s'organise désormais autour d'instituts thématiques, dont l'environnement, les applications spatiales etc. Outre la recherche dans le domaine nucléaire, en particulier sur les aspects de sécurité devenus cruciaux depuis la catastrophe de Tchernobyl en 1986, J.P. Contzen oriente la recherche dans de multiples domaines, dont la télédétection, les nouveaux matériaux, la sismologie, le secteur médical, l'utilisation de l'hydrogène comme source d'énergie dans les automobiles et les avions. À la demande du président de la Commission Jacques Delors, il fonde également le cinquième institut de recherche du CCR (après Geel, Ispra, Petten et Karlsruhe) à Séville, un centre de prospective technologique pour tout type de science.

L'AGENCE EUROPÉENNE DE L'ENVIRONNEMENT ET L'ISTC

En plus de ses activités à la Commission, Jean-Pierre Contzen est également sollicité pour d'autres projets. En 1993, il contribue à la fondation de l'Agence européenne de l'environnement dont il sera membre du *Management Board* jusqu'en 1997. En 1996, il est nommé, avec un mandat de deux ans, premier président de l'ISTC (*International Science and Technology Center*), une émanation du G7 visant à aider les pays de l'ex-Union soviétique dans la reconversion des industries militaires en applications civiles et à relier les scientifiques de ces régions avec leurs pairs dans l'Union, au Japon et aux États-Unis. Il restera membre du comité scientifique de l'ISTC jusqu'à son décès en 2015, assumant notamment la fonction de coordinateur international du projet de conversion des systèmes informatiques Y2K (le fameux bogue de l'an 2000).

RETRAITE ACTIVE

En 1997, J. P. Contzen démissionne de son poste à la Commission européenne pour des raisons personnelles. Toutefois, bien qu'officiellement pensionné, il devient conseiller auprès du Commissaire européen Hans van den Broek pour traiter des questions scientifiques et de la recherche et du développement (R&D) dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne aux nouveaux États-membres. Il s'agit alors d'étudier leur intégration à l'Union aux plans scientifique et technique.

BACK TO THE JRC

In 1986, following a crisis with the JRC, as a scientist he was called on to become Director General of the Commission's Joint Research Centre (JRC), a post that he was to hold until 1997. At the time, an in-depth reorganisation of the JRC was carried out to allow more pragmatic applications of research and better coordination with the Member States. The JRC is henceforth organised around thematic institutes, including the environment, spatial applications etc. In addition to nuclear research, in particular on safety issues that have become crucial since the Chernobyl disaster in 1986, J.P. Contzen has oriented research in many areas, including remote detection, new materials, seismology, the medical sector and the use of hydrogen as a source of energy in automobiles and planes. At the request of Commission President Jaques Delors, he also founded the fifth research institute of the JRC (after Geel, Ispra, Petten and Karlsruhe) in Seville, a technology foresight centre for all kinds of science.

THE EUROPEAN ENVIRONMENT AGENCY AND THE ISTC

Jean-Pierre Contzen was also called on for other projects in addition to his activities at the Commission. In 1993, he contributed to the foundation of the European Environment Agency, for which he was to be a member of its Management Board until 1997. In 1996, he was appointed, with a two year term of office, as the first President of the International Science and Technology Center (ISTC), which emerged from the G7 and aimed to help countries of the former Soviet Union transform military industries into civilian applications and to connect scientists from these regions with their peers in the EU, Japan and the US. He was to remain a member of the ISTC's scientific committee until his demise in 2015, in particular taking on the post of international coordinator for the conversion of Y2K IT systems (the famous Millennium Bug).

ACTIVE RETIREMENT

In 1997, J.P. Contzen resigned from his post at the European Commission for personal reasons. However, although officially retired, he became an advisor to the EU Commissioner Hans van den Broek for dealing with scientific and research and development (R&D) issues in the context of the enlargement of the European Union to new Member States. It was about studying their integration into the EU in terms of science and technology.

Jean-Pierre Contzen was also called upon by Portugal's Minister for Science and Technology, Mariano Gago, from 1997 to 2002 and from 2005 to 2011. The latter appointed him as advisor in order to

Jean-Pierre Contzen sera également sollicité par le ministre portugais de la Science et de la technologie, Mariano Gago, de 1997 à 2002 puis de 2005 à 2011. Ce dernier le nomme conseiller afin, notamment, d'effectuer une évaluation des centres de recherche portugais et de prendre en charge le volet scientifique lors des présidences portugaises de l'Union en 2000 et 2007. Il a alors rédigé un rapport sur les problématiques de la recherche au Portugal et continuera, jusqu'en 2015, d'exercer ses fonctions de conseiller auprès de Manuel Heitor, secrétaire d'État puis ministre portugais de la Science, de la technologie et de l'enseignement supérieur.

Outre les fonctions précitées, Jean-Pierre Contzen aura, entre autres, présidé l'Institut d'études avancées de l'Université des Nations Unies à Tokyo (1998-2006), où il participera à un projet de recherche sur les mégacités, l'Institut von Karman de dynamique des fluides (1996-2015), le *Nansen Environmental and Remote Sensing Center-NIERSC* (1992-2015), un institut international pour la recherche sur l'environnement et le climat. Il sera encore membre associé de l'Académie royale de Belgique, où il publiera son dernier livre consacré aux « Menaces venant de l'espace », et membre étranger de l'Academia das Ciências de Lisboa. Plusieurs décorations lui ont été décernées comme celles de Chevalier de l'Ordre de la Couronne (Belgique), Grand-Croix de l'ordre de l'Infant Dom Henri (Portugal), *Ehrenkreuz für Wissenschaft und Kunst* (Autriche). Ses mérites et compétences scientifiques ont également été reconnus par l'attribution de médailles et distinctions entres autres par la Fondation Nansen en Norvège, l'Académie des Sciences d'Arménie, l'Université d'Austin (USA) et le Conseil supérieur de la recherche scientifique d'Espagne.

UNE VOLONTÉ DE TRANSMISSION

J.P. Contzen sera aussi professeur : à l'*Instituto Superior Tecnico* de Lisbonne, à la *L.N. Gumilyov National Eurasian University of Kazakhstan* d'Astana, à la *S. Amanzholov East Kazakhstan State University* d'Ust-Kamenogorsk, mais aussi dans sa chère *alma mater*, l'ULB (Faculté des Sciences appliquées, École de Commerce Solvay). Il y donnera notamment un cours aux côtés de son fils, Baudouin Contzen, qui nous explique : « Vivre pour servir, il l'a fait. Mon père s'est mis au service de la société et de la science, mais aussi de l'enseignement par volonté de transmission ».

Fervent défenseur de la construction européenne, actif dans les grands secteurs technologiques que sont le nucléaire, l'informatique et le spatial, ainsi que dans la problématique de l'environnement, J.P. Contzen voyait véritablement la science comme élément fédérateur en Europe.

A fervent advocate of EU integration, active in the big technological sectors that are nuclear, IT and space, active on environmental issues, J.P. Contzen truly saw science as a federalising element in Europe.

carry out an assessment of Portuguese research centres and to take responsibility for scientific issues during the Portuguese presidencies of the EU in 2000 and 2007. He then drafted a report on research challenges in Portugal and continued, up until 2015, to act in an advisory capacity for Manuel Heitor, Portugal's Secretary of State and then Minister for Science, Technology and Higher Education.

Aside from the aforementioned posts, Jean-Pierre Contzen was also President of the Institute of Advanced Studies of the University of the United Nations in Tokyo (1998-2006), where he took part in a research project on megacities, the Institute von Karman of fluid dynamics (1996-2015), the Nansen Environmental and Remote Sensing Center (NIERSC) (1992-2015), an international institute for research on the environment and climate. He was also to be an associate member of the Académie Royale de Belgique, where he was to publish his latest book devoted to the 'Threats coming from space' and a foreign member of the Academia de Ciências de Lisboa. He was awarded a Chevalier de l'Ordre de la Couronne (Belgium), a Grand Croix de l'ordre de l'Infant Dom Henri (Portugal) and an Ehrenkreuz für Wissenschaft und Kunst (Austria). His scientific merits and competences have also been recognised via the award of medals and distinctions, including by the Nansen Foundation in Norway, the Academy of Sciences in Armenia, the University of Austin (USA) and the Higher Council of Scientific Research in Spain.

A DESIRE TO CONVEY INFORMATION

J.P. Contzen was also a professor at the Instituto Superior Tecnico of Lisbon, at the L.N. Gumilyov National Eurasian University of Kazakhstan of Astana, the S. Amanzholov East Kazakhstan State University of Ust-Kamenogorsk, but also at his dear *alma mater*, the ULB (Faculty of Applied Sciences, Solvay Business School). He taught alongside his son, Baudouin Contzen, too, who explained to us: "Living to serve is what he did. My father put himself at the service of society and science but also of education through a desire to convey information".

Dans les années 1990,
à la Commission européenne.

In the 1990s,
at the European Commission.



UNE PERSONNALITÉ ATTACHANTE

Marié et père de quatre enfants, J.P. Contzen a partagé avec eux sa passion des langues et des cultures étrangères, son goût des voyages, de la musique classique ou de la photographie. Ses collègues et collaborateurs ont toujours été frappés par son extraordinaire mémoire, par sa curiosité intellectuelle permanente, sa simplicité et sa gentillesse, sa volonté de communication et son respect des engagements pris.

L'IMPORTANCE DE L'EUROPE À SES YEUX

Infatigable travailleur, Jean- Pierre Contzen décède à Saint Petersburg le 27 octobre 2015 à 80 ans alors qu'il présidait une réunion du conseil d'administration du NIERSC. Fidèle à ses convictions les plus profondes, il avait demandé, dans ses dernières volontés, que le drapeau européen recouvre son cercueil. Fervent défenseur de la construction européenne, actif dans les grands secteurs technologiques que sont le nucléaire, l'informatique et le spatial, ainsi que dans la problématique de l'environnement, J.P. Contzen voyait véritablement la science comme élément fédérateur en Europe. Pour lui, l'Europe était « l'un des moteurs du monde dans les domaines scientifique, environnemental et sociologique ». Par son apport scientifique, il souhaitait aider à prévoir des réponses aux problèmes de demain et n'a cessé d'être à l'origine d'idées et d'impulsions nouvelles.

Morgane Ghys
(en collaboration avec Baudouin Contzen)

AN ENDEARING PERSONALITY

Married and the father of four children, J.P. Contzen shared with them his passion for languages and foreign cultures, his taste for travel, for classical music and for photography.

His colleagues and co-workers were always struck by his extraordinary memory, by his constant intellectual curiosity, his simplicity and his kindness, his desire to communicate and his respect for commitments made.

THE IMPORTANCE OF EUROPE IN HIS EYES

An indefatigable worker, Jean-Pierre Contzen passed away in Saint Petersburg on 27 October 2015 at the age of 80 at a time when he was chairing a meeting of the board of administration of the NIERSC. Faithful to his deepest convictions, he had asked, in his last wishes, for the European flag to be draped over his coffin. A fervent advocate of EU integration, active in the big technological sectors that are nuclear, IT and space, active on environmental issues, J.P. Contzen truly saw science as a federalising element in Europe. For him, Europe was "one of the engines of the world in scientific, environmental and sociological areas". Through his scientific contribution, he hoped to help to envisage responses to tomorrow's problems and was constantly coming up with new ideas and drive.

Morgane Ghys
(in collaboration with Baudouin Contzen)

PAUL DE GROOTE

L'omniprésence en toute discrétion

Omnipresence combined with full discretion

Personnalité extrêmement discrète malgré son rôle de premier plan, Paul de Groote a, d'une part, été président de l'ULB et contribué à en faire ce qu'elle est aujourd'hui. Il a, d'autre part, marqué la vie politique belge et européenne dans les domaines des transports et de l'énergie, ayant été ministre, sénateur et Commissaire européen.

Après avoir terminé ses humanités en 1917 à l'Athénée de Bruxelles en section latin-mathématiques, Paul de Groote commence des études à l'ULB et obtient, en 1925, le diplôme d'ingénieur commercial. Après son service militaire, il commence sa carrière à Bruxelles au Service d'exploitation de l'Union nationale des transports fluviaux du Congo (UNATRA) en 1926; il part, dans ce cadre, au Congo belge. À seulement 28 ans, il est nommé délégué belge en 1933 au Congrès international et colonial de Vincennes ainsi que secrétaire général du Comité de coordination des transports coloniaux. En 1935, il devient chef de service à l'Office d'exploitation des transports coloniaux (OTRACO). En cette qualité, il dirige les services d'exploitation des chemins de fer dans le Bas-Congo et de navigation intérieure du Congo. Dès le début de sa carrière, Paul de Groote s'intéresse de très près à la technologie des transports et de l'énergie dans une perspective économique nationale et européenne.

UN HOMME DÉVOUÉ À L'ULB

De retour en Belgique, Paul de Groote commence à enseigner en 1935 en tant que chargé du cours «Technologie des transports» à l'École de Commerce de l'ULB. Professeur ordinaire en 1948, il enseigne aux Facultés de Droit («Organisation des ports et politique des transports maritimes»), des Sciences appliquées («Exploitation des chemins de fer»), et des Sciences politiques et économiques («Régime économique de la Belgique»); il continuera d'enseigner certains de ces cours jusqu'en 1972.

An extremely discreet individual despite his high profile role, Paul de Groote has, on the one hand, been President of the ULB and has contributed to making it what it is today. On the other hand, he has made his mark on Belgian and EU political life in the areas of transport and energy as a minister, a senator and an EU Commissioner.

After he had completed his schooling in humanities in 1917 at the Athénée de Bruxelles (secondary school) in the Latin-Maths section, Paul de Groote began his studies at the ULB and obtained, in 1925, a degree in commercial engineering. After his military service, he began his career in Brussels at the *Service d'exploitation de l'Union nationale des transports fluviaux du Congo (UNATRA)* in 1926. He travelled to the Belgian Congo in this capacity. Aged only 28, he was appointed Belgian delegate in 1933 to the *Congrès international et colonial* de Vincennes as well as Secretary General of the *Comité de coordination des transports coloniaux*. In 1935, he became head of service at the *Office d'exploitation des transports coloniaux (OTRACO)*. In that capacity, he managed the services exploiting the railways in the lower Congo and the internal navigation in Congo. From the start of his career, Paul de Groote was very closely interested in transport and energy technology from a national and European economic perspective.

A MAN DEDICATED TO THE ULB

Back in Belgium, Paul de Groote began to teach in 1935 as an associate professor in 'Transport technology' at the ULB's Business School. Having obtained a full professorship in 1948, he taught at the Faculties of Law (Organisation of ports and maritime transport policy), Applied Sciences (Exploitation of railways), Political and Economic Sciences (Economic regime of Belgium); he continued to teach some of these classes up until 1972.



© Communautés européennes /
Source: CE - Service audiovisuel /
1959 Photo Marcelle Jamar.

© European Communities /
Source: EC -Audiovisual Service /
1959 Photo Marcelle Jamar.

Lors du discours de la rentrée académique de 1956, il déclarera d'ailleurs: « Dans cette évolution scientifique, dont le rythme et l'intensité diffèrent sensiblement d'une nation à l'autre, spécialement depuis la dernière guerre, la Belgique n'occupe pas une situation favorable. Un redressement profond doit être opéré pour remettre le pays à un niveau digne de son passé et digne de la valeur des hommes de sciences qu'il possède.»

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Paul de Groote s'implique dans le célèbre groupe de résistants belges, le «Groupe G» qui naît au sein de l'ULB. Ce groupe d'universitaires résistants vise dès 1940 à perturber les mouvements à travers la Belgique des troupes allemandes et de leur matériel; il s'est attaqué ensuite aux transports vers l'Allemagne afin d'empêcher la déportation et retenir la main-d'œuvre ferroviaire dans le pays.

Personnalité emblématique de l'ULB, Paul de Groote entre au Conseil d'administration comme membre permanent en 1947; il sera président de l'Université de 1952 à 1958. Les années de son mandat sont importantes pour l'établissement alors confronté à une situation financière délicate à la suite du second conflit mondial. Lors du discours de la rentrée académique de 1956, il déclarera d'ailleurs: «Dans cette évolution scientifique, dont le rythme et l'intensité diffèrent sensiblement d'une nation à l'autre, spécialement depuis la dernière guerre, la Belgique n'occupe pas une situation favorable. Un redressement profond doit être opéré pour remettre le pays à un niveau digne de son passé et digne de la valeur des hommes de sciences qu'il possède».

La qualité de la vie étudiante progresse considérablement grâce à la construction de nouveaux locaux au Solbosch, à la création du Service de consultations psychologiques ou encore des Presses universitaires de Bruxelles. Il s'agit également d'une période de forte augmentation de la population d'étudiants étrangers. La participation des professeurs et chercheurs à des réunions scientifiques internationales s'intensifie, ainsi que l'accueil de scientifiques du monde entier. Au cours de son mandat, Paul de Groote a ainsi contribué au renforcement de la reconnaissance internationale de l'enseignement et de la recherche de l'ULB.

During the Second World War, Paul de Groote was involved with the famous group of Belgian resistance fighters, the 'G Group', which came into being in the ULB. From 1940, this group of university resistance fighters aimed to disrupt the movements of German troops and their equipment throughout Belgium. It then tackled transport towards Germany to prevent deportation and keep railway workers in the country.

An important figure of the ULB, Paul de Groote joined the Board of Administration as a permanent member in 1947. He was President of the ULB from 1952 to 1958. The years when he was President were key ones for the University as it was then facing a delicate financial situation in the aftermath of the Second World War. Indeed, during his speech at the opening of the academic year in 1956, he said: "In this scientific evolution, whose pace and intensity varies considerably from one nation to another, especially since the last war, Belgium is not in a favourable situation. A deep-seated recovery needs to be brought about to give the country back a level worthy of its past and worthy of the value of the scientists that it has."

The quality of student life made considerable progress thanks to the construction of new premises in Solbosch, the creation of the psychological consultation service and the University Press of Brussels. It was also a period in which the population of foreign students grew considerably. The participation of professors and researchers at international scientific meetings intensified as well as the number of visiting researchers from all over the world. During his term of office, Paul de Groote thus contributed to strengthening the international recognition of education and research at the ULB.

During his speech at the opening of the academic year in 1956, he said: "In this scientific evolution, whose pace and intensity varies considerably from one nation to another, especially since the last war, Belgium is not in a favourable situation. A deep-seated recovery needs to be brought about to give the country back a level worthy of its past and worthy of the value of the scientists that it has."

UNE CARRIÈRE POLITIQUE INATTENDUE

À la fin de la guerre, l'universitaire sort de l'ombre et est mis à l'honneur vu son rôle dans la résistance active. Ayant fourni au Gouvernement belge de Londres un rapport sur l'organisation des transports après la guerre en Europe, il est nommé, en 1946, directeur de l'Office national de réglementation des transports, président de l'Organisation européenne des transports intérieurs, représentant belge à Londres dans le Haut commandement allié visant à coordonner les transports dans l'Europe libérée, et devient membre du Comité permanent de la SNCFB.

En 1946, Paul de Groote est coopté sénateur socialiste. Quelques semaines plus tard, il est désigné comme ministre du Rééquipement national par le Premier ministre Camille Huysmans. Sous le gouvernement Spaak, il sera ministre de la Coordination économique de 1947 à 1949. À ce titre, il a pour mission de rattraper le retard économique accumulé pendant la guerre et de réaliser un nouvel essor de l'industrie. Il s'agit de rééquiper matériellement les industries belges et d'encourager la recherche nationale pour que celles-ci restent compétitives. Sur la base d'un arrêté-loi élaboré par lui en 1948 («Loi de Groote») furent créés les «centres de Groote» pour la recherche industrielle et la promotion des entreprises.

L'EUROPE DU NUCLÉAIRE

Paul de Groote, qui était déjà en charge des questions de l'énergie atomique dans le cadre du redressement du pays, est désigné, en 1955, vice-président du Centre d'études de l'énergie atomique et, en 1956, vice-président de la Commission nationale pour les études de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

En raison de cette expertise, il est nommé membre belge de la Commission de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) le 8 janvier 1958. C'est le début de sa carrière politique au niveau européen. Il est chargé des questions de recherche,

AN UNEXPECTED POLITICAL CAREER

At the end of the war, this university man came out of the shadows and was honoured for his role in the active resistance movement. After he provided the Belgian Government in London with a report on the organisation of transport after the war in Europe, he was appointed, in 1946, as Director of the National Office of Transport Regulation, President of the European Organisation of Internal Transport, Belgian representative in London at the High Allied Command aiming to coordinate transport in a liberated Europe and became a member of the SNCFB's standing committee.

In 1946, Paul de Groote was co-opted as socialist senator. A few weeks later, he was appointed as Minister of National Reequipment by Prime Minister Camille Huysmans. Under the Spaak Government, he was Minister of Economic Coordination from 1947 to 1949. In this capacity, his mission was to catch up the economic lag that had accumulated during the war and to get industry back up on an upward swing. It was about reequipping Belgian industries in terms of materials and encouraging national research so that these industries remained competitive. On the basis of a 1948 decree drawn up by him (the 'De Groote Law'), 'de Groote centres' were created for industrial research and to promote enterprises.

A EUROPE OF NUCLEAR ENERGY

Paul de Groote, who was already responsible for atomic energy issues in the context of the recovery of the country, was appointed, in 1955, as Vice President of the Centre for Atomic Energy Studies and, in 1956, as Vice President of the National Committee for the Studies of the Peaceful Use of Nuclear Energy.

Due to this experience, he was appointed a Belgian member of the European Community's Atomic Energy Commission (Euratom) on 8 January 1958. That was the start of his political career at the EU level. He was tasked with issues relating to research, industry, dissemination of knowledge and contact with the Statistical Office.

d'industrie, de diffusion des connaissances et des contacts avec l'Office statistique. Dans ce cadre, il crée les centres de recherche nucléaire de Ispra, Petten et Karlsruhe, le Bureau central des mesures nucléaires à Geel ainsi que les programmes de réacteurs avancés, de diffusion nucléaire et de biologie. Il restera à ce poste jusqu'en 1967.

En parallèle, Paul de Groote met ses compétences européennes au service de l'enseignement et poursuit sa carrière académique à l'ULB. Dès 1963, il est en charge du cours « Questions spéciales relatives aux organisations européennes » à l'Institut d'études européennes, dont il devient membre du comité directeur en 1964 puis président de 1970 à 1972.

UN EXPERT TRÈS SOLlicitÉ

Tout au long de sa vie, Paul de Groote a été membre de nombreux comités, conseils d'administration et instituts. Pour n'en citer que quelques-uns, il participe entre 1952 et 1970 au comité de gestion du Centre Émile Bernheim de la *Solvay Brussels School of Economics & Management*, qui encourage et développe la recherche en sciences de gestion. Il est également membre des conseils d'administration de la Fondation Hoover, des Instituts internationaux de physique et de chimie Solvay, de l'Union chimique belge, du comité national de la Ligue européenne de coopération économique.

Passionné de sociologie, il est également membre du conseil scientifique de l'Institut de sociologie Solvay.

UN HOMME DE GRANDE CULTURE AUX MULTIPLES INTÉRÊTS

En 1972, Paul de Groote prend sa retraite anticipée afin de pouvoir écrire un ouvrage sur l'énergie et de satisfaire son insatiable curiosité intellectuelle. Il poursuit ainsi ses études sur les civilisations de l'Orient antique, qui le passionne depuis toujours.

Cet homme à la fine sensibilité a ainsi été présent dans de très nombreuses organisations scientifiques, académiques et culturelles comme le Théâtre national de Belgique et a laissé son empreinte dans divers domaines. Une vie riche et stimulante qui s'acheva en 1997, à Bruxelles à 91 ans.

Elise Blaizot

In this context, he set up the nuclear research centres of Ispra, Petten and Karlsruhe, the Central Office of Nuclear Measurements at Geel as well as advanced reactor, nuclear diffusion and biology programmes. He stayed in this post until 1967.

In parallel, Paul de Groote put his European skills at the service of education and pursued his academic career at the ULB. As from 1963, he was in charge of the 'Special questions relating to the European organisations' course at the Institute for European Studies, where he became a member of the supervisory committee in 1964 and then President from 1970 to 1972.

A MUCH REQUESTED EXPERT

Throughout his life, Paul de Groote has been a member of numerous committees, boards of administration and institutes. To mention just a few of them, he took part, between 1952 and 1970 in the management committee of the Émile Bernheim Centre of the Solvay Brussels School of Economics & Management, which encouraged and developed research in management sciences. He was also a member of the boards of administration of the Hoover Foundation, the Solvay International Institutes of Physics and Chemistry, of the Belgian Chemical Union, of the national committee of the European league of economic cooperation.

Passionate about sociology, he was also a member of the scientific council of the Solvay Institute of Sociology.

A MAN OF GREAT CULTURE WITH MANY INTERESTS

In 1972, Paul de Groote took early retirement in order to be able to write a publication on energy and to satisfy his insatiable intellectual curiosity. He thus pursued his studies on the civilisations of the ancient Orient, which was always a passion for him.

A very refined man, he was present in a large number of scientific, academic and cultural organisations, such as the National Theatre of Belgium and left his mark in various areas. A rich and stimulating life came to an end in 1997 in Brussels at the age of 91.

Elise Blaizot



Vue de la réunion de la Commission de l'Euratom, assis de gauche à droite à partir du 2^e siège : Paul de Groot, Antonio Carelli, et Pierre Chatenet.

© Communautés européennes, 1967 / Source: CE - Service audiovisuel / Photo: Christian Lambiotte.

View of the meeting of the Euratom Commission, from left to right (starting on the second seat): Paul de Groot, Antonio Carelli, and Pierre Chatenet.

© European Communities, 1967 / Source: CE - Audiovisual service / Photo: Christian Lambiotte.

ANDRÉ DELVAUX

Un maître du cinéma belge ouvert sur l'Europe

A master of Belgian cinema open to Europe



Comme nous le dit sa fille Catherine, André Delvaux a été imprégné depuis sa jeunesse de culture et de littérature européennes. Si ce pionnier de l'enseignement du cinéma, cofondateur de l'INSAS à Bruxelles, s'est attaché à promouvoir le cinéma belge dans le monde, il a aussi fait connaître, par ses documentaires, dès les années soixante, les cinémas polonais, français et italien en Belgique. Il a en outre été le premier cinéaste belge à recourir à des coproductions tant en Belgique qu'en Europe.

« UN PIED DANS LA CULTURE FLAMANDE, L'AUTRE DANS LA FRANCOPHONIE »

André Delvaux est né en 1926 à Héverlée, près de Louvain. Il y a passé sa petite enfance, élevé dans le patois flamand du quartier populaire, où il vivait alors avec ses grands-parents maternels. Il arrive à cinq ans à Bruxelles, où son père est instituteur dans une école francophone de Schaerbeek, avant de devenir directeur de la Ferme-école à Waterloo. Il effectuera ses études primaires et secondaires en français.

C'est donc tout jeune qu'il vit concrètement le métissage des langues et des cultures; toute sa vie il conservera «un pied en culture flamande, l'autre en francophonie», comme il le dira dans son discours de 1995, un métissage qu'il a toujours considéré comme une richesse. André grandit dans un milieu cultivé, baignant dans l'univers de la musique et des lettres, et dans un climat de grande tolérance. Très tôt il manifeste une insatiable curiosité pour les arts.

ÉTUDES SUPÉRIEURES & PREMIÈRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

André Delvaux entreprend à l'ULB des études de Philologie germanique qui lui permettent de se familiariser avec les littératures allemande et anglaise et de découvrir les mystiques flamands, entre autres. «Ces langues et ces cultures se sont aiguisées entre elles» confie-t-il lors d'un colloque en 1995. Il obtient son diplôme de licencié en 1948 ainsi qu'une licence en droit et étudie parallèlement le piano et la composition au Conservatoire royal de Bruxelles. Delvaux est ensuite nommé professeur de néerlandais et d'anglais à l'Athénée Fernand Blum de Schaerbeek, dont il est issu.

Sur le tournage de «Rendez-vous à Bray», 1971

During the filming of "Rendez-vous à Bray", 1971

As his daughter Catherine told us, André Delvaux was steeped in European culture and literature right from his early years. While this pioneer of cinematic teaching, a cofounder of the Belgian film and drama school INSAS (*L'Institut national supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion*) in Brussels, was committed to promoting Belgian cinema in the world, he also enabled Belgians to get to discover Polish, French and Italian cinema from the 1960s onwards via his documentaries. In addition, he was also the first Belgian filmmaker to work on coproductions both in Belgium and in Europe.

“ONE FOOT IN FLEMISH CULTURE, THE OTHER IN FRANCOPHONE CULTURE”

André Delvaux was born in 1926 in Heverlee, near Louvain. He spent his early childhood there, brought up in the Flemish dialect of the popular district, where he lived then with his grandparents on his mother's side. He arrived in Brussels aged five, where his father was a teacher in a Francophone school in Schaerbeek before becoming Director of the *Ferme Ecole* in Waterloo. He went on to complete his primary and secondary school studies in French.

So he experienced a blend of languages and cultures at a very young age. Throughout his life, he would keep “one foot in Flemish culture, the other in Francophone culture”, as he would say in a speech in 1995, a mixture that he always considered to be a form of riches. André grew up in a cultivated milieu, steeped in a world of music and literature and in an environment of great tolerance. Very soon he showed an insatiable curiosity for the arts.

HIGHER STUDIES AND INITIAL PROFESSIONAL EXPERIENCE

At the ULB, André Delvaux embarked on studies in Germanic philology, which allowed him to familiarise himself with German and English literature and to discover the Flemish mystiques, among other things. “These languages and these cultures fed off each other in a positive way,” he confided during a colloquium in 1995. He obtained his degree in 1948 as well as a degree in law and studied piano and composition in parallel at the Royal Conservatory of Brussels. Delvaux was then appointed as a teacher of Dutch and English at

Ce passionné de cinéma y dirige bientôt une classe de cinéma et réalise dès 1956 quelques courts-métrages avec ses élèves. Dans les années cinquante déjà, André Delvaux fréquente assidûment la Cinémathèque royale de Belgique, où ses talents de pianiste lui permettent d'accompagner les projections de films muets. C'est là, nous raconte sa fille, qu'il rencontre sa future épouse Denise Debbaut, qui y travaille avec le conservateur Jacques Ledoux. Elle deviendra la complice, l'interlocutrice privilégiée et la collaboratrice du cinéaste.

L'AVENTURE DE L'INSAS

Au début des années soixante, Delvaux est appelé par Raymond Ravar, homme de radio et de télévision, à l'Institut de Sociologie de l'ULB pour y diriger un séminaire d'étude du langage cinématographique. De ces contacts va naître en 1962 l'INSAS (Institut national supérieur des arts du spectacle), dont il est un des cofondateurs. Il y est professeur de littérature et donne le cours de langage et de réalisation cinématographique, qu'il dispensera jusqu'en 1986. L'INSAS acquiert rapidement une réputation internationale et attire des étudiants de toute l'Europe et même du monde entier. L'Institut sera un lieu de brassage des cultures cher au cœur de Delvaux, qui y jouera un rôle de premier plan.

L'ŒUVRE DE FICTION : DU RÉALISME MAGIQUE À LA RÉFLEXION ÉTHIQUE¹

André Delvaux est « entré en cinéma », selon son expression, à près de quarante ans. Son premier long-métrage, pour la production duquel son épouse a joué un rôle essentiel, sort en 1965: « De man die zijn haar kort liet knippen » (« L'Homme au crâne rasé ») adapté du roman de l'auteur flamand Johan Daisne. Ce film « concrétise », comme nous le dit Catherine Delvaux, « la naissance d'un cinéma belge ». L'histoire d'amour d'un professeur pour une de ses élèves crée d'emblée l'atmosphère particulière d'un cinéma centré sur les relations humaines où réalité et imaginaire se mêlent, caractéristiques qui s'affirment trois ans plus tard dans « Un soir, un train », d'après un récit du même écrivain. La problématique de l'identité s'approfondit à travers le personnage principal, un intellectuel déchiré entre deux langues et deux communautés rivales. Traitant de sujets éternels, crise du couple, amour, mort et culpabilité, défendue par des acteurs aussi renommés que Yves Montand et Anouk Aimée, l'œuvre connaîtra un large succès.

1 - Voir à ce sujet Adolphe Nysenholc, *André Delvaux ou le réalisme magique*, Editions du Cerf, Paris, 2006; Adolphe Nysenholc, *André Delvaux ou les visages de l'imaginaire*, Revue de l'Université de Bruxelles, numéro spécial 1985; Frédéric Sojcher, *André Delvaux. Le cinéma ou l'art des rencontres*, Seuil, 2005.

the *Athenée Fernand Blum* (secondary school) in Schaerbeek, where he came from. This cinephile was soon giving a class on cinema and produced some short films with his pupils from 1956. In the 1950s, André Delvaux was a regular attendee at the *Cinémathèque Royale de Belgique* (Royal Belgian Film Archive), where his talents as a pianist allowed him to accompany the projection of silent films. It was there, his daughter explained, where he met his future wife Denise Debbaut, who worked there with the curator Jacques Ledoux. She would become the filmmaker's accomplice, a privileged interlocutor and a coworker.

THE INSAS ADVENTURE

In the early 1960s, Delvaux was called by Raymond Ravar, a TV and radio man, to the ULB's Institute of Sociology to give a seminar there on the study of cinematographic language. From these contacts would emerge the Belgian film and drama school INSAS, of which he was one of the cofounders, in 1962. He was professor of literature there and taught cinematographic language and film direction until 1986. INSAS quickly acquired an international reputation and attracted students from all over Europe and even from the whole world. The institute would become a true melting pot, which was so dear to Delvaux. He would play a major role in that.

WORK OF FICTION: FROM MAGIC REALISM TO ETHICAL REFLECTION¹

André Delvaux "went into cinema", as he put it, aged nearly 40. His first long film, in which his wife played a key role in the production, came out in 1965: "*De man die zijn haar kort liet knippen*" (The man with the shaven head), adapted from the novel by Flemish author Johan Daisne. The film "materialises", as Catherine Delvaux told us, "the birth of a Belgian cinema". The love story of a professor for one of his pupils creates from the start the particular atmosphere of a type of cinema focused on human relations where the real and the imaginary mix together, characteristics which were confirmed three years later in "*Un soir, un train*" according to a tale by the same writer. The issue of identity was explored in depth via the main character, an intellectual torn between two languages and two rival communities. Dealing with eternal subjects, crisis in the couple, love, death and guilt, and with actors as renowned as Yves Montand and Anouk Aimée, the film would be a big hit.

1 - See the works of Adolphe Nysenholc on this subject: *André Delvaux ou le réalisme magique*, Editions du Cerf, Paris, 2006, and *André Delvaux ou les visages de l'imaginaire*, Revue de l'Université de Bruxelles, special edition 1985; as well as Frédéric Sojcher's: *André Delvaux. Le cinéma ou l'art des rencontres*, Seuil, 2005.

«Tous les films que j'ai faits ont une évidence européenne (...). Ils sont des portraits d'une façon de vivre en Europe»²

"All the films I have made have a European flair (...). They are portraits of a way of living in Europe."²

Mais en 1971, c'est «Rendez-vous à Bray» qui apportera la consécration au cinéaste belge. Inspiré d'une nouvelle de l'écrivain français Julien Gracq, le film sera couronné par le prix Delluc remis par la presse cinématographique française. Il s'agit d'une réalisation particulièrement convaincante, exemplaire du réalisme magique, vision du monde aux confins du réel et du songe, baignant dans un climat de mystère et d'étrangeté. L'histoire se situe pendant la Première Guerre mondiale, dans une demeure isolée au milieu de la forêt. Les thèmes de l'attente, du souvenir, du désir, de l'amour et de la mort s'y entrecroisent. Une veine similaire se retrouve dans «Belle» (1973) et en 1983 dans «Benvenuta», d'après un roman de l'écrivaine belge francophone Suzanne Lilar. Le scénario est focalisé sur deux femmes, une romancière et une pianiste, Benvenuta, dont l'amour sensuel pour Livio se transforme en un amour quasi mystique.

Si, dès ses premiers longs-métrages, Delvaux s'inspire de la situation particulière de son pays, il aborde plus franchement les dérives politiques de celui-ci en 1978-79 avec «Femme entre chien et loup». Au centre, une femme déchirée entre deux hommes, l'un collaborateur, l'autre résistant pendant la Seconde Guerre mondiale à Anvers. Elle les quittera finalement tous les deux en s'affranchissant des extrémismes. Une histoire nourrie par les observations de son épouse à cette époque-là dans la métropole.

Dix ans plus tard, le cinéaste élargit son univers en retraçant le parcours d'une personnalité du XVI^e siècle, l'humaniste-alchimiste Zénon, dans une Flandre dominée par l'Espagne. Ce sera «L'Oeuvre au noir» d'après Marguerite Yourcenar, où Delvaux évoque le combat de la pensée libre contre l'Inquisition. «Une forme de testament» confiera-t-il.

LE TRAVAIL DE TRANSMISSION & LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

Après le décès de son épouse en 1994, André Delvaux mettra son expérience au service des autres. Il publie de nombreux articles, donne de multiples conférences et participe à divers colloques. Il se bat farouchement et avec succès pour la survie de la Cinémathèque royale de Belgique. La qualité et l'originalité de son langage cinématographique seront couronnées par une série de prix de par le monde, de Paris à New York, de Florence à Agrigente, de Londres à Chicago et Montréal...

2 - André Delvaux, Entretien avec Frédéric Sojcher, repris dans l'ouvrage de Adolphe Nysenholc: *André Delvaux*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles 1994, p.45.

But, in 1971, it was "Rendez-vous à Bray" that would be the crowning glory for the Belgian filmmaker. Inspired by a novel by the French writer Julien Gracq, the film was awarded the Delluc Prize as an accolade from the French cinema press. It was a particularly convincing production, typical of magic realism, a vision of a world on the edge of reality and dream, bathed in a climate of mystery and strangeness. The history plays out during the First World War in an isolated dwelling in the middle of the forest. The themes of waiting, memory, desire, love and death intermingle. There are similarities with "Belle" (1973) and in 1983 in "Benvenuta", based on a novel by the Belgian francophone writer Suzanne Lilar. The scenario is about two women, a novelist and a pianist, Benvenuta, whose sensual love for Livio is transformed into an almost mystic love. While, from his first feature films, Delvaux is inspired by the particular situation of his country, he addresses his country's political upheavals more frankly in 1978-79 with "Femme entre chien et loup". At the heart of it is a woman torn between two men, one a collaborator and the other a member of the resistance during the Second World War in Antwerp. She would leave them both in the end by liberating herself from the extremes. It is a story fuelled by the observations of his wife in the metropolis at that time.

Ten years later, the filmmaker expanded his universe by going back over the story of a character from the 16th century, the humanist/ alchemist Zenon, in Spanish-dominated Flanders. It would be "L'Oeuvre au noir", based on Marguerite Yourcenar, where Delvaux evoked the fight for free thinking against the inquisition. "A form of testimony," he said.

WORK AS A KIND OF RELAY AND INTERNATIONAL RECOGNITION

After the death of his wife in 1994, André Delvaux put his experience at the service of others. He published numerous articles, gave many conferences and took part in different colloquia. He fought fiercely and successfully for the survival of the *Cinémathèque Royale de Belgique*. The quality and originality of his cinematographic language were to be crowned with a series of prizes throughout the world, from Paris to New York, from Florence to Agrigente, from London to Chicago and Montreal.

2 - André Delvaux, Interview with Frédéric Sojcher, quoted in Adolphe Nysenholc's publication: *André Delvaux*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles 1994, p.45.

Il est nommé Docteur Honoris Causa par plusieurs universités: Lyon (1993), Nancy II (1995) et par son Alma Mater, l'ULB (1995).

Considéré comme un sage par ses pairs, Delvaux sera appelé à la présidence de la Cinémathèque de Belgique, et sera également président du Centre du Film sur l'Art ainsi que du *KunstenFestivaldesArts*. Ses dernières années ont été assombries par la transformation de la Belgique en un état fédéral, dans lequel la culture relève de la compétence des Communautés avec comme conséquence un éloignement, une fracture entre les deux cultures du pays.

IDENTITÉ(S) EUROPÉENNE(S)

Sans cesser de revendiquer son identité belge unissant germanité et latinité, Delvaux a créé une œuvre complexe et raffinée, alimentée par sa fréquentation intense de textes littéraires français (Nerval, Proust...), allemands (Kafka, Rilke...), italiens, portugais (Pessoa...). Il a aussi été «nourri» par une profonde connaissance de la peinture européenne et surtout de la musique, qui contribue à donner à ses films leur souffle et leur rythme propre. Comme nous le dit sa fille, il a «internationalisé» le cinéma de Belgique, entre autres en faisant appel à des collaborateurs et acteurs venus de France, d'Allemagne, du Danemark, d'Italie... : de Mathieu Carrière à Vittorio Gassman et Gian Maria Volonte, d'Anna Karina et Marie-Christine Barrault à Fanny Ardant et Françoise Fabian...

Il est significatif que Delvaux termine son exposé de 2002 à Salamanca par «Être européen». Il y souligne la diversité des cinémas d'Europe mais insiste aussi, en reprenant à son compte les propos de la sociologue, Annie Goldmann, sur leurs points communs: «un ensemble de normes, de valeurs, de référents esthétiques, de repères identitaires et culturels». Et le cinéaste de conclure: «Je crois au plus profond de moi que cette unité dans la diversité est le sel et le sang de notre cinéma».

Enfin, le titre de son dernier discours au Palais des Congrès de Valence en Espagne «La responsabilité civique des arts» reflète bien l'évolution de sa personnalité. C'est immédiatement après l'avoir prononcé qu'André Delvaux est terrassé en 2002, à 76 ans, par un arrêt cardiaque qui lui sera fatal.

Catherine Delvaux et Anne Weyembergh

He was named doctor honoris causa by several universities: Lyon (1993), Nancy II (1995) and by his alma mater, the ULB (1995).

Considered as a wise man by his peers, Delvaux was asked to be President of the *Cinémathèque de Belgique* and President of the *Centre du Film sur l'Art* (Centre of Film on Art) as well as the *KunstenFestivaldesArts* (Festival of Arts).

His last years were clouded by the transformation of Belgium into a federal state in which culture came within the remit of the communities, with the result being greater distance and a split between the two cultures of the country.

EUROPEAN IDENTITY(IES)

Without tiring of claiming his Belgian identity bringing together Germanness and Latiness, unremittingly evoking the countryside of his country, Delvaux created work that was complex and refined, fuelled by his intensely reverting to French (Nerval, Proust), German (Kafka, Rilke), Italian and Portuguese (Pessoa) literary texts... and by his deep knowledge also of European painting and especially music, which contributed to giving his films their own feeling and rhythm. As his daughter told us, he "internationalised" cinema in Belgium, including by appealing to colleagues and actors from France, Germany, Denmark, Italy, from Mathieu Carrière to Vittorio Gassman and Gian Maria Volonte, from Anna Karina and Marie-Christine Barrault to Fanny Ardant and Françoise Fabian...

It is meaningful that Delvaux ends his 2002 presentation in Salamanca with «Être européen» (Being European). In it, he highlights the diversity of European cinema but also underlines, inspired by sociologist Annie Goldman, its shared points: "a set of standards, values, aesthetic referents, as well as identity and cultural points of reference." And the filmmaker concludes: "I deeply believe that this unity in diversity is the salt and the blood of our cinema."

To conclude, the title of his last speech to the Palace of Congresses in Valencia in Spain, "The civic responsibility of the arts", is a good reflection of the way his personality evolved. It was immediately after he gave it that André Delvaux fell to the floor in 2002, aged 76, swept to the ground by a cardiac arrest that was to be fatal.

Catherine Delvaux and Anne Weyembergh



Delvaux derrière la caméra, pendant la tournage de «Rendez-vous à Bray», 1971.

Delvaux behind the camera during the filming of «Rendez-vous à Bray», 1971.



André Delvaux à l'INSAS, 1973.

André Delvaux at the INSAS, 1973.

NICOLE DEWANDRE

Fonctionnaire européenne engagée,
adepte de l'analyse philosophique

A committed EU civil servant
and keen philosophical analyst



Nicole Dewandre a une longue expérience des institutions européennes : elle travaille depuis 36 ans à la Commission où elle fut cheffe de diverses unités puis conseillère, avant de rejoindre ce 1^{er} décembre le cabinet de la Présidente von der Leyen. Marquée par sa formation en philosophie à l'ULB, elle a poursuivi la voie qu'elle s'était tracée.

Nicole Dewandre est née en avril 1959. Après des études d'ingénieur civil en physique appliquée, qu'elle termine avec succès à l'UCL en 1981, elle obtient, l'année suivante, un master en recherche opérationnelle à l'Université de Berkeley. Intéressée par la politique et l'espace public, elle poursuit par un diplôme en sciences économiques à l'UCL, qu'elle décroche en 1984.

Dix ans plus tard, en 1994-1995, après plusieurs années au Groupe des conseillers du président Delors, et tout en continuant à travailler à la Commission, elle entreprend des études de philosophie à l'ULB. Cette démarche répondait à un besoin vital, celui de « rester vivante au sein de la Commission ». Elle a, dit-elle, « adoré cette formation » et a été particulièrement touchée par les cours d'Isabelle Stengers grâce à qui elle a – entre autres – découvert Hannah Arendt, par ceux de Pierre Verstraeten, de Lambros Couloubaritsis, de Robert Legros et de Gilbert Hottois, qui lui a fait découvrir la pensée de Wittgenstein. C'est aussi à l'occasion de cette licence qu'elle fait la connaissance de Barbara Cassin, qui était titulaire de la chaire Perelman, et a dispensé un cours sur « L'effet sophistique » qui réhabilite le pouvoir des mots en politique : « le dire crée de l'être », atténuant ainsi l'opposition platonicienne entre le fond et la forme. Ayant apprécié le mémoire de la « fonctionnaire étudiante », Barbara Cassin l'a d'ailleurs publié dans la collection qu'elle dirigeait aux éditions du Seuil avec Alain Badiou.

LA CARRIÈRE EUROPÉENNE

En juin 1983, Nicole Dewandre entre à la Commission européenne au programme de prospective technologique FAST (*Forecasting and Assessment for Science and Technology*), dirigé par Riccardo Petrella. Ensuite, la jeune ingénieure sera, de 1986 à 1992, membre du groupe des conseillers du président de la Commission Jacques Delors, puis, de la cellule de Prospective, en charge des questions de stratégie industrielle et de politique de la recherche. Ce fut pour elle, une expérience à la fois très intéressante mais, aussi, traumatisante, car elle a assisté – impuissante – au tournant néolibéral pris par l'Union européenne. Cette relance de l'Europe centrée sur une politique de libéralisation tous azimuts n'honorait

Nicole Dewandre has acquired quite some experience with the European institutions. She has been working for the Commission for 36 years, heading up various units and then acting as an advisor before joining the cabinet of Commission President Ursula von der Leyen on 1 December. Backed up by the philosophy training she followed at the ULB, she has pursued the path that she had set for herself.

Nicole Dewandre was born in April 1959. After studying civil engineering in applied physics, a course that she successfully completed at the UCL in 1981, she acquired a Masters in operational research at Berkeley University the following year. Attracted by politics and the public sphere, she went on to do a diploma in economics at the UCL, which she obtained in 1984.

Ten years later, in 1994-95, after several years in Commission President Jacques Delors's group of advisors, and while continuing to work for the Commission, she embarked on a course in philosophy at the ULB. This approach met a vital need, that of "staying alive in the Commission". She "said that she "adored this course" and has a particularly strong memory of the classes given by Isabelle Stengers thanks to whom she – among others – discovered Hannah Arendt, and of those of Pierre Verstraeten, Lambros Couloubaritsis, Robert Legros and Gilbert Hottois, who enabled her to discover Wittgenstein's thinking. It was also while doing this course that she got to know Barbara Cassin, who was holder of the Perelman Chair and gave a class on 'l'effet sophistique' which rehabilitates the power of words in politics: "saying creates being", thus attenuating the Platonic opposition between substance and form. Having appreciated the thesis of the 'student civil servant', Barbara Cassin published it in the collection that she was in charge of for the Editions du Seuil with Alain Badiou.

EU CAREER

In June 1983, Nicole Dewandre joined the FAST (*Forecasting and Assessment for Science and Technology*) programme at the European Commission headed up by Riccardo Petrella. This young engineer was then, from 1986 to 1992, a member of the group of advisors to Commission President Jacques Delors and was responsible for industrial strategy and research policy issues in the Forecasting Unit. This was both a very interesting but also traumatising experience for her because she witnessed, powerlessly, the neoliberal turn taken by the European Union. This relaunch of a Europe centred on full-scale liberalisation did not respect, in her eyes, the spirit of the founding fathers. In her view, "since the Treaty of Maastricht, Europe has been

pas, à ses yeux, l'esprit des Pères fondateurs. Selon elle, « depuis le Traité de Maastricht, l'Europe a contre elle une double opposition, celle de l'extrême droite et de l'extrême gauche. De plus, elle s'est distanciée des citoyennes et citoyens en privilégiant les besoins des grands groupes industriels. »

Nicole Dewandre s'éloigne alors des enjeux industriels pour initier le chantier sur la gouvernance européenne, en organisant une conférence en 1990, en coopération avec Jacques Lenoble et Jean-Marc Ferry, à laquelle participèrent notamment Jürgen Habermas, Charles Taylor, Luc Ferry et François Furet.

Après avoir été détachée en 1993 auprès de la Présidence belge de l'Union pour les Conseils « Industrie » , « Energie » et « Consommateurs » , Nicole Dewandre retourne à la DG Recherche où elle est chargée du financement de la recherche pour la cohésion sociale, ce qui inclut notamment le modèle EUROMOD de Tony Atkinson. En 1997, Edith Cresson, alors commissaire à la recherche, lui demande de développer une politique de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la recherche. Ce projet sera à la racine de son engagement féministe. Selon elle: « apprendre et mettre en pratique les théories féministes par le biais de ce

facing a dual opposition from the extreme right and from the extreme left. What's more, it has moved away from citizens by favouring the needs of big industrial groups”.

So she moved away from the industrial issues to start work on European governance by organising, together with Jacques Lenoble and Jean-Marc Ferry, a conference in 1990, attended by, notably, Jürgen Habermas, Charles Taylor, Luc Ferry and François Furet.

After she had been sent in 1993 to work for the Belgian Presidency of the EU for the Industry, Energy and Consumer Councils, Nicole Dewandre headed back to DG Research where she was in charge of financing research into social cohesion, which included in particular Tony Atkinson's EUROMOD model. In 1997, Edith Cresson, who was then EU Research Commissioner, asked her to develop a policy to promote equality between men and women in research.

This project would be the basis of her commitment to feminism. As she put it, “learning and putting into practice feminist theories through this specific work is exciting because female scientists and feminists – who do not always get on very well – are particularly committed and competent women”. She has kept a particularly

Dewandre appelle à une réflexion critique sur le fait qu'on parle des entreprises comme si c'était des êtres sensibles et des êtres humains comme s'ils étaient fonctionnels. C'est ce qu'elle nomme « l'inversion sensitive » ; elle considère que celle-ci révèle un état d'esprit ambiant qui peut expliquer la distance qui s'est installée entre la politique et les attentes citoyennes.

Dewandre calls for critical thinking on the fact that companies are spoken about as if they were sensitive beings and human beings as if they were functional. This is what she calls 'sensitive inversion'; she thinks that it reveals a prevailing mindset that may explain the distance that has built up between politics and citizens' expectations.

travail concret est passionnant car les femmes scientifiques et les féministes – qui ne s'entendent pas toujours très bien – sont des femmes particulièrement engagées et compétentes» . Elle garde un vif souvenir de la sociologue britannique Hilary Rose, autrice de « Love, Power and Knowledge » . Danièle Meulders l'a également beaucoup aidée à la mise en place des statistiques dans le domaine, élément essentiel de la politique. Nicole a ensuite dirigé l'unité « Développement durable » à la DG Recherche.

En 2011, elle rejoint la DG Connect (*Communications Networks, Content and Technology*) pour conseiller le directeur général sur les questions sociétales liées au numérique. Elle y a mené un

strong memory of the British sociologist Hilary Rose, the author of 'Love, Power and Knowledge'. Danièle Meulders also helped her a lot to set down statistics in this area, an essential part of the policy. Subsequently, Nicole headed up the Sustainable Development Unit at DG Research.

In 2011, she joined DG Connect (*Communications Networks, Content and Technology*) to advise the Director General on social issues related to digitalisation. There she carried out a philosophical exercise in the administrative domain: that of questioning the conceptual changes that the deployment of hyperconnectivity demands. The fruit of this teamwork was published by Springer under

exercice philosophique en milieu administratif: celui de s'interroger sur les changements conceptuels qu'appelle le déploiement de l'hyperconnectivité. Le fruit de ce travail collectif a été publié chez Springer, sous le titre «The Onlife Manifesto» . Il a aussi inspiré la façon dont les sciences sociales et humaines ont été intégrées dans les projets de recherche, au côté des sciences de l'ingénieur ainsi que l'approche responsable de la recherche et de l'innovation.

UNE RÉFLEXION CRITIQUE ET CONSTRUCTIVE

Entre octobre 2016 et novembre 2019, Nicole Dewandre a été chercheuse au Centre commun de recherche, qui est, en quelque sorte, un laboratoire interne à la Commission européenne. Elle y a développé une analyse critique de la *stratégie de Lisbonne*, en couplant la philosophie et l'analyse linguistique. Elle appelle ainsi, par exemple, à une réflexion critique sur le fait qu'on parle des entreprises comme si c'était des êtres sensibles et des êtres humains comme s'ils étaient fonctionnels. C'est ce qu'elle nomme «l'inversion sensitive» ; elle considère que celle-ci révèle un état d'esprit ambiant qui peut expliquer la distance qui s'est installée entre la politique et les attentes citoyennes. La bonne nouvelle, selon elle, est que cette inversion sensitive, qui a tout balayé sur son passage depuis 30 ans, s'estompe pour faire place à une autre matrice conceptuelle, celle qui priorise la transition vers un continent climatiquement neutre en 2050, tout en renforçant la cohésion sociale. Chez la philosophe et politologue allemande Hannah Arendt, elle a puisé le fait de penser la politique comme éminemment relationnelle.

Nicole Dewandre a fait connaître ses vues et ses questionnements par de nombreux articles et conférences sur l'analyse de l'administration européenne. Dès 1992, elle a dirigé avec Jacques Lenoble un ouvrage collectif «L'Europe au soir du siècle: identité et démocratie» . Elle est, en outre, l'auteur de «Critique de la raison administrative. Pour une Europe ironiste» (2002), où elle fait appel aux raisonnements de Ludwig Wittgenstein, Hannah Arendt, Jürgen Habermas, Richard Rorty et Barbara Cassin comme outils de compréhension.

Nicole Dewandre nous confie que la formation philosophique suivie à l'ULB a joué un rôle décisif dans son existence: c'est l'acquis qu'elle utilise le plus aujourd'hui. Ces enseignements lui ont permis de guider son action en tant que fonctionnaire. Elle a d'ailleurs conservé une relation très étroite avec son université puisqu'elle a siégé pendant plusieurs années au Conseil d'administration de l'ULB.

Anne Weyembergh

the title 'The Onlife Manifesto'. It also inspired the way in which social and human sciences have been integrated into research projects, alongside engineering sciences as well as the responsible approach to research and innovation.

CRITICAL AND CONSTRUCTIVE THINKING

Between October 2016 and November 2019, she was a researcher at the Joint Research Centre, which is a kind of internal laboratory at the European Commission. There, she developed a critical analysis of the Lisbon Strategy by combining philosophy and linguistic analysis. Thus, she calls, for example, for critical thinking on the fact that companies are spoken about as if they were sensitive beings and human beings as if they were functional. This is what she calls 'sensitive inversion'; she thinks that it reveals a prevailing mindset that may explain the distance that has built up between politics and citizens' expectations. The good news, in her view, is that this sensitive inversion, which has swept everything in its path aside for 30 years, is fading away in favour of another conceptual matrix, one that prioritises the transition towards a climate neutral continent in 2050 whilst strengthening social cohesion. By studying the German philosopher and political scientist Hannah Arendt, she drilled down into the fact of thinking about politics as eminently relational.

Nicole Dewandre communicated her views and questioning via numerous articles and conferences analysing the EU's administration. Since 1992, she has been in charge of a collective piece of work, along with Jacques Lenoble, entitled 'L'Europe au soir du siècle: identité et démocratie'. In addition, she is the author of 'Critique de la raison administrative. Pour une Europe ironiste' (2002), where she draws on the reasoning of Ludwig Wittgenstein, Hannah Arendt, Jürgen Habermas, Richard Rorty and Barbara Cassin as tools of analysis.

Nicole Dewandre confided us that the philosophy course she did at the ULB played a key role in her life and is the knowledge that she uses most today. What she learnt then has guided her actions as a civil servant. Besides, she has kept a very close connection with her university as she sat on the ULB's Board of Administration for several years.

Anne Weyembergh

MATHIAS DEWATRIPONT

Un chercheur de haut vol au service de la société

A high flying researcher serving society



Licencié en sciences économiques de l'ULB à l'âge de 21 ans, PhD de l'Université de Harvard à 26 ans, lauréat du Prix Francqui à 38 ans, Mathias Dewatripont est l'incarnation du chercheur brillantissime. Toutefois, loin de l'image de la star académique retranchée dans son campus, il est un intellectuel engagé dans son temps qui a mis son talent – et son sens de l'écoute – au service de la collectivité. Il a, selon ses dires, « modestement » contribué à la mise en place du prestigieux Conseil européen de la recherche (*European Research Council* ou ERC pour les intimes) et du Conseil de Supervision des banques de la Banque centrale européenne dans le cadre de la création de l'Union bancaire de la Zone Euro. Parcours d'un chercheur d'exception qui s'est investi dans la construction d'institutions durables.

L'AFFIRMATION D'UNE ORIENTATION EUROPÉENNE

Alors qu'il entame ses licences en sciences économiques à l'ULB, Mathias Dewatripont choisit de consacrer son mémoire à l'analyse, via le Modèle Breughel créé par Françoise Thys-Clément, des conséquences possibles de la dévaluation du franc belge. Le débat fait alors rage au sein du corps professoral entre les partisans (Etienne Sadi-Kirschen, Directeur du DULBEA et Professeur d'Économie à l'ULB) et les opposants (Roland Beauvois, Directeur de la Banque Nationale de Belgique et Professeur d'Économie à l'ULB) de la dévaluation de la devise nationale. Celle-ci aura finalement bien lieu en février 1982, à l'insu de la Banque Nationale et quelques mois à peine après la défense du mémoire du jeune économiste qui en profite pour approfondir sa formation en économétrie. La période américaine de Mathias Dewatripont démarre par la Banque mondiale, où il est assistant de recherche pendant un an. Il enchaîne par un programme doctoral de trois ans à Harvard financé par une bourse de la Belgian American Educational Foundation et par un mandat du FNRS.

Si les recherches qu'il mène à Harvard sont plutôt orientées vers la théorie des contrats, son retour à Bruxelles en 1986 lui fournit l'occasion de renouer avec l'économie industrielle, l'économie politique et... l'Europe. Via Françoise Thys-Clément, recteur de l'ULB de 1990 à 1994 et véritable incubatrice de talents, il lance avec ses collègues André Sapir, Patrick Bolton, Philippe Weil et Gérard Roland le centre ECARE (European Center for Advanced Research in Economics). À ses débuts, le centre de recherche est encore relativement informel mais il attire aussi par-delà les murs de l'ULB,

Mathias Dewatripont sourit en montrant sa carte d'étudiant de l'ULB.

Mathias Dewatripont smiles as he shows his ULB student card.

He graduated in economics at the ULB aged 21, had a PhD from Harvard University aged 26 and was a Francqui Prize laureate aged 38. Mathias Dewatripont is the embodiment of an absolutely brilliant researcher. However, far from the image of an academic star shut away in his campus, he is a committed intellectual of his time who put his talent – and his ability to listen – at the service of the community. As he put it, he has “modestly” contributed to the establishment of the prestigious European Research Council (ERC) and the Council of Banking Supervision of the European Central Bank as part of the creation of the Banking Union of the Eurozone. This is the life story of an exceptional researcher who invested in the construction of sustainable institutions.

AN AFFIRMATION OF HIS EUROPEAN ORIENTATION

When he started his undergraduate degree in economics at the ULB, Mathias Dewatripont chose to devote his dissertation to the analysis, via the Breughel Model created by Françoise Thys-Clément, of the possible consequences of the devaluation of the Belgian franc. It was a controversial debate within the teaching profession between advocates (Etienne Sadi-Kirschen, Director of the DULBEA and Professor of Economics at the ULB) and opponents (Roland Beauvois, Director of the National Bank of Belgium and Professor of Economics at the ULB) of devaluation of the national currency. That was to be carried out in the end in February 1982 without the knowledge of the National Bank and barely a few months after the young economist defended his dissertation and benefitted from it to deepen his schooling in econometrics. The American phase of Mathias Dewatripont began with the World Bank, where he was a research assistant for a year. He followed that with a three-year PhD programme at Harvard financed by a grant from the Belgian American Educational Foundation and by a grant from the *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS)

While the research that he carried out at Harvard was rather oriented towards the theory of contracts, his return to Brussels in 1986 provided him with the opportunity to reengage with the industrial economy, the political economy... and Europe. Via Françoise Thys-Clément, Rector of the ULB from 1990 to 1994 and a real incubator of talent, he launched the European Center for Advanced Research in Economics (ECARE) with his colleagues André Sapir, Patrick Bolton, Philippe Weil and Gérard Roland. In its early stages, the centre for research was still relatively informal but it also attracted people from outside the walls of the ULB, especially members of the Commission.

notamment les membres de la Commission. Grâce aux connexions qu'André Sapir lui procure avec le CEPR (Centre for Economy Policy Research, créé en 1983) et l'Institut d'études européennes (IEE) dont il pilote la section économie, ECARE occupe rapidement une position de « niche » reconnue par les pairs et les experts. « On voulait se concentrer plus sur la politique économique et l'Europe que le centre de recherche de référence en Belgique à l'époque, le CORE à l'Université de Louvain », précise Mathias Dewatripont. Le pari est réussi : ECARE se stabilise dans le paysage institutionnel de l'ULB et se voit adosser plus tard un « S » pour Statistics et devenir ECARES. Aujourd'hui, la réputation du centre dans les milieux académiques n'est plus à faire. « En fait, ECARES avait deux parents, l'IEE et le CEPR, et notre idée était vraiment d'orienter le projet vers l'Europe ».

L'ERC, LE MOTEUR DE L'EXCELLENCE SCIENTIFIQUE DE L'EUROPE

Mais le tournant européen de Mathias Dewatripont prend une autre envergure dans le courant de l'année 2004. Dans le sillage de la Stratégie de Lisbonne et des initiatives du Commissaire à la recherche, Philippe Busquin, l'Union européenne cherche à se doter d'un « bras armé » pour construire l'Espace européen de la recherche. L'enjeu est double. Sur le plan financier, il importe de doper le budget permettant de faire de l'UE le pôle de l'« économie de la connaissance » à l'échelle globale à l'horizon 2010. Sur le plan institutionnel, cette ambition doit pouvoir s'appuyer sur une institution directement financée par l'Union européenne. Alors que le débat faisait rage entre les tenants d'un programme de recherche partiellement imposé aux chercheurs (top-down) et ceux qui plaident pour que les chercheurs définissent eux-mêmes leurs projets (bottom-up), Mathias Dewatripont a eu l'opportunité de se retrouver aux premières loges pour débattre de ces questions. En effet, alors qu'un comité d'experts se forme pour réfléchir aux contours de la future institution de recherche européenne, l'économiste Lucrezia Reichlin, maintenant professeure à la London Business School et chercheuse associée à ECARES et au CEPR, recommande le nom de Mathias Dewatripont pour représenter les sciences économiques et... la Belgique. Il fera donc partie d'un prestigieux groupe de 22 universitaires chargés de porter le Conseil européen de la recherche (ERC) sur les fonts baptismaux. L'agence, dont la devise est « Empowering young researchers », est une vraie réussite dans la galaxie des institutions européennes. Pour les chercheurs, toutes disciplines confondues, l'octroi d'une bourse (*grant*) ERC est aussi une forme de distinction qui ouvre ou consacre un parcours de recherche (depuis 2007, cinq lauréats ont obtenu un prix Nobel). Il faut dire que les concepteurs se sont donné les moyens de leur ambition : d'un milliard d'euros par an pendant le programme-cadre 2007-2013, le budget de l'ERC a été doublé à l'occasion du programme-cadre suivant (Horizon 2020).

DU MANAGEMENT DE LA RECHERCHE À LA SUPERVISION BANCAIRE

Aidant à assurer le bon démarrage de l'ERC, Mathias Dewatripont ne délaisse pas la recherche pour autant. La crise bancaire de 2008

Thanks to the connections that André Sapir gained with the Centre for Economic Policy Research (CEPR), created in 1983, and the Institute for European Studies (IEE) for which he was in charge of the economics section, ECARE quickly occupied a 'niche' position recognised by peers and experts. "We wanted to focus more on economic policy and Europe than the benchmark research centre in Belgium at the time, the CORE at Louvain University," says Mathias Dewatripont. He pulled it off. ECARE anchored itself in the ULB's institutional landscape and had an 'S' for Statistics tacked onto it so that it became ECARES. Nowadays, the centre's reputation is well established in academic circles. "In fact, ECARES had two parents, the IEE and the CEPR, and our idea was really to orient the project towards Europe."

THE ERC, THE ENGINE OF SCIENTIFIC EXCELLENCE IN EUROPE

But Mathias Dewatripont's European inclination moved to another level in the course of 2014. In the wake of the Lisbon Strategy and initiatives by the EU's Research Commissioner, Philippe Busquin, the European Union sought to equip itself with a 'sword arm' to build the European Research Area. It was a twin challenge. Financially speaking, it was important to give the budget a boost, allowing it to make the EU a centre of the 'knowledge economy' at the global level by 2010. Institutionally speaking, this ambition needed to be able to be based on an institution directly financed by the European Union. Whereas the debate was raging between those in favour of a research programme partially imposed on researchers (top down) and those who were calling for the researchers to define their projects themselves (bottom up), Mathias Dewatripont had the opportunity to be well placed to debate these issues. Indeed, as a committee of experts was being formed to reflect on the boundaries of a future European research institution, the economist Lucrezia Reichlin, now Professor at the London Business School and Research Associate at ECARES and at the CEPR, recommended the name of Mathias Dewatripont to represent economic sciences and... Belgium. So he was to be among a prestigious group of 22 academics tasked with creating the European Research Council. The agency, whose motto is 'Empowering young researchers', is a real success in the galaxy of EU institutions. For researchers from all the different disciplines, the award of an ERC grant is also a form of distinction which opens up or underscores a research career (since 2007, five laureates have won a Nobel Prize). It is important to say that those behind the idea gave themselves the means to achieve their ambition: with a billion euro per year during the 2007-2013 framework programme, the ERC budget was doubled at the time of the next framework programme (Horizon 2020).

FROM RESEARCH MANAGEMENT TO BANKING SUPERVISION

Whilst helping to ensure that the ERC started off well, Mathias Dewatripont did not abandon research because of that. The 2008

fournit l'occasion aux experts de redécouvrir les travaux qu'il avait consacrés à la réglementation bancaire dès les années 90 avec son collègue et ami Jean Tirol-le (docteur honoris causa de l'ULB en 1989 et prix Nobel d'Economie 2014). Mathias Dewatripont analyse les secousses du monde de la finance tout en s'investissant dans le rapprochement du Département des sciences économiques et de l'École de Commerce Solvay à l'ULB. Un rapprochement qui aboutira même à une fusion et ensuite une transformation en une nouvelle Faculté, la Solvay Brussels School of Economics and Management.

Début 2011, alors qu'il est le premier doyen en exercice de cette nouvelle entité, il reçoit un coup de fil surprenant: «Le Président du PS Elio Di Rupo qui me demande si je veux aller à la Banque Nationale de Belgique (BNB), parce que le gouverneur Guy Quaden prend sa retraite». Le jeu de chaises musicales orchestré par les partis politiques lui fournit l'occasion d'occuper un siège de directeur. Rappelons le contexte: l'instabilité bancaire s'est muée en crise économique majeure; la crise de la dette grecque s'étend à d'autres pays européens au point de menacer l'euro; enfin, la Belgique connaît une crise politique sans précédent, qui se traduira par l'absence de gouvernement fédéral pendant 541 jours. C'est dans ces circonstances pour le moins tendues que Mathias Dewatripont fait son entrée à la BNB, où il croise son ami de 30 ans, Peter Praet, en partance pour Francfort et la Banque centrale européenne (BCE). «La mauvaise nouvelle c'est que je n'ai pas pu travailler avec Peter, idée dont nous parlions à deux depuis de nombreuses années, mais la bonne c'est que le Gouverneur Luc Coene m'a attribué ses très intéressants dossiers», sourit-il. Parmi ceux-ci, il s'occupe d'un dossier brûlant – la supervision bancaire – qui l'amène à représenter la BNB au Comité de Bâle chargé d'établir des normes minimales au niveau international en matière de contrôle prudentiel. Dans le sillage des mesures visant à restaurer la stabilité des finances publiques européennes, il participe aussi à la création de l'Union bancaire qui dote la BCE d'un mécanisme centralisé de supervision des banques de la zone euro. Le projet est historique: l'UE dispose désormais d'un outil de coordination bancaire qui lui permet de parer plus rapidement aux crises du secteur.

Avec la création de l'ERC ou avec l'Union bancaire, Mathias Dewatripont est sorti de sa zone de confort; il s'est impliqué dans des projets d'institution-building qui dépassent de loin la sphère des sciences économiques. Avec le recul, l'universitaire souligne qu'un des bénéfices importants de ces expériences est l'opportunité d'interagir avec d'autres disciplines, dans le cas de l'ERC, et avec des fonctionnaires, mais aussi des banquiers, belges et internationaux, dans le cas de l'Union bancaire. Dans les deux cas, il tempère sans fausse modestie en disant qu'il n'a fait qu'«apporter sa petite pierre, son avantage comparatif d'économiste, comme disent ceux-ci». Son altruisme aussi.

Kenneth Bertrams

banking crisis gave experts the chance to rediscover the work that he had devoted to banking regulations from the 1990s with his colleague and friend Jean Tirol-le (a *doctor honoris causa* of the ULB in 1989 and Nobel Prize winner for Economics in 2014). Mathias Dewatripont analysed the shocks in the world of finance whilst investing in bringing the Department of Economics and the Solvay Business School closer to each other. This was a rapprochement that would even end up with a merger and then the transformation into a new faculty, the Solvay Brussels School of Economics and Management.

In early 2011, while he was the first Dean of this new body, he received a surprising phone call: "The President of the PS (Socialist Party), Elio Di Rupo, who asked me if I wanted to go to the Belgium National Bank (BNB) because governor Guy Quaden was taking retirement." The game of musical chairs orchestrated by political parties gave him the chance to become the Director. A brief reminder of the context: banking instability had morphed into a major economic crisis; the Greek debt crisis was expanding to other European countries to the point where it was threatening the euro; finally, Belgium was experiencing an unprecedented crisis, which was to translate into the lack of a federal government for 541 days. It was in these circumstances, at the very least tense, that Mathias Dewatripont joined the BNB, where he met his friend of 30 years, Peter Praet, heading off to Frankfurt and the European Central Bank (ECB). "The bad news is that I wasn't able to work with Peter, an idea that the two of us had been speaking about for a number of years, but the good news is that Governor Luc Coene handed me his very interesting files," he said, smiling. Among those, he dealt with a red hot topic – banking supervision – which led him to represent the BNB at the Basel Committee tasked with establishing minimal standards at the international level in terms of prudential controls. In the wake of the measures aiming to restore the stability of European public finances, he also took part in the creation of the Banking Union, which equipped the ECB with a centralised supervision mechanism for Eurozone banks. The project was historic: the EU now has a banking coordination tool that allows it to stop crises in the sector more rapidly.

With the creation of the ERC and with the Banking Union, Mathias Dewatripont came out of his comfort zone. He got involved in institution building projects that went well beyond the sphere of economics. Looking back, he underlines that one of the major advantages of these experiences was the opportunity to interact with other disciplines, in the case of the ERC, and with Belgian and international civil servants but also bankers in the case of the Banking Union. In both cases, he says, without any false modesty, that he has only "made his small contribution, his comparative advantage as an economist, as they say". And by doing so, he has gifted us with his altruism too.

Kenneth Bertrams

JOHN JOHN DOHMEN

Brillant hockeyeur et défenseur des valeurs européennes
à travers le sport

Brilliant hockey player and defender
of European values through sport



John John Dohmen, capitaine des *Red Lions*, l'équipe nationale belge de hockey sur gazon, s'est distingué dans de multiples compétitions européennes. Mais ses médailles européennes, la participation à trois Jeux olympiques, la médaille de bronze à Johannesburg et le titre de champion du monde à Rio ne lui ont pas suffi puisqu'il est en outre titulaire d'un master en ostéopathie de l'ULB. Sa vie de sportif de haut niveau est marquée par les valeurs mises en avant par l'Union européenne.

John John Dohmen est né en janvier 1988 dans un milieu sportif puisque sa mère, Dominique Morren, a été championne de Belgique et internationale de hockey ainsi que championne de tennis. John John a donc été très tôt plongé dans le monde du sport ; c'est à l'âge de 5 ans qu'il commence à jouer au tennis et au hockey.

LE HOCKEY... D'ABORD « POUR LES COPAINS »

Durant plusieurs années il pratique les deux disciplines de front mais doit finalement faire un choix vu la fréquence des entraînements à partir d'un certain niveau. Il opte pour le hockey, « pour les copains », comme il nous le confie. Dès le départ, il bénéficie du soutien total de ses parents dont il reconnaît le rôle crucial durant sa formation. Sa progression est des plus rapides. En 2004, l'équipe des Belges U16, dont il est le capitaine, remporte la médaille d'or et devient ainsi championne d'Europe U16.

Le statut de capitaine d'équipe, nous explique-t-il, implique non seulement d'être un excellent joueur mais aussi de donner la priorité au groupe et de posséder des qualités de leader. Après ce grand tournoi de 2004, il est sélectionné à 16 ans pour entrer dans l'équipe nationale A comme « milieu de terrain » et suit, dès lors, des entraînements constants. Du *Royal Leopold Club*, il passera au club des *Waterloo Ducks*. Après 13 saisons à Waterloo, John John déménage au Royal Orée, de Woluwe, où il prendra cette année les commandes de l'équipe première dames.

UN ENCHAÎNEMENT DE DISTINCTIONS SPORTIVES DU PLUS HAUT NIVEAU

Pour obtenir des financements et présenter un certain intérêt aux yeux des sponsors, des victoires s'imposent et John John Dohmen les décroche avec son équipe. En 2007, elle se qualifie contre l'Allemagne lors du championnat d'Europe à Manchester et, en 2008, elle accède

John John Dohmen, the captain of *the Red Lions*, the national Belgian grass hockey team, has made a name for himself in many European competitions. But his European medals, taking part in three Olympic Games, a bronze medal in Johannesburg and a world championship title in Rio were not enough for him as he is also the holder of a Masters in osteopathy at the ULB. His high level sports career has featured the values put forward by the European Union.

John John Dohmen was born in January 1988 in a sporting family as his mother, Dominique Morren, was a Belgian hockey champion and international as well as a tennis champion. So John John was thrust into the world of sport from an early age. He began playing tennis and hockey aged five.

HOCKEY... FIRST "BECAUSE OF HIS MATES"

For several years he played both sports side by side but in the end he had to make a choice given the frequency of training once he had reached a certain level. He chose hockey "because of his mates", as he admits to us. From the start, he had the full support of his parents and he acknowledges the key role they played in his training. He made particularly fast progress. In 2004, the Under-16 Belgian team, which he was captain of, won the gold medal and thus became Under-16 European champions.

Being captain of a team, he explains to us, does not just mean being an excellent player but also giving precedence to the group and having leadership qualities. After this great tournament in 2004, he was selected, aged 16, to play in the national A team as a central midfielder and, from then on, was constantly taking part in training sessions. He moved from the *Royal Leopold Club* to the *Waterloo Ducks*. After 13 seasons in Waterloo, John John moves on to Royal Orée, in Woluwe, where he will coach the women's first team.

A SUCCESSION OF SPORTING HONOURS AT THE HIGHEST LEVEL

To obtain funding and be of some interest in the eyes of sponsors, John John Dohmen needed victories and he duly obtained them with his team. In 2007, the team qualified for the European Championships in Manchester with a win over Germany and, in 2008, it made it to the Olympic Games in Beijing after Australian coach Adam Commens had inspired the players with confidence. Distinctions flowed from then on. In 2010, John John won the 'stick d'or' (best Belgian player award) for the 2008-2009 season. The team won a gold medal

aux JO de Beijing, après avoir pris confiance en elle-même grâce à son coach australien Adams Commens. Ensuite les distinctions se succèdent. En 2010, John John remporte le stick d'or pour la saison 2008-2009. L'équipe décroche l'or en 2011 à Johannesburg ainsi que le premier titre des *Red Lions* lors du *Champions Challenge*. Deux ans plus tard, en 2013, ce sera la première médaille d'argent avec les Red Lions au championnat d'Europe à Boom en Belgique. En 2015, John John reçoit le titre de meilleur joueur du tournoi de qualification olympique à Anvers et, en 2016, la troisième participation de son équipe aux Jeux olympiques sera couronnée à Rio par la médaille d'argent. L'année suivante, John John est élu meilleur joueur mondial de hockey pour l'année 2016. Lors de la cérémonie des *Hockey Star Awards* en Inde en 2018, son équipe obtient la coupe du monde en décrochant l'or à Bhubaneswar. L'Euro prendra place en 2019, ainsi qu'une victoire lors de l'Euro Hockey League (EHL).

LES ÉTUDES UNIVERSITAIRES

C'est en 2007, alors qu'il déploie une intense activité sur le plan sportif pour s'imposer, que John John Dohmen entame parallèlement des études d'ostéopathie à l'ULB dans la Faculté des sciences de la motricité sur le campus Erasme : une double voie qui n'a pas été facile à gérer, surtout pendant les années olympiques, lorsque les joueurs sont soumis à des horaires plus intensifs encore qu'habituellement. Le hockeyeur, capitaine d'équipe, a mis 10 ans pour terminer ses études, tout en participant à trois JO. Mener à bien des études universitaires tout en accomplissant l'entraînement nécessaire à son sport a été, nous dit-il, particulièrement ardu au début car il manquait une structure adéquate. Heureusement, vu les résultats engrangés sur le plan sportif, l'ULB a créé une structure mieux adaptée aux impératifs des sportifs professionnels : ULB Sports, qui a permis à ceux-ci de combiner l'excellence d'une formation académique et d'une pratique sportive grâce à un aménagement du cursus, des horaires de cours et d'examens.

Comme John John le souligne, les valeurs liées à la pratique du sport collectif qu'est le hockey sont aussi des valeurs mises en avant par l'Union européenne : la solidarité, la tolérance et la non-discrimination de ceux qui sont différents, l'égalité homme-femme et la confiance mutuelle.

As John John underlines, the values related to playing a team sport like hockey are also values put forward by the European Union: solidarity, tolerance and non-discrimination towards those who are different, male-female equality and mutual trust.

in Johannesburg in 2011 as well as the *Red Lions'* first title in the *Champions Challenge*. Two years later, in 2013, he would win his first silver medal with the *Red Lions* in the European Championships in Boom in Belgium. In 2015, John John won the title of best player in the qualifying tournament for the Olympics in Antwerp and, in 2016, his team's third appearance at the Olympic Games would be topped off in Rio with a silver medal. The following year, John John was voted the best player in the world in 2016. During the *Hockey Star Awards* ceremony in India in 2018, his team lifted the world cup that they won in Bhubaneswar. The Euro will come in 2019, along with a victory at the Hockey League (EHL).

UNIVERSITY STUDIES

It was in 2007, when he was in a phase of intensive activity in terms of his sport in order to make a breakthrough, that John John Dohmen started, in parallel, osteopathy studies at the ULB's *Faculté des sciences de la motricité* (Faculty of Motor Sciences) on the Erasmus campus. It was a twin track that has not been easy to manage, especially during Olympic years, when players must put in more intensive hours of training than usual. This hockey player and team captain took ten years to finish his studies whilst taking part in three Olympic Games. Doing his university studies whilst completing the necessary training for his sport was, he told us, particularly arduous at the beginning because there was no adequate structure in place. Fortunately, given the results obtained on the sports field, the ULB created a structure that was better suited to the needs of professional sportspeople: ULB Sports, which has allowed professional sportspeople to combine excellence in academic education with the practice of a sport by adapting course timetables for classes and exams.

... ET L'EUROPE !

Bien que l'Europe ait inclus le sport dans ses compétences en 2009, les contacts avec les institutions européennes sont encore limités. En revanche, ils sont nombreux avec les autres équipes européennes. Les relations sont suivies et amicales, empreintes de respect mutuel. La fédération belge de hockey fait en effet partie de la fédération européenne et les hockeyeurs belges prennent part tous les deux ans à la Coupe d'Europe.

Comme John John le souligne, les valeurs liées à la pratique du sport collectif qu'est le hockey sont aussi des valeurs mises en avant par l'Union européenne: la solidarité, la tolérance et la non-discrimination de ceux qui sont différents, l'égalité homme-femme et la confiance mutuelle. Le *circle of trust* d'importance cruciale pour le sport d'équipe est aussi un objectif essentiel pour l'UE même s'il n'est pas toujours atteint, les buts des États membres n'étant pas nécessairement identiques et aussi clairement définis que dans le monde du sport.

«Le sport est une école de vie pour la solidarité. Dans le sport collectif on apprend à vivre ensemble, à accepter tout le monde, à faire des concessions et des sacrifices pour l'équipe, à comprendre que les autres font des sacrifices pour vous».

Très volontariste, John John aurait souhaité faire de son équipe un champion aux Jeux olympiques qui devaient avoir lieu en 2020.

Anne Weyembergh et María Isabel Soldevila Brea

....AND EUROPE!

Although the EU included sport in its competences in 2009, contact with the EU institutions is still limited. By contrast, interaction is frequent with other European teams. Relations are ongoing and friendly, signs of mutual respect. The Belgian Hockey Federation is part of the European federation and Belgian hockey players take part in the European Cup every two years.

As John John underlines, the values related to playing a team sport like hockey are also values put forward by the European Union: solidarity, tolerance and non-discrimination towards those who are different, male-female equality and mutual trust. The *circle of trust* of crucial importance for a sport's team is also an essential goal for the EU even if it is not always achieved, with the goals of EU member states not necessarily being identical and as clearly defined as in the world of sport.

"Sport is a school of life for solidarity. In team sports, you learn to live together, to accept everyone, to make concessions and sacrifices for the team, to understand that others make sacrifices for you."

Very pro-active in his approach, John John would have wished to make his team win the gold medal at the 2020 Olympics.

Anne Weyembergh & María Isabel Soldevila Brea



YVON ENGLERT

Contribution au débat bioéthique européen

Contributing to the European bioethics debate

Une séance solennelle de rentrée académique organisée au cœur même des travées du Parlement européen; une année académique 2018-2019 placée sous le thème de «l'Europe de la connaissance»; la participation active de l'ULB au projet d'Université européenne CIVIS, «pour une université civique européenne», projet retenu dès le premier appel par l'UE; le patronage et le soutien à la publication du présent ouvrage... Yvon Englert, n'en est pas à son premier geste européen en tant que recteur de notre Université, loin s'en faut. Et s'il est à présent de notoriété publique qu'il place son rectorat sous le paradigme de l'ouverture à l'Europe, peu connaissent cependant les racines d'une telle sensibilité européenne.

Yvon Englert est né en 1955 au sein d'une famille d'origine juive meurtrie par les événements de la Seconde Guerre mondiale. Passant son enfance au sein d'un milieu d'ULBistes engagés philosophiquement et politiquement, il demeure fortement marqué par ses souvenirs d'adolescent, spectateur des visites que rendaient à ses parents de nombreux acteurs des événements de mai 68. Initiant ses études en médecine à l'ULB au début des années 70, il y acquiert son titre de docteur avec la plus grande distinction en 1980. Se spécialisant alors en gynécologie-obstétrique, il est notamment formé par deux figures illustres de la lutte pour la dépénalisation de l'avortement en Belgique, Willy Peers et Pierre-Olivier Hubinont. Partant à Paris pour poursuivre son cursus sous la direction de René Frydman et Jacques Testart, il y devient en 1983 titulaire d'un DES en biologie de la reproduction de l'Université de Paris-Sud, puis, deux ans plus tard, d'un DEA en fertilité masculine, formations qu'il complètera sur le tard par un MBA en «executive health» (2010). De 1980 à 1985, il enchaîne les stages au sein du réseau d'hôpitaux de l'ULB. À ces écoles, au contact de Willy Peers et de spécialistes français, il est rapidement sensibilisé aux questions éthiques recouvrant sa discipline, questions pour lesquelles il va bientôt se passionner et devenir expert. En parallèle, il mène une

A solemn session to mark the start of the academic year organised in the very heart of the European Parliament; the academic year 2018-2019 devoted to the theme 'Europe of Knowledge'; the active participation of the ULB in the CIVIS European University project, 'For a civic European university', a project selected in the first call by the EU; his patronage and support for the publication of this book... We are not talking about Yvon Englert's first European act, now as Rector of our university, far from it. While it is currently publicly well known that he is putting his mandate within the paradigm of openness towards Europe, not many people know the roots of such European sensitivity.

Yvon Englert was born in 1955 in a family of Jewish origin deeply hurt by the belligerent events of the Second World War. He spent his childhood in the midst of philosophically and politically engaged ULBers, with his teenage memories having a strong impact on him. He witnessed visits that many actors in the events of May 1968 paid to his parents. He began his studies in medicine at the ULB in the early 1970s and obtained his title as Doctor with the highest distinction in 1980. He then specialised in gynaecology/obstetrics and was in particular trained by two illustrious figures in the struggle to decriminalise abortion in Belgium, Willy Peers and Pierre-Olivier Hubinont. Heading to Paris to pursue his course under the supervision of René Frydman and Jacques Testart, he became, in 1983, the holder of a Post-graduate specialized degree (DES) in reproductive biology at the University of Paris South, then, two years later, of an Advanced studies diploma (DEA) in masculine fertility, training that he would complete years later with an MBA (Masters in Business Administration) in 'executive health' (2010). From 1980 to 1985, he did a series of traineeships with the ULB's network of hospitals. At these schools, in contact with Willy Peers and French specialists, he was quickly made aware of ethical issues relating to his discipline, issues which he was soon to become passionate about and an expert in. Alongside that, he led a brilliant career as a doctor within the gynaecology/obstetrics service that he had just joined at the Hôpital Érasme (Erasmus Hospital) and

brillante carrière de médecin au sein du Service de gynécologie-obstétrique qu'il vient d'intégrer à l'Hôpital Erasme et est aspirant-chercheur au FNRS où il mène à bien un doctorat sur les aspects andrologiques de la fécondation in vitro.

UNE ÉPOQUE PAS COMME LES AUTRES

Ce début des années 80 ne constitue pas une période anodine dans l'histoire des disciplines médicales, et cela tout particulièrement dans les domaines de la reproduction humaine, de la procréation assistée ou de l'embryologie. Ce temps est celui des pionniers, et Yvon Englert, formé aux côtés de ces premiers défricheurs, vit au plus près la véritable effervescence intellectuelle du moment: « J'ai très tôt participé à de multiples colloques et réunions où tous les spécialistes européens venaient échanger leurs avancées dans le domaine de la procréation assistée... À ce moment, tout était à construire ». Ce foisonnement scientifique est particulier à l'Europe, dont les équipes de chercheurs sont alors à la pointe au niveau mondial en ce qui concerne la procréation assistée. Ce domaine est « en rupture complète avec la logique médicale traditionnelle », et c'est ce qui passionne le jeune médecin qu'était Yvon Englert. Les colloques et réunions auxquels il participe sont le lieu de rencontre de collègues venus de tout le continent. C'est ce dynamisme qui l'influencera, car il situe encore sans hésiter à cette époque la naissance de sa sensibilité européenne. En effet, c'est bien lorsque ses activités de recherche le mettent en contact avec ce qui devenait un véritable « espace de recherche continental sur la reproduction humaine » qu'il se construira un horizon et une vision disciplinaire à l'échelle de l'Europe, vision qu'il aura bien assez tôt l'occasion d'appliquer dans le cadre de plusieurs initiatives européennes. « Ce résultat, c'est la chance d'avoir été un jeune médecin au moment où toutes ces techniques disruptives sont apparues. Si j'étais né dix ans plus tôt ou dix ans plus tard, je n'aurais certainement pas suivi la même trajectoire ».

MÉDECINE, ÉTHIQUE ET EUROPE

Ainsi, au cours de sa formation, Yvon Englert est simultanément initié à la collaboration européenne et mis au fait des conflits philosophiques touchant aux questions de la procréation assistée, de l'interruption volontaire de grossesse ou de la contraception. Et c'est passionné par les aspects éthiques de son activité qu'il s'implique très tôt au sein de groupes de travail et d'associations traitant de ou militant pour ces problématiques. Par là, de fil en aiguille, de mandat en mandat, de membre du Groupe de réflexion sur la philosophie de la santé de l'École normale supérieure à Paris

as research fellow at the *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS), where he successfully did a PhD on the andrological aspects of *in vitro* fertilisation.

AN ERA UNLIKE THE OTHERS

The beginning of the 1980s was not an anodyne period in the history of medical disciplines and that was particularly the case in the areas of human reproduction, assisted reproduction and embryology. This was the time for pioneers and Yvon Englert, trained alongside these first trailblazers, experienced the real intellectual buzz of the moment at close hand: "Very early on I took part in many colloquia and meetings where all the European specialists came to exchange the progress they had made in the area of assisted reproduction... At that time, everything was to be built from scratch." This flurry of scientific activity was specific to Europe at the time, whose teams of researchers were then, in global terms, at the cutting edge regarding assisted reproduction. This area was "in complete rupture from traditional medical logic" and that is what thrilled the young doctor that Yvon Englert was at the time. The colloquia and meetings that he took part in were places for colleagues from all over the continent to meet. This dynamism was to influence him, because he unhesitatingly still attributes the birth of his European sensitivity to this era. It was when his research activities put him in contact with what was becoming a real "space for continental research on human reproduction" that he was to develop for himself a horizon and a disciplinary vision on a European scale. And this was a vision that he would fairly soon have the chance to apply in the context of several European initiatives. "This result, it's the opportunity to have been young doctor at the time when all these disruptive techniques emerged. If I had been born ten years earlier or ten years later, I would certainly not have followed the same trajectory."

MEDICINE, ETHICS AND EUROPE

Thus, during his training, Yvon Englert was simultaneously introduced to European cooperation and brought up to date with the philosophical conflicts touching on issues of assisted procreation, voluntary interruption of pregnancy and contraception. And it was with passionate interest in the ethical aspects of his activity that he very soon got involved in working groups and associations dealing with and campaigning for these issues. In that way, one thing led to another and, from one position to the next, from member of the *Groupe de réflexion sur la philosophie de la santé* of the *École normale supérieure* in Paris in 1983 to member of the

en 1983 à membre du comité directeur du Centre de recherche interdisciplinaire en bioéthique de l'ULB en 1987, il devient peu à peu une figure incontournable de la bioéthique en Belgique.

Mais sa réputation le dépasse et déborde bientôt nos frontières nationales pour se diffuser à travers cet espace européen des recherches en reproduction humaine au sein duquel il est si impliqué et intégré. De cette manière, il est appelé à travailler pour et à présider entre 1994 et 1997 le Groupe européen pour la protection de l'embryon et du fœtus attaché à ce qui était alors la Direction Générale pour la recherche et le développement de la Commission. Ce «working group» avait pour mission principale de conseiller le commissaire à la recherche au sujet de l'évolution de la législation dans le domaine déjà très sensible des recherches sur l'embryon humain. Relié aux institutions européennes par le biais de ce groupe, Yvon Englert entre, en parallèle, en tant qu'expert au sein de la délégation des observateurs de l'Union européenne au Conseil de l'Europe pour la rédaction de la future Convention bioéthique d'Oviedo. Ce projet lancé en 1997 se fixait pour objectif de délimiter un cadre normatif commun au continent pour la protection des droits humains dans le domaine biomédical. Le texte final de cette convention fut le fruit de nombreuses confrontations, de débats et de négociations entre divers pôles d'intérêts. Yvon Englert replace encore les contours de cette lutte d'influence: «entre un pôle de la liberté de la recherche et de la promotion de la science porté en priorité par les représentants britanniques et un pôle très conservateur gravitant autour du représentant du Vatican et de ses valeurs». Rétrospectivement, il considère qu'avoir pu assister à ce grand jeu d'influence et d'alliances constitue l'une des expériences les plus enrichissantes de son parcours: il y apprit énormément sur le processus de création de pareils textes législatifs, tout comme sur l'art de la négociation et du compromis, ou encore sur les jeux diplomatiques intra-européens. Accompagnant durant plusieurs années les fonctionnaires européens jusqu'à Strasbourg - où siège le Conseil de l'Europe -, il prépare et écrit de nombreux textes, fait de multiples propositions, et participe activement à l'élaboration de la convention jusqu'en 1999, date de publication du texte final. Continuant son travail de délégué de l'UE, Yvon Englert devient également à ce titre, entre 2001 et 2003, vice-président du bureau du COMETH, un réseau regroupant les divers comités d'éthique nationaux européens, mais intègre aussi, entretemps, la plus haute instance s'intéressant à l'éthique de la science au sein des institutions: l'European Group on Ethics in Sciences and new Technologies - ou Groupe européen d'éthique, rattaché directement au Président de la Commission. Il y est sollicité en 1999 par le tout nouveau commissaire européen à la recherche qui n'est autre que Philippe Busquin. Yvon Englert participera activement aux travaux de ce groupe jusqu'à son départ lors de la passation

lead committee of the *Centre de recherche interdisciplinaire en bioéthique* of the ULB in 1987, he gradually became a key figure in bioethics in Belgium.

But his reputation grew further and soon went beyond our national borders to spread across this European area of research in human reproduction within which he was so involved and engaged. Thus, he was called to work for and to chair, between 1994 and 1997, the European Group for the Protection of the Embryo and of the Foetus attached to what was then the Commission's Directorate General for Research and Development. The main mission of this working group was to advise the EU's Research Commissioner about the evolution of legislation in the already very sensitive area of research on the human embryo. Linked to the European institutions via this group, Yvon Englert became, in parallel, an expert within the delegation of observers of the European Union in the Council of Europe for the drafting of the future Bioethics Convention of Oviedo. This project, which was launched in 1997, set itself the aim of delimiting a common normative framework for the continent for the protection of human rights in the biomedical sphere. The final text of this Convention was the fruit of numerous discussions, debates and negotiations between different ranges of interests. Yvon Englert explains the contours of this struggle for influence: "Between, on one end of the spectrum, freedom of research and the promotion of science brought as a priority by the British representatives and, on the other, a very conservative perspective gravitating around the representative of the Vatican and its values." Looking back, he considers that having been able to witness this big game of influence and alliances is one of the most enriching experiences of his career. There, he learnt a lot about the process of creating legislative texts as well as about the art of negotiation and compromise and about the intra-European diplomatic games. Accompanying European civil servants for several years to Strasbourg – where the Council of Europe has its seat – he prepared and wrote numerous texts, made many proposals and actively took part in drafting the Convention up until 1999, the date when the final text was published. Continuing his work as EU delegate, Yvon Engler also became, between 2001 and 2003, Vice President of the office of COMET, a network bringing together various European national ethical committees, but, in the meantime, also joined the highest body dealing with the ethics of science within the institutions: the European Group on Ethics in Sciences and new Technologies – or European Ethics Group, directly connected to the President of the Commission. He was called to work there in 1999 by the new EU Research Commissioner, who was none other than Philippe Busquin. Yvon Englert was to take an active part in the work of this group up until his departure as power was passed from the Prodi Commission to the Barroso Commission. This political

« La crise des populismes, le Brexit, sont, de mon point de vue, les conséquences d'un échec de l'UE à s'impliquer dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens européens. Par là, je pense que l'Europe ne peut devenir crédible aux yeux de ces derniers que si elle devient une Europe sociale. »

de pouvoir entre la Commission Prodi et la Commission Barroso. Cette alternance politique marqua, selon lui, un véritable tournant conservateur au sein du Groupe européen d'éthique, tournant qui causa quelques remous politiques et médiatiques et amorça son déclin, virage dont il fit les frais avec d'autres représentants d'une conception laïque et libre-exaministe des sciences de la vie.

UN FERVENT EUROPÉEN, POUR UNE CRITIQUE AIGUISÉE DE L'UE

Depuis cette mise en congé quelque peu polémique du Groupe européen d'éthique, Yvon Englert ne s'est plus jamais trouvé impliqué de la sorte au sein des institutions européennes. Devenu fin connaisseur des rouages européens, il reste toutefois fort attaché à l'Europe et suit de très près son actualité. Et s'il reste convaincu de la nécessité de la construction européenne, il considère que seules des critiques constructives pourront être à même de relancer le projet européen. Il résume la situation : « La crise des populismes, le Brexit, sont, de mon point de vue, les conséquences d'un échec de l'UE à s'impliquer résolument dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens européens. Par là, je pense que l'Europe ne peut devenir crédible aux yeux de ces derniers que si elle devient une Europe sociale ». Ainsi, depuis sa participation à la reconnaissance de certains droits médicaux jusqu'à l'organisation de la séance de rentrée académique au sein du Parlement européen, Yvon Englert n'a de cesse de plaider pour une Europe visant l'émancipation de ses citoyens et l'ouverture à l'autre, au-delà de l'espace de paix et de commerce qui fonde aujourd'hui encore l'Europe mais qui ne suffit plus à enthousiasmer ses citoyens.

Lucas Raucq

shift marked, in his view, a real conservative turning point with the European Ethics Group, a turning point that caused some political and media turmoil and started its decline, a change in direction that he suffered from along with other representatives with a lay and free examinst perspective of life sciences.

A FERVENT EUROPEAN, FOR A SHARPENED CRITIQUE OF THE EU

Since this rather controversial dismissal of the European Ethics Group, Yvon Englert never again found himself involved in this way in the European institutions. He has become a fine connoisseur of the workings of the EU and is nevertheless very attached to it and follows its latest developments very closely. And while he remains convinced of the need for EU integration, he considers that only constructive criticism will be able to relaunch the EU project. He sums up the situation: "The crisis of populisms, Brexit, are, in my view, the consequences of a failure of the EU to get involved in improving European citizens' living conditions. Thus, I think that Europe can only become credible in their eyes if it becomes a social Europe." Thus, since his participation in the recognition of certain medical rights right up to the organisation of the session marking the start of the academic year in the European Parliament, Yvon Englert has unceasingly pleaded for a Europe aiming at emancipating its citizens and for openness to the other, beyond the area of peace and trade that is still the basis of today's Europe but which is no longer enough to fill its citizens with enthusiasm.

Lucas Raucq

“The crisis of populisms, Brexit, are, in my view, the consequences of a failure of the EU to get involved in improving European citizens’ living conditions. Thus, I think that Europe can only become credible in their eyes if it becomes a social Europe.”



Lors d'une manifestation pour l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

During a protest in favor of the voluntary termination of pregnancy (VTP).



Le groupe européen d'éthique (16 mars 2005), avec le Président de la Commission José Manuel Durão Barroso.

The European Ethics Group (March 16, 2005), with Commission President José Manuel Durão Barroso.

SYLVIE ESTRIGA

La construction européenne par la contribution
à son action extérieure

Contributing to European integration
via its external action



Sylvie Estriga, une européenne convaincue, s'est très rapidement rendue compte qu'elle souhaitait participer à la construction européenne de la manière la plus directe possible. Souhaitant d'abord «pratiquer le droit européen», elle construit finalement l'Europe en contribuant à son action extérieure.

DES ÉTUDES DÉTERMINÉES PAR LE DÉSIR DE CONTRIBUER À L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Dès ses études, Sylvie espérait travailler pour l'Union européenne dans sa future carrière. «Je voulais déjà absolument contribuer à la construction européenne, c'était une fin en soi.» Pour ce faire, elle a d'abord réalisé deux masters à Science Po Aix, en relations internationales et en politique européenne appliquée. Ce choix s'est fait également par désir de «toucher à tout sans se fermer trop de portes». C'est finalement pendant ses études que Sylvie Estriga se découvrit une passion pour le droit.

«L'Union européenne étant fondée sur des textes juridiques, c'est dans cette voie que je désirais d'abord m'orienter.» Ceci l'amène à Bruxelles, à l'Institut d'études européennes de l'ULB, où elle effectue un Diplôme d'études spécialisées en Droit européen en 2007. «A l'origine, je songeais à une carrière dans un domaine plus technique, en lien avec le marché intérieur, le droit de la concurrence par exemple. Mais des opportunités sont apparues ailleurs.»

UN DÉBUT DE PARCOURS PROFESSIONNEL INTERNATIONAL

Après ses études, Sylvie Estriga désirait «essayer plusieurs choses» pour mieux s'orienter; elle va d'abord à Lisbonne où elle effectue un stage au sein de l'ONG Amnesty International. Elle y traite des dossiers européens tels que le projet de Traité constitutionnel européen ou le mandat d'arrêt européen institué quelques années plus tôt.

Ensuite, Sylvie Estriga travaille pendant un an à l'ambassade de France en Slovénie en tant que chargée de mission et affaires européennes. À l'époque, la France aidait l'état slovène en charge de la Présidence du Conseil, notamment dans le domaine des relations extérieures. Sylvie Estriga a aussi coordonné la logistique des très nombreuses missions d'élus ou d'officiels français en Slovénie au cours de la Présidence slovène. À partir de 2009, la jeune femme est engagée par une entreprise privée qui fournissait des services informatiques à la Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière (DG TAXUD), dans le domaine de l'Union douanière et de la fiscalité. Sylvie participait à l'organisation et au compte rendu de certains comités techniques.

It didn't take long for Sylvie Estriga, a dyed-in-the-wool pro-European, to realise that she wanted to contribute to the European integration project in the most direct way possible. Whilst at first she wanted to "practise EU law", in the end she helped with EU integration by contributing to its external action.

HER CHOICE OF STUDIES BORN OUT OF A DESIRE TO CONTRIBUTE TO EUROPEAN INTEGRATION

From her student years, Sylvie hoped to work for the European Union in her future career. "I already absolutely wanted to contribute to the European integration project. That was an end in itself." To do so, she initially completed two Masters, one in international relations and another in applied European policy, at Science Po in Aix. Her choices reflected her will to "cover everything whilst keeping as many doors as possible open". It was during her studies that Sylvie Estriga discovered that she had a passion for law.

"With the European Union being based on legal texts, that was the path that I wanted to move along at first." That brought her to Brussels, to the ULB's Institute for European Studies, where she completed a specialised degree in EU law in 2007. "Originally, my dream was to have a career in a more technical area connected to the Single Market, competition law for example. But opportunities came up elsewhere."

AN INTERNATIONAL START TO HER PROFESSIONAL CAREER

After her studies, Sylvie Estriga hoped "to try several things" to get her bearings. First, she went to Lisbon, where she completed an internship within the NGO Amnesty International. There she dealt with EU files such as the draft EU Constitutional Treaty and the European Arrest Warrant, which had been set up a few years earlier.

Subsequently, Sylvie Estriga worked for a year at the French Embassy in Slovenia as *chargée de mission* in charge of European affairs. At the time, France was helping Slovenia, which was holding down the presidency of the European Council, in particular in the area of external relations. Sylvie Estriga also dealt with the logistics for a large number of missions for French members of parliament and officials to Slovenia during the Slovene presidency. As from 2009, the young woman was taken on by a private company that provided IT services to the Directorate General for Taxation and the Customs Union (DG TAXUD) in the area of the customs union and taxation. Sylvie took part in the organisation of and report writing for some technical committees.

Sylvie Estriga souhaite que les citoyens européens comprennent que c'est à eux d'influencer les prises de décisions, tant au niveau national qu'eupéen.

Sylvie Estriga wants European citizens to understand that it is up to them to influence the decision-making, both at the national and European level.

Déjà à cette époque, dans ses divers stages et premiers emplois, Sylvie Estriga cultivait son lien avec l'Europe. Elle a d'ailleurs participé à plusieurs concours afin d'entrer dans les institutions, notamment un qui lui permettrait de rejoindre une délégation de l'UE dans un pays tiers.

At the time, Sylvie Estriga was already cultivating her connection with Europe in various internships and her first jobs. That included taking part in various competitions to enter the institutions, especially in one which would allow her to join an EU delegation in a third country.

LE SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE

En 2010, Sylvie Estriga commence à travailler officiellement pour les institutions européennes. Elle est alors sélectionnée par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) afin d'œuvrer au sein de la délégation européenne au Mozambique comme agent contractuel. Dans la section politique, elle se focalisait sur les droits humains, les processus électoraux, la politique intérieure et était amenée à s'occuper des politiques d'aide au développement touchant à ces sujets.

Au SEAE, les agents contractuels doivent effectuer une rotation de poste de manière régulière. Sylvie Estriga se retrouve alors dès 2016 au siège du Service européen pour l'action extérieure à Bruxelles. Au sein de la division Afrique centrale, elle est d'abord chargée des relations avec le Cameroun et Sao Tomé-et-Principe. Elle a alors notamment travaillé sur la problématique de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, ainsi que de la crise dans la région du Lac Tchad. À partir de septembre 2018, elle suit les relations et les développements politiques, économiques et sociaux de l'Angola, de l'Île Maurice et des Seychelles en collaboration avec les délégations européennes sur place. Le poste de «*political officer* au desk géographique» est essentiel «en ce qu'il assure la cohérence des initiatives prises partout dans la maison». Il s'agit d'assurer la cohérence des politiques européennes de diverses directions-générales ayant un impact dans les pays en question. Le système de rotation au sein du SEAE fait que Sylvie Estriga sera à nouveau mutée à partir de septembre 2020, dans une délégation européenne à l'étranger.

THE EUROPEAN EXTERNAL ACTION SERVICE

In 2010, Sylvie Estriga began working officially for the European institutions. She was selected by the European External Action Service (EEAS) to work in the EU delegation to Mozambique as a contract agent. In the policy section, she focused on human rights, electoral processes, domestic policy and had the opportunity to work on development aid policies relating to these issues.

At the EEAS, contract agents have to regularly rotate in terms of their posts. Sylvie Estriga found herself at the headquarters of the EEAS in Brussels from 2016. Within the Central Africa division, she was first tasked with relations with Cameroon and São Tomé and Príncipe. She then worked in particular on the challenge of maritime safety in the Gulf of Guinea, as well as on the crisis in the lake Chad region. As from September 2018, she was tasked with monitoring political, economic and social relations and developments in Angola, the Mauritius Islands and the Seychelles together with EU delegations on the spot. The post of "political officer or geographical desk officer" is key "in that it ensures coherence in the initiatives taken throughout the house". It is about ensuring the coherence of EU policies in various DGs that have an impact on the country at issue. The rotation system within the EEAS means that Sylvie Estriga will again be moved as from September 2020, to an EU delegation abroad.

LE SEAE : UNE INSTITUTION HYBRIDE

Sylvie Estriga qualifie le Service européen pour l'action extérieure d'institution hybride. « Nous sommes composés pour un tiers de fonctionnaires des États-membres, pour un tiers de fonctionnaires de la Commission européenne et pour un tiers de fonctionnaires du Conseil. ». Cette institution n'est pas seulement hybride par sa composition, mais également par son rôle. « Dans notre domaine, la compétence des États-membres est fondamentale, mais l'Union européenne a un rôle important à jouer dans ses relations avec des pays tiers. »

Le fait que le SEAE soit une institution récente, puisqu'il n'existe que depuis 2011, a des avantages et des inconvénients. Selon Sylvie Estriga, le poids des procédures y paraît moins pesant que dans les directions-générales de la Commission, qui a des procédures établies de longue date, mais cela implique que les fonctionnaires qui y travaillent « doivent beaucoup plus naviguer à vue et s'accommoder aux situations qui se présentent en étant créatifs, tout en cherchant à ne pas enfreindre les règles et les limites des compétences des uns et des autres ». Concernant le travail réalisé par les agents du SEAE, Sylvie Estriga insiste sur l'importance « du terrain et du contact avec les acteurs locaux ». La vision réelle de ce qui se passe sur le terrain est essentielle, d'où le rôle fondamental des délégations, au cœur de la politique étrangère de l'UE, et l'importance des rotations au sein du Service.

LE SOUHAIT D'UNE EUROPE « PLUS POLITISÉE »

Sylvie Estriga regrette la méconnaissance actuelle des citoyens européens concernant la construction européenne et ce qu'elle leur apporte. A cette méconnaissance s'ajoute, selon Estriga, les 'fake news', la désinformation et le climat de méfiance vis-à-vis des institutions publiques de manière générale. Elle estime que les institutions européennes, bien que moins opaques que les administrations nationales, ne communiquent pas toujours de la bonne manière sur les actions qui sont menées.

Sylvie Estriga souhaite que l'Europe soit « plus politisée », que les citoyens se rendent compte « d'où se trouve le pouvoir et où sont prises les décisions ». Ils doivent exiger des changements, s'impliquer davantage mais aussi « demander des comptes aux élus, tant au niveau européen que national ». *In fine*, elle souhaite que les citoyens européens comprennent que c'est à eux d'influencer les prises de décisions, tant au niveau national qu'europpéen car l'Europe, c'est ce qu'en font les élus, les gouvernements, les députés.

Morgane Ghys

EEAS: A HYBRID INSTITUTION

Sylvie Estriga describes the European External Action Service as being hybrid. "We are made up of a third of civil servants from the Member States, a third of civil servants from the European Commission and a third of civil servants from the Council." This institution is not only hybrid in terms of its composition but also in terms of its role. "In our area, the main powers lie with the Member States but even the European Union has a major role to play in its relations with third countries."

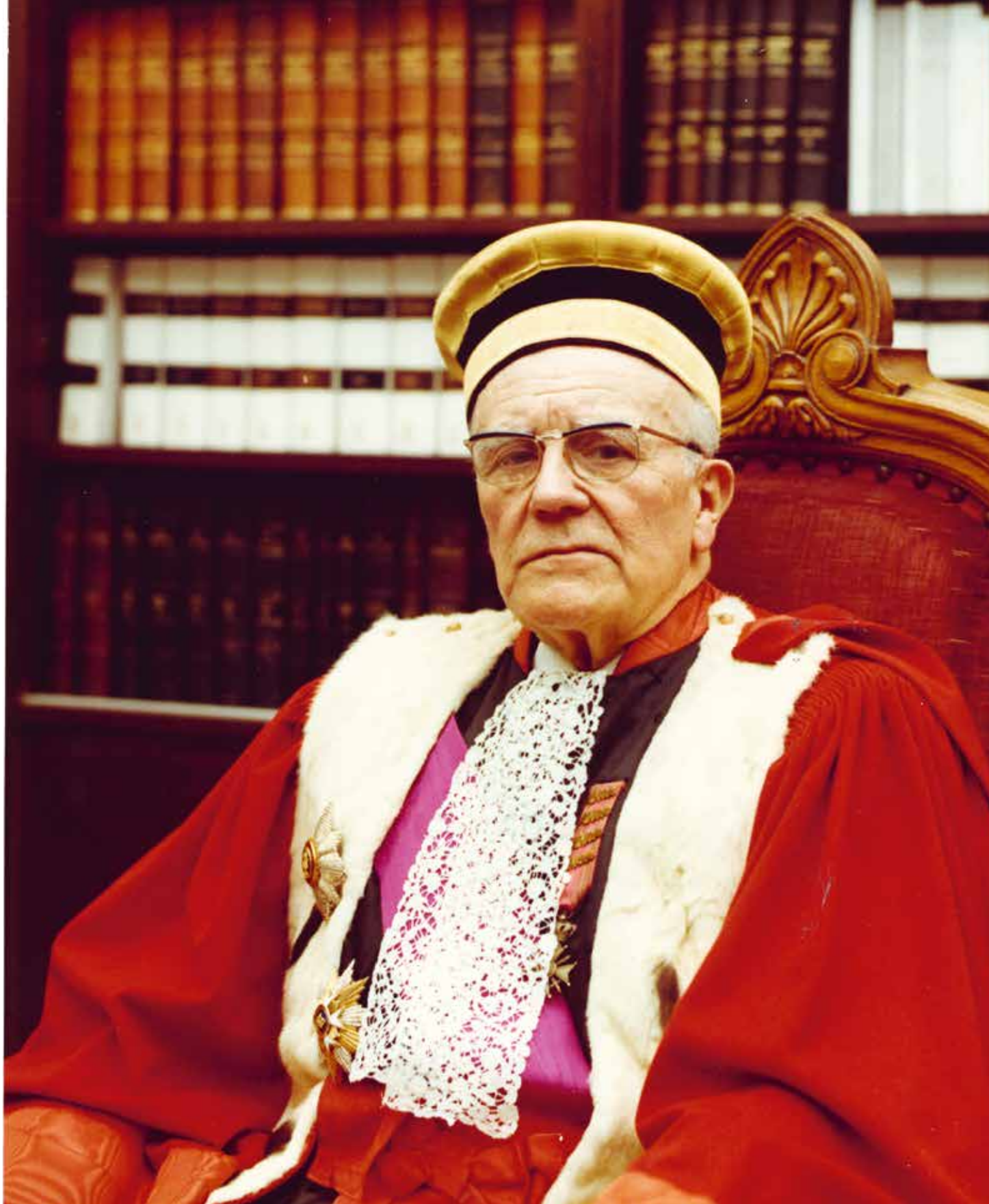
The fact that the EEAS is a recent institution, as it has only been around since 2011, has its pluses and minuses. According to Sylvie Estriga, procedures seem less heavy there than in the Commission's Directorate Generals, which have long-established procedures, but that means that civil servants working there "have to navigate more by sight and adapt to situations that arise by being creative whilst trying not to infringe the rules and the limits of powers of others". With regard to the work done by EEAS agents, Sylvie Estriga stresses the fundamental importance "of the situation on the ground and of the contact with local actors". Having a real vision of what is happening on the ground is essential. Hence the key role of delegations, which are at the heart of the EU's foreign policy, and the importance of rotation within the service.

THE DESIRE FOR A 'MORE POLITICISED' EUROPE

Sylvie Estriga regrets the current lack of familiarity of EU citizens with the European integration project and what it brings them. Added to this lack of knowledge, says Estriga, is the phenomenon of 'fake news', disinformation and the climate of mistrust towards public institutions in general. She thinks that, whilst they are more transparent than national administrations, the European institutions do not always communicate in the right way about the actions that are taken.

Sylvie Estriga wants Europe to be 'more politicised', that citizens realise "where power lies and where decisions are taken" They must demand changes, get more involved but also "hold those who are elected, both at the European and national level, to account". At the end of the day, she wants European citizens to understand that it is up to them to influence the decision-making, both at the national and European level because Europe is what those elected, the governments and members of parliament, do with it.

Morgane Ghys



WALTER GANSHOF VAN DER MEERSCH

Une vie consacrée au Droit

Walter Ganshof van der Meersch est né en 1900 à Bruges dans une famille de juristes depuis plusieurs générations. Seul faisait exception son frère François-Louis, un historien de l'Université de Gand, spécialiste du haut Moyen-Âge, dont les travaux portant notamment sur Charlemagne lui ont valu l'hommage de ses pairs, et notamment plusieurs doctorats honoris causa. Walter Ganshof lui vouait une grande admiration. Le sens des responsabilités devant l'Histoire a été, avec le respect du Droit, sa ligne directrice dans l'exercice des fonctions, des plus modestes aux plus hautes qu'il a exercées. Les crises du XX^e siècle et, en particulier, les déchirures de l'Europe, lui ont fourni de nombreuses occasions de le démontrer.

UN CITOYEN ET UNE CARRIÈRE D'EXCEPTION

C'est pour défendre la Belgique contre un agresseur qui avait violé la neutralité du pays, qu'à peine ses humanités terminées, en 1917, il s'engage dans l'armée et participe à l'offensive finale. La paix revenue, il entame et conclut rapidement ses études de droit à l'ULB.

Nommé procureur du Roi de Bruxelles peu après la fin de son stage d'avocat, il s'attaque à la fraude financière et rédige un avant-projet de loi sur l'interdiction des milices privées. Il devient chargé de cours de droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'ULB en 1938, une chaire qu'il reprendra en 1944, comme professeur ordinaire.

À la veille de la seconde guerre mondiale, il reçoit la charge d'auditeur général près la Cour militaire. Cette mission qu'il conduit avec efficacité lui vaut dès le début de l'occupation, d'être emprisonné par l'ennemi. Son activité comme résistant, notamment agent de renseignement du gouvernement belge à Londres et dans la presse clandestine, lui vaut trois séjours successifs à la Citadelle de Huy. Sa sûreté et sa vie étant en danger, il reçoit l'ordre de rejoindre Londres qu'il atteint après une traversée de la France et de la Péninsule ibérique. Il continue dès lors son activité à Londres

A life devoted to the Law

Walter Ganshof van der Meersch was born in 1900 in Bruges in a family made up of several generations of lawyers. The only exception was his brother, François-Louis, a historian from Ghent University, specialised in the early middle ages. His work covering Charlemagne earned him tributes from his peers and in particular several Doctorates *honoris causa*. Walter Ganshof was a great admirer of his. The sense of responsibility to history was, along with a deep respect for the law, the guiding thread in his professional practice, from the most modest to the highest-level positions he held. Crises in the 20th century and, in particular, the tearing apart of Europe, gave him various opportunities to demonstrate it.

AN OUTSTANDING CITIZEN AND A REMARKABLE CAREER

Barely had he finished his training in humanities in 1917, he enrolled in the army to take part in the final push to defend Belgium against an aggressor that had violated the country's neutrality. When peace was restored, he began and quickly finished his law studies at the ULB.

Appointed *procureur du Roi* (public prosecutor) of Brussels soon after finishing his legal training, he sunk his teeth into financial fraud and wrote a draft law on banning private militias. He became lecturer in constitutional law at the ULB's Faculty of Law in 1938, a chair that he was to take up in 1944, as full professor.

On the eve of the Second World War, he was given the post of General Auditor to the Military Court. This mission, which he carried out efficiently, cost him his imprisonment by the enemy from the start of the occupation. His activities in the resistance, in particular as an informant of the Belgian Government in London and in the underground press, led to him being imprisoned three times in the *Citadelle de Huy*.

auprès du Gouvernement en exil. Il y participe à la préparation de la législation qui sera applicable après la libération du pays, pour le rétablissement des institutions.

LA PAIX RETROUVÉE ET LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

Grâce à sa conviction profonde qu'il n'y a de justice qu'indépendante, la répression de l'incivisme après la Guerre a pu être assurée par des juridictions fonctionnant selon les règles de droit. Pour lui, la répression judiciaire et l'épuration administrative étaient deux opérations séparées. Le professeur Ganshof reprit bientôt ses enseignements de droit constitutionnel à l'ULB, et il fut nommé avocat général à la Cour de cassation.

L'Université de Bruxelles doit à Walter Ganshof, qui a été le premier titulaire d'un cours relatif aux Organisations européennes à la Faculté de droit, l'idée de la création d'un Institut d'études européennes qui fut inauguré en 1964 en tant qu'institut interdisciplinaire d'études et de recherche. Walter Ganshof, son premier président, a voulu que l'enseignement post gradué comporte un tronc commun aux trois disciplines: droit, économie et sciences politiques.

DES ÉVÉNEMENTS DE 1968 À LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Durant les événements de mai 1968, l'Université fut occupée par les contestataires. Walter Ganshof était alors à la fois vice-président de la Faculté de droit, et, en tant que tel, membre du conseil d'administration de l'ULB, et président de l'Institut. Il comprit rapidement que la sérénité ne pouvait être rétablie que si les réformes indispensables étaient mises en chantier, essentiellement la participation de tous les corps de l'université. Il se prononça avec force en faveur du renouvellement du personnel dirigeant et de la mise en chantier de la rédaction d'un statut de participation. Ce grand magistrat savait qu'à l'université comme dans la société en général, l'ordre n'est respecté que s'il est considéré comme juste.

C'est aussi la même attitude, en observant la discrétion inhérente à ses hautes fonctions, qui dicta sa conduite face à la dictature des colonels en Grèce de 1967 à 1974, particulièrement lors de la révocation de membres du pouvoir judiciaire.

With his safety and his life in danger, he received the order to go to London and he headed there via France and the Iberian Peninsula. He continued from London his activity for the Government in exile. From there, he contributed to preparing the legislation to reestablish institutions, which was to be applicable after the liberation of the country.

THE RETURN TO PEACE AND THE BUILDING OF EUROPE

It was thanks to his deep-seated conviction that justice could only be independent, that the repression after the war of people's failure in their civic duty could only be the task of jurisdictions functioning according to legal rules. In his view, judicial repression and cleansing of the administration were two separate operations. Professor Ganshof soon resumed his teaching of constitutional law at the ULB and was appointed Advocate General at the Court of Cassation.

It is to Walter Ganshof, who was the first tenured professor to organise a course relating to the European institutions at the Faculty of Law, that the ULB owes the idea of creating the *Institut d'études européennes* (IEE), inaugurated in 1964 as an interdisciplinary institute of studies and research. Walter Ganshof, its first President, wanted its postgraduate education to include a common core with three disciplines: law, economics and political sciences.

FROM THE EVENTS OF MAY 1968 TO THE STATE REFORM

During the events of May 1968, the ULB was occupied by the protesters. Walter Ganshof, President of the IEE, was then also Vice President of the Faculty of Law and, as such, member of the ULB's board of administration. He quickly understood that serenity could only be reestablished if essential reforms were set in motion, mainly the participation of the whole of the university. He strongly came out in favour of renewing the senior staff and in setting in motion the drafting of a statute of participation. This great magistrate knew that, at university as in society in general, order is only respected if it is regarded as being fair.

It is the same attitude, when observing the discretion that was part and parcel of his senior position that determined his behaviour in the face of the dictatorship by the colonels in Greece from 1967 to 1974, particularly when members of the judiciary were removed.

DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT À LA PRIMAUTÉ DU DROIT INTERNATIONAL

Le 2 septembre 1968, lors de son installation solennelle en qualité de procureur général près la Cour de cassation, retardée de six mois en raison des «événements» : crise gouvernementale et mouvement étudiant et social de mai 1968, Walter Ganshof prononça un discours dramatique. Après avoir évoqué «les nuages (qui) s'amoncellent dans le ciel de la Belgique» et avoir indiqué qu'il avait suivi «avec émotion et parfois inquiétude... les effets d'une longue crise du pouvoir», le procureur général voyait dans les bouleversements divers auxquels sont soumis l'État et la société tant nationale qu'internationale, la nécessité non seulement de repenser les structures de l'État (ce qui fut fait, ajouterons-nous, dans les années suivantes, d'une façon désordonnée et conflictuelle) mais aussi, ajoutait-il, sur le plan des relations extérieures, d'adapter la règle aux réalités internationales en consacrant la primauté du droit international, à laquelle il consacra immédiatement après son discours, une mercuriale intitulée «Réflexions sur le droit international et la révision de la Constitution». Pour le procureur général Ganshof, le respect de la primauté était une exigence sociale. Le refus de celle-ci ne pouvait qu'encourager le particularisme et la division.

Le nom du professeur Ganshof est associé aux groupes, comités et caucus de constitutionnalistes qui durant des décennies préparaient la réforme de l'État. Après le Congrès de La Haye de 1948 des mouvements pour l'unification de l'Europe, la naissance du Conseil de l'Europe et la Déclaration Schuman de 1950, le problème de la révision de la Constitution belge qui était pratiquement restée inchangée depuis 1831 sauf pour les réformes du droit de vote, était posé. L'attribution de compétences à des organisations supranationales demandait une révision de la Constitution. C'était la conviction de la plupart des constitutionnalistes belges dont le professeur Ganshof, mais il faudra attendre 1993 pour qu'un article 25bis, devenu l'article 34 de la Constitution, permette l'attribution par la Belgique de l'exercice de pouvoirs déterminés à des institutions de droit international public. En outre, la communauté des constitutionnalistes belges préconisait l'insertion dans la Constitution d'une disposition relative à la primauté du droit international, un article 107bis. Ce fut l'objet principal du premier colloque de la société belge de droit international. Vu la carence du législateur à cet égard, les chambres ayant été dissoutes prématurément en 1970 sans que la reconnaissance de la primauté fût inscrite parmi les dispositions à insérer dans la Constitution, le procureur général Ganshof proposa à la Cour de cassation qui le suivit, la reconnaissance de la primauté du droit international public sur la loi même postérieure, une solution qui valait *a fortiori* pour le droit communautaire. Ce fut l'arrêt fameux du 27 mai 1971, *Fromageries Franco-suisse Le Ski c. État belge*.

FROM THE STATE REFORM TO THE PRIMACY OF INTERNATIONAL LAW

On 2 September 1968, during his solemn swearing in as *procureur general* (public prosecutor) at the Court of Cassation, delayed by six months due to "events": the government crisis and student and social movement in May 1968, Walter Ganshof gave a dramatic speech. Having referred to "the clouds that are gathering in the Belgian sky" and having indicated that he had followed "with emotion and sometimes concern... the effects of a long crisis in power", the *procureur general* saw, in the various upheavals which the state and society were undergoing both at the national and international levels, the need not only to rethink state structures (which was done, we would add, in the years ahead, in a disordered and conflictual way) but also, he added, in terms of external relations, adapting rules to international realities by giving primacy to international law, to which he devoted, immediately after his speech, a "mercuriale" entitled *Réflexions sur le droit international et la révision de la Constitution* (Reflections on international law and the revision of the Constitution). For the *procureur général* Ganshof, respect for this primacy was a social requirement. Refusing it could only encourage the emergence of particularisms and division.

The name of Professor Ganshof is linked to the constitutionalist groups, committees and caucuses which were, for decades, preparing the reform of the state. After the Congress of the Hague in 1948 about the movements for the unification of Europe, the birth of the Council of Europe and the Schuman Declaration of 1950, the problem of revising the Belgian Constitution, which had remained practically unchanged since 1831 except for reforms in the right to vote, arose. The attribution of competences to supranational organisations demanded a revision of the Constitution. That was the conviction of most of the Belgian constitutionalists, including Professor Ganshof, but we would have to wait until 1993 for an Article 25bis, which became Article 34 of the Constitution, to allow the attribution by Belgium of the exercising of specific powers to public international law institutions. In addition, the community of Belgian constitutionalists advocated inserting into the Constitution a provision relating to the primacy of international law, an Article 107bis. That was the main subject of the first colloquium of the Belgian Society of International Law. Given the deficiencies of the legislator in this respect and with the chambers having been prematurely dissolved in 1970 without the recognition of primacy being set down among the provisions to be inserted in the Constitution, the *procureur général* Ganshof suggested to the Court of Cassation that followed him, the recognition of the primacy of international public law over the law (even subsequent law), a solution that was valid *a fortiori* for community law. That was the famous ruling of 27 May 1971, *Fromageries Franco-suisse Le Ski c. État belge* (Franco-Swiss cheesemakers Le Ski vs. the Belgian state).

LA PRIMAUTÉ DU DROIT INTERNATIONAL, UNE EXIGENCE MORALE

Lors de la remise à Walter Ganshof van der Meersch des insignes de docteur honoris causa de l'Université de Strasbourg, le 29 novembre 1986, le professeur Robert Kovar remarqua :

«Par-delà les arguments techniques, vous vous êtes justement attaché à l'essentiel à savoir que la primauté du droit communautaire, comme celle des conventions internationales sur les ordonnancements juridiques étatiques, procède fondamentalement et très simplement du respect de la parole donnée, de la foi dans les engagements s'exprimant dans l'adage «pacta sunt servanda» qui pour les États comme pour les individus est d'abord une exigence morale avant d'être un principe de droit. Ainsi se rejoignent dans vos conclusions la rectitude de l'homme et la rigueur de la justice.»

Walter Ganshof succéda à Henri Rolin comme juge à la Cour européenne des droits de l'Homme en 1972. Il en devint vice-président en 1985, une fonction qu'il exercera jusqu'à l'année suivante.

THE PRIMACY OF INTERNATIONAL LAW, A MORAL REQUIREMENT

During the ceremony awarding Walter Ganshof van der Meersch with a *doctorate honoris causa* at Strasbourg University on 29 November 1986, Professor Robert Kovar highlighted:

"Beyond the technical arguments, you have rightly committed yourself to the key thing, namely that the primacy of Community law, as that of international conventions over state legal lay-out, proceeds fundamentally and very simply from respect for the spoken word, from confidence in commitments expressed in the adage '*pacta sunt servanda*', which, for states as well as for individuals, is first of all a moral requirement before being a principle of law. Thus the integrity of the man and the rigour of justice came together in your conclusions."

Walter Ganshof succeeded Henri Rolin as judge at the European Court of Human Rights in 1972. He became Vice President in 1985, a role that he was to hold until the following year.

Grâce à sa conviction profonde qu'il n'y a de justice qu'indépendante, la répression de l'incivisme après la Guerre a pu être assurée par des juridictions fonctionnant selon les règles de droit. Pour lui, la répression judiciaire et l'épuration administrative étaient deux opérations séparées.

It was thanks to his deep-seated conviction that justice could only be independent, that the repression after the war of people's failure in their civic duty could only be the task of jurisdictions functioning according to legal rules. In his view, judicial repression and cleansing of the administration were two separate operations.

UNE MISSION CONGOLAISE, SYNTHÈSE D'UNE VIE AU SERVICE DU DROIT

À cet égard et bien qu'elle se situe hors d'Europe, il faut rappeler que Walter Ganshof accepta la mission de ministre des affaires générales en Afrique, à quelques semaines de la date prévue pour l'indépendance du Congo. Il exercera cette fonction du 15 mai au 20 juillet 1960. Comme il l'écrit dans sa lettre de démission, il avait accepté cette mission délicate « dans un esprit de salut public ». Il devait, selon les paroles du Premier Ministre de l'époque, « assurer sur place, à Léopoldville (Kinshasa), la présence d'une autorité gouvernementale ». Sa mission essentielle était « de coordonner les mesures relatives au maintien de l'ordre, de veiller au fonctionnement normal de l'appareil judiciaire et de stimuler l'administration ». Une mission impossible, un mandat surréaliste ? Sans doute mais Walter Ganshof mit en place les institutions telles que prévues par la nouvelle constitution dans un contexte d'une grande difficulté. Le 24 juin 1960, il prononçait devant les chambres réunies du Congo un discours s'adressant aux membres du premier gouvernement du Congo indépendant. Il y soulignait l'importance de l'investiture du Parlement et il les appelait au sens des responsabilités :

« Les nationalismes ne sauraient suffire pour satisfaire aujourd'hui les exigences de l'immense solidarité des intérêts collectifs. A fortiori, en est-il ainsi des conceptions réduites au particularisme. »
Des conditions indispensables pour que prévale la règle de droit.
Le Vicomte Walter Ganshof van der Meersch décéda le 12 septembre 1993.

Jean-Victor Louis

A MISSION TO CONGO, A SYNTHESIS OF A LIFE AT THE SERVICE OF LAW

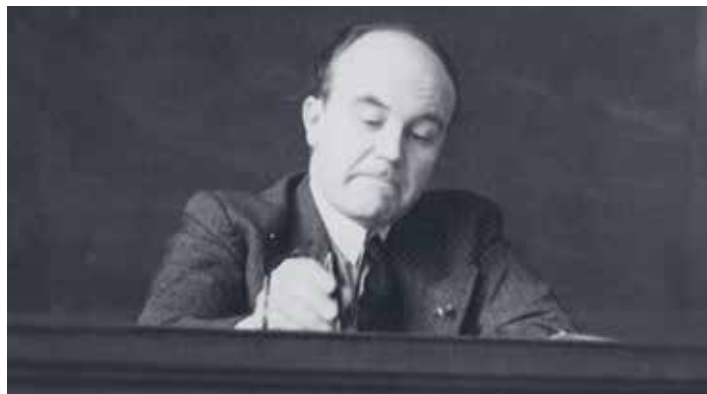
In this respect and although it is located outside Europe, we must remember that Walter Ganshof accepted the mission as Minister of General Affairs in Africa, a few weeks from the date scheduled for the independence of Congo. He was to hold this post from 15 May to 20 July 1960. As he wrote in his resignation letter, he had accepted this delicate mission "in a spirit of public safety".

According to the words of the Prime Minister of the time, he had to "ensure on the spot, in Leopoldville (Kinshasa), the presence of a governmental authority". His main mission was "to coordinate measures relating to the maintenance of order, to ensure the normal functioning of the judicial apparatus and to stimulate the administration". An impossible mission, a surrealist mandate? Undoubtedly but Walter Ganshof put in place the institutions as envisaged by the new constitution in a context of great difficulty. On 24 June 1960, he gave a speech to both houses of Parliament in Congo in which he addressed members of the first government of an independent Congo. He underlined the importance of the investiture of parliament and he drew attention to the importance of their responsibilities:

"Nationalisms would not be enough to satisfy today the demands for the huge solidarity of collective interests. All the more, the same goes for conceptions reduced to distinctive regional identities. These were essential conditions for the rule of law to prevail."

Viscount Walter Ganshof van der Meersch passed away on 12 September 1993.

Jean-Victor Louis



Donnant cours à l'ULB.

Teaching at ULB.

Les partenariats européens au service de la médecine

European partnerships at the service of medicine

Institut d'Immunologie Médicale (IMI), Innovative Medicines Initiative (IMI), Institute for Interdisciplinary Innovation in Healthcare (I³h) ... Trois noms d'institution, agence ou organisation dont Michel Goldman fut ou est encore le dirigeant au cours de ces vingt dernières années. Souvent, l'énumération d'intitulés ou d'acronymes ne donne comme seule impression que celle d'une compilation artificielle et peu signifiante de sigles. Ici pourtant, les mots contenus dans ces appellations parlent d'eux-mêmes. La médecine pour formation, la passion de l'immunologie, le métier de chercheur, la quête de l'innovation par l'interdisciplinarité dans un souci permanent d'amélioration de la santé.

Depuis l'enfance Michel Goldman baigne dans le monde de la médecine. Né à Uccle en 1955, il est le fils d'un médecin généraliste qui tient cabinet au domicile familial. Ainsi, durant des années, les journées du petit garçon furent rythmées par le va-et-vient des patients qui se présentaient chez lui, aux consultations de son père. Ces passages incessants marquèrent l'enfant et tracèrent sa voie : il suivrait bientôt les pas de son père sur le chemin des disciplines de la santé. Il débute ainsi ses études supérieures à l'ULB, au sein de la Faculté de Médecine. Étudiant de premier rang, il est diplômé docteur en Médecine, chirurgie, accouchements en 1978. Cependant durant ce long cursus, Michel Goldman garde en ligne de mire le motif essentiel qui l'a incité à poursuivre de telles études : soigner, soulager et si possible guérir. Il l'affirme encore : « C'est peut-être un peu banal ou évident à dire, mais ce qui m'attirait véritablement à l'époque c'était de m'occuper des malades. À vrai dire, je me remémore toujours l'interview de sélection pour accéder à la spécialisation en médecine interne, on m'y a demandé si j'envisageais d'associer la recherche à mon activité clinique. J'ai répondu non sans hésitation. Comme quoi, la découverte des multiples défis de la médecine et le hasard des rencontres m'ont beaucoup changé par la suite ! ».

The Institut d'Immunologie Médicale (IMI) (Institute of Medical Immunology), the Innovative Medicines Initiative (IMI) and the Institute for Interdisciplinary Innovation in Healthcare (I³h): Three names of organisations which Michel Goldman has been the head of in the last 20 years or is still at the forefront. Often, the enumeration of titles or acronyms only gives an impression of an artificial and fairly insignificant compilation of initials. Here, however, the words contained in these names speak for themselves: Medicine for training, the passion for immunology, the research profession, the quest for innovation via interdisciplinarity as part of an ongoing preoccupation with regard to improving health.

Since his childhood, Michel Goldman has been immersed in the world of medicine. Born in Uccle in 1955, he was the son of a General Practitioner who had his practice in the family home. Thus, for years, the young boy's days were punctuated with the coming and going of patients who came to his house for consultations with his father. These ongoing visits marked his childhood and set out the path ahead for him. He would soon follow in his father's footsteps on the health disciplines' track. He thus began his higher education studies at the ULB, at the Faculty of Medicine. A top tier student, he graduated as a Doctor in medicine, surgery and births in 1978. However, during this long course, Michel Goldman kept in mind the main reason that spurred him on to pursue these studies: caring, providing relief and, if possible, curing. This is something that he still holds to: "It is perhaps a little banal or obvious to say but what really attracted me at the time was the opportunity to look after people who are ill. In truth, I still remember an interview to gain access to a specialisation in internal medicine, when they asked me if I envisaged linking research to my clinical activity. I replied no without any hesitation. As such, the discovery of multiple challenges in medicine and chance meetings have changed me a lot subsequently!"



UN DESTIN INATTENDU DE CHERCHEUR...

Et effectivement, les courants de l'histoire menèrent Michel Goldman à une tout autre trajectoire. Tout d'abord, parce qu'il fut orienté par son professeur et mentor de l'époque, Charles Toussaint, vers l'étude des maladies complexes. Poussé par celui-ci à engranger de l'expérience dans la recherche, il passe deux années au sein d'un laboratoire de l'Organisation mondiale de la santé dirigé par Paul-Henri Lambert à Genève. S'engouffrant dans l'étude des pathologies rénales, il se penche plus particulièrement sur l'analyse des désordres de l'immunité à l'origine de certaines d'entre elles. Au sein du laboratoire genevois, Michel Goldman se découvre une passion insoupçonnée pour la recherche et réalise que son impact en tant que chercheur en médecine pourrait finalement être plus important que son action comme simple praticien. Il opère donc à cette époque un véritable changement de cap qui ne manquera pas de modifier pour de bon la trajectoire de sa carrière.

... POUR UN DESTIN EUROPÉEN TOUT TRACÉ

Mais son parcours fut également dévié par un second virage de taille. En effet, à Genève, il a la chance de côtoyer des chercheurs venus du monde entier et a l'occasion de tisser des liens privilégiés avec d'autres tenants de sa spécialité. D'ailleurs, une fois son séjour en Suisse achevé et son PhD en *medical sciences* empoché en 1981, il continue à coopérer avec ses nombreux collègues européens qui, comme lui, se consacrent à l'immunologie. Et c'est à force de contacts renouvelés avec ces derniers qu'il se trouve appelé à coordonner l'un des premiers grands projets de collaboration européenne dans le domaine de l'immunotoxicologie. L'objectif essentiel de ce programme: le développement de nouvelles méthodes pour anticiper les effets secondaires des traitements, afin de faire barrage à l'introduction de médicaments potentiellement toxiques sur le marché européen. Marqué par cette première expérience de collaboration à l'échelle européenne, Michel Goldman lance dans la foulée, avec le soutien du commissaire européen à la recherche de l'époque – Philippe Busquin –, un réseau de coopération européen pour la transplantation d'organes. Il le souligne encore aujourd'hui: «Ces diverses expériences ont été très importantes pour moi. Elles m'ont convaincu que ce qui m'intéressait au bout du compte, c'était de faire avancer la médecine en tirant parti des compétences présentes dans les différents pays et les diverses disciplines. Autrement dit, mobiliser l'intelligence collective au service des patients».

AN UNEXPECTED DESTINY AS A RESEARCHER...

And in truth, the tides of history led Michel Goldman on a totally different trajectory. Firstly, because he was guided by his professor and mentor of the time, Charles Toussaint, towards the study of complex diseases. Pushed by him to acquire experience in research, Michel Goldman spent two years in a laboratory at the World Health Organisation led by Paul-Henri Lambert in Geneva. Diving into the study of renal pathologies, he focused more particularly on the analysis of immunity disorders that were the origin of some of these pathologies. Within the Genevan laboratory, Michel Goldman discovered in himself an unsuspected passion for research and realised that his impact as a researcher in medicine could end up being more significant than his actions as a practitioner alone. So, at that time, he engineered a real change of direction which would be sure to transform his career path for good.

... TO A PREORDAINED EUROPEAN DESTINY

But his career path was also knocked off course by a second major occurrence. In Geneva, he had the opportunity to rub shoulders with researchers from the whole world and he had the opportunity to forge privileged links with others within his speciality. In addition, once his stay in Switzerland was over and with his PhD in medical sciences secured in 1981, he continued to cooperate with his numerous European colleagues who, like him, devoted themselves to immunology. And it was via renewed contact with them that he found himself called on to coordinate one of the first big European cooperation projects in the area of immunotoxicology. The key aim of this programme was to develop new methods to anticipate the secondary effects of treatments in order to obstruct the introduction of potentially toxic medicines on the European market. This first experience of cooperation at the European level had a considerable impact on Michel Goldman and, straight afterwards, with the support of the EU Research Commissioner of the time, Philippe Busquin, he launched a European cooperation network for the transplantation of organs. He still underlines all of this today: "These various experiences have been very important for me. They convinced me that, what interested me at the end of the day was to take medicine forwards by drawing from the competences present in the different countries and the different disciplines. In other words, mobilising collective intelligence for the benefit of patients."

DE L'IMI (INSTITUT D'IMMUNOLOGIE MÉDICALE) À L'IMI (INNOVATIVE MEDICINES INITIATIVE)

Au fil des années 80 et 90, Michel Goldman poursuit avec succès sa carrière de médecin-chercheur à l'Hôpital Erasme, d'abord au Service de néphrologie puis comme directeur du Service d'immunologie-hématologie-transfusion. Il devient aussi professeur d'immunologie médicale à la Faculté de médecine. Son parcours académique est donc florissant mais ses expériences de coopération le taraudent: « Bien sûr je m'étais rendu compte que la mise en réseaux des diverses disciplines était importante et que faire appel aux meilleurs dans différents pays était primordial. Mais pour autant, je me disais que se cantonner au monde académique n'avait pas de sens et qu'il était tout aussi capital de nouer des relations fortes avec ceux qui développent et produisent les médicaments, à savoir les industries pharmaceutiques». Nous sommes à l'orée des années 2000, et Michel Goldman suscite l'intérêt de Jean Stéphane, capitaine d'industrie qui a fait de GlaxoSmithKline (GSK) un leader mondial des vaccins. Jean Stéphane cherche alors à bâtir un partenariat étroit avec un centre académique de pointe localisé en Wallonie. C'est ainsi que naît l'Institut d'immunologie médicale avec le soutien du Recteur de l'ULB de l'époque, Jean-Louis Vanherweghem, et grâce à un subside exceptionnel de la Région wallonne, complété par l'appui du Fonds National de la Recherche Scientifique. Il s'agira du premier partenariat public-privé wallon dans le domaine des sciences du vivant. Michel Goldman y assume la charge de directeur pour la période 2004-2009 et s'assure que les objectifs de transfert des résultats des recherches entre les différentes parties prenantes – des chercheurs, en amont, aux entreprises, en aval – soient atteints. En outre, il renforce les collaborations internationales et l'ancrage de l'institut dans les réseaux européens de recherche.

Tout naturellement, il s'intéresse de près au lancement par la Commission européenne d'une nouvelle agence dédiée à la mise sur pied de partenariats entre les universités européennes et les grandes entreprises pharmaceutiques. Enthousiasmé par l'ambition du programme qui dispose d'un budget de 2 milliards d'euros, il présente sa candidature à la direction de cette nouvelle organisation qui, par un hasard extraordinaire, a aussi IMI pour acronyme: il s'agit de l'Innovative Medicines Initiative. C'est en 2009 qu'il sera désigné à la tête de ce nouvel IMI européen, malgré la concurrence de près de 70 autres prétendants! « Cette nomination a complètement changé ma vie professionnelle » avoue-t-il rétrospectivement. Plongé dans un monde qui lui était jusque-là totalement inconnu, il apprend au jour le jour à connaître les usages des administrations européennes et de leurs fonctionnaires, des grandes industries pharmaceutiques et de leurs hauts cadres.

FROM THE IMI (INSTITUT D'IMMUNOLOGIE MÉDICALE) (INSTITUTE OF MEDICAL IMMUNOLOGY) TO THE IMI (INNOVATIVE MEDICINES INITIATIVE)

During the 1980s and 1990s, Michel Goldman successfully pursued his career as a doctor/researcher at the Hôpital Erasme (Erasmus Hospital), first in the nephrology service and then as Director of the Service d'immunologie-hématologie-transfusion (Immunology Hematology Transfusion Service). He also became Professor of medical immunology at the Faculty of Medicine. So his academic career path flourished but his experiences of cooperation gnawed away at him: "Of course I had realised that putting various disciplines in a network was important and that appealing to the best in different countries was of paramount importance. But for all that, I told myself that constraining oneself to the academic world made no sense and that it was just as key to develop strong relations with those who develop and produce medicines, namely the pharmaceutical industries." Moving to the period around the start of the 2000s, Michel Goldman sparked the interest of Jean Stéphane, the industry captain who made GlaxoSmithKline (GSK) a global leader in vaccines. At the time, Jean Stéphane was seeking to build a close partnership with a cutting edge academic centre located in Wallonia. It was thus that the Institut d'immunologie médicale (Institute of Medical Immunology) was born with the support of the ULB's Chancellor of the time, Jean-Louis Vanherweghem, and thanks to an exceptional subsidy from the Wallonia region, topped up with the support of the *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS). It was the first public-private Walloon partnership in the area of life sciences.

Michel Goldman took on the post as Director for the period from 2004 to 2009 and made sure that the objectives to transfer the results of research between the different stakeholders – researchers upstream, companies downstream – were achieved. In addition, he strengthened international cooperation and the anchoring of the institute in the European research networks.

Naturally, he took a close interest in the European Commission's launch of a new agency dedicated to setting up partnerships between European universities and big pharmaceutical companies. Full of enthusiasm at the ambitious nature of the programme, which had a budget of two billion euro, he submitted an application to be the head of this new organisation, which, by extraordinary coincidence, also has IMI as its initials: it was the Innovative Medicines Initiative. It was in 2009 that he was to be appointed as head of this new European IMI, in spite of competition from nearly 70 other candidates! Looking back he admits: "this appointment completely changed my professional life". Thrust into a world that

Enrichi par ses expériences précédentes, il veille à ouvrir les collaborations financées par l'IMI à toutes les parties prenantes de l'univers de la santé, au-delà des universités et des « big pharma » : agences réglementaires, associations de patients, start-ups bénéficieront ainsi du soutien de l'IMI. « Mon rôle à l'IMI consistait à promouvoir et à mettre en place des consortia impliquant des partenaires venant d'horizons très différents et qu'il fallait faire travailler ensemble pour le bien commun ». Assurant avec brio sa fonction de directeur exécutif de l'Innovative Medicines Initiative jusqu'en 2014, il quitte l'agence après avoir chapeauté une soixantaine de partenariats publics-privés dans des domaines aussi divers et importants que la résistance antimicrobienne, la maladie d'Alzheimer, l'autisme, le diabète, l'asthme, les vaccins, etc. Fort de cette nouvelle expérience et des nombreuses relations nouées, Michel Goldman allait maintenant pouvoir valoriser son expertise et ses réseaux dans un tout autre cadre.

I³h : LA FORMATION ET LA SANTÉ DES GÉNÉRATIONS FUTURES

Fort de son expérience européenne, Michel Goldman revient à son alma mater avec une conviction : nos programmes de formation et l'organisation cloisonnée de nos facultés ne permettent pas de préparer efficacement les nouvelles générations d'étudiants à la recherche collaborative à travers les disciplines. Il fait part de cette analyse au Recteur Didier Viviers ; celui-ci propose à Michel Goldman de concevoir un institut qui aurait pour mission de promouvoir une nouvelle vision de l'innovation en santé. C'est ainsi que naît l'Institute for Interdisciplinary Innovation in Healthcare (I³h), co-dirigé aujourd'hui par Michel Goldman et Mathias Dewatripont. A la suggestion d'Yvon Englert, alors Doyen de la faculté de médecine, la première mission d'I³h sera de mettre sur pied une formation interdisciplinaire destinée aux étudiants en sciences biomédicales. Ce programme, devenu interfacultaire et interuniversitaire grâce à un important soutien du Fonds Baillet Latour, connaît un succès grandissant et s'enrichit aujourd'hui de plusieurs projets de recherche aux frontières de la médecine et de l'économie. En 2020, l'Institut I³h deviendra partenaire d'un programme Erasmus+ destiné à la formation aux thérapies innovantes. L'Europe, encore et toujours...

Lucas Raucq

was totally unknown to him up until then, he learnt day by day to get to know the practices of European administrations and their civil servants, of big pharmaceutical industries and their senior management.

Enriched by his previous experience, he took care to open up cooperation financed by the IMI to all the stakeholders from the world of health, beyond universities and big pharmaceutical companies: regulatory agencies, associations of patients and start-ups were to benefit from the IMI's support too. "My role at the IMI consisted of promoting and putting in place consortia involving partners from very different backgrounds and to make them work together for the common good." Carrying out his role as Executive Director of the Innovative Medicines Initiative with verve until 2014, he left the agency after having overseen around sixty public-private partnerships in areas as diverse and important as anti-microbial resistance, Alzheimer's disease, autism, diabetes, asthma, vaccines etc. Strengthened by this new experience and various relations that he had developed, Michel Goldman was now going to be able to make his expertise and his networks count in a totally different context.

I³h: TRAINING AND THE HEALTH OF FUTURE GENERATIONS

Buoyed by his European experience, Michel Goldman returned to his *alma mater* with a conviction: our compartmentalised training programmes and organisation of our faculties do not allow us to prepare new generations of students efficiently for cooperative research across the disciplines. He shared this analysis with then ULB Chancellor Didier Viviers; the latter proposed to Michel Goldman that he designs an institute whose mission would be to promote a new vision of innovation in health. Thus was born the Institute for Interdisciplinary Innovation in Healthcare (I³h), co-headed today by Michel Goldman and Mathias Dewatripont. At the suggestion of Yvon Englert, then Dean of the Faculty of Medicine, the I³h's first mission would be to set up interdisciplinary training targeted at students in biomedical sciences. This programme, which became an interfaculty and interuniversity programme thanks to considerable support from the Baillet Latour Funds, enjoyed growing success and is today enriched with several research projects at points where the areas of medicine and the economy meet. In 2020, the I³h Institute will become a partner of an Erasmus+ programme aimed at training in innovating therapies. Europe, very much alive and kicking...

Lucas Raucq

Michel Goldman revient à son alma mater avec une conviction : « nos programmes de formation et l'organisation cloisonnée de nos facultés ne permettent pas de préparer efficacement les nouvelles générations d'étudiants au travail interdisciplinaire et à la recherche collaborative. »

Michel Goldman returned to his alma mater with a conviction: "our compartmentalised training programmes and organisation of our faculties do not allow us to prepare new generations of students efficiently for interdisciplinary work and for cooperative research."



Visite d'UCB avec son équipe.
Visit to UCB with his team.

GAUTHIER GROUSSET

Féru d'antiquité grecque,
tourné vers la recherche

From a passion for Greek antiquity
to European research



Gauthier Grousset est venu de Montpellier à l'ULB pour y faire une thèse de doctorat avec le professeur Didier Viviers; il sera ensuite gagné par la fièvre européenne et deviendra une des chevilles ouvrières des programmes de recherche et d'éducation au sein de la Commission européenne.

Gauthier Grousset effectue ses études de master en histoire de l'art et archéologie à l'Université de Montpellier (1993-2000). Il rejoint ensuite Bruxelles et l'ULB pour y préparer de 2003 à 2009 un doctorat sous la direction du professeur Didier Viviers, historien et historien de l'art, alors vice-recteur de l'ULB.

Sa thèse est consacrée à la représentation de «l'étranger» dans la Grèce antique, dans les textes d'Hérodote, d'une part, et dans la peinture des vases, d'autre part. Il examine entre autres, au centre de recherche en archéologie et patrimoine de l'ULB (CREA), en quoi l'image des Africains présentée par les céramistes grecs se différencie de celle évoquée par Hérodote.

Après avoir défendu sa thèse avec succès en décembre 2009, Gauthier Grousset bénéficie d'une bourse de la Fondation Wiener Anspach qui lui permet de poursuivre ses recherches pendant trois ans à l'Université de Cambridge (2010-2013), un post-doctorat qui débouchera sur diverses publications concernant Hérodote notamment.

VERS UNE RECONVERSION EUROPÉENNE

Pro-européen depuis toujours, Gauthier Grousset n'avait cependant jamais songé à s'engager dans les institutions européennes avant son arrivée à Bruxelles. Mais son séjour au cœur de la capitale de l'Europe va changer la donne. Il y rencontre en effet des chercheurs et des fonctionnaires européens et se sent interpellé. Par ailleurs, à l'ULB, les nombreuses conférences de scientifiques internationaux ont élargi la gamme de ses centres d'intérêt. Son goût du cosmopolitisme et de la dimension internationale est encore nourri par son séjour à Cambridge où il croise des chercheurs de tous horizons. Sans renier sa passion pour l'histoire et l'art de l'Antiquité, il ressent le besoin de se préoccuper davantage de l'actualité politique. Convaincu que les ponts entre l'histoire et l'actualité sont essentiels, il passe du questionnement sur les cultures de jadis aux interrogations de l'époque présente.

Gauthier Grousset came from Montpellier to the ULB to do a PhD thesis with Professor Didier Viviers. He then caught the European bug and became one of the lynchpins of the research and education programmes within the European Commission.

Gauthier Grousset completed his Master's studies in art history and archeology at Montpellier University (1993-2000). He then came to Brussels and the ULB to complete a PhD there from 2003 to 2009 under the supervision of Professor Didier Viviers, a historian and art historian who was then Vice Rector of the ULB.

His thesis was about the representation of "the foreigner" in ancient Greece, in the texts of Herodotus on the one hand, and in the painting of vases on the other. Among other things, he examined, at the ULB's CREA (centre de recherche en archéologie et patrimoine or, in English, centre of research in archeology and heritage) how the image of Africans presented by Greek ceramicists is different from that referred to by Herodotus.

After he had successfully defended his thesis in December 2009, Gauthier Grousset benefitted from a grant from the Wiener Anspach Foundation, which allowed him to pursue his research for three years at Cambridge University (2010-2013), a post-doctoral research that would lead to various publications concerning Herodotus in particular.

TOWARDS A EUROPEAN CAREER CHANGE

Gauthier Grousset had always been pro-European but had never dreamt of getting involved in the European institutions before his arrival in Brussels. But his stay at the heart of the capital of Europe was a game changer. He met European researchers and civil servants there and felt a calling. In addition, at the ULB, the numerous conferences with international scientists had expanded the range of his specific interests. His taste for cosmopolitanism and an international dimension was further fuelled by his stay in Cambridge, where he met researchers with all kinds of backgrounds. Without renouncing his passion for history and the antiquity art, he felt the need to be more involved with current political affairs. Convinced that bridges between history and the present day are essential, he moved from questioning cultures from long ago to questioning the current day era.

DU POST-DOC AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DE LA COMMISSION

Dès octobre 2013, les expériences antérieures et le profil international de Gauthier Grousset lui permettent de travailler à la Commission européenne sur les actions Marie Skłodowska-Curie (AMSC). Il passe ainsi du côté de l'attribution des sources de financement, problème crucial, en particulier pour les sciences humaines et sociales plus dépendantes des soutiens financiers européens que d'autres disciplines. Il est ainsi immergé dans les programmes visant à améliorer la mobilité des chercheurs doctoraux et postdoctoraux mais également à renforcer les liens du milieu académique/scientifique avec le monde privé et à développer, dans la formation des chercheurs, leurs compétences horizontales, professionnelles et entrepreneuriales.

Après cette expérience très enrichissante d'un an et demi, Gauthier Grousset est transféré dans l'unité en charge de la supervision de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT), lié à la DG Éducation et culture (DG EAC) dont le but est d'accroître la capacité d'innovation de l'Europe pour faire face aux grands défis sociétaux concernant notamment le changement climatique, les énergies renouvelables, les matières premières, la révolution digitale, la mobilité urbaine, l'industrie 4.0, la santé et l'alimentation. L'EIT s'attaque à ces thèmes en soutenant des activités allant de l'éducation jusqu'à la création des start-ups en passant par le développement de nouvelles technologies. À l'heure actuelle, Gauthier Grousset travaille toujours dans ce cadre, plus précisément sur la prochaine stratégie 2021-2027 (Horizon Europe).

Dans les pourparlers à ce sujet entre le Parlement européen et le Conseil, l'essentiel est, nous dit-il, «de savoir négocier en restant dans le dialogue interculturel et de combler le fossé entre anciens et nouveaux États-membres». «Le travail de discussion et d'échange est stimulant, mais certains aspects sont plus délicats», nous confie Gauthier Grousset, «car s'il y a généralement un consensus entre les États-membres pour promouvoir un soutien plus efficace à l'innovation, une recherche performante et une meilleure éducation, le partage des moyens financiers peut faire l'objet de vifs débats».

Comme il nous l'explique, l'UE n'a pas de compétence pour légiférer dans le secteur de l'éducation et de la recherche, les États-membres gardent toute liberté à cet égard. Cependant, elle peut inciter à des changements de mentalité et de pratique, entre autres, au sein des universités grâce notamment à des communications politiques ciblées et à des projets le plus souvent coopératifs.

DE L'ABSTRAIT AU CONCRET

S'étant toujours occupé principalement du volet politique/stratégique, bien entendu essentiel, Gauthier Grousset est conscient des dangers de rester dans l'abstraction et de l'importance de la

FROM POST-DOCTORAL STUDIES TO THE COMMISSION'S RESEARCH AND INNOVATION PROGRAMMES

From October 2013, the previous experience and international profile of Gauthier Grousset enabled him to work at the European Commission on Marie Skłodowska-Curie actions. He thus moved to the other side of research: the sources of funding, a crucial problem for humanities and social sciences that are more dependent on European financial support than other disciplines. He was thus immersed in programmes aiming to improve the mobility of doctoral and post-doctoral researchers but also aiming to strengthen the links between the academic/scientific world and the private sector and to develop, in the training of researchers, their crosscutting, professional and entrepreneurial skills.

After this very enriching experience of a year and a half, Gauthier Grousset is transferred to the unit in charge of supervision of the European Innovation and Technology Institute (EIT), linked to DG Education and Culture (DG EAC), whose aim is to increase Europe's capacity for innovation to face up to the big social challenges concerning in particular climate change, renewable energies, raw materials, the digital revolution, urban mobility, industry 4.0, health and food. The EIT is tackling these subjects by supporting activities ranging from education to the creation of start-ups going via the development of new technologies. Currently, Gauthier Grousset is still working in this framework, more precisely on the next Horizon Europe strategy from 2021 to 2027.

In negotiations on this issue between the European Parliament and the Council, the essential thing is, he told us, "to know how to negotiate whilst remaining within intercultural dialogue" and "to plug the gap between old and new Member States". The work based on discussions and exchanges of views is stimulating but some aspects are more delicate, Gauthier Grousset confides, because whilst there is generally consensus between EU Member States in terms of promoting more efficient support for innovation, high performance research and better education, sharing the financial means to do so can be subject to lively discussions.

As he explained to us, the EU does not have the competence to legislate in the education and research sector as EU Member States retain full freedom in this respect. However, it can encourage changes of mindset and practice, including within universities thanks in particular to targeted political communications and to projects that are most frequently cooperative.

FROM THE ABSTRACT TO THE CONCRETE

Whilst he has always dealt mainly with the political/strategic side of things, which is of course essential, Gauthier Grousset is aware of the dangers of remaining abstract and of the importance of putting in place policies on the ground that are elaborated in the

« Les fonctionnaires devraient mieux expliquer aux citoyens ce qu'ils font pour eux, les convaincre de manière compréhensible et inspirante de l'impact significatif des budgets européens alloués à l'éducation, la recherche et l'innovation sur leur existence et leur qualité de vie. L'UE l'a compris et commence à travailler à présent dans cette direction. »

“Civil servants should explain better to citizens what they are doing for them, should convince them, in an understandable and inspiring way, of the significant impact of European funding allocated to education, research and innovation on their existence and quality of life.”

mise en œuvre sur le terrain des politiques qui sont élaborées dans les bureaux de la Commission. Ce qu'il apprécie particulièrement c'est de rencontrer les étudiants, chercheurs et innovateurs, de les voir à l'œuvre, et de constater les résultats concrets des politiques de l'Union européenne. Il a ainsi le sentiment de « faire partie du processus de la recherche ». « Sans les appuis européens, bon nombre de chercheurs ne pourraient tout simplement plus travailler ».

Commission's offices. What he particularly appreciates is meeting students, researchers and innovators and seeing them at work and observing the concrete results of European Union policies. He thus has the feeling of "being part of the research process". "Without European support, a large number of researchers could quite simply no longer work."

LES PERSPECTIVES

Gauthier Grousset insiste sur la nécessité pour l'Union d'améliorer son image auprès des citoyens. La communication n'est pas un des points forts de l'Union; les fonctionnaires devraient mieux expliquer aux citoyens ce qu'ils font pour eux, les convaincre de manière compréhensible et inspirante de l'impact significatif des budgets européens alloués à l'éducation, la recherche et l'innovation sur leur existence et leur qualité de vie. L'UE l'a compris et commence à travailler à présent dans cette direction, en mettant en avant des projets visionnaires concrets qui parlent aux citoyens; par exemple, nettoyer l'océan des plastiques nocifs pour l'environnement ou décarboner les villes. Il importe aussi selon lui d'encourager les citoyens, dont l'horizon d'information est souvent restreint à l'échelle nationale, à mieux se renseigner sur l'actualité européenne et le travail des parlementaires européens afin de pouvoir répondre au dénigrement systématique dont « Bruxelles » fait l'objet.

« L'UE doit répondre aux préoccupations des citoyens quant à leur présent et leur futur. C'est à nous de leur montrer comment elle impacte positivement leur quotidien et améliore leur qualité de vie. Autrement, les gens continueront de croire que l'UE n'est bonne qu'à légiférer sur la taille du concombre », nous dit Gauthier Grousset, non sans ironie.

Anne Weyembergh

THE PROSPECTS

Gauthier Grousset insists on the need for the EU to improve its image among citizens. Communication is not one of the EU's strong points. Civil servants should explain better to citizens what they are doing for them, should convince them, in an understandable and inspiring way, of the significant impact of European funding allocated to education, research and innovation on their existence and quality of life. The EU has understood that and is starting to work in this direction at the moment, by putting forward concrete visionary projects that speak to citizens, for example cleaning the ocean of plastics that are harmful for the environment or decarbonising cities. It is also important, in his view, to encourage citizens, whose information horizon is often restricted to the national level, to get better informed about European current affairs and the work of Members of the European Parliament in order to be able to respond to the systematic denigration that 'Brussels' is subject to.

“The EU must respond to the concerns of citizens in terms of their present and their future. It is up to us to show them how it has a positive impact on their daily life and improves their quality of life. Otherwise, people will continue to believe that the EU is only good at legislating on the size of a cucumber,” says Gauthier Grousset, with a touch of sarcasm.

Anne Weyembergh



Gauthier Grousset et son équipe sur un chantier en 2010.

Gauthier Grousset with his team on the field in 2010.



GILBERT HOTTOIS

Le philosophe des mutations de la société « technoscientifique »

The philosopher of transformations in the “technoscientific” society

Penseur rigoureux et auteur prolifique, Gilbert Hottois a contribué de façon décisive à informer les décideurs européens, en même temps que ses nombreux étudiants à l’ULB, sur la nécessité de construire une réflexion critique et éthique à l’ère de la « technoscience », néologisme dont il peut revendiquer la paternité.

A rigorous thinker and a prolific author, Gilbert Hottois has made a key contribution to informing EU decision-makers, as well as his numerous students at the ULB, about the need to develop critical and ethical thinking in the era of ‘technoscience’, a neologism for which he can claim authorship.

En 1981, Gilbert Hottois passe les vacances de Pâques dans sa résidence secondaire dans les Ardennes. Il écrit sans discontinuer. Le fruit de ce travail inlassable sera un manuscrit, œuvre de fiction, qui ne connaîtra une publication que vingt ans plus tard, augmentée d’une impressionnante postface – *Species Technica*. L’ouvrage a tout d’une mise en abyme: l’un des personnages du roman, André Gillian, est un philosophe, lui-même auteur d’un livre de science-fiction qui a pour titre *Species Technica*. De quoi s’agit-il ? La «species technica» est encore à venir et pourtant elle est déjà là puisque, dès le départ, l’espèce humaine a été une espèce technique, c’est-à-dire artificieuse, qui s’invente et se réinvente elle-même. La mise en abyme est poussée jusque dans ses retranchements. La reconnaissance internationale de Gilbert Hottois comme philosophe de la technoscience ne s’est-elle pas développée à l’issue de la publication de *Le Signe et la Technique*, livre paru en 1984 dont les initiales sont justement celles de *Species Technica* ?

In 1981, Gilbert Hottois spent his Easter holidays in his secondary residence in the Ardennes. He just kept writing and writing. The result of this indefatigable work was to be a manuscript, a work of fiction, that was only to be published 20 years later, augmented by an impressive postscript – *Species Technica*. The work bears all the hallmarks of a *mise en abyme* (In Western art history, *mise en abyme* is a formal technique of placing a copy of an image within itself, often in a way that suggests an infinitely recurring sequence). One of the characters in the novel, André Gillian, is a philosopher, himself the author of a book of science fiction called *Species Technica*. What is it about? The ‘species technica’ is in the future and yet it is already here as, right from the outset, the human species has been a technical species, i.e. artificial, which invents itself and reinvents itself. The notion of *mise en abyme* is pushed to its limits. Didn’t Gilbert Hottois’s international recognition as a philosopher of technoscience develop following the publication of *Le Signe et la Technique*, a book that appeared in 1984 and whose initials are precisely those of *Species Technica*?

UN PARCOURS ACADÉMIQUE SANS FAUTE

Promoteur d’un «humanisme sans illusion», explorateur en quête de sens et de significations, Gilbert Hottois a accompli un parcours académique et intellectuel exemplaire dans les domaines de la philosophie du langage, de la bioéthique, et de la philosophie de la technoscience. Au terme d’humanités gréco-latines, il entreprend, en 1963, une licence en philologie romane à l’Université libre de Bruxelles puis une licence en philosophie. Pour conclure ses

AN EXEMPLARY ACADEMIC TRACK RECORD

A promoter of a ‘humanism without illusions’, an explorer looking for meaning and significance, Gilbert Hottois has an exemplary academic and intellectual track record in the areas of philosophy of language, bioethics and philosophy of technoscience. At the end of his Greek/Latin humanities studies, in 1963 he embarked on a degree in the philology of Romance languages at the ULB

études de philosophie, il publie son premier livre qu'il consacre à Ludwig Wittgenstein et qui sera préfacé par Jacques Bouveresse. Chercheur au Fonds national de la recherche scientifique de 1973 à 1979, il publie sa thèse de doctorat en 1979 sous un titre sans équivoque: *L'inflation du langage dans la philosophie contemporaine*. À trente-trois ans à peine, il est nommé chargé de cours en philosophie à l'ULB. Poursuivant ses recherches, il formule l'hypothèse selon laquelle le surinvestissement du langage est une réaction complexe à l'univers technoscientifique dans lequel le philosophe vit mais qu'il lui est difficile d'assumer. Dans *Le signe et la technique*, un livre préfacé par Jacques Ellul, il montre que la technique ne relève pas de l'ordre du symbole. La technique est *l'autre* du langage. C'est cette altérité radicale qui est à l'origine de la phobie des philosophes pour la technoscience.

Selon sa collègue Anne Fagot-Largeault, professeure au Collège de France, les travaux de Gilbert Hottois peuvent se caractériser comme une tentative visant à montrer que «l'être humain est doué d'une double faculté de se transcender: par des représentations symboliques (poésie, mythes, textes religieux) (...) et par des techniques opératoires (agricoles, médicales, chirurgicales)». L'ambition du philosophe consiste précisément à jeter des ponts entre le verbe et l'action, le signe et la technique. La figure du philosophe comme passeur et architecte lui va comme un gant. Plusieurs décennies durant, Gilbert Hottois se sera efforcé de concilier philosophie des sciences et philosophie des techniques en situant la notion de «technoscience» de façon équilibrée, sans plaidoyer ni naïveté. Dans les dernières années de sa carrière professionnelle, il se penche avec attention sur la question du transhumanisme, qui constitue un fil rouge de sa pensée et à laquelle il consacre un livre remarqué.

LA RÉFLEXION ÉTHIQUE AU CŒUR DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Homme de spéculation doublé d'un homme d'action, Gilbert Hottois s'engage activement dans le domaine de la bioéthique. En 1986, il fonde avec Charles Susanne le Centre de recherches interdisciplinaires en bioéthique au sein de l'ULB. De 1996 à 2010, il a été l'un des membres les plus actifs du Comité consultatif de bioéthique, le comité national de bioéthique, en participant à la rédaction de nombreux avis. Son expertise et son action, appréciées de tous, le conduisent à participer à des collectifs européens. Il est ainsi élu membre du prestigieux Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE). Créé par une décision de la Commission européenne en décembre 1997, le GEE

and then a degree in philosophy. To conclude his philosophy studies, he published his first book, which he dedicated to Ludwig Wittgenstein and for which Jacques Bouveresse would write the preface. A researcher at the *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS) from 1973 to 1979, his PhD thesis was to be published in 1979 with an unambiguous title: *L'inflation du langage dans la philosophie contemporaine* (roughly translated: The inflation of language in contemporary philosophy). Barely 30 years old, he was appointed as lecturer in philosophy at the ULB. Pursuing his research, he formulated the hypothesis according to which the overinvestment of language is a complex reaction to a technoscientific universe in which the philosopher lives but which it is difficult for him to accept. In *Le signe et la technique*, a book for which Jacques Ellul wrote the preface, he showed that technique does not fall within the realm of the symbol. Technique is the *other* of language. It is this radical otherness that is the basis of the phobia that philosophers have for technoscience.

According to his colleague Anne Fagot-Largeault, a professor at the Collège de France, Gilbert Hottois's works can be characterised as an attempt aiming to show that "human beings are equipped with a twin faculty to transcend themselves: through symbolic representations (poetry, myths, religious texts) (...) and by operational techniques (agriculture, medical, surgical)". The philosopher's ambition is precisely about putting down bridges between words and action, signs and techniques. The figure of the philosopher as a courier and an architect fits him/her like a glove. For several decades, Gilbert Hottois was to strive to find a balance between the philosophy of sciences and the philosophy of techniques by situating the notion of 'technoscience' in a balanced way, without plea nor naivete. In the final years of his professional career, he focused closely on the issue of transhumanism, which is a red thread in his thinking and to which he devoted a noteworthy book.

ETHICAL THINKING AT THE HEART OF THE EU INSTITUTIONS

Both a man of contemplation and a man of action, Gilbert Hottois got actively involved in the area of bioethics. In 1986, with Charles Susanne he founded the *Centre de recherches interdisciplinaires en bioéthique* (Centre of Interdisciplinary Research in Bioethics) at the ULB. From 1996 to 2010, he was one of the most active members of the *Comité consultatif de bioéthique* (Bioethics Advisory Committee), the national bioethics committee, by taking part in drafting numerous opinions. His expertise and his actions, which were appreciated by everyone, led him to take part in European associations. He was thus elected member of the prestigious *Groupe*

«De 1996 à 2010, il a été l'un des membres les plus actifs du Comité consultatif de bioéthique, le comité national de bioéthique, en participant à la rédaction de nombreux avis. Son expertise et son action, appréciées de tous, le conduisent à participer à des collectifs européens. Il est ainsi élu membre du prestigieux Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE).»

"From 1996 to 2010, he was one of the most active members of the Comité consultatif de bioéthique (Bioethics Advisory Committee), the national bioethics committee, by taking part in drafting numerous opinions. His expertise and his actions, which were appreciated by everyone, led him to take part in European associations. He was thus elected member of the prestigious Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE) (European Ethics Group of Sciences and New Technologies)."



Groupe de conseillers pour l'éthique de la biotechnologie auprès de la Commission européenne (Bonn, Mars 1995).

Group of Advisers on Ethical Implications of Biotechnology of the European Commission (Bonn, March 1995).

a pour mission de conseiller celle-ci sur les questions éthiques posées par les sciences et les nouvelles technologies. Cet organe consultatif, émanation d'une instance «pluraliste, indépendante et pluridisciplinaire», se réunit onze fois par an et est composé de personnalités nommées par la Commission en raison de leur expertise et de leurs qualités individuelles. Signalons que le gage d'indépendance du GEE est renforcé par le choix délibéré de limiter à 15 le nombre de ses membres et de ne pas recourir à un système de représentation garantissant un siège par État membre. L'excellence de l'ULB en la matière est d'autant plus remarquable qu'un autre de ses alumni, et non des moindres, Yvon Englert, sera amené à intégrer le GEE.

PAR-DELÀ L'EUROPE

L'implication de Gilbert Hottois au sein du GEE ne l'empêche pas de rédiger de nombreux ouvrages sur la bioéthique et la philosophie des technosciences. Il mobilise d'ailleurs ses nouveaux relais européens pour mener à leur terme deux encyclopédies dont il assure la direction scientifique: *Les mots de la bioéthique* et la *Nouvelle Encyclopédie de bioéthique*. Ces ouvrages, qui lui ont valu une notoriété internationale, viennent s'ajouter à une liste longue d'une cinquantaine de titres comme auteur ou co-auteur de livres, sans compter les articles scientifiques et rapports de colloques. Il est l'un des auteurs les plus cités dans la littérature bioéthique et fut un conférencier fort prisé. Son activité s'étend bien au-delà de l'Europe et des États-Unis; il a été professeur invité à l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire) et à l'Université El Bosque de Bogotá. Membre fondateur puis président de la Société pour la philosophie de la technique, il fut également membre du comité directeur de la Fédération internationale des sociétés de philosophie de 1991 à 2008.

européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies (GEE) (European Ethics Group of Sciences and New Technologies). Set up by a European Commission decision in December 1997, the GEE's mission is to advise the Commission on ethical issues raised by the sciences and new technologies. This advisory body, emanating from a 'pluralist, independent and pluridisciplinary' body, meets 11 times per year and is made up of leading figures appointed by the Commission due to their expertise and their individual qualities. It is important to note that the guarantee of independence of the GEE is bolstered by the deliberate choice to limit the number of its members to 15 and not to resort to a system of representation guaranteeing one seat per Member State. The excellence of the ULB in the issue is all the more remarkable as another of its *alumni*, and one of its leading lights, Yvon Englert, was to end up joining the GEE.

BEYOND EUROPE

Gilbert Hottois's involvement in the GEE did not stop him from writing numerous works on bioethics and the philosophy of technosciences. In addition, he mobilised his new European connections to finalise two encyclopedias for which he was the scientific supervisor: *Les mots de la bioéthique* et la *Nouvelle Encyclopédie de bioéthique* (roughly translated: Bioethics' Words and The New Encyclopedia of Bioethics). These works, which earned him international notoriety, came in addition to a long list of around 50 titles as author or co-author of books, not to mention the scientific articles and reports of colloquia. He is one of the most cited authors in bioethics literature and was a highly sought after speaker. His activities extended well beyond Europe and the US. He was guest professor at Bouaké University (Côte d'Ivoire) and the El Bosque University in Bogotá. A founding member and then President of the *Société pour la philosophie de la technique* (roughly translated: Society for Technical Philosophy), he also became a member of the lead committee of the *Fédération internationale des sociétés de philosophie* (International Federation of Philosophy Societies) from 1991 to 2008.



Colloque Fondation Roi Baudouin, 20 avril 2002.

King Baudouin Foundation conference, April 20, 2002.

RESPONSABILITÉS ET SOLIDARITÉS « COSMIQUES »

Par ses multiples activités dans le domaine de la bioéthique, Gilbert Hottois tente de dégager des solutions permettant de canaliser la croissance aveugle et amoral de la technoscience même s'il ne se berce pas d'illusion sur les possibilités de contrôler étroitement la technoscience dans une société libérale. En conclusion d'une série de leçons qu'il donne au Collège de France en 2003, il identifie quatre responsabilités et « solidarités cosmiques » qui sont autant d'impératifs éthiques à l'ère de l'urgence technoscientifique: le devoir de survie, de mémoire, de fructification et de générosité. Ce dernier résume à lui seul les lignes directrices de la pensée et de l'action de Gilbert Hottois: «le devoir de sollicitude et de générosité à l'égard des plus faibles, des plus vulnérables, ne vaut pas seulement pour nos frères humains. Il vaut aussi, jusqu'à un certain point et sous des formes différentes et adaptées, pour les non-humains, tous les vivants, auxquels de très vieilles traditions et solidarités moléculaires nous relient depuis l'aube des temps».

Kenneth Bertrams, avec Jean-Noël Missa*

* Les auteurs et coordinateurs remercient Anny Van Holsbeke, l'épouse de Gilbert Hottois.

'COSMIC' RESPONSIBILITIES AND SOLIDARITIES

Through his multiple activities in the area of bioethics, Gilbert Hottois tried to find solutions making it possible to channel the blind and amoral growth of technoscience even if he was under no illusions about the (im)possibility of keeping technoscience under strict control in a liberal society. As a conclusion to a series of lessons that he gave at the *Collège de France* in 2003, he identified four responsibilities and 'cosmic solidarities', which are ethical imperatives in the era of technoscientific emergency: the duty of survival, of memory, of fructification and of generosity. The latter summed up the main lines of thought and action of Gilbert Hottois: "The duty of concern and generosity towards the weakest, the most vulnerable, is not only valid for our human brothers. They are also valid, up to a certain point and in different and adapted forms, for non-humans, all living beings to which very old traditions and forms of molecular solidarity have been binding us together since the dawn of time."

Kenneth Bertrams with Jean-Noël Missa*

* The authors and coordinators are grateful to Anny Van Holsbeke, Gilbert Hottois' wife.



FABIENNE ILZKOVITZ

Décrypter les grands enjeux économiques : une vocation

The stimulating quest for decoding economic challenges

Fabienne Ilzkovitz a toujours été curieuse d'analyser et de comprendre les grands enjeux économiques. Elle était surtout intéressée par le rôle des acteurs publics. C'est ce qui l'a amenée d'abord à faire de la recherche au Département d'Économie appliquée de l'ULB (DULBEA) et ensuite à travailler auprès d'institutions telles que la Banque nationale de Belgique et la Commission européenne. À la Commission, elle a eu l'opportunité de participer à la réalisation de plusieurs étapes clés de la construction européenne, telles que le marché intérieur et l'Union économique et monétaire. Aujourd'hui, elle analyse l'impact économique des décisions européennes en matière de politique de concurrence. Tout au long de sa carrière, elle a eu pour objectif d'être un trait d'union entre le monde académique et les praticiens de la vie économique.

Nous avons rencontré Fabienne Ilzkovitz dans son bureau à la Direction Générale de la Concurrence (DG COMP), en haut d'une haute tour située Place Madou à Bruxelles. C'est pourtant par peur de s'enfermer dans une tour d'ivoire qu'elle a décidé de quitter le monde académique. Elle nous explique: «J'ai quitté l'université parce que je craignais d'être déconnectée du monde réel».

LE MONDE ACADÉMIQUE

L'université, Fabienne Ilzkovitz y est entrée en 1971 pour faire une licence en économie. Le système international de taux de change fixes venait alors de s'effondrer et un premier projet de création d'union monétaire européenne avait vu le jour. N'ayant jamais eu jusque-là de formation en économie, Fabienne Ilzkovitz décide d'entamer des études universitaires en sciences économiques pour mieux comprendre ces phénomènes. «Ce n'était pas un choix évident parce que je n'avais pas une base solide en mathématiques. Je me rappelle mon premier cours de mathématiques sur les nombres complexes dans l'auditoire

Fabienne Ilzkovitz has always been driven by a passion to analyse and to understand the big economic issues. She was particularly interested in the role of the public sector. That is what first brought her to carry out research in the ULB's Department of Applied Economics (DULBEA) and then to work for institutions such as the National Bank of Belgium and the European Commission. At the Commission, she had the opportunity to take part in several key steps in the EU integration process, such as the EU's Single Market and Economic and Monetary Union. Nowadays she analyses the economic impact of EU competition policy decisions. Throughout her career, her goal has been to act as a link between the world of academia and practitioners in the field of economics.

We met Fabienne Ilzkovitz in her office at the European Commission's Directorate General for Competition (DG COMP) at the top of a high tower located in Place Madou in Brussels. And yet it was for fear of locking herself away in an ivory tower that she decided to leave the world of academia. As she put it to us: "I left university because I was afraid of being disconnected from the real world."

THE WORLD OF ACADEMIA

Fabienne Ilzkovitz first went to university in 1971 to do a degree in economics. The international system of fixed exchange rates had just collapsed and a first version of a European Monetary Union project had seen the light of day. As she had not, up until then, had any formal training in economics, Fabienne Ilzkovitz decided to embark on university studies in economics to better understand these phenomena. "It wasn't an obvious choice because I didn't have a solid base in mathematics. I remember my first class in mathematics on complex numbers in the Janson auditorium... I had the feeling that they were talking to me in Chinese. I almost gave up. But I stuck at it and I don't regret that."

du Janson... J'avais l'impression qu'on me parlait chinois. J'ai failli abandonner. Mais je me suis accrochée et je ne le regrette pas».

Diplômée en 1975, la jeune économiste se lance dans la recherche à l'ULB. Une place se libérait alors au DULBEA, le centre de recherche d'économie appliquée. C'est là qu'est véritablement né son intérêt pour la recherche et son goût pour l'analyse quantitative. Parallèlement à ses recherches, elle effectue une maîtrise en économétrie en 1980. L'économétrie lui semblait en effet un complément indispensable à sa formation d'économiste car cette discipline procurait les outils quantitatifs permettant de valider des évidences empiriques.

En 1983, l'économiste quitte le milieu académique pour le service d'étude de la Banque nationale de Belgique. Elle souhaitait ainsi observer l'économie en pratique. «Le passage de l'Université à la Banque nationale fut un vrai choc, moins de liberté académique et plus de contraintes». Elle y a néanmoins beaucoup appris.

MARCHÉ INTÉRIEUR ET UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

C'est en 1985 que Fabienne Ilzkovitz réussit le concours lui permettant d'entrer à la Commission: elle était attirée par l'environnement international ainsi que par l'opportunité d'occuper un poste intéressant dans le «Service économique» de la Direction Générale des Affaires économiques et financières...

«Je suis arrivée sous la présidence de Jacques Delors, l'âge d'or de la Commission. Grâce à mon background quantitatif, j'ai été immédiatement intégrée dans l'équipe chargée de mesurer les effets du marché intérieur, un projet extrêmement stimulant. Cette équipe a rédigé le rapport sur les coûts de la non-Europe, un rapport qui sert encore aujourd'hui de référence. Par la suite, j'ai contribué à une analyse des effets sectoriels du marché intérieur dans les différents États membres qui a eu pas mal d'écho».

Fabienne Ilzkovitz a ensuite été promue comme cheffe de l'unité en charge des aspects internationaux de l'Union monétaire à la Direction des Affaires monétaires. Elle y est arrivée au début de 1993 à un moment clef de la construction de l'Union économique et monétaire. Elle a notamment contribué à une Communication sur les aspects extérieurs de l'Union monétaire traitant du rôle futur de l'euro en tant que monnaie internationale, une question qui revient sur le devant de la scène aujourd'hui. Elle était aussi le point de contact des pays d'Europe centrale et orientale qui se préparaient à entrer dans l'UE pour les questions liées à leur participation future à la zone euro. «Dans ce poste, j'ai dû faire face à un double défi:

After graduating in 1975, the young economist then threw herself into doing research at the ULB. A job came up at the DULBEA, the ULB's centre of research in applied economics. It was there that Ilzkovitz's interest in research truly began and where she acquired a taste for quantitative analysis. In parallel to her research, she did a Masters in Econometrics in 1980. Econometrics seemed to her to be an essential accompaniment to her training as an economist because this discipline gave her the quantitative tools that allowed her to validate empirical evidence.

In 1983, the economist left the world of academia to work for the research and documentation department of the Banque Nationale de Belgique (National Bank of Belgium). She wanted to observe economics in practice. "The transition from the ULB to the national bank was a real shock. Less academic freedom and more constraints." Nonetheless, she learnt a lot there.

THE EU'S SINGLE MARKET AND ECONOMIC AND MONETARY UNION

It was 1985 when Fabienne Ilzkovitz passed the competition that allowed her to join the European Commission. She was attracted by the international environment as well as by the opportunity to hold down an interesting post in the Economics Service of the Directorate General for Economic and Financial Affairs.

"I arrived when Jacques Delors was President, the golden age of the Commission. Thanks to my quantitative background, I was immediately incorporated into a team tasked with measuring the effects of the EU's Single Market, an extremely stimulating project. This team drafted a report on the costs of non-Europe, a report which still serves as a point of reference today. Subsequently, I contributed to an analysis of the sectoral effects of the EU's Single Market on the different Member States which resonated quite a bit."

Fabienne Ilzkovitz was then promoted to the position of head of unit in charge of the international aspects of Monetary Union in the Department of Monetary Affairs. She arrived there in early 1993, at a key moment in the construction of Economic and Monetary Union. She contributed to a communication on the external aspects of Monetary Union, dealing with the future role of the euro as an international currency, a question that has come back centre stage today.

je devais traiter de questions monétaires et j'exerçais des fonctions managériales. C'est là que, pour la première fois, j'ai perçu qu'une jeune femme (j'avais moins de 40 ans) était moins bien acceptée à un poste de chef d'équipe, surtout par des hommes plus âgés. Aujourd'hui, la Commission a adopté une politique d'égalité des chances entre hommes et femmes et davantage de femmes se trouvent à des postes clés au sein des diverses directions générales».

COORDINATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES DES ÉTATS-MEMBRES

Après quelques années, Fabienne Ilzkovitz s'est vu offrir l'opportunité de gérer une unité de plus grande taille à la Direction «Service économique» dans laquelle elle avait débuté. Elle y était chargée de la coordination des recommandations de politique économique dans le cadre de la stratégie de croissance et d'emplois. C'était diversifié et enrichissant, juge-t-elle, puisque cela contribuait à la naissance de la coordination des réformes structurelles à la Commission et que l'unité dont elle s'occupait détenait un rôle clé en préparant les recommandations de politique économique dans différents domaines (compétitivité, innovation, emploi, marchés financiers).

En 2009, Fabienne Ilzkovitz passe dans une autre Direction, chargée de la surveillance économique des États-membres. À ce moment, l'économie européenne était secouée par une importante crise économique et financière et il s'agissait de maintenir le bateau à flot. Fabienne Ilzkovitz s'occupait d'une unité responsable de la surveillance de 4 nouveaux États-membres d'Europe centrale et orientale. Elle était entre autres chargée d'aller «sur le terrain», pour définir de commun accord avec ces États leur stratégie de politique économique et, le cas échéant, leur accorder une assistance financière. Il y avait aussi sur place d'autres organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale et il s'agissait d'avoir une position commune avec celles-ci. Dans le cadre de ces missions, l'économiste a participé à des réunions avec des chefs d'États et des ministres: «C'était stressant, il y avait beaucoup d'imprévu et nos capacités d'adaptation devaient être les meilleures, mais c'était en même temps gratifiant de proposer des mesures concrètes à des États-membres parfois en crise».

She was also the point of contact for countries of central and eastern Europe, which were preparing to join the EU for issues related to their future participation in the eurozone. "In this post, I had to deal with a twin challenge: I had to deal with monetary issues and I performed managerial tasks. It was there that, for the first time, I perceived that a young woman (I was less than 40 years old) was less well accepted in a post as head of a team, especially by the older men. Today, the Commission has adopted a policy of equal opportunities between men and women and more women are in key posts within various Directorate Generals."

COORDINATION OF THE MEMBER STATES' ECONOMIC POLICIES

After a few years, Fabienne Ilzkovitz was offered the chance to manage a bigger unit in the Economic Service where she began. She was tasked with the coordination of economic policy recommendations in the context of the growth and employment strategy. It was diversified and enriching as that contributed to the emergence of the coordination of structural reforms in the Commission and because the unit that she dealt with had a key role as it prepared economic policy recommendations in different areas (competitiveness, innovation, employment, financial markets).

In 2009, Fabienne Ilzkovitz moved to another Directorate, tasked with the economic monitoring of Member States. At that time, the European economy had been shaken by a major economic and financial crisis and it was about keeping the ship afloat. Fabienne Ilzkovitz dealt with a unit responsible for monitoring four new Member States from central and eastern Europe. Among other things, she was tasked with going "on the ground" to define, in agreement with these States, their economic policy strategy and, if need be, to grant them financial assistance. There were also, *in situ*, other international organisations such as the International Monetary Fund (IMF) and the World Bank and it was about having a common position with them. In the context of these missions, the economist took part in meetings with heads of state and ministers. "It was stressful. There were lots of unexpected things happening and our capacities to adapt had to be the best, but it was at the same time gratifying to propose concrete measures to Member States that were sometimes in crisis."

*«Ce qui me passionne, c'est de mieux faire connaître l'Europe aux étudiants. J'essaie de leur offrir une vision plus globale des grands enjeux européens. Enseigner est aussi un vrai enrichissement personnel.»
Fabienne Ilzkovitz rappelle aux étudiants que la construction européenne n'est pas un processus linéaire.*

"What moves me is to get students to get to know Europe better. I try to offer them a more global vision of the big European issues. Teaching is also a real form of personal enrichment". Fabienne Ilzkovitz points out to students that EU integration is not a linear process.

PASSAGE À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONCURRENCE

En 2010, Fabienne Ilzkovitz se voit proposer une promotion à un poste de directrice à la Direction Générale de la Concurrence, poste qu'elle occupera pendant quatre années. Elle y est chargée de la mise en œuvre de la politique de concurrence européenne dans les secteurs des transports et des services postaux. «Ce travail était extrêmement intéressant puisqu'il s'agissait de prendre des décisions sur des cas de fusions, d'abus de position dominante ou d'aides d'État qui avaient un impact très concret sur la vie d'entreprises. Il fallait mener des négociations parfois très dures avec les avocats de ces dernières. Ce travail comprenait aussi une très grande part d'activités d'encadrement et de gestion d'équipes. Par contre, il laissait peu de temps pour mener à bien des travaux analytiques plus personnels». Dès lors, en 2013, Fabienne Ilzkovitz devient conseillère principale chargée de l'évaluation ex-post des effets de la politique de concurrence, fonction qu'elle occupe toujours à l'heure actuelle. «Notre objectif est de mieux comprendre l'impact de nos décisions, pour en tirer des leçons et améliorer nos décisions futures. Il faut être capable de démontrer quels sont les bénéfices pour les consommateurs européens des décisions prises par la Commission.»

TRAIT D'UNION ENTRE LE MONDE ACADÉMIQUE ET LA COMMISSION

Fabienne Ilzkovitz a toujours gardé une relation étroite avec le monde académique. Le poste qu'elle occupe aujourd'hui lui a permis d'être un point de contact entre ce monde et les fonctionnaires de sa Direction Générale. Ces interactions sont valorisantes tant pour les académiques que pour les fonctionnaires européens. Dans ce cadre, Fabienne Ilzkovitz coordonne en tant qu'éditrice un ouvrage sur l'expérience européenne en matière d'évaluation économique de la politique de concurrence prévu pour le printemps 2020.

MOVING TO THE DIRECTORATE GENERAL FOR COMPETITION

In 2010, she was offered a promotion to the post of Director of the Directorate General for Competition, a post that she held for four years. She was thus tasked with implementing EU competition policy in the transport and postal services sectors. "This work was extremely interesting as it was about taking decisions in cases of mergers, abuse of dominant position and State aid, which had a very concrete impact on the lives of companies. We had to carry out negotiations that were sometimes very tough with the lawyers of these companies. The work also included a lot of coaching and team management activities. On the other hand, it didn't leave us with much time to carry out personal, analytical work." Since 2013, she has been the main advisor dealing with the *ex post* evaluation of the effects of competition policy and she still holds that post right up to the present day. "Our goal is to better understand the impact of our decisions, to learn lessons and to improve our future decisions. We must be capable of showing what the benefits of decisions taken by the Commission are for European consumers."

CONNECTING THE WORLD OF ACADEMIA AND THE COMMISSION

Fabienne Ilzkovitz has always kept close links with the world of academia. The post that she holds today has allowed her to be a point of contact between academia and civil servants from her Directorate General. These interactions generate value both for academics and for EU civil servants. In this context, Fabienne Ilzkovitz is coordinating, as a publisher, a publication about European experience in terms of economic evaluation of competition policy, which will come out in the spring of 2020.

Throughout her career at the European Commission, Fabienne Ilzkovitz has always kept one foot in the ULB as she still has various teaching engagements at the Solvay Brussels School of Economics and Management. She is currently teaching two courses, which cover European economic policies. "What excites me is to get students to get to know Europe better. I try to offer them a more

Fabienne Ilzkovitz prodigue à la *Solvay Brussels School of Economics and Management* deux cours qui portent sur les politiques économiques européennes: «Ce qui me passionne, c'est de mieux faire connaître l'Europe aux étudiants. J'essaie de leur offrir une vision plus globale des grands enjeux européens. Enseigner est aussi un vrai enrichissement personnel». Fabienne Ilzkovitz rappelle aux étudiants que la construction européenne n'est pas un processus linéaire. L'Europe a connu des phases de progrès rapide en matière d'intégration mais aussi des phases de stagnation. Elle nous explique en guise de conclusion: «Depuis dix ans, la construction européenne a dû faire face à plusieurs crises: la crise économique et financière, la crise de Schengen, le Brexit et la montée du populisme mettant à mal les valeurs démocratiques défendues par l'Europe. Certains considèrent que ces crises sont le début d'un processus de désintégration de l'Union européenne. Je reste optimiste et pense au contraire que nous avons la capacité de rebondir et que ces crises peuvent aussi être une opportunité pour faire avancer et approfondir la construction européenne.»

Morgane Ghys

global vision of the big European issues. Teaching is also a real form of personal enrichment". Fabienne Ilzkovitz points out to students that EU integration is not a linear process. Europe has experienced periods of rapid progress in terms of integration but also periods of stagnation. This is what she had to say by way of a conclusion: "For ten years, EU integration has had to face up to several crises: the economic and financial crisis, the Schengen crisis, Brexit and the rise of populism are distorting democratic values advocated by Europe. Some consider that these crises are the beginning of a process of disintegration of the European Union. I remain optimistic and think, on the contrary, that we have the capacity to rebound and that these crises can also be an opportunity to make progress on and deepen EU integration."

Morgane Ghys



Fabienne Ilzkovitz, 1971, année de son entrée à l'ULB.

Fabienne Ilzkovitz, 1971, her first year as an ULB student.



Première carte d'étudiante à l'ULB, 1971.

First ULB student card, 1971.

FRANZ LEMAÎTRE

Un interprète chevronné à la Commission européenne

An experienced interpreter
at the European Commission



Franz Lemaître, c'est l'incarnation de l'europhilie. Belge d'origine, il a grandi à Luxembourg au sein d'un foyer pro-européen. C'est aussi par horreur de la guerre, qui a marqué sa famille, qu'il croit profondément au projet européen. Récit de la trajectoire d'un interprète, dont le métier est essentiel pour permettre la communication entre les interlocuteurs européens.

Franz Lemaître a grandi aux côtés de linguistes. Son père était traducteur fonctionnaire à la Commission européenne à Luxembourg. Franz Lemaître a dès lors pu jouir de l'enseignement de l'école européenne. « Je parlais français à la maison, j'étais scolarisé en allemand, et j'avais appris l'anglais, le néerlandais et l'espagnol à l'école. La vocation d'interprète était une évidence pour moi ». Il décide alors en 1990 d'entreprendre des études à l'Institut supérieur de traducteurs et interprètes (ISTI).

« J'aime le stress que me procure le fait d'être en cabine d'interprétation, et les endorphines et l'adrénaline qu'il amène avec lui. »

"I like the stress that the fact that I am in an interpreting booth gives me and the endorphins and adrenaline that come with that."

LE CHOIX DU MÉTIER

Franz Lemaître nous explique que le choix entre le métier d'interprète et celui de traducteur « c'est une question de tempérament ».

L'interprète travaille dans l'immédiat, et non pas avec le recul et la rigueur d'un traducteur. De plus, un interprète va d'une réunion à une autre, et change de sujets très fréquemment. Cela implique une certaine connaissance des langues, mais ce n'est pas un but en soi, la connaissance des langues est uniquement un vecteur. L'interprète doit comprendre le message qui est passé, l'analyser et le re-transposer.

En 1994, fraîchement diplômé de l'ISTI, Franz Lemaître pense d'abord à continuer ses études dans un autre domaine. Il nous raconte avec des étoiles dans les yeux : « J'étais intéressé par tout : l'histoire, les relations internationales, la théologie, la philosophie, la géographie. J'avais une réelle soif d'apprendre ». Il décide finalement de se « mettre dans le bain » directement ; il entame donc sa carrière d'interprète, métier, qui finalement assouvit un peu sa soif d'apprendre, puisque la curiosité est une des qualités indispensables pour son exercice.

Franz Lemaître is Europhilia personified. Belgian by birth, he grew up in Luxembourg in a pro-European household. It was due in part to the horrors of war, which left their mark on his family, that he has a deeply held belief in the EU project. This is the story of the career path of an interpreter, whose profession is indispensable in facilitating communication between European interlocutors.

Franz Lemaître grew up in a household of linguists. His father was a full time translator for the European Commission in Luxembourg. Franz Lemaître was therefore able to benefit from an education at the European School. "I would speak French at home, I went to school in German and I had learnt English, Dutch and Spanish at school. Pursuing a career as an interpreter was the obvious choice for me." So he decided in 1990 to embark on studies at the Institut supérieur de traducteurs et interprètes (ISTI) (the Higher Institute for Translators and Interpreters).

CHOOSING A PROFESSION

Franz Lemaître explained to us that the choice between the interpreting and translating professions "is a matter of temperament".

Interpreters work in the here and now and not with the distance and the rigour of translators. In addition, an interpreter goes from one meeting to another and very frequently changes subjects. That involves a certain knowledge of languages but that is not a goal in itself as the knowledge of languages is only a medium. The interpreter has to understand the message that was conveyed, analyse it and then re-transpose it.

In 1994, freshly graduated from ISTI, Franz Lemaître first of all considered pursuing his studies in another area. He told us, his eyes gleaming with enthusiasm: "I was interested in everything: history, international relations, theology, philosophy, geography. I had a real thirst for learning." Finally he decided to plunge directly into it. And so he started his career as an interpreter, a profession that finally somewhat quenched his thirst for learning given that curiosity is one of the essential qualities needed in order to interpret.

LES TROIS QUALITÉS D'UN INTERPRÈTE SELON FRANZ LEMAÎTRE

Franz Lemaître nous explique que selon lui, un interprète doit disposer de trois qualités principales.

Tout d'abord, «il doit avoir une curiosité tous azimuts». Puisque les interprètes de la Commission européenne vont de réunion en réunion, ils doivent continuer de se cultiver dans toutes sortes de domaines tout au long de leur carrière, afin de comprendre les messages de leurs interlocuteurs.

La deuxième qualité indispensable est bien entendu la maîtrise de la langue maternelle. Il y a en effet deux manières d'interpréter, vers sa langue maternelle, ou bien de sa langue maternelle vers d'autres langues. Les interprètes travaillant vers leur langue maternelle se doivent donc de la maîtriser impeccablement. «On se fait imposer les mots et le rythme de quelqu'un d'autre, la connaissance de notre langue maternelle doit donc être du béton armé.»

Enfin, la troisième qualité d'un interprète selon Franz Lemaître est évidemment sa connaissance des langues étrangères. Plus nombreuses sont les langues maîtrisées, plus nombreuses seront bien sûr les langues à partir desquelles un interprète peut prester.

LE DÉBUT DE LA CARRIÈRE

Après ses études, Franz Lemaître, comme beaucoup d'interprètes, commence à travailler en *freelance*. En général, nous explique-t-il, les professeurs satisfaits de leurs étudiants font appel à leur réseau pour leur trouver un premier contrat. Et ensuite se met en marche le bouche à oreille. De plus, lors de l'examen final, sont également présents des fonctionnaires des organisations internationales. Franz Lemaître raconte, reconnaissant: «J'ai alors séduit par mes compétences le représentant du Parlement européen qui a communiqué mes références à sa supérieure.». C'est ainsi qu'il est devenu interprète indépendant, travaillant notamment pour les institutions européennes, et ce pendant cinq années.

Passer à l'Europe à plein temps était clairement son objectif. D'une part, pour la sécurité de l'emploi et, d'autre part, puisqu'il se sentait déjà profondément européen, notamment grâce à un cocon familial pro-européen: «Je voulais participer à la construction européenne de l'intérieur.». Après avoir passé et réussi plusieurs concours, il est finalement engagé au service d'interprétation de la Commission en 1999. Il gravit ensuite les échelons et est aujourd'hui chef d'unité de l'interprétation de langue française.

THE THREE QUALITIES OF AN INTERPRETER ACCORDING TO FRANZ LEMAÎTRE

Franz Lemaître explained to us that, in his view, an interpreter has to have three main qualities.

First of all, "he has to have curiosity across the board". Given that interpreters from the European Commission go from meeting to meeting, they have to keep cultivating themselves in all sorts of areas throughout their career in order to understand the messages of their interlocutors.

The second essential quality is of course mastery of their mother tongue. There are two ways to interpret, either into one's mother tongue or out of one's mother tongue into other languages. Interpreters working into their mother tongue must therefore have impeccable mastery of it. "Someone else's words and rhythm are imposed on us, so our knowledge of our mother tongue has to be absolutely rock solid."

Finally, the third quality of an interpreter, according to Franz Lemaître, is of course his/her knowledge of foreign languages. The more languages an interpreter masters, the more languages from which an interpreter can offer a service.

THE BEGINNING OF A CAREER

After his studies, Franz Lemaître, like many interpreters, began working as a freelancer. In general, he explained to us, professors who are satisfied with their students draw on their network to find them a first contract. And then word of mouth kicks in. In addition, civil servants from international organisations are also present at the final exam. Franz Lemaître explained: "So, through my skills, I charmed the representative from the European Parliament, who communicated my references to his superior." That is how he became a freelance interpreter, working in particular for the EU institutions for five years.

Moving to Europe full time was clearly his aim. Part of the reason was job security and part of it was because he already felt deeply European, especially thanks to a pro-European family cocoon. "I wanted to take part in EU integration from the inside." After sitting and passing several competitions, he was finally taken on by the Commission's interpreting service in 1999. Then he climbed up the ladder and is today Head of Unit for Interpreting for the French language.

LE MÉTIER D'INTERPRÈTE À L'UE ET SES ÉVOLUTIONS

Selon Franz Lemaître, le contenu des messages à re-transposer n'a pas véritablement changé au fil des années, toutefois, les conditions, elles, ont bien évolué. «A l'époque, tout le monde travaillait avec un crayon et du papier. Aujourd'hui, nous devons gérer les évolutions techniques et technologiques, et parfois c'est déroutant, voire déstabilisant. Certains collègues préfèrent encore travailler avec du papier et un crayon.»

Ce travail connaît aussi des défis. Par exemple, l'élargissement de l'Union européenne amène une demande de communication dans un nombre de langues plus élevé. Cette évolution a entraîné un autre phénomène: l'utilisation du «*désesperanto*». Lemaître nous explique: «Ce *désesperanto*, comme nous l'appelons entre nous, c.-à-d. ce mauvais anglais de réunions internationales, nous donne du fil à retordre! Certains intervenants s'obstinent ainsi à parler dans un anglais moyen au lieu d'utiliser les connaissances des interprètes à leur disposition.»

UNE MOTIVATION FONDAMENTALE POUR LE PROJET EUROPÉEN

Franz Lemaître exprime également une autre frustration. Il nous confie: «Nous sommes des communicants, mais à une grande partie des réunions auxquelles nous sommes affectés, les interlocuteurs ne communiquent pas. Ils affichent juste une position. Aujourd'hui, nous sommes beaucoup plus dans l'intergouvernemental et dans les jeux de pouvoir que dans la recherche de quelque chose de commun, que dans la construction.»

Néanmoins, Franz Lemaître garde une motivation fondamentale pour le projet européen. Il nous relate que dans les moments difficiles, il se souvient non seulement de son père, qui était fonctionnaire et prosélyte, mais également de l'un de ses grands-oncles et de son grand-père. Il nous raconte avec émotion: «Ce grand-oncle a passé quatre ans de sa vie dans les tranchées de l'Yser. Mon grand-père maternel était prisonnier de guerre en Allemagne. J'ai moi-même fréquenté beaucoup d'Allemands, hantés par l'histoire sombre de leur pays. J'ai visité des cimetières de guerre, et j'ai calculé l'âge des soldats. Si j'étais né 75 ans plus tôt, j'aurais été de la chair à canon. C'est pour ne pas vivre ça que je crois profondément dans le projet européen. Un interprète aide les interlocuteurs des différents pays à se parler plutôt qu'à s'étriper et se tirer dessus, et en ce sens, j'apporte ma contribution quotidienne à la construction européenne.»

Ce qu'il estime être le plus gratifiant dans son métier: «Lorsqu'un interlocuteur dans la salle dit à un autre 'je vous ai compris', je me dis que c'est un peu grâce à moi.»

Morgane Ghys

THE PROFESSION OF INTERPRETER IN THE EU AND ITS EVOLUTION

According to Franz Lemaître, the content of messages to be re-transposed has not really changed over the years. However, the conditions have evolved. "At the time, everyone would work with a pencil and paper. Nowadays, we have to manage technical and technological evolutions and sometimes it is disconcerting and even destabilising. Some colleagues still prefer to work with pencil and paper."

Interpreting work also comes with its challenges. For example, the enlargement of the European Union is leading to a demand for communication in a greater number of languages. This evolution has led to another phenomenon: the use of 'desesperanto'. Lemaître explained: "This desperanto, as we call it amongst ourselves, i.e. this bad English from international meetings makes our life difficult! Some speakers get stuck on speaking in an average English rather than using the knowledge of interpreters at their disposal."

HIGHLY MOTIVATED BY THE EU PROJECT

Franz Lemaître also expressed another frustration. He confided to us: "We are communicators but, in a large number of meetings that we are assigned to, the interlocutors don't communicate. They just set out a position. Today we are much more in an intergovernmental phase and in power games than in looking for something in common, something to build on."

However, Franz Lemaître has kept his high level of motivation with regard to the EU project. He told us that, in the difficult moments, he not only remembers his father, who was a civil servant and a convert, but also one of his great uncles and his grandfather. He told us emotionally: "This great uncle spent four years of his life in the Yser trenches. My grandfather on my mother's side was a prisoner of war in Germany. I have spent time with many Germans who are haunted by the dark history of their country. I have visited war cemeteries and I have calculated the age of soldiers. If I had been born 75 years earlier, I would have been cannon fodder. It is so as to not experience that that I have a deep-seated belief in the EU project. An interpreter helps interlocutors from different countries speak to each other rather than tear each other apart and shoot at each other and, in this sense, I make my daily contribution to EU integration."

As for what he considers to be the most gratifying things in his profession: "When an interlocutor in the rooms says to another 'I've understood you', I tell myself that it is a little bit thanks to me."

Morgane Ghys

PAUL LEVAUX

Un grand commis de la recherche belge et européenne

Advancing science by empowering researchers



Une passion: la recherche. Paul Levaux a dédié sa vie aux chercheurs, à défendre leurs intérêts et à comprendre avec passion leurs travaux. Un combat: sa sauvegarde. Une carrière pour la valorisation et la protection de la recherche, sur tous les fronts. Un idéal enfin: celui de son indépendance. Il s'efforça constamment à maintenir la recherche à l'écart des querelles de pouvoir ou de l'influence du monde politique. Ainsi, sous ce triptyque, se condense certainement une grande part des préoccupations et exigences que Paul Levaux cultiva au fil de sa riche carrière menée au sein d'institutions aussi prestigieuses que le FNRS ou le CERN. Mais de quelle manière la défense de la science devient-elle un tel sport de combat ?

Paul Levaux est le fils unique d'une mère femme au foyer et d'un père dessinateur industriel, petit entrepreneur de ferronnerie à Uccle. Né en 1931, il n'est pas encore adolescent quand éclate la Seconde Guerre mondiale. Ce conflit sera, pour lui et sa famille, synonyme d'exil et de privations. En outre, cette éprouvante expérience de guerre aura des répercussions sur sa trajectoire d'étudiant: le manque de ressources financières le pousse à des choix pragmatiques. Ainsi, après avoir accompli ses humanités à l'Athénée d'Ixelles il renonce à ses rêves de médecine pour opter pour la Faculté des Sciences. Il devait en effet se rendre autonome le plus rapidement possible, ses parents lui concédant déjà d'importants efforts pour financer son cursus universitaire. Étudiant d'abord la physique et la chimie, il préfère et choisit bientôt cette dernière, tout en effectuant une candidature en sciences économiques. Cette formation semblait, à ses yeux, maximiser ses chances de réussite professionnelle future tant il ne pensait pas avoir la possibilité de persévérer dans la recherche. Licencié en chimie en 1953, il put cependant continuer sur cette voie sous la direction de Lucia de Brouckère et grâce à une bourse du FRIA (Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture). Le voilà donc finalement, contre toutes ses attentes initiales, nommé docteur en chimie en 1956. À présent chercheur, la science allait bientôt l'appeler à des fonctions d'un tout autre ordre...

UN PÈRE SPIRITUEL ET LE FNRS ET LE CERN POUR MAISONS-MÈRES

Paul Levaux se fait remarquer dès la fin de ses études, leader au charisme naturel et ouvert, il est bientôt présenté à Jean Willems, le premier directeur général du Fonds national de la recherche scientifique (FNRS). Très vite, en 1957, il y entre en tant qu'attaché scientifique au service de ce dernier. Entre les deux hommes, se noue rapidement une relation d'amitié sans pareille. Prenant Paul Levaux

A passion: research. Paul Levaux dedicated his life to researchers, to defending their interests and to understanding their work with great passion. A cause: protecting research. His was a career to add value to and to protect research, on all fronts. And finally, an ideal: that of its independence. He constantly strove to keep research away from the quarrels about power and from the influence of the political world. Thus, this triptych certainly sums up a big proportion of the concerns and demands that Paul Levaux cultivated throughout his rich career in such prestigious institutions as the *Fund for Scientific Research (F.R.S.-FNRS)* or CERN, the European organisation for nuclear research. But how does defending science become a combat sport?

Paul Levaux was the only son of a mother who was a homemaker and a father who was an industrial designer, a small ironwork entrepreneur in Uccle. Born in 1931, he was not even a teenager when the Second World War broke out. The conflict would be synonymous with exile and deprivation for him and his family. In addition, this gruelling experience of war was to have repercussions on his trajectory as a student: the lack of financial resources pushed him to make pragmatic choices. Thus, having completed his humanities studies at the *Athénée d'Ixelles* (secondary school), he gave up his dreams of medicine to opt for the Faculty of Sciences. He had to become independent as quickly as possible, with his parents already making major efforts to finance his university studies. Studying physics and chemistry first, he preferred and soon chose chemistry, whilst applying to study economics. The latter seemed, in his eyes, to maximise his chances of future professional success as he did not believe that he would have the possibility to continue in research. Having graduated in chemistry in 1953, he could however continue on the research track under the supervision of Lucia de Brouckère and thanks to a grant from the FRIA (*Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture*, a fund for training in research in industry and agriculture). So there he was finally, against all initial expectations, awarded a PhD in chemistry in 1956. Now a researcher, science would soon be calling on him for tasks of a quite different order...

A SPIRITUAL FATHER AND THE FNRS AND CERN AS HIS PARENT ORGANISATIONS

Paul Levaux stood out right from the end of his studies. A leader with natural and open charisma, he was soon presented to Jean Willems, the first Director General of the FNRS. Very quickly, in 1957, he joined the FNRS as a scientific *attaché* to Jean Willems. A relationship

«Il était un grand commis de l'État», véritable diplomate au service de la science belge et de la recherche européenne. Car, comme si ses fonctions au CERN ne lui suffisaient pas, Paul Levaux eut également un rôle remarqué dans l'instauration de la Fondation européenne pour la science (ESF).

sous son aile, Jean Willems lui réserve, au fil des mois et années de travail en commun, une confiance de plus en plus totale. Lui remettant d'abord le poste de secrétaire adjoint à l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires (IISN), il le fait ensuite devenir son second sur le dossier capital de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire qui débouche sur la création du CERN. Paul Levaux se verra confier peu à peu la responsabilité de secrétaire adjoint de l'IISN (Institut interuniversitaire des sciences nucléaires); il assumera successivement les charges de Secrétaire adjoint du FNRS et des Fonds associés; en 1969 il est nommé secrétaire général du FNRS et de ses Fonds associés. Paul Levaux assumera cette tâche jusqu'en 1988; il la poursuivra jusqu'en 1996 au sein du FNRS restructuré et portera le titre de secrétaire général du FNRS-NFWO. De cette manière, se dessinent les deux grands univers au sein desquels se déploiera sa carrière : d'un côté, le FNRS au niveau national et de l'autre, le CERN à l'international. Il y accomplira comme un tour de force en y gérant simultanément des problématiques qui obéissaient pourtant à des dynamiques bien différentes.

FNRS, CONFLITS LINGUISTIQUES ET COMMUNAUTARISATION DE LA BELGIQUE

À la veille de la décennie 1970, au FNRS, Jean Willems personnifie à la fois le passé et le présent de l'institution, il en est à la fois la mémoire et l'âme. Quant à son jeune et compétent conseiller, il en incarnerait bientôt, par sa jeunesse, l'avenir et l'ouverture. Mais des défis de taille l'attendent. Paul Levaux allait d'emblée se saisir de deux dossiers épineux hérités de la succession de Willems, à savoir le processus de communautarisation de la recherche – et donc du FNRS – et celui parallèle de la démocratisation des instances de l'institution. Comme un pont tendu entre le FNRS et le monde extérieur, il est à l'initiative de plusieurs changements capitaux: participation des jeunes chercheurs à la gouvernance de l'institution, suppression de la condition de professorat pour siéger au sein des commissions scientifiques, création d'un comité spécial - surnommé «syndical» par ses membres - où les chercheurs

based on unrivalled friendship quickly took shape between the two men. Taking Paul Levaux under his wing, Jean Willems reserved a more and more complete confidence in him over the months and years that they worked together. Handing over to him first the post of deputy secretary at the *Institut interuniversitaire des sciences nucléaires* (IISN, or, in English, the Interuniversity Institute of Nuclear Sciences), Willems then made him his deputy on the key file of the European organisation for nuclear research, which ended up with the creation of CERN. Paul Levaux gradually saw himself confided the responsibility of deputy secretary of the IISN. He was to take on responsibilities as Deputy Secretary of the FNRS and associated funds. In 1969, he was appointed Secretary General of the FNRS and associated funds. Paul Levaux was to take on this task until 1988. He continued within the restructured FNRS until 1996 and bore the title of Secretary General of the FNRS-NFWO. The two big universes within which his career would gravitate were traced out in this way: the FNRS at the national level on the one hand and CERN at the international level on the other. He achieved this considerable feat by simultaneously managing issues that belonged to very different dynamics.

FNRS, LINGUISTIC CONFLICTS AND THE COMMUNAUTARISATION OF BELGIUM

On the eve of the 1970s, at the FNRS, Jean Willems personified both the past and the present of the institution. He was both its memory and its soul. As for his young and competent advisor, he would soon embody through his youth, its future and openness. But some great challenges awaited him. In truth, Paul Levaux was, from the outset, going to get hold of two thorny files inherited when taking over from Willems, namely the process of communautarisation of research – and so of the FNRS – and the parallel one of the democratisation of the institution's bodies. Like a bridge stretched out between the FNRS and the external world, he initiated several major changes: the participation of young researchers in the governance of the institution, the elimination of the condition of professorship to

He was a great senior civil servant for the state, a real diplomat in the service of Belgian science and European research. Because, as if his functions at CERN were not enough for him, Paul Levaux also had a major role in the establishment of the Fondation européenne pour la science (ESF, or, in English, the European Foundation for Science).

peuvent enfin discuter avec leurs responsables - et notamment avec le grand patron jusque-là inaccessible. Enfin, Paul Levaux joue un rôle moteur dans ce qui constitue certainement le dossier le plus délicat du moment : l'instauration de la parité linguistique au sein des commissions scientifiques du FNRS. Dès les années 60, il dut à ce sujet batailler ferme avec Jean Willems, pour le convaincre d'initier ces transformations. En effet, ce dernier, homme d'une autre époque, francophone de Flandre mais parfait bilingue issu de la Belgique unitaire de la première moitié du XX^e siècle, ne pouvait appréhender de pareilles évolutions. Paul Levaux lui fit néanmoins entendre raison, et c'est ainsi que par ses multiples actions, il se révéla comme la cheville ouvrière de l'ouverture du FNRS sur la société belge de l'après-guerre et des Trente Glorieuses.

CERN, RECHERCHE BELGE ET SCIENCE INTERNATIONALE

Paul Levaux demeura ballotté par les multiples séismes communautaires qui cadencent l'histoire de la Belgique des décennies suivantes. Ainsi, bien plus tard, en 1988 à l'heure de la fédéralisation, il est nommé Secrétaire général du conseil national du FNRS-NFWO, et cela jusqu'à sa retraite – et la disparition de ce poste – en 1996, devenant dès lors membre du seul conseil du FRS (pendant francophone du FNRS). Face à ces remous communautaires et replis régionalistes – qu'il appréhendait comme des fermetures aux courants de la science mondiale – et pour pallier leurs effets néfastes, il mena dès lors une politique dynamique d'ouverture à la recherche internationale. Dans cette optique, et parmi d'autres mesures, il multiplie les invitations à des scientifiques étrangers pour siéger dans les commissions du FNRS et donne l'impulsion décisive pour activer les collaborations et partenariats internationaux.

Mais son rôle international ne s'arrête pas là. Depuis ses débuts professionnels où il avait été nommé délégué au CERN, il reste attaché à cette institution, y assume des fonctions prestigieuses, et continue donc à y garantir une présence belge de premier plan. Ainsi, de 1970 à 2007, il représente le pays en tant que délégué au

sit on scientific committees, the creation of a special committee – dubbed 'the union' by its members – where researchers can finally discuss things with their supervisors – and in particular with the big boss who had not been accessible until then. Finally, Paul Levaux played a driving role on what is certainly the most delicate file of the moment: the establishment of linguistic parity in the FNRS's scientific committees. From the 1960s, he had to battle hard with Jean Willems on this subject to convince him to start these transformations. Indeed, the latter, who was a man from another era, a francophone from Flanders but perfectly bilingual who came from the unitary Belgium of the first half of the 20th century, could not grasp such evolutions. However, Paul Levaux made sure that he heard reason and it was thus through his many actions that he showed himself to be a key player in the opening of the FNRS to post war Belgian society and the 'trente glorieuses' (a period of thirty years of economic growth after the end of the Second World War, from 1945 to 1976).

CERN, BELGIAN RESEARCH AND INTERNATIONAL SCIENCE

Paul Levaux was thrown around in many directions by the many community earthquakes that were a feature of Belgium's history in the following decades. Thus, a lot later, in 1988 at the time of federalisation, he was appointed Secretary General of the National Council of the FNRS-NFWO. He stayed in that position until his retirement – and disappearance of this post – in 1996, becoming from then a member of the only council of the FRS (francophone equivalent of the FNRS). Faced with this community turbulence and regionalist withdrawal tendencies – which he saw as closing off from the currents of global science – and to alleviate their harmful effects, he then led a dynamic policy of openness to international research. With this in mind and among other measures, he increased the number of invitations sent to foreign scientists to sit on the committees of the FNRS and gave a big boost to activating international cooperation and partnerships.

comité des finances et au conseil du CERN. D'ailleurs, dès 1971 et jusqu'en 1973, il préside le premier pour ensuite accéder, de 1975 à 1977, aux mêmes fonctions au sein du second. Reconnu pour son travail et ses hautes compétences, il sera même rappelé à deux reprises par ses pairs pour assurer la fonction - extraordinaire - de président par intérim du conseil du CERN! Aussi, toujours au conseil, il faut épingler ses titres de vice-président de 1978 à 1980 et de 1995 à 1997. À l'aube de l'an 2000, lui qui était entretemps devenu « la mémoire du CERN », est même nommé président de sa commission d'histoire et se voit décerner, à son départ, en 2007, le titre de président honoraire. Ainsi, ceux qui l'ont connu se retrouvent sur ce point et l'affirment d'une même voix: « il était un grand commis de l'État », véritable diplomate au service de la science belge et de la recherche européenne. Car, comme si ses fonctions au CERN ne lui suffisaient pas, Paul Levaux eut également un rôle remarqué dans l'instauration de la Fondation européenne pour la science (ESF), dans la mise en place de multiples accords scientifiques internationaux, ou dans la fondation de nombreux autres organismes de recherche européens.

UN PASSIONNÉ DE SCIENCE ŒUVRANT À SON AUTONOMIE

Paul Levaux fut un passionné de science et dédia sa vie à l'administration de la recherche. Cette impressionnante carrière a-t-elle en partie été alimentée par une frustration d'importance, celle de n'avoir pas pratiqué le métier de chercheur qu'il convoitait durant ses jeunes années ? En effet, en dépit de ses compétences, il n'a jamais pu participer aux commissions ou aux aspects strictement scientifiques du CERN. Mais s'il se consacra aux enjeux administratifs des institutions qu'il a gérées et présidées, Paul Levaux œuvra toujours - et le plus souvent avec succès - à sauvegarder celles-ci des influences extérieures et à défendre l'autonomie et l'indépendance des chercheurs quelles que soient leurs disciplines. Au final, ce chimiste de formation « sublimé » sa passion pour la science en la défendant point par point.

Lucas Raucq*

* Les auteurs et les coordinateurs remercient Marie-Jo Simoen, épouse de Paul Levaux.

But his international role did not stop there. From his professional beginnings, when he had been appointed as a delegate at CERN, he stayed attached to this institution, took on prestigious roles and so continued to ensure a high profile Belgian presence. Thus, from 1970 to 2007, he represented the country as a delegate at CERN's committee of finances and its council. Besides, from 1971 and up until 1973, he chaired the first of these before doing the same in the second from 1975 to 1977. Recognised for his work and his high level skills, he was even called on on two occasions by his peers to take on the – extraordinary – role as interim President of CERN's council! In addition, still at the council, it is important to highlight his titles as Vice President from 1978 to 1980 and from 1995 to 1997. At the dawn of 2000, he who had in the meantime become "CERN's memory" was even appointed President of its committee of history and was awarded, on his departure in 2007, the title of honorary president. Thus, those who knew him agree on this point and confirm with one voice: "He was a great senior civil servant for the state", a real diplomat in the service of Belgian science and European research. Because, as if his functions at CERN were not enough for him, Paul Levaux also had a major role in the establishment of the *Fondation européenne pour la science* (ESF or, in English, the European Foundation for Science), in putting in place many scientific international agreements and in the foundation of numerous other European research bodies.

A SCIENCE FAN WORKING FOR ITS INDEPENDENCE

Paul Levaux was a science *fan* and dedicated his life to the administration of research. Has this impressive career not been in part fuelled by a major frustration, that of not having practised the profession of researcher that he set his heart on during his early years? Indeed, in spite of his aptitudes, he was never able to take part in committees or in the strictly scientific aspects of CERN. But he devoted himself to the administrative issues of the institutions that he managed and presided over. Paul Levaux always worked – and usually with success – to protect them from external influences and to defend the autonomy and independence of researchers regardless of their disciplines. In the end, this chemist by training "sublimated" his passion for science by defending it point by point.

Lucas Raucq*

* The authors and coordinators are grateful to Marie-Jo Simoen, Paul Levaux's wife.



Paul Levaux, président du Conseil du CERN (troisième à partir de la gauche) avec Willibald Jentschke (deuxième à partir de la gauche) en 1975 à la fin du mandat de Jentschke en tant que directeur général du CERN.

Également sur la photo, les nouveaux directeurs généraux entrants, Léon Van Hove (1^{er} à partir de la gauche) et John Adams (1^{er} à partir de la droite).

Paul Levaux, president of the CERN Council (third from the left) with Willibald Jentschke (second from left) in 1975 at the end of Jentschke's mandate as CERN director-general.

Also in the picture, the incoming director-generals, Léon Van Hove (1st from the left) and John Adams (1st from right).



Avec sa promotion d'étude en chimie au début des années 1950. Paul Levaux est assis au 5^{ème} rang, juste en dessous de la main gauche du professeur.

The chemistry class at the beginning of the 1950s. Paul Levaux is sitting at the 5th rank, just underneath the left hand of the instructor.



JEAN-VICTOR LOUIS

De l'euro-observateur à l'acteur de l'Europe

From observing Europe to contributing to Europe

Observer c'est certainement examiner attentivement l'un ou l'autre objet ou sujet, afin de l'analyser, de l'étudier, en vue de le comprendre, et même, peut-être, de mieux le pratiquer. La relation qu'entretient Jean-Victor Louis à l'Europe - et notamment à son droit - recouvre sans aucun doute ces multiples éléments de définition. En effet, depuis ses fonctions de directeur et de président de l'Institut d'études européennes de l'ULB, jusqu'à sa participation au processus d'écriture de plusieurs projets de textes officiels européens, tout dans sa trajectoire professionnelle et intellectuelle semble répondre à la qualité d'analyste hors-pair du droit européen. Mais quels sont les tenants et aboutissants d'un tel parcours ?

Né à Uccle en janvier 1938, les jeunes années de Jean-Victor Louis sont évidemment marquées par le second conflit mondial. L'expérience de guerre de l'enfant qu'il était s'avérera déterminante à plus d'un titre. D'abord, par les longues années d'absence de son père, Officier, fait prisonnier le second jour de la guerre, et qui ne put rejoindre son domicile et sa famille qu'à l'issue du conflit. Ensuite, par l'expérience des bombardements que subit la ville de Namur – où sa famille s'était réfugiée –, et où les nuits passées à l'abri dans les caves imprégneront sa mémoire d'une manière indélébile. Le 18 août 1944, un bombardement américain y fit ainsi plusieurs centaines de morts... C'est par ces difficiles expériences que naîtra le dégoût de la guerre qui marquera à jamais le jeune homme et sa trajectoire future. Cette aversion motivera effectivement son implication dans les questions internationales et européennes. Dès l'adolescence, son engagement pro-européen se fit de plus en plus clair. En 1950, année de ses douze ans, apprenant le déclenchement de la guerre de Corée par la presse, il est choqué par la nouvelle; tandis que trois ans plus tard, le voilà défilant au second Congrès de La Haye du Mouvement européen, militant pour l'instauration de la Communauté européenne de défense.

We can safely say that observing is about closely scrutinising a given subject so as to analyse it and study it in order to understand it and even, perhaps, to practise it better. Jean-Victor Louis's relationship with Europe, and in particular with EU law, undoubtedly matches these many elements underpinning the word. From being Director and President of the ULB's *Institut d'études européennes* (Institute for European Studies) right up to his contribution to the drafting process of several official EU texts, everything in his professional and intellectual career seems to point fairly and squarely towards him being an unrivalled analyst of EU law. But what are the ins and outs of such a career path?

Born in Uccle in January 1938, the Second World War naturally made a big impression on Jean-Victor Louis as a young child. His childhood experience of war would be crucial in many ways. First of all, there was the long absence of his father, an officer, taken prisoner on the second day of the war. Indeed, his father was only able to return to his home and his family at the end of the conflict. Then there was the experience of the bombings that rained down on the city of Namur – where his family took refuge – and where nights spent sheltered in cellars would leave an indelible mark in his memories. On 18 August 1944, the US bombings resulted in the deaths of several hundred people... It was these many and tough experiences that would lead to the abhorrence towards war that would for ever make its mark on this young man and his future career path. This aversion was a major reason for his involvement in international and European issues. From his teenage years, his pro-European commitment became clearer and clearer. In 1950, when he was 12, he was shocked when he learnt from the press that the Korean war had broken out. Three years later, there he was attending the second Hague Conference for the European Movement, advocating the establishment of the European Defence Community.

«*Expert du processus d'intégration européenne, il en est devenu un observateur au sens le plus plein du terme, à la fois analyste et praticien de son sujet d'étude.*»

DE L'HISTOIRE AU DROIT...

Sous le poids de la première moitié du XX^e siècle européen, et indubitablement déterminé à faire en sorte que cette terrible histoire ne se reproduise plus, Jean-Victor Louis milite tôt pour l'idée européenne, mais il s'inscrit également bientôt à la Faculté de Philosophie et Lettres, section histoire, de l'ULB, pour y étudier ce passé dont il fallait tant tirer les leçons. Il suivra ainsi, sur les bancs de l'Université, les cours des plus prestigieux historiens: ceux de Jean Stengers, de Félicien Favresse ou de Guillaume Jacquemyns (parmi tant d'autres). Cependant, après sa candidature en Philosophie et lettres, il bifurque vers l'étude du droit. Il ne quittera plus cette discipline qui l'accompagnera tout au long de sa carrière. Diplômé en droit en 1960, la fin de ses études est notablement marquée par la question congolaise: engagé pour la décolonisation du Congo, il assiste à des conférences, notamment de Patrice Lumumba, et participe à une marche contre le projet – qui n'a pas été mis en œuvre – d'envoyer des miliciens au Congo.

... ET DE L'ÉTUDE DU DROIT AU DROIT EUROPÉEN

Mais ces divers engagements n'entament pas la soif d'apprendre du jeune juriste. Une fois son diplôme final en poche, il se dirige vers l'un de ses professeurs, Henri Rolin, pour le consulter sur les suites qu'il pourrait donner à ses études. À vrai dire, Henri Rolin était le seul de ses maîtres à avoir abordé la question européenne au sein de ses cours par l'enseignement de quelques éléments de droit en rapport avec la création et l'activité de la CECA. D'ailleurs le domaine à peine naissant du droit européen était alors en pleine expansion, et c'est sur cette voie qu'Henri Rolin aiguille son ex-étudiant: il lui conseille de se rendre au Centre européen universitaire de Nancy pour y obtenir un diplôme d'études supérieures européennes, ce qui sera chose faite un an plus tard avec la présentation d'un mémoire sur l'affaire *Lawless*, le premier arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme. Finalement, en 1969, Jean-Victor Louis, aspirant du FNRS de 1962 à 1965, devient agrégé de l'enseignement supérieur en droit des gens par la présentation d'une thèse traitant des Règlements de la Communauté économique européenne.

FROM HISTORY TO LAW...

Under the influence of the first half of the 20th century in Europe and undoubtedly determined to make sure that there was no repeat of this terrible history, Jean-Victor Louis became an early advocate of Europe. He quickly enrolled at the Faculty of Philosophy and Letters, history section, of the ULB, to study this past from which so many lessons had to be learnt. Thus it was that, at the ULB, he followed lectures given by the most prestigious historians: Jean Stengers, Félicien Favresse and Guillaume Jacquemyns (among many others). However, after graduating with what would be today a bachelor in history, he switched to studying law. He would stick with this discipline throughout his career. He obtained a diploma in law in 1960, with the end of his studies notably marked by the Congolese issue. Committed to the decolonisation of the Congo, he attended conferences, in particular of Patrice Lumumba, and marched against a plan, which never materialised, to send troops to Congo.

... AND FROM THE STUDY OF LAW TO EU LAW

But these various undertakings didn't detract from this young lawyer's hunger for learning. After having gained his final diploma, he approached one of his teachers, Henri Rolin, to ask him for advice over further studies. In reality, Henri Rolin was the only one of his teachers to have tackled EU issues within his classes by teaching some elements of law established and inspired by the creation and activity of the European Coal and Steel Community (ECSC). The barely nascent area of EU law was really on the move then and Henri Rolin steered his former student along this path. He advised him to head to the *Centre européen universitaire* (European University Centre) of Nancy to obtain a diploma in higher European studies, which he did a year later by submitting a paper on the *Lawless* affair, the first judgment adopted by the European Court of Human Rights. Finally, in 1969, Jean-Victor Louis, a Researcher for the *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS) from 1962 to 1965, became an "agrégé" in international law with a thesis dealing with the regulatory power of the European Economic Community.

DE L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES
À LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Entretemps, il a amorcé une fructueuse carrière universitaire. D'abord à l'Institut d'Études européennes où il gravit peu à peu les échelons : assistant du président-fondateur de l'IEE, Walter Ganshof van der Meersch, en 1965, secrétaire en 1967, fonction dans laquelle il succède à Jean Salmon, il devient directeur en 1971, directeur de recherche en 1977, il est nommé, après le décès prématuré de Paul Foriers, président de l'Institut de 1980 à 1992, un record de longévité! « En fait, j'ai tout fait à l'Institut d'études européennes » avoue-t-il non sans une pointe de fierté toute légitime. Quant à son professorat à l'ULB, Jean-Victor Louis y est successivement suppléant, chargé de cours, professeur extraordinaire puis ordinaire pour les cours d'Organisations européennes, d'Ordre juridique des Communautés européennes et de Droit des Relations extérieures des Communautés européennes. Il assurera d'ailleurs ces enseignements depuis le début des années 70 jusqu'à 2003.

Mais parallèlement à cette prestigieuse carrière académique, il entre, dès le début des années 1970, à la Banque nationale de Belgique en tant que spécialiste en droit européen. En premier lieu conseiller au service juridique de la banque, il y devient inspecteur général, puis chef du service juridique avec les titres de sous-directeur et puis de conseiller de la direction de 1986 à 1998. Dans ce cadre, il représente la Banque nationale à de nombreuses réunions et négociations internationales et européennes, notamment au sein de groupes et organisations tels que le Fonds monétaire international, l'OCDE, le Groupe des Dix, la Commission européenne, le Conseil des Communautés, le Comité des gouverneurs des États membres, ou encore le comité juridique de l'Institut monétaire européen qui fut chargé de l'étude des aspects juridiques de la mise en place de la BCE. Finalement, en tant que fonctionnaire de la Banque nationale, il est également l'une des chevilles ouvrières de la refonte du statut monétaire et de la révision de la législation de la Belgique en vue de sa bonne accession à l'Union monétaire.

FROM THE INSTITUTE FOR EUROPEAN STUDIES
TO THE NATIONAL BANK OF BELGIUM

In the meantime, he began a fruitful university career. Initially this was at the Institute for European Studies (IEE), where he gradually climbed the career ladder. He was assistant to the Founding President of the IEE, Walter Ganshof van der Meersch, in 1965; he succeeded Jean Salmon as Secretary in 1967, he became Director in 1971, Director of Research in 1977, then, after the premature death of Paul Foriers, President of the IEE from 1980 to 1992. Quite the record in terms of longevity! "In fact, I have done everything at the Institute for European Studies," he concedes, not without a modicum of entirely legitimate pride. In terms of his teaching at the ULB, Jean-Victor Louis has been a lecturer, an associate professor and then a full-time professor for courses on European organisations, the legal order of the European Communities and the law relating to the external relations of the European Communities. He was to do this teaching from the early 1970s up until 2003.

But alongside this prestigious academic career, from the early 1970s he joined the National Bank of Belgium as a specialist in EU law. Initially working as an advisor in the bank's legal service, he became the Head of the Legal Service with the titles of Deputy Director and then Advisor to the Board of Directors from 1986 to 1998. In this context, he represented the National Bank at a number of international and European meetings and negotiations, especially within groups and organisations such as the International Monetary Fund, the Organisation for European Cooperation and Development (OECD), the Group of Ten (G10), the European Commission, the Council of the Communities, the Committee of the Governors of the Member States and even the legal committee of the European Monetary Institute which was tasked with the legal aspects for the setting up the European Central Bank (ECB). Finally, as a civil servant of the National Bank, he was also one of the key players in the recasting of the monetary statute and the revision of legislation in Belgium in order for it to accede successfully to the Monetary Union.

"An expert in the EU integration process, he has become an observer of it in the fullest sense of the word, both as an analyst and a practitioner of his subject area."

OBSERVATEUR-PRACTICIEN DE L'EUROPE

Ainsi, durant cette période clef du processus de construction européenne, Jean-Victor Louis a la chance d'assister à « l'émergence de belles et grandes questions juridiques qu'il nous fallut traiter ». Par là, il participe aux grands chantiers de l'Union monétaire et, en particulier, de la création de la Banque centrale européenne. Il écrit ou co-écrit de nombreux papiers, expertises et rapports qui auront une influence réelle sur les débats et les décisions prises par les institutions et responsables européens. Par exemple, son rapport, rédigé avec Étienne de Lhoneux et un groupe international de juristes, sur les statuts d'un système européen de banques centrales servira de référence au Comité Delors et au groupe présidé par son collègue et ami Jean-Jacques Rey, membre du comité de direction de la Banque Nationale et professeur à l'ULB! Aussi, par le truchement de l'IEE ou du Trans European Policy Studies Association (TEPSA) dont il a été un membre éminent, Jean-Victor Louis a été régulièrement appelé à penser les multiples projets présentés par les institutions ou à participer à l'un ou l'autre travail de réforme de l'UE.

C'est pourtant au seuil du passage à la monnaie unique, en 1998, qu'il démissionne de la Banque nationale pour occuper un poste de professeur au prestigieux Institut universitaire européen de Florence (EUI). Entretemps nommé docteur honoris causa à l'Université Panthéon-Assas Paris II (2001) – où l'on souligna «(s)a dimension internationale (qui) s'affirme très vite au travers de multiples participations sous forme de cours, conférences ou séminaires, européens et internationaux.» –, il exercera ses fonctions à Florence jusqu'en 2003, après y avoir mis sur pied et dirigé un groupe d'étude examinant les répercussions de l'instauration de l'Euro sur les sociétés européennes et dont le nom de projet, au final, ramasse peut-être à lui seul la relation que Jean-Victor Louis a de tout temps entretenue avec l'Europe : «Euro Spectorator». Expert du processus d'intégration européenne, il en est devenu un observateur au sens le plus plein du terme, à la fois analyste et praticien de son sujet d'étude. C'est cette expertise qui lui valut l'honneur d'occuper la chaire Francqui de l'Université de Gand en 2007-2008. Et c'est toujours elle qu'il exerce aujourd'hui en tant que rédacteur en chef des *Cahiers de droit européen*, une revue qu'il a déjà contribué à fonder en 1965.

Lucas Raucq

OBSERVER/PRACTITIONER OF EUROPE

Thus, during this key period in the EU integration process, Jean-Victor Louis had the opportunity to witness “the emergence of big and wonderful legal issues that we needed to deal with”. By virtue of that, he took part in the process of creating the Monetary Union and, in particular, in the creation of the European Central Bank. He wrote or co-wrote many papers, expert assessments and reports that were to have a real influence on the debates and decisions taken by EU institutions and officials. For example, the report drafted with Étienne de Lhoneux and an international group of lawyers on the statutes of a European system of central banks that was to serve as a reference document for the Delors Committee and for the group chaired by his colleague friend Jean-Jacques Rey, a member of the Board of Directors of the National Bank and a professor at the ULB! Also, via the IEE and the Trans European Policy Studies Association (TEPSA), of which he has been a distinguished member, Jean-Victor Louis has been regularly called on to reflect on many projects presented by the institutions or to take part in one or other reform in the EU.

However, it was at the very moment of the passage to the single currency, in 1998, that he resigned from the National Bank to take on the position of professor at the prestigious European University Institute (EUI) in Florence. In the meantime, he was appointed as a *doctor honoris causa at the Université Panthéon-Assas Paris II* (Panthéon-Assas Paris II University) (2001), where they stressed “his international dimension (which) is very quickly confirmed via the many contributions in the form of European and international courses, conferences and seminars”. He was to continue working for the EUI up until 2003 after he had set up and led a study group examining the consequences of the establishment of the euro on European societies. In the end, the name of that project on its own perhaps sums up the relationship that Jean-Victor Louis has maintained with Europe throughout: ‘Euro Spectorator’. An expert in the EU integration process, he became an observer of it in the fullest sense of the word, both as an analyst and a practitioner of his subject area. It was this expertise that earned him the honour of taking up the Francqui chair at the Ghent University in 2007-2008. And he still contributes this expertise as Editor-in-Chief of the *Cahiers de droit européen*, a review that he was involved in setting up in 1965.

Lucas Raucq



Intervention à l'invitation de la chambre de commerce de Bilbao.

Participation as guest speaker at the Chamber of Commerce of Bilbao.



De gauche à droite, Jean-Victor Louis (alors Président de l'IEE), Hervé Hasquin, Le Prince Philippe, Walter Ganshof van der Meersch et André Jaumotte.

From left to right, Jean-Victor Louis (at the time President of the IEE), Hervé Hasquin, Prince Philippe, Walter Ganshof van der Meersch and André Jaumotte



Jean-Victor Louis (à droite) avec Michel Barnier (à gauche) (au Palais d'Egmont).

Jean-Victor Louis (right) with Michel Barnier (left) (Palais d'Egmont).

PAUL MAGNETTE

Du chercheur en études européennes
au président de parti: un intellectuel engagé

A committed intellectual: from researcher
in European studies to President of a party



L'Institut d'études européennes (IEE) a diplômé plus de 7.500 étudiants. Parmi eux, Paul Magnette, issu de la promotion 1994. Brillant chercheur et professeur à l'ULB depuis 2005, il a contribué de manière remarquable au développement de la recherche et de l'enseignement en études européennes à l'IEE. Auteur de nombreuses publications qui font référence, cet expert en études européennes entre ensuite en politique en 2007 et devient président du Parti socialiste en 2019.

L'ÉTUDIANT PAUL MAGNETTE

C'est en 1989 que Paul Magnette commence ses études à l'ULB au moment où le monde change considérablement. La chute du mur de Berlin – suivie par la dissolution de l'URSS en 1991 – marquait la fin d'un monde bipolaire. Cette transformation politique majeure, se souvient Paul Magnette, a marqué non seulement la sphère politique mais également le monde académique car, si la guerre froide se trouvait jusque-là au centre des analyses et des outils théoriques existants, 1989 a transformé en profondeur la science politique partout dans le monde. Étudiant en « sciences po » à l'ULB, Paul Magnette découvre avec intérêt ce débat intellectuel des membres de la communauté académique et scientifique des années 1990.

Licencié en Sciences politiques (1993), il poursuit par une licence spéciale en Études politiques européennes à l'Institut d'études européennes (1994). Sa passion pour ces études est faite à la fois de méfiance et de fascination.

L'intégration européenne n'a pas été son premier « amour ». Jeune diplômé, Paul Magnette était captivé par l'histoire des idées politiques, par la poésie et par l'Italie, qui fait l'objet de ses premiers travaux de recherche. Comme tout jeune militant socialiste, il suivait avec un regard critique et une certaine méfiance les développements du marché unique, qui connaissait un nouvel essor sous la présidence de Jacques Delors à la Commission européenne. Mais 1989 avait changé la donne. Ses professeurs à l'ULB – parmi lesquels Mario Telò et Jean-Marc Ferry – parviennent à susciter son intérêt pour l'objet européen. Les transformations sur le continent allaient modifier aussi le projet d'intégration européenne. Un vaste terrain de recherche était en train d'émerger, et l'IEE engageait une large réflexion sur ce sujet. Pour l'Europe, c'était le début d'une ample transformation qui culminera avec ce que Paul Magnette appellera plus tard dans ses travaux un processus de « refondation » de l'Union européenne. Qui plus est, le début des années 1990 et la ratification du Traité de Maastricht en France marquent un tournant pour l'intégration européenne avec des conséquences pour la Gauche et une série de défis pour les États-membres. Le professeur Mario Telò avait

The *Institut d'études européennes* (IEE) has awarded degrees to over 7,500 students. These include Paul Magnette, who was among those graduating in 1994. A brilliant researcher and professor at the ULB since 2005, he made a remarkable contribution to the development of research into and teaching European studies at the IEE. He is the author of numerous leading publications. This expert in European studies then moved into politics in 2007 and became President of the Socialist Party in 2019.

PAUL MAGNETTE, THE STUDENT

It was in 1989 that Paul Magnette began his studies at the ULB at a time when the world was undergoing dramatic change. The fall of the Berlin Wall – followed by the dissolution of the USSR in 1991 – marked the end of a world split between East and West. As Paul Magnette remembers, this major political transformation did not only leave its mark on the realm of politics but also on the academic world because, while the Cold War had up until then been at the centre of existing analyses and theoretical tools, 1989 deeply transformed political science all over the world. A student in political sciences at the ULB, Paul Magnette was excited to discover this intellectual debate of members of the academic and scientific community in the 1990s.

After obtaining a degree in political sciences (1993), he followed that up with a specialised degree in European political studies at the *Institut d'études européennes* (1994). His passion for these studies was a blend of suspicion and fascination.

European integration was not his first 'love'. A young graduate in political sciences, Paul Magnette was captivated by the history of political ideas, by poetry and by Italy, which was the subject of his first pieces of research work. As a very young socialist activist, he followed developments in the EU's single market, which was given a boost during Jacques Delors' time as President of the European Commission, with a critical eye and a certain amount of suspicion. But 1989 brought about major changes. His professors at the ULB, including Mario Telò and Jean-Marc Ferry, managed to stimulate his interest in European issues. The transformations on the continent would also change the European integration project. A huge area of research was just emerging and the IEE was engaging in a broad reflection on this issue. For Europe, it was the beginning of a broad transformation that would culminate in what Paul Magnette would later call in his work a process of 'refounding' the European Union. What is more, the beginning of the 1990s and the ratification of the Maastricht Treaty in France marked a turning point for European

fédéré autour de lui des personnalités politiques et des historiens de la social-démocratie pour examiner ces questions. Ce fut «un bouillonnement intellectuel» qui convainca Paul Magnette de se consacrer, comme chercheur, à l'objet européen. «La Communauté économique européenne devenue l'UE était un révélateur politique de toutes les transformations qui étaient en train de se jouer» nous dit-il.

LES BOURSES DE LA FONDATION WIENER ANSPACH ET DU FNRS

C'est dans le contexte précité que Paul Magnette se spécialise en Histoire de la pensée politique à l'Université de Cambridge (1994-1995). L'étude des idées politiques occupera d'ailleurs toujours une place centrale dans ses recherches. À Cambridge, il découvre le monde académique anglo-saxon et une série de penseurs, dont les travaux seront pour lui un considérable enrichissement intellectuel. Le séjour à Cambridge fut selon lui «une chance extraordinaire». Il décide alors de consacrer sa thèse de doctorat à la citoyenneté européenne – introduite par le Traité de Maastricht en 1993 – qui n'avait pas encore à l'époque fait l'objet de recherches approfondies. Tant la bourse de la Fondation Wiener Anspach que celle du FNRS lui permettent d'apporter une contribution importante à la compréhension de ce nouveau thème.

LE CHERCHEUR ET LE PROFESSEUR. LA CONSOLIDATION DE LA SECTION POLITIQUE DE L'IEE

Ainsi, Paul Magnette rejoint toute une équipe de chercheurs à l'IEE. Mario Telò, Jean-Marc Ferry, Pascal Delwit, Barbara Delcourt, Jean-Michel De Waele, Eric Remacle, Justine Lacroix ont amené un regard neuf au sein de la section politique de l'Institut qui allait s'agrandir en accueillant plus tard une nouvelle génération de doctorants. Dans ce contexte est créé le Centre d'études de la vie politique (CEVIPOL). Si, à l'époque, il ne réunissait que trois personnes – Pascal Delwit, Paul Magnette et Jean-Michel De Waele –, le CEVIPOL deviendra plus tard le plus gros centre de recherche en sciences politiques de l'ULB.

integration with consequences for the Left and a series of challenges for EU Member States. Professor Mario Telò had gathered around him political personalities and historians from social democracy to examine these issues. It was 'an intellectual pot boiling' that convinced Paul Magnette to dedicate himself, as a researcher, to European issues. "The European Economic Community which became the EU was politically revealing of all the transformations that were being played out," he told us.

GRANTS FROM THE WIENER ANSPACH FOUNDATION AND THE FNRS

It was in the aforementioned context that Paul Magnette specialised in the history of political thought at Cambridge University (1994-1995). Studying political ideas would henceforth always be a core element in his research. At Cambridge, he discovered the Anglo-Saxon academic world and a series of thinkers whose works would be a source of considerable intellectual enrichment. His stay in Cambridge was, as he put it, "an extraordinary stroke of luck". He then decided to dedicate his PhD thesis to European citizenship – introduced by the Maastricht Treaty in 1993 – which had still not at the time been subject to in-depth research. Funding from both the Wiener Anspach Foundation and the *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS) allowed him to make a significant contribution to understanding this new subject.

RESEARCHER AND PROFESSOR. CONSOLIDATION OF THE POLITICAL SECTION OF THE IEE

So it was that Paul Magnette joined a whole team of researchers at the IEE. Mario Telò, Jean-Marc Ferry, Pascal Delwit, Barbara Delcourt, Jean-Michel De Waele, Eric Remacle and Justine Lacroix introduced a new way of looking at issues within the IEE's political section, which would expand by bringing in a new generation of PhD students subsequently. It was in this context that the Centre d'études de la vie politique (CEVIPOL or Center for the Study of Politics in English) was set up. While the CEVIPOL only brought together three people at the time – Pascal Delwit, Paul Magnette and Jean-Michel

«(L'Europe est) Le seul niveau de pouvoir qui peut encore avoir du poids à l'échelle mondiale, surtout quand on est issu d'un petit pays comme la Belgique. Mais l'UE a besoin d'une refondation, sinon elle risque la paralysie.»

“Europe is the only level of power that can still have influence on a global scale, especially when one comes from a small country like Belgium. But the EU needs to be reformed or else it risks paralysis.”

L'activité de recherche à l'IEE donne lieu à de nombreuses conférences et débats. L'Institut attire un grand nombre d'étudiants, issus de différents États membres: ce fut par exemple le cas de Pedro Sanchez, Premier ministre de l'Espagne. «C'était passionnant d'y enseigner», se souvient Paul Magnette. En plus de la diversification des programmes d'enseignement, l'IEE crée également son école doctorale en études européennes et son premier programme de type *executive*, destiné aux professionnels. De nouveaux collègues, comme Pieter Lagrou, rejoignent l'Institut pour y développer la recherche sur la dimension historique de la construction européenne. L'école doctorale en études européennes donne lieu à des discussions interdisciplinaires captivantes, tant entre politologues qu'avec les juristes et les économistes, parmi lesquels Jean-Victor Louis, Marianne Dony, André Sapir ou Mathias Dewatripont.

La valeur des travaux de Paul Magnette est rapidement reconnue: il reçoit en 2000 le Prix Francqui pour la recherche interdisciplinaire européenne (avec Éric Remacle) et le prix Jean Rey en 2004. Il sera de 2001 à 2006 directeur de recherche et directeur de l'Institut d'études européennes de l'ULB. Il sera nommé professeur de Sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles en 2005. Il contribuera ainsi à la formation de plusieurs générations d'étudiants et de doctorants. Ses cours sur l'histoire de l'idée de l'Europe ou sur les théories de négociations ont durablement marqué la trajectoire de nombre d'entre eux. Quant à ses livres sur la construction européenne, ils sont devenus des références incontournables et sa vision critique de l'intégration européenne alimente aujourd'hui encore les débats politiques portant sur l'avenir de l'Union.

«L'école de Bruxelles» en études européennes était à cette période en plein essor et se caractérisait non seulement par son interdisciplinarité mais aussi par son approche visant à considérer dans l'analyse de l'UE à la fois son action externe et interne. C'est dans ce contexte qu'émerge le projet ARC portant sur les résistances à l'intégration européenne que Paul Magnette développera avec Pieter Lagrou, Jean-Michel De Waele et Justine Lacroix; ce projet donnera lieu à plusieurs thèses de doctorat, parmi lesquelles celles de deux nouveaux collègues: Amandine Crespy et Nicolas Verschueren (devenu directeur de l'IEE en 2019).

De Waele –, it would later become the ULB's biggest research centre in political sciences.

The IEE's research activity generates numerous conferences and debates. The IEE attracts a large number of students coming from different EU Member States. That was, for example, the case of Pedro Sanchez, Spain's Prime Minister. "It was exciting to teach there," remembered Paul Magnette. In addition to the diversification of teaching programmes, the IEE also created its postgraduate school in European studies and its first *executive* type programme targeted at professionals. New colleagues, such as Pieter Lagrou, joined the IEE to develop research on the historical dimension of the European integration process. The postgraduate school in European studies generated captivating interdisciplinary discussions, both among political specialists and with lawyers and economists, including Jean-Victor Louis, Marianne Dony, André Sapir and Mathias Dewatripont. Paul Magnette's corpus of work was quickly recognised and given plaudits. In 2000, he received the Francqui Prize for European interdisciplinary research (with Éric Remacle) and, in 2004, the Jean Rey Prize. From 2001 to 2006 he would be Director of research and Director of the ULB's *Institut d'études européennes*. He was appointed as professor of political science at the ULB in 2005. He thereby contributed to the training of several generations of students and postgraduates. His classes on the history of the idea of Europe or on the theories of negotiations has had a long term impact on many of their career paths. As for his books on European integration, they have become 'must read' references and his critical vision of European integration fuels political debates about the future of the EU even to this day.

'The School of Brussels' in European studies was in full swing and stood out not just because of its interdisciplinary nature but also because of its approach designed to consider, in its analysis of the EU, both its external and internal actions. It was against this backdrop that the ARC project emerged. ARC was about resistance to European integration and was developed by Paul Magnette with Pieter Lagrou, Jean-Michel De Waele and Justine Lacroix. This project generated several PhD theses, including those by two new colleagues: Amandine Crespy and Nicolas Verschueren (who became Director of the IEE in 2019).

UN NOUVEAU DÉPART : PRATIQUER L'EUROPE EN TANT QU'HOMME POLITIQUE

Intellectuel engagé, Paul Magnette souhaite contribuer au renouveau du Parti socialiste (PS) à Charleroi et en Wallonie. Militant socialiste de longue date, il s'oriente donc vers une carrière politique en 2007, sans pour autant quitter l'ULB où il continue d'enseigner et de développer des projets, notamment une collaboration avec l'Université de Harvard.

Parmi les hautes fonctions qu'il a occupées, citons celles de ministre wallon de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances (2007) et de ministre fédéral du Climat et de l'Énergie (2007-2011). Il sera par la suite ministre fédéral des Entreprises publiques, de la Politique scientifique et de la Coopération au développement (2011-2013). Depuis décembre 2012, Paul Magnette est bourgmestre de Charleroi, ville à laquelle il est profondément attaché. Il sera aussi ministre-président wallon de 2014 à 2017. C'est dans cette fonction qu'il attirera l'attention mondiale quand, sous son impulsion, la Wallonie refusera de ratifier l'accord de libre-échange avec le Canada (CETA).

C'est ainsi que l'auteur de nombreuses recherches sur l'UE découvre la machinerie complexe de la prise de décision au niveau européen. Comme Ministre de l'énergie et du climat, les années 2007-2012 ont été « passionnantes » nous confie-t-il. Il participe en effet à de nombreuses réunions, à des négociations importantes, à des sommets avec ses homologues européens et même à certaines réunions du Conseil européen avec les chefs d'État et de gouvernement (remplaçant le Premier ministre Yves Leterme). En 2010, la Belgique détient la présidence tournante du Conseil de l'UE pour une période de six mois. Paul Magnette se trouve alors au centre de ce processus de coordination des politiques entre différents États membres. « J'ai vraiment pu voir fonctionner la machine européenne de l'intérieur », souligne-t-il.

A NEW DEPARTURE: MAKING EUROPE HAPPEN AS A POLITICIAN

An active intellectual, Paul Magnette wanted to contribute to the renewal of the Socialist Party in Charleroi and in Wallonia. A long-time socialist activist, he therefore moved towards a political career in 2007 without leaving the ULB where he continued to teach and develop projects, in particular with Harvard University.

Among the high level posts that he took up, we would highlight those of the Walloon Minister of Health, Social Action and Equal Opportunities (2007) and Belgium's federal Minister for Climate and Energy (2007-2011). Subsequently, he was Belgium's Federal Minister for Public Enterprises, Science Policy and Cooperation in Development (2011-2013). Since December 2012, Paul Magnette has been Mayor of Charleroi, a town to which he is deeply attached. He was also Wallonia's Minister President from 2014 to 2017. It was in this post that he attracted the world's attention when, at his behest, Wallonia refused to ratify the free trade agreement with Canada (the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA)).

This was how the author of numerous pieces of research on the EU discovered the complex decision-making machinery within the EU. As Minister for Energy and the Climate, the years from 2007 to 2012 were "fascinating", he told us. He did in fact take part in numerous meetings, in important negotiations, in summits with his European counterparts and even in some European Council meetings with heads of state and government (replacing Prime Minister Yves Leterme). In 2010, Belgium held the rotating presidency of the EU Council for a period of six months. Paul Magnette was then at the centre of this policy coordination process between different EU Member States.

"I was really able to see the functioning of the European machine from the inside."

CHANGER L'EUROPE - PAUL MAGNETTE TÊTE DE LISTE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2019

Paul Magnette reste un fédéraliste européen convaincu car l'Europe est, à ses yeux: « Le seul niveau de pouvoir qui peut encore avoir du poids à l'échelle mondiale, surtout quand on est issu d'un petit pays comme la Belgique. Mais l'UE a besoin d'une refondation, sinon elle risque la paralysie. L'UE doit réintégrer toutes les catégories sociales; elle doit être transformée de l'intérieur et, pour cela, la politisation de l'objet européen est indispensable. »

«L'Union européenne doit prendre des engagements clairs», continue-t-il. « Pour la sauver, il faut la bouleverser, il faut l'obliger à se transformer, sinon elle va mourir d'elle-même ».

Ramona Coman

CHANGING EUROPE - PAUL MAGNETTE AS HEAD OF LIST IN THE EUROPEAN ELECTIONS OF MAY 2019

Paul Magnette continues to be a convinced European federalist because Europe is, in his eyes, the only level of power that can still have influence on a global scale, especially when one comes from a small country like Belgium. But the EU needs to be reformed or else it risks paralysis. According to Paul Magnette, the EU has to reintegrate all the social categories; it has to be transformed from the inside and, to do that, the politicisation of European issues is essential. "The European Union has to make clear commitments," he added. "To save it, we need to shake it up, we need to force it to reform itself or else it will die by itself."

Ramona Coman



Avec Eric Remacle,
lors de la remise
du prix Francqui en 2000.

With Eric Remacle,
during the award ceremony
of the Francqui Prize in 2000.

CLARA MARTÍNEZ ALBEROLA

De Valence jusqu'au Berlaymont

From Valencia to the Berlaymont



Depuis 14 ans, Clara Martínez Alberola est au premier rang de la Commission européenne. Sa connaissance des institutions, son sens de la politique et sa formation en droit européen lui ont permis de devenir la première femme cheffe de cabinet d'un président de la Commission européenne.

1986 a certainement été une année charnière dans la vie de Clara Martínez Alberola. C'est à ce moment que deux événements majeurs qui formeront son futur se produisent. Alors que l'Espagne, d'où elle est native, rejoint l'Union européenne, elle décide de poursuivre des études au niveau international qui la mèneront jusqu'à ce qui sera son domicile professionnel : la Commission.

LA PREMIÈRE FEMME CHEFFE DE CABINET DU PRÉSIDENT DE LA CE

Alors que nous nous rencontrons dans son bureau, Clara Martínez Alberola ne peut s'empêcher de sourire en repensant à ce que sa mère avait pour habitude de lui dire : en apprenant des langues étrangères et la dactylographie, elle aurait toujours un emploi. Et elle a fait bien plus que cela, en devenant la première femme cheffe de Cabinet du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, après 23 ans passés au service de la Commission.

Cette juriste de Valence, dont les connaissances sur l'Union européenne dépassent l'ordinaire d'après Juncker, a commencé son histoire d'amour avec l'Institution lorsqu'elle a remporté une bourse pour étudier au Collège d'Europe. Elle y a été diplômée en droit communautaire en 1987, puis a poursuivi son parcours avec une Licence spéciale en droit européen à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles en 1989.

« Pour faire des études européennes, il fallait soit aller à Bruges, soit à l'ULB. Beaucoup de mes camarades de classe du Collège venaient de l'ULB, et inversement. Les deux écoles étaient au même niveau, » explique Clara Martínez Alberola à propos de son expérience en tant qu'étudiante.

Pour elle, cette expérience au sein d'une grande université au cœur de Bruxelles a facilité sa transition vers le monde professionnel, tout en continuant sa formation en droit européen et lui permet, à terme, de réaliser son but de rejoindre la Commission européenne.

Deux noms lui reviennent de cette période universitaire à l'ULB : ses professeurs Jean-Victor Louis et Michel Waelbroeck qui l'ont aidée à renforcer cette connaissance de l'Union européenne pour laquelle elle est reconnue aujourd'hui.

Clara Martínez Alberola has been, for the past 14 years, at the front row of the European Commission. Her knowledge of the institution, her political savviness and her solid education in European Law paved her way to become the first woman Head of Cabinet to the President of the European Commission.

The year 1986 was key in Clara Martínez Alberola's life. As her native Spain joined the European Union, her pursuit of an international education brought her closer to what would later become her professional home: the European Commission.

THE FIRST WOMAN TO BECOME CHIEF OF STAFF OF THE PRESIDENT OF THE EC

As we sit in her office on the top floor of the Berlaymont, Ms Martínez Alberola cannot help but smile when she remembers how her mother used to say that, by learning other languages and mastering typewriting, she would always have a job. Ms Martínez Alberola has gone quite further, becoming the first woman Head of Cabinet of the European Commission's President, Jean-Claude Juncker, after 23 years as an official of the European Commission.

This Valencian lawyer, of whom Juncker said the knowledge of the European Union exceeds the ordinary, started her love story with the European Union after winning a scholarship to study at the College of Europe, where she obtained a degree in Community Law in 1987, that she went on to complete with a *Licence spéciale en droit européen* (specialized degree in European Law) from the Institut d'études européennes of the Université libre de Bruxelles in 1989.

"To do European studies, it was either Bruges or the ULB. A lot of my fellow classmates at the College came from the ULB and vice versa. Both schools were at the same level," says Ms Martínez Alberola of her time as a student.

For her, the experience in a large university, anchored at the heart of Brussels, allowed for a transition to the workplace, all while continuing her education in European Law, which contributed to her objective of entering the Commission.

Two names pop up when she remembers her time at the ULB: her classes with professors Jean-Victor Louis and Michel Waelbroeck helped form the deep knowledge of the European Union she is recognized for.

THE ROLE OF UNIVERSITIES IN EU INTEGRATION

For Ms Martínez Alberola, universities have an enormous role to play in European integration, by engaging young people and including the European dimension in their education. Erasmus aside, she says, "universities can help make Europe a natural part of students' lives, help them understand Europe." Projects such as the Erasmus + European University CIVIS, of which the ULB is a member, can

DU RÔLE DES UNIVERSITÉS DANS L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Pour Martínez Alberola, les universités ont un rôle majeur à jouer dans l'intégration européenne, en incluant la dimension européenne dans leur éducation et en y familiarisant les jeunes. Au-delà du programme Erasmus, explique-t-elle, «les universités peuvent contribuer à faire de l'Europe une partie intégrante de la vie des étudiants, à les aider à comprendre l'Europe.» Des projets comme l'Université européenne CIVIS Erasmus+, dont l'ULB est membre, sont des moyens d'humaniser l'Europe en faisant la promotion d'échanges d'académiques, d'étudiants et de personnel.

La recherche est également un outil pour construire des ponts entre l'Union européenne et ses citoyens. Mais le combat pour le budget européen n'est pas facile. «Aujourd'hui, si l'Europe ne se donne pas les moyens de faire de la recherche au niveau européen, nous perdrons toutes les batailles,» précise-t-elle.

UNE DÉCENNIE ET DEMIE AU RYTHME DE LA VIE DE CABINET

Pendant près de 15 ans, Clara Martínez Alberola a vécu au rythme effréné des cabinets des présidents de la Commission européenne. Avant cela, elle a occupé différentes positions à la Direction générale qui porte aujourd'hui le nom de DG GROW, et a été en charge de ce qui est à la base du projet européen: le marché intérieur. Ce furent des années intenses, traversées par des crises et de vives contestations, dans une période où il semblait parfois que le projet européen pouvait s'effondrer.

«Quand on est à l'intérieur, cela devient une partie de vous. Le rythme est intense, il faut savoir se rendre disponible. Si vous décidez de vous lancer dans ce challenge, vous devez aimer cela. J'avais la chance que mes enfants soient déjà grands, et donc d'avoir le luxe de m'y consacrer totalement. C'est un véritable honneur et un privilège.»

Les longues nuits passées au Conseil à essayer de trouver une solution pour la Grèce, au pic de la crise en 2015 sont aujourd'hui gravées dans sa mémoire. «Mais la crise migratoire nous a réellement fait nous sentir impuissants. La situation est complexe, urgente, dramatique, et nous devons faire face à des positions radicales, extrémistes, voire racistes; et c'est à ce moment-là que l'on aperçoit le mauvais côté de la politique. Le manque de solidarité entre les Etats membres est frustrant. Mais il y a aussi l'agenda extérieur. La Commission européenne, en tant que telle, ne peut pas régler la guerre en Syrie. Nous travaillons avec la Turquie et la Jordanie. Nous sommes confrontés à des problématiques liées à la migration africaine, au contrôle des frontières, il y a des bateaux qui coulent en Méditerranée, c'est un problème aux multiples facettes pour lequel nous, la Commission, n'avons pas les compétences,» la plupart étant partagées avec les Etats membres.

Son inquiétude est que, si la situation se répète, les mécanismes de solidarité nécessaires ne sont pas encore en place. «Cela reste un défi pour la prochaine Commission» (d'*Ursula von der Leyen*).

humanize Europe by promoting exchanges of academics, students and staff.

Bridges between the European institutions and EU citizens can also be built through research. But the fight for the EU budget is not an easy one. "In today's world, if Europe does not give itself the means to do research at the European level, we will lose a lot of battles," says Ms Martínez Alberola.

A DECADE AND A HALF IN FULL CABINET SPEED

For almost 15 years, Clara Martínez Alberola has lived at the fast-paced rhythm of the European Commission's Cabinet of the President. Before, she occupied different positions at the Directorate General known today as DG GROW, dealing with the basis of the EU project, the internal market. The cabinet years were intense, crisis and contestation ridden, and at times it almost seemed as if the EU project would collapse.

"When you are inside, it's part of you. It is a very intense rhythm, you have to be available. If you are going to do it, you have to love it. I had the chance that my children were already big, and I could have the luxury of devoting myself to this. It is a great honour and privilege."

Engraved in her memories are the endless nights spent at the European Council looking for solutions for Greece, sunk in the depths of crisis in 2015. "But the migration crisis is something that really made us feel impotent. It is hard, it is urgent, dramatic and you get confronted to radical, extremist, even racist positions, and that is when you see the bad side of politics. The lack of solidarity from Member States, it is frustrating. But you also have to work on the external agenda. You cannot, as European Commission, fix the war in Syria. You work with Turkey, with Jordan. You are confronted with issues related to the African migration, to border control, you have boats sinking in the Mediterranean, it is a multidimensional problem where we, the Commission, do not have all the competencies," most being shared with Member states.

Her worry today is that, if the situation were to repeat itself, the solidarity mechanisms needed are not yet in place. "That will remain a challenge for the next Commission" (*Ursula von der Leyen's*).

Ms Martínez Alberola has thrived where other might have crumbled. The secret, she says, lies in her team. "You are never alone. The chance you have in a Cabinet is you choose them from the first to the last. It's a small team, but you choose your team. Devoted, competent. We spend more time together than we do with our families. Every day there is something new."

Navigating a Cabinet, and a leading one, is also a matter of political savviness. Ms Martínez Alberola knows it, and has spent a great deal of her professional life translating political will into action. "I am an official, I am not a politician, but of course you have to know the

Mme. Martínez Alberola s'est épanouie là où d'autres se seraient brisés. Pour elle le secret, c'est son équipe. «Vous n'êtes jamais seul. La chance que nous avons dans un cabinet c'est que nous choisissons chaque personne, de la première à la dernière. C'est une petite équipe, mais vous la choisissez: dévouée et compétente. Nous passons plus de temps ensemble qu'avec nos familles. Chaque jour amène une nouvelle aventure.»

Diriger un cabinet, qui plus est celui du président, tient également du savoir-faire politique. Mme. Martínez Alberola le sait et a passé une bonne partie de sa carrière à transposer la volonté politique en action. «Je suis une fonctionnaire, pas une politicienne, mais il faut bien entendu connaître la personne pour qui vous travaillez et le programme qui lui a permis d'être élu; il faut ensuite transposer en actions la volonté de la personnalité politique. Au niveau européen, il faut être attentif à la dimension politique de chaque État-membre. Il faut apprendre à faire des compromis. Il s'agit de savoir créer des coalitions, de savoir quand et comment l'Europe peut apporter une valeur ajoutée, et où elle peut aider les États-membres.»

L'AMOUR DE SA VIE

Optimiste, comme beaucoup de pro-européens aiment le revendiquer, Clara Martínez Alberola explique que l'Europe est l'amour de sa vie. «Rien ne me rend plus triste ou ne me met plus en colère que d'entendre tout le pessimisme autour du projet européen. L'Europe fonctionne. Nous avons tous des problèmes. L'Europe aussi.»

Pour elle, le projet initial d'unité et de paix entre des États ayant décidé de construire ensemble quelque chose de plus grand qu'eux, est l'accomplissement de visionnaires à la sortie d'une guerre tragique. «Aujourd'hui cela paraît évident. Nous ne pouvons pas faire face aux défis actuels seuls.»

De quoi son Europe bien aimée a-t-elle besoin ? lui avons-nous demandé. «L'Europe a besoin d'amour et de passion. Je suis optimiste car la jeune génération est plus engagée et positive à propos de l'Europe. Le Brexit a fait beaucoup pour le projet européen. Ça a été un véritable choc, un moment de crise, mais dans le même temps les gens ont commencé à réaliser ce que l'Europe signifie.»

Clara Martínez Alberola a récemment quitté son poste à la tête du cabinet de la présidence de la Commission. Elle est, depuis janvier 2020, la directrice générale adjointe auprès de Michel Barnier pour les relations avec le Royaume-Uni (UKTF).

María Isabel Soldevila Brea

person and the programme that got him elected; and you have to translate what the politician wants to do. At the European level, you have to be sensitive to the political dimension of each Member State. It is learning about compromise. It is about building coalitions and knowing where and when Europe can add value, where it can help Member States.”

THE LOVE OF HER LIFE

Optimistic, as most pro-Europeans claim to be, Ms Martínez Alberola says without a moment of doubt that Europe is the love of her life. “Nothing makes me angrier or sadder than listening to all the pessimism about the European project. Europe works. We all have problems. Europe does too.”

For her, the project of unity and peace of countries that decided to build something bigger than themselves is the amazing accomplishment of visionaries coming out of a tragic war. “Today it is obvious. We cannot face the important global challenges of our day alone.”

What does her beloved Europe need? we asked. “Europe needs love and passion. I am optimistic because the younger generation is more engaged and positive about Europe. Brexit has done a lot for the European project. It was a big shock, a moment of crisis, but at the same time people started to realize what Europe means.”

Clara Martínez Alberola stepped down as Head of Cabinet of the Commission's President and was named in January 2020 as Deputy Director-General of the Task force for relations with the United Kingdom.

María Isabel Soldevila Brea

«Aujourd'hui, si l'Europe ne se donne pas les moyens de faire de la recherche au niveau européen, nous perdrons toutes les batailles.»

“In today's world, if Europe does not give itself the means to do research at the European level, we will lose a lot of battles.”

CHARLES MICHEL

Un Belge dans le cockpit européen

A Belgian in the European cockpit

Charles Michel est certes un homme au destin peu commun. Diplômé de la Faculté de droit de l'ULB en 1997, jeune avocat des réalités sociales, il entre en politique parmi les libéraux en 1998. Les postes clés se succèdent: il devient ministre à 25 ans, 1^{er} Ministre en 2014 et président du Conseil européen en 2019.

Que l'on soit partisan ou adversaire de Charles Michel, personne ne niera les étapes franchies, la constance de l'engagement, la rapidité de la trajectoire ni enfin l'importance des responsabilités assumées. Qu'est-ce qui motive Charles Michel au point d'en faire chaque fois le plus jeune élu, le plus jeune avocat inscrit au Barreau de Bruxelles, le plus jeune conseiller provincial à avoir prêté serment, le benjamin de l'Assemblée, le plus jeune ministre que la Belgique avait connu, le jeune Premier ministre, le jeune président du Conseil européen ? La passion du politique, certainement.

LA PASSION DU POLITIQUE

Au risque de surprendre d'aucuns, Charles Michel a la passion du politique parce qu'il a la conviction absolue que ce sont les institutions, les mécanismes de la démocratie libérale, les réalisations sociales qui peuvent, selon l'expression de Peter Sloterdijk, faire reculer la misère humaine.

Affirmer cela, ce n'est pas tenter de faire passer sous silence le fait que le fils de Louis Michel a bénéficié de conditions de vie favorables ainsi que d'un entourage familial et politique propice. Mais de cela, Charles Michel a conservé une conscience très aiguë. Une conscience, certes avivée par la confrontation quotidienne du responsable politique avec l'ampleur des enjeux sociétaux et humains, mais surtout une conscience qui s'est élaborée à travers plusieurs moments de vérité. À commencer par les origines de la famille Michel, dans les villages de Zétrud-Lumay et de Roux-Miroir à proximité immédiate de la frontière linguistique. Du côté des

Charles Michel is certainly a man with an unusual destiny. After graduating from the ULB's Faculty of Law in 1997, he started off as a young lawyer dealing with social realities on the ground before going into politics in 1998, joining the *Mouvement Réformateur* (the liberal party). Key posts came one after the other. He became a minister at the age of 25, Prime Minister in 2014 and President of the European Council in 2019.

Whether one is a proponent or opponent of Charles Michel, nobody would deny the steps that he has made, the consistency of his commitment, the speed of his trajectory or finally the importance of the roles that he has taken on. What is it that motivates Charles Michel to make him each time the youngest member of parliament, the youngest lawyer registered at the Bar of Brussels, the youngest provincial councillor to have been sworn in, the youngest in the Assembly, the youngest minister that Belgium has ever known, a young Prime Minister and a young President of the Council? It has no doubt been his passion for politics.

THE PASSION FOR POLITICS

Even if it may surprise some, Charles Michel has a passion for politics because he has an absolute conviction that it is the institutions, the mechanisms of liberal democracy and social achievements that can, as Peter Sloterdijk put it, make inroads into the problem of human impoverishment.

Stating that is not to seek to cover in a veil of secrecy the fact that the son of Louis Michel benefited from favourable living conditions as well as an opportune family entourage and politics. But Charles has remained extremely conscientious. It is a conscientiousness that has certainly been kindled by this politician tackling the range of social and human issues on a daily basis but especially a conscientiousness that has been developed via several moments of truth. That began



grands-parents maternels, un couple de petits indépendants, de bouchers, qui travaillent chaque jour de la semaine, sans vacances, pour maintenir leur activité. Du côté paternel, un grand-père, petit entrepreneur, qui travailla comme maçon et dont les meubles avaient été vendus sur la Place de Tirlemont. Il est mort quand Louis Michel n'était encore qu'en rhéto et celui-ci devint, par conséquent, très vite soutien de famille. Charles Michel a conservé une mémoire très claire de ses origines sociales, confortée par une certitude qui ne le quittera jamais: la valeur fondatrice première, davantage même que la liberté, est le travail. Les Michel constituent peut-être ce que l'on appelle une «dynastie» politique, mais c'est une dynastie qui s'est créée elle-même, qui s'est forgée par une foi inconditionnelle dans les vertus du travail.

LE TEMPS DES ÉTUDES

Très tôt, âgé d'une douzaine d'années, Charles sait ce qu'il veut devenir: avocat. Il se sent une âme de défenseur et est séduit par l'art oratoire. Pour le plaisir, il suit des cours de diction et de théâtre. Cela ne reste pas sans influence. À 13 ans, spontanément, il prend publiquement la parole pour féliciter son père au cours d'une réunion. Excellent élève durant le secondaire – très organisé – il pourra s'inscrire à la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles. «Aujourd'hui encore, confie-t-il, je ressens tout ce que cette inscription a dû représenter: j'étais le premier membre de la famille à accéder au niveau universitaire! Il est vrai que notre situation s'était améliorée, que mon père avait entamé le parcours qui allait être le sien. Il n'empêche, mon arrivée à l'ULB a été vécue par nous comme l'évènement majeur que cela était». À 17 ans, il habite Bruxelles: c'est la découverte de l'univers intellectuel bouillonnant de la vie estudiantine et universitaire. Mais l'ULB pour lui, comme pour tant d'autres, n'est pas qu'un diplôme: elle est l'institution universitaire du libre-examen. Là, lui sont enseignées les assises, la pensée même du respect de la liberté d'autrui et de la liberté en tant que telle. Charles Michel est agnostique, libre-exaministe et défenseur de la séparation entre l'État et les Églises. En dernière année de droit, en 1997, il part étudier le droit international à Amsterdam dans le cadre des échanges Erasmus. C'est de nouveau une étape importante; il est frappé par la différence de méthode pédagogique entre les cours *ex cathedra* en Belgique, et la proximité très grande entre les étudiants et professeurs aux Pays-Bas. Surtout, il fréquente les cercles d'étudiants étrangers, lesquels sont originaires principalement des différents pays européens. Erasmus aura été pour lui, comme pour beaucoup d'autres de sa génération, la confirmation concrète de l'existence de l'Union européenne. Enfin, autre apport non négligeable, en approfondissant sa connaissance du néerlandais, ce «natif» de la frontière linguistique belge, apprend à mieux connaître et comprendre la Flandre.

with Michel's family origins in the villages of Zétrud-Lumay and Roux-Miroir in close proximity to the linguistic border. He saw this with his grandparents on his mother's side of the family, a couple of self-employed people, of butchers, who worked every day of the week, without taking holidays, to keep their business going. He saw it too on his father's side of the family, with a grandfather, a small-scale entrepreneur who worked as a builder and whose furniture had been sold on the *Place de Tirlemont*. He passed away when Louis Michel was still in Belgian secondary school and so Louis very quickly became a pillar of the family as a result. Charles Michel kept a very clear memory of his social origins, comforted by a certainty that will never leave him: the first founding value, more even than freedom, is work. The Michels constitute what one might call a political 'dynasty' but it is a dynasty which has created itself, which has been forged by an unconditional faith in the virtues of work.

THE PERIOD OF HIS STUDIES

Very early on, aged about 12, Charles knew what he wanted to become: a lawyer. He felt the need to defend in his soul and was attracted by the art of oratory. He followed classes in diction and theatre for pleasure. And that was influential. Aged 13, spontaneously he took the floor in public to congratulate his father during a meeting. An excellent pupil in secondary school – very organised – he was able to enroll at the Faculty of Law of the *Université Libre de Bruxelles*. "Even today," he admits, "I can feel all that this enrolment must have represented: I was the first member of the family to study at university level! It is true that our situation had improved, that my father had embarked on what would be his career path. Nevertheless, my arrival at the ULB was experienced by us as the major event that it was." Aged 17, he was living in Brussels. This was when he discovered the effervescent intellectual world of student and university life. But, for him as for so many others, the ULB was not just a certificate. It was the university institution for freethought. There, he learned the foundations, the very thought of respect for other people's liberty and liberty as such. Charles Michel is an agnostic, a freethinker and an advocate of the separation between the Church and the State. In his last year of law in 1997, he went to study international law in Amsterdam as part of an Erasmus exchange. This was again an important phase. He was struck by the different in the pedagogical method between the *ex cathedra* classes in Belgium and the very considerable proximity between students and teachers in the Netherlands. Above all, he frequented the *Cercles d'étudiants étrangers* (foreign students associations), most originating from different European countries. For him, Erasmus was to be, as for many others of his generation, a concrete confirmation of the European Union's existence. Finally, in what was another quite sizeable input, this 'native' from the Belgian

LA VIE PROFESSIONNELLE

Ayant prêté serment comme avocat, il est engagé comme stagiaire au cabinet de Roger Lallemand et de Pierre Legros. Deux grands formats. Chargé de dossiers *pro deo*, il fait l'apprentissage des réalités sociales et humaines. Dans ce cadre, une rencontre va, pour lui, se transformer en marqueur: devant défendre un jeune maghrébin ayant le même âge que lui, arrêté parce qu'il vendait du haschich à la sortie des écoles à Bruxelles, il s'intéresse au parcours de celui-ci. Ses parents ne parlent pas français, il a sept ou huit frères et sœurs, tous vivent dans la pauvreté. Pour Charles, le hasard de cette rencontre s'est transformé en un choc révélateur: si ce garçon et lui avaient interverti leur naissance, ils vivraient peut-être la même situation, mais avec des rôles inversés! L'expérience s'est muée en une leçon décisive: horizon impossible à atteindre, l'égalité des chances n'existe pas. Mais cet horizon, tout doit être mis en œuvre pour s'en approcher au plus près.

LA CARRIÈRE POLITIQUE

Vient l'époque des premiers pas en politique. Parmi les Jeunes Libéraux, et à la province du Brabant Wallon en 1998. Un an plus tard, en octobre, il prête serment comme député fédéral et commence à se faire un prénom en participant aux travaux de la commission d'enquête parlementaire sur la crise de la dioxine; et ce, sur fond de tension avec le lobby du *Boerenbond*. À 25 ans, sur proposition du président du Mouvement Réformateur Daniel Ducarme, mais sans le soutien de son père, il est nommé ministre des pouvoirs locaux en Région Wallonne. Très vite, le jeune ministre wallon s'attaque à la «compénétration» du parti socialiste et des structures wallonnes. Il veut un changement radical des mentalités. En 2004, les Libéraux sont renvoyés dans l'opposition. Charles sera présenté comme portant une part de responsabilité dans cette éviction. Mais pour les Libéraux, il n'y a là qu'un prétexte utilisé par le président du parti socialiste, Elio Di Rupo.

Retour dès lors sur le terrain local, en l'occurrence le Brabant Wallon, plus particulièrement la ville de Wavre dont il devient conseiller communal en 2000, puis échevin, et enfin bourgmestre en 2006. En décembre 2007, changement de cap. Charles Michel est nommé ministre fédéral de la Coopération au développement. Ce poste lui ouvre l'accès à une expertise en matière de dossiers internationaux qui ne le quittera plus. Mais de nouveau, ce qui le frappe c'est le caractère à la fois intolérable et pourtant tellement réel de la pauvreté.

linguistic border area got to know and understand Flanders better by deepening his knowledge of Dutch.

PROFESSIONAL LIFE

After he swore an oath to become a lawyer, he was taken on as an intern in the Roger Lallemand and Pierre Legros law firm. These were two big firms. Responsible for *pro deo* (legal aid) files, he learnt about social and human realities. In this context, one meeting would turn into a real marker for him. He had to defend a young north African of his age who had been arrested for selling hashish just outside schools in Brussels and he became interested in this person's background. His parents did not speak French and he had seven or eight brothers and sisters, all of whom were living in poverty. For Charles, the chance nature of this meeting turned into a shock revelation: If this boy and he had swapped their places of birth, they would perhaps be in the same situation but with their roles reversed! The experience evolved into a key lesson: with a future that is impossible to achieve, there are no equal opportunities. But everything has to be put in place to get as close as possible to this future.

POLITICAL CAREER

Then came the period of his first steps in politics. This was in the ranks of the Young Liberals and in the province of Brabant Wallon in 1998. A year later, in October, he swore an oath to become a member of the Belgian federal parliament and started to make a name for himself by taking part in the work of the parliamentary committee of inquiry into the dioxin crisis. And this was against the background of tension with the *Boerenbond* (a Flemish association of farmers) lobby. Aged 25, based on a proposal by the President of the *Mouvement Réformateur* political party, Daniel Ducarme, but without his father's support, he was appointed minister of local authorities in the Walloon Region. Very quickly, the young Walloon minister took on the issue of the 'interpenetration' of the Socialist Party and Walloon structures. He wanted a radical change in mindsets. In 2004, the *Mouvement Réformateur*, a liberal party, was sent into opposition. Charles was presented as bearing some of the responsibility for the party being thrown out of power. But, for the *Mouvement Réformateur*, this was only a pretext used by the President of the Socialist Party, Elio Di Rupo.

He then returned to local politics, specifically Brabant Wallon and more specifically the town of Wavre where he was *conseiller communal* (an advisor in the commune, a local authority in the Belgian system of government) in 2000, then *échevin* (deputy mayor) and finally mayor in 2006. In December 2007, he changed course.

Élu président du Mouvement réformateur en 2011, Charles Michel s'investira pleinement au service du Mouvement qui conduira, après les élections fédérales de 2014, à la mise en place d'une coalition totalement inédite en Belgique appelée «Suédoise», composée de trois partis flamands et d'un seul parti francophone, le MR. Contre vents et marées, Charles Michel désigné premier ministre maintiendra en place son gouvernement entre 2014 et 2019. Toutefois, fin 2018, la NVA quitte la coalition sur un dossier non pas communautaire mais international : le Pacte mondial sur les migrations. Charles Michel n'a pas cédé aux pressions, convaincu que l'enjeu planétaire des migrations nécessite des actions élaborées en commun par les différents Etats concernés. Praticien du multilatéralisme – par exemple à l'occasion des Sommets européens où sa compétence et son volontarisme sont remarquables – il choisit de maintenir notre pays du « bon côté » de l'Histoire. Repoussant toute forme de populisme, il préfère mettre son gouvernement en danger : attitude d'un homme politique qui a pu concilier la double éthique théorisée par Max Weber, l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité.

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL EUROPÉEN

Le 1^{er} décembre 2019, Charles Michel succède à Donald Tusk en tant que président du Conseil européen. Lui qui avait déclaré quelques années plus tôt «vouloir placer la Belgique dans le cockpit européen», a annoncé qu'il n'avait pour l'Union européenne qu'un seul objectif : rendre confiance. Rendre confiance aux Européens, confiance dans la construction d'une Union sereine et forte, confiance en un avenir commun. « Je sais que je prends mes fonctions en des temps troublés et au moment où des défis aussi essentiels que le climat, la digitalisation de la vie, la sécurité internationale... appellent des solutions ». Pour celles-ci, Charles Michel sait qu'il existe un lieu où l'avenir se prépare : l'université. «À travers ce mot, université, j'entends résonner celui d'universalité. Toutes deux sont des créations européennes. Voilà les deux types de repères qui nous sont nécessaires aujourd'hui. D'une part, l'enseignement, les études, la recherche... D'autre part, les valeurs à vocation universelle : la liberté, la démocratie, le travail, la solidarité... Alors, nous pourrions surmonter les obstacles ».

Richard Miller

Charles Michel was appointed as the Belgian Federal Minister for Cooperation in Development. This post opened up access to expertise in international dossiers that he would maintain from then on. But again, what struck him was the both intolerable and yet very real nature of poverty.

Elected as President of the *Mouvement Réformateur* (MR) in 2011, Charles Michel put himself fully at the service of the MR, which led, after the Belgian federal elections in 2014, to the establishment of a totally unheard of coalition in Belgium called the *Suédoise* (literally, the 'Swedish'), made up of three Flemish parties and a single Francophone party, the MR. In politically stormy conditions, Charles Michel was appointed Prime Minister and held his government in place between 2014 and 2019. However, at the end of 2018, the NVA (the Neo-Flemish Alliance) left the coalition over an *international* dossier (the global pact on migration) and not one that was related to the different communities in Belgium. Charles Michel did not yield to the pressure as he was convinced that the global issue of migration required actions that were jointly developed by the different States concerned. A practitioner of multilateralism – for example during EU summits where his competence and his willingness have been noticed – he chose to keep our country on the 'right side' of history. Rejecting any form of populism, he preferred to put his government in jeopardy. This was the attitude of a politician who was able to balance out the dual ethic theorised by Max Weber, the ethics of conviction and the ethics of responsibility.

THE PRESIDENCY OF THE EUROPEAN COUNCIL

On 1 December 2019, Charles Michel succeeded Donald Tusk as President of the European Council. He who had declared a few years earlier that he wanted "to put Belgium in the European cockpit" announced that he had only a single objective for the European Union: providing confidence. Providing confidence to Europeans, confidence in the construction of a serene and strong EU, confidence in a common future. "I know that I am taking up my duties in troubled times and at a time when challenges as essential as the climate, the digitalisation of life and international security... call for solutions." For these, Charles Michel knows that there is a place where the future is being prepared: university. "Through this word, university, I hear that of universality ring out. Both are European creations. Those are the two types of reference which we need today. One the one hand, education, studies, research... On the other, values with a universal vocation: liberty, democracy, work, solidarity... Then we will be able to overcome the obstacles."

Richard Miller

«À travers ce mot, université, j'entends résonner celui d'universalité. Toutes deux sont des créations européennes. Voilà les deux types de repères qui nous sont nécessaires aujourd'hui. D'une part, l'enseignement, les études, la recherche... D'autre part, les valeurs à vocation universelle : la liberté, la démocratie, le travail, la solidarité... Alors, nous pourrons surmonter les obstacles.»

“Through this word, university, I hear ‘universality’ ring out. Both are European creations. Those are the two types of points of reference which we need today. On the one hand, education, studies, research... On the other, values with a universal vocation: liberty, democracy, work, solidarity... Then we will be able to overcome the obstacles.”



Charles Michel lors de son parcours étudiant à l'ULB.

Charles Michel during his student years at the ULB.

Conférence de presse à Bruxelles le 12 décembre 2019. © European Union.

Press conference in Brussels, on December 12, 2019. © European Union.



Faculté
d'Architecture
La Cambre Horta

UTL



LE BUREAU D'ARCHITECTES MSA – ARCHITECTURE AND URBAN PLANNING AGENCY

Intégrer l'Europe à la ville, et non pas la ville à l'Europe Integrating Europe into the city and not the city into Europe

Dans leurs bureaux situés sur la place Flagey, nous avons rencontré Benoît Moritz et Alain Simon, qui ont fondé, avec Jean-Marc Simon, l'agence d'architecture et d'urbanisme MSA (Moritz Simon Architectes). Tous les trois diplômés de La Cambre dans le courant des années '90, ils sont actuellement professeurs à la Faculté d'Architecture de l'ULB. Bien que l'agence MSA ne naisse officiellement qu'en 2004, les trois hommes commencent à travailler ensemble de manière sporadique dès 2001.

L'ARCHITECTE, CE METTEUR EN SCÈNE DU CONTEXTE

Pour l'agence MSA, le rôle de l'architecte est d'effectuer «une lecture territoriale et paysagère» du contexte immédiat d'un bâtiment. Le rôle de l'architecte est donc d'articuler ce contexte au bâtiment, bien que l'inverse soit tout aussi pertinent. Le contexte dans lequel un bâtiment sera construit est ainsi une composante essentielle de la conception d'un projet. Toutefois il ne s'agit pas de le reproduire mais de le réinterpréter. Parmi les éléments constitutifs du contexte bruxellois, ils soulignent l'importance des formes urbaines, des éléments naturels, des textures, des couleurs, de la topographie, des matériaux et de l'histoire. Pour Benoît Moritz, le travail au sein de l'agence peut être comparé par analogie à celui d'un joaillier : «Nous prenons le temps de comprendre le contexte d'un projet (...), nous prenons le temps de la réflexion, afin d'aller dans le détail et d'apporter le soin nécessaire à chaque projet».

Cette importance apportée à la prise en compte du contexte, les membres de l'agence MSA se vouent également à la transmettre à leurs étudiants. A leur métier d'architecte praticien, s'ajoute celui de professeur au sein de la Faculté d'Architecture de l'ULB. Bien que les professeurs aient vocation de transmettre, ils soulignent aussi la richesse des échanges entre professeurs et étudiants : « les étudiants sont pour nous une source de nouveautés, de questionnements et de remises en question ».

In their offices located on Place Flagey, we met Benoît Moritz and Alain Simon, who, together with Jean-Marc Simon, set up the architecture and urban planning agency MSA (Moritz Simon Architectes). All three graduated from La Cambre during the 1990s and are currently professors at the ULB's Faculty of Architecture. Although the MSA agency was only officially set up in 2004, the three men have been working together off and on since 2001.

THE ARCHITECT, THE DIRECTOR OF THE CONTEXT

The MSA agency's thinking is that the architect's role is to carry out "a territorial and landscape analysis" of the immediate context of a building. The architect's role is therefore to articulate this context in the building although the opposite may be just as pertinent. The context in which a building is being built is therefore an essential component in the design phase of a project. However, it is not about reproducing it but reinterpreting it. Among the elements that represent the Brussels context, they underline the importance of urban forms, natural elements, textures, colours, topography, materials and history. According to Benoît Moritz, an analogy can be drawn between the work within the agency and that of a jeweller: "We take the time to understand the context of a project (...), we take the time to reflect, to go into the detail and to bring the necessary care to bear for each project."

The members of the MSA agency are also dedicated to transmitting the importance of taking into account the context to their students. They combine their profession as practising architects with that of being professors in the ULB's Faculty of Architecture. Although professors have a vocation to transmit knowledge, they also underline the value of the exchanges between professors and students: "The students are a source of new elements, of questioning and of challenges for us."

Pour Alain Simon, il est également essentiel de transcender le programme de base d'un projet. «Nous ne nous contentons pas d'appliquer un programme à la lettre, nous essayons de le transcender. Cela vient probablement de notre culture de l'urbanisme, nous réfléchissons toujours à un projet en amont, dans son articulation programmatique à l'échelle de la ville.»

L'EUROPE ET LA VILLE

Cette importance du contexte se traduit par leurs réalisations dans le quartier européen. «À travers nos projets, nous avons toujours tenté de favoriser une approche inclusive des espaces publics dans le quartier européen, et milité pour un urbanisme qui favorise l'idée d'urbanité et d'une intégration à la ville, et non l'idée d'un quartier spécialisé et autonome.»

Dès 2003, les architectes s'intéressent à la place des institutions européennes dans la ville en réalisant *L'Ombudsplan Médiateur* (concept urbanistique global pour le quartier européen), pour Guy Verhofstadt, qui assumait alors la fonction de Premier Ministre belge, et la Région de Bruxelles-Capitale. Ce plan mettait l'accent sur «les institutions européennes comme moteur de développement européen sous un angle urbain». Il visait une réflexion sur la signification des institutions européennes à Bruxelles, notamment sur le plan culturel, afin de transcender la dimension administrative

«La richesse de l'urbanisme et de l'architecture est d'aller au-delà du programme tel qu'envisagé par la maîtrise d'ouvrage et d'y ajouter la plus-value de l'intégration au contexte»

de ces institutions. Cette étude fut notamment l'occasion d'imaginer la création d'un *living lab* sur les institutions européennes qui aurait été situé à la Place Jean Rey. Bien qu'il n'ait finalement pas été mis en œuvre en tant que tel, ce plan a malgré tout inspiré d'autres projets tels que le Parlamentarium ou la Maison de l'Histoire européenne. Les architectes prolongeront leur réflexion quelques années plus tard, avec divers aménagements garantissant l'accessibilité publique du Parc Léopold.

Dans ce projet, on retrouve l'importance du contexte et de l'histoire du lieu. Ainsi, à l'entrée «Wiertz» du parc, ils ont réalisé un enclos à autruches. Il s'agit d'un clin d'œil au parc zoologique qu'hébergeait le parc Léopold il y a de nombreuses années, premier zoo européen à héberger des autruches: «Nous avons réétudié de fil en aiguille toute la question du parc Léopold: sa riche histoire, les différents

In Alain Simon's view, it is also essential to transcend the basic programme of a project. "We don't merely apply a programme to the letter, we try to transcend it. That probably comes from our urban planning culture, we always reflect on a project up front, in terms of how it articulates as a programme at the level of the city."

EUROPE AND THE CITY

This importance of the context is translated via their designs in the European quarter. "Through our projects, we have always tried to favour an approach including public spaces in the European quarter and worked for urban planning that contributes to the idea of urban life and of integration into the city and not the idea of a specialised and autonomous district."

Since 2003, architects have been focusing on the place occupied by the European institutions in the city, by carrying out the *Ombudsplan Médiateur* (an urbanistic global concept for the European quarter) for Guy Verhofstadt, then Belgium's Prime Minister, and for the Brussels Capital Region. This plan laid emphasis on "the European institutions as an engine of European development from an urban perspective". It aimed at a reflection on the meaning of the European institutions to Brussels, especially on the cultural level, in order to transcend the administrative dimension of these institutions. This study was in particular an opportunity to come up with the idea of a *living lab*

on the European institutions which would have been located in Place Jean Rey. Although it did not finally materialise as such, this plan has, at the end of the day, inspired other projects such as the Parlamentarium and the House of European History.

The architects were to continue with their reflection a few years later, with various layout changes to ensure public accessibility to Parc Léopold.

In this project, we see again the importance of the context and of the history of the place. Thus, at the Wiertz entrance of the park, they created an ostrich enclosure. It is a nod to the zoo that used to be located in Parc Léopold many years ago and the first European zoo to house ostriches. "Little by little we reexamined the whole issue of Parc Léopold: its rich history, the different landscape designers who

paysagistes qui ont contribué à son implantation (...). Nous avons ainsi découvert que c'était le premier endroit sur le continent européen où des autruches avaient été montrées à un vaste public.»

ACCESSIBILITÉ ET DIMENSION PUBLIQUE

L'implantation des institutions européennes est allée de pair avec une privatisation progressive de certains espaces publics. L'idée générale du projet dirigé par le bureau MSA est de rendre le parc Léopold à nouveau aisément accessible aux Bruxellois, et de réaffirmer sa dimension publique. L'essence du projet est d'arrêter la tendance en cours à la privatisation de plusieurs espaces du parc, dont les accès sont devenus de moins en moins visibles, voire parfois inaccessibles.

De plus, les membres du bureau MSA ont également fait partie de divers jurys pour des projets architecturaux situés dans le quartier européen. Ils ont ainsi été membres représentants de la Ville de Bruxelles pour le concours du bâtiment Europa ou encore plus récemment, Benoit Moritz a fait partie du jury pour le projet de réaménagement du rond-point Schuman. Lors de la sélection des lauréats de ces concours, les maîtres mots ont à nouveau été le contexte, l'histoire, de même que l'intégration de l'Europe à la ville, et non l'inverse. Les architectes de MSA accordent beaucoup

contributed to its creation (...). That's how we discovered that it was the first place on the European continent where ostriches were put on display for a huge public."

ACCESSIBILITY AND PUBLIC DIMENSION

The establishment of the European institutions went hand in hand with the gradual privatisation of certain public spaces. The general idea of the project led by the MSA office is to make Parc Léopold again easily accessible to people living in Brussels and to reaffirm its public dimension. The essence of the project is to stop the ongoing trend towards the privatisation of several park areas, for which access has become less and less visible and sometimes even inaccessible.

What's more, MSA members have also been on different jury panels for architectural projects located in the European quarter. They have thus represented the City of Brussels for the Europa building competition, or, even more recently, Benoit Moritz has been on the jury for the project to redesign Schuman roundabout. During the selection of the winners of these competitions, the key words have again been context, history, as well as the integration of Europe into the city and not the other way around. The architects from MSA see it as very important to respect the public nature and accessibility of spaces. Given that they relate to buildings housing

"The richness of urban planning and architecture lies in going beyond the programme as envisaged by taking ownership of the project and by contributing the added value of integrating it into the context"

d'importance au respect du caractère public et à l'accessibilité des espaces. Puisqu'ils concernent des bâtiments abritant des institutions européennes, ces projets doivent tous respecter des normes essentielles de sécurité. Ils ne doivent toutefois pas être dominés par la sécurité, ce d'autant plus que la symbolique des bâtiments est également fondamentale.

UNE RICHESSE EUROPÉENNE

Pour les architectes de MSA «ce n'est qu'en voyageant en dehors de l'Union Européenne, que l'on se rend compte de tous les points communs entre les pays européens, et ce y compris en ce qui concerne l'architecture».

Morgane Ghys

European institutions, these projects must all respect essential safety standards. They must not however be dominated by safety all the more so because the symbolic nature of the buildings is also key.

A EUROPEAN RICHNESS

As the architects from MSA see things, "it is only by travelling outside the European Union that we realise all the points in common between European countries, including in terms of architecture".

Morgane Ghys

YSEULT NAVEZ

La santé publique et environnementale
au cœur des réseaux européens

Public and environmental health at the heart
of European networks



Conseillère au sein du service 'Public Health Emergencies' et du service de coordination Santé-Environnement au SPF Santé publique sécurité de la chaîne alimentaire et environnement, Yseult Navez est membre de nombreux réseaux européens et mondiaux dans ce secteur. Elle est aussi à l'origine d'un programme de formation innovant à l'École de Santé publique de l'ULB.

Yseult Navez effectue ses études de médecine à l'UCL de 1997 à 2004. Très rapidement apparaît chez elle un intérêt particulier pour la santé publique et l'épidémiologie. Son travail de fin d'études sera consacré à la toxicologie. Elle se spécialise, en 2004-2005 en biostatistiques et en médecine scolaire à l'UCL, où elle sera l'année suivante assistante à l'Unité d'épidémiologie et statistiques.

PREMIERS CONTACTS AVEC LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

De mai 2006 à octobre 2008, Yseult Navez occupe le poste de médecin inspecteur d'hygiène et est en charge de santé environnementale à la Direction générale de la santé de la Communauté française représentant la ministre de la Communauté française de la santé au sein du NEHAP (*National Environment and Health Action Plan*). C'est ainsi que s'établissent ses premiers contacts avec l'OMS et les institutions européennes. Elle approfondit ensuite ses connaissances dans le domaine santé-environnement à l'École de santé publique de l'ULB, où elle obtient en 2010 un diplôme de master en santé publique – orientation santé et environnement. Cette formation lui permet d'étendre son savoir en toxicologie et d'avoir de nombreux contacts avec les médecins du travail et les enseignants de l'IGEAT (Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire - ULB). Elle perfectionnera ses connaissances en environnement et toxicologie grâce entre autres aux enseignements du professeur Christophe De Brouwer.

SES PRINCIPALES RÉALISATIONS PROFESSIONNELLES

Grâce à la formation suivie à l'ULB, la carrière d'Yseult Navez a évolué et elle est devenue la responsable du Service de coordination environnement et santé au sein du SPF Santé publique. Ce service coordonne la politique dans ce secteur au niveau fédéral; il coordonne le NEHAP au plan national avec les régions et les communautés. C'est ce service aussi qui représente la Belgique en la matière aux niveaux européen et international (au sein de l'OMS).

L'OMS a créé en 1994 une Task force *environment and health*, et un plan d'action santé et environnement est adopté pour la région européenne. La Belgique doit, comme tous les autres États membres

Yseult Navez is an advisor in the Public Health Emergencies service and for public safety in the food chain and the environment in the Belgian federal government's Health, Food Chain Safety and Environment. She is a member of several European and global networks in this sector and she was behind an innovating training programme at the ULB's School of Public Health.

Yseult Navez completed her studies in medicine at the UCL from 1997 to 2004. She very quickly developed a particular interest in public health and epidemiology. Her work at the end of her studies was dedicated to toxicology. She then specialised, in 2004-05, in biostatistics and school medicine at the UCL, where she became an assistant in the Epidemiology and Statistics Unit the following year.

FIRST CONTACT WITH THE EU INSTITUTIONS

From May 2006 to October 2008, Yseult held the post of medical inspector of hygiene and was responsible for environmental health at the Directorate General for health of the French community representing the Minister of the French Community for Health with the National Environment and Health Action Plan (NEHAP). That is how she established her first contact with the World Health Organisation (WHO) and the EU institutions. She then deepened her knowledge in the area of health/environment at the ULB's School of Public Health, where she obtained a Masters diploma in public health – with a health and environment orientation – in 2010. This course allowed her to expand her knowledge in toxicology and to have a lot of contact with occupational health doctors and teachers at the Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire – ULB (The Institute for Environmental Management and Land-use Planning IGEAT). She would deepen her knowledge of the environment and toxicology thanks to teaching including by Professor Christophe De Brouwer.

MAIN PROFESSIONAL ACHIEVEMENTS

Thanks to the training done at the ULB, Yseult Navez's career progressed and she became responsible for the Health and Environment Coordination Service within the Belgian government's public health department. This service coordinates politics in this sector at the federal level. It coordinates the NEHAP at the national level with the regions and the communities. This is also the service that represents Belgium in this area at the European and international levels (within the WHO).

de l'Union, élaborer et mettre en œuvre un NEHAP au plan national. Yseult Navez participe à l'élaboration et la mise en œuvre des NEHAP successifs. C'est une tâche particulièrement difficile dans notre pays où 11 ministres sont impliqués dans le secteur de l'environnement et de la santé. La conclusion d'un accord de coopération requiert dès lors des prouesses en termes de négociations. Il s'agit actuellement d'établir un 3e NEHAP.

Avec le professeur Catherine Bouland, une ancienne collègue de travail, retrouvée lors de son master à l'ULB comme professeur, Yseult Navez a mis en place des formations innovantes en médecine environnementale qui s'adressent à tous les métiers de la santé et sont focalisées sur l'impact de l'environnement sur la santé du patient (qualité de l'air dans les habitations, produits et cosmétiques utilisés). Ce certificat universitaire en médecine environnementale a débuté en octobre 2019 et est l'aboutissement de dix ans de travail. C'est le projet qui lui est le plus cher car il vient combler une vraie lacune et répond à une demande des professionnels de la santé. À côté de cela, elle s'occupe d'un autre projet également dans le cadre du NEHAP belge visant la création d'*e-learning*s en santé-environnement, destinés principalement aux professionnels de la santé, sur des thématiques d'actualité comme les perturbateurs endocriniens, les effets des changements climatiques ou la qualité de l'air.

AU CŒUR DES RÉSEAUX EUROPÉENS

En tant que responsable du Service de coordination environnement et santé, Yseult Navez est en contact constant avec les institutions européennes, tout particulièrement la Commission et trois de ses Directions générales (santé et consommateurs, environnement et recherche). Elle est par ailleurs en relation étroite avec ses homologues des autres États membres dans le cadre de divers réseaux européens, tels que le réseau ECDC (*European Center for Disease Control*). Elle a aussi travaillé avec le BELSPO à la mise sur pied d'un ERA-NET (*European Research Area Network*) en matière de santé environnementale, subsidié dans un premier temps par la Commission européenne et désormais financé par les États.

Yseult Navez souligne l'importance du travail en réseau: «La Belgique étant un petit pays, on est plus fort ensemble. On a tout à gagner à travailler étroitement avec les autres pour s'abreuver de leurs expériences et pour les faire bénéficier de la nôtre». Et de nous donner un exemple concernant les moustiques exotiques porteurs du virus Zika, apparus dans le sud de la France et chez nous: l'existence de réseaux européens facilite l'échange d'informations et de bonnes pratiques (pièges à moustiques placés dans des endroits

Yseult Navez souligne l'importance du travail en réseau: «La Belgique étant un petit pays, on est plus fort ensemble. On a tout à gagner à travailler étroitement avec les autres pour s'abreuver de leurs expériences et pour les faire bénéficier de la nôtre.»

The WHO created an Environment and Health Task Force in 1994 and a health and environment action plan was adopted for the European region. Belgium must, as do all the other member states of the EU, draft and put in place a NEHAP at the national level. Yseult took part in the development and implementation of successive NEHAPS. It is a particularly difficult task in our country where 11 ministers are involved in the health and environment sector. Reaching a cooperation agreement therefore needs some exploits in terms of negotiations. Work is currently ongoing to draw up a third NEHAP.

With Professor Catherine Bouland, a former work colleague whom she met again as a professor during her Masters at the ULB, Yseult Navez has put in place innovating trainings in environmental medicine which are addressed at all health professionals and are focused on the impact of the environment on the patient's health (quality of air in rooms, products and cosmetics used). This university programme in environmental medicine began in October 2019 and was the culmination of 10 years of work. This is the project that is dearest to her because it fills a real gap and responds to demand from healthcare professionals. Alongside that, another project also in the context of the Belgian NEHAP aims at creating *e-learning*s in health-environment targeted mainly at healthcare professionals in hot topics such as endocrine disruptors, the effects of climate change or air quality.

Yseult Navez underlined the importance of networks. "With Belgium being a small country, we are stronger together. We have everything to gain from working closely with others to benefit from their experience and to give them the benefit of ours."

stratégiques comme les ports et aéroports). Par ailleurs, plusieurs pays européens sont intéressés par les formations créées dans le cadre du NEHAP belge.

Récemment, elle a rejoint l'équipe du service 'Public Health Emergencies' au sein du SPF Santé publique sécurité de la chaîne alimentaire et environnement où de nouveaux défis l'attendent. Là aussi, la bonne collaboration nationale et internationale est d'une grande importance afin de faire face ensemble aux urgences de santé publique que nos pays peuvent rencontrer.

DES CONVICTIONS EUROPÉENNES FORTES

Yseult Navez s'est toujours sentie profondément européenne. Elle est toutefois inquiète des résultats des dernières élections qui marquent une progression des extrêmes.

«La Belgique est petite mais l'Europe aussi. D'un point de vue général, l'Europe doit être soudée et voir les choses à long terme. Nous sommes confrontés à une crise environnementale globale mais nous avons les outils en main pour construire un avenir ensemble. La collaboration est primordiale si nous souhaitons relever les défis qui sont les nôtres. À cet égard, tous les niveaux de pouvoir ont un intérêt, tant le local que le national, le régional et le mondial».

Anne Weyembergh

AT THE HEART OF EUROPEAN NETWORKS

As the person responsible for the Health and Environment Coordination Service, Yseult Navez was in constant contact with the EU institutions, particularly the Commission and three of its Directorate Generals (health and consumers, environment and research). She was also in close contact with her counterparts from other EU member states as part of different European networks such as the European Center for Disease Control (ECDC). She also worked with BELSPO to set up the European Research Area Network in the area of environmental health, initially subsidised by the European Commission and now financed by the EU member states.

Yseult Navez underlined the importance of networks. "With Belgium being a small country, we are stronger together. We have everything to gain from working closely with others to benefit from their experience and to give them the benefit of ours." And she gave us an example concerning exotic mosquitoes that carry the Zika virus, which appeared in southern France and in our country: the existence of European networks facilitates the exchange of information and good practices (mosquito traps placed in strategic places such as ports and airports). In addition, several European countries are interested in the training created as part of the Belgian NEHAP.

Recently, she rejoined the Public Health Emergencies service in the Belgian government's public safety/health in the food and environment, where new challenges await her. There too, good national and international cooperation very important to deal with the public health emergencies that our countries may encounter together.

STRONG EUROPEAN CONVICTIONS

Yseult Navez has always felt deeply European. However, she is concerned about the results of the latest elections, which mark progress for the extremes.

"Belgium is small but so is Europe. From a general point of view, Europe must stick together and see things in the long term. We are facing a global environmental crisis, but we have the tools in hand to build a future together. Cooperation is key if we want to take up the challenges. In this respect, all the levels of power have an interest, both local and national, regional and global."

Anne Weyembergh

PÉNÉLOPE PAPANDROPOULOS

Une académique devenue spécialiste
de la concurrence dans l'UE

An EU competition specialist
with an academic approach



Un pied dans le milieu académique, l'autre à la Commission européenne, Penelope Papandropoulos incarne ce lien entre les universités et l'Union européenne. Issue d'un milieu multiculturel et optimiste de nature, elle a assimilé le libre examen et l'a mis en pratique dans l'un des domaines les plus influents des affaires européennes: la concurrence.

LIBERTÉ & ESPRIT CRITIQUE

Pour Pénélope Papandropoulos, l'Europe est sa maison. Fille d'une mère belgo-slovène et d'un père grec, elle est née à Bruxelles et a grandi à Athènes où, au Lycée Français, elle a vécu dans un multiculturalisme qui l'a accompagnée à chaque étape par la suite.

C'est au lycée que le Professeur Mora a déclenché sa curiosité et que la passion pour l'économie l'a piquée, durant un cours particulièrement mémorable. Elle n'était pas complètement étrangère à la discipline, en effet son père, économiste et journaliste, était rédacteur pour un magazine grec spécialisé dans l'économie et la politique, et Strasbourg était l'un de ses sujets de prédilection. L'Europe comme les questions économiques étaient omniprésentes dans leurs conversations.

Son parcours centré sur les questions économiques européennes a commencé en 1988, lorsque, de retour à Bruxelles avec sa mère, elle participe aux portes ouvertes de l'Université libre de Bruxelles. «Si je devais, en un mot, qualifier la période où j'étais à l'ULB, je dirais: liberté» explique Mme Papandropoulos en souriant à l'évocation de ces souvenirs. «À l'ULB j'ai appris à être autonome, et j'ai compris l'importance de du libre examen» se souvient-elle.

La liberté et l'esprit critique ont été deux éléments clefs dans sa carrière académique, dans le secteur privé, mais également pendant la dernière décennie à la Commission européenne. Les amitiés et les connaissances faites durant ses études, puis en tant qu'assistante de recherche et doctorante à l'ULB ont aussi joué un rôle crucial à chaque étape de son parcours.

TROUVER LA VOIE EUROPÉENNE

L'engagement de Pénélope Papandropoulos vis-à-vis de l'Europe prend racine dans les cours qu'elle a suivis durant ses années à l'ULB lorsqu'elle était étudiante en économétrie. Le professeur Matthias

« Je suis optimiste de nature, et je vois ces crises comme des vagues qui se sont déjà produites, mais qui passeront. Il y a cependant des tendances émergentes qui sont plus dérangeantes comme le populisme. »

"I am an optimist by nature, and I see these crises as waves that have come before but will pass. There are, however, some disturbing tendencies emerging, such as the rise of populism."

A foot in academia and the other in the European Commission, Penelope Papandropoulos embodies the bridges that bind together universities and the EU. Multicultural in background, an optimist by nature, she has embraced free thinking and has put it to use in one of the most influential areas of European affairs: EU competition.

FREEDOM AND CRITICAL THINKING

For Penelope Papandropoulos Europe is home. The daughter of a Belgo-Slovenian mother and a Greek father, she was born in Brussels but grew up in Athens, where the *Lycée Français* offered the same multiculturalism that was to follow her every step thereafter.

It was in High School that the "economic bug" bit her, during a memorable class. Professor Mora sparked her curiosity with a subject that was already close to her heart. Her father, an economist and a journalist, was a news writer for a Greek specialized magazine focused on economics and politics, and Strasbourg was one of his news beats. Europe and the economy were ever-present in their conversations.

Her own path as an EU-centred economist began in 1988, when she returned to Brussels with her mother to participate in the *Université libre de Bruxelles'* open days. "Freedom is the word I would use to describe my time at the ULB," says Ms Papandropoulos, a smile inevitably surfacing from her memories. "At the ULB I learned to self-manage, I experienced the importance of free thinking," she remembers fondly.

Freedom and critical thinking have been key to her career in academia, in the private sector and, for the last decade, in the European Commission. The friendships and acquaintances made during her time as a student, as a research assistant and as a doctoral researcher at the ULB have also played a crucial role in every step of her journey.

FINDING THE EUROPEAN PATH

Ms Papandropoulos' commitment to Europe found a grounding in the courses she took during her years at the ULB as a student in the Master in Econometrics. Professor Matthias Dewatripont, who is still a friend, provided guidance and inspiration and later

Dewatripont, qui est aujourd'hui encore un ami, lui a prodigué des conseils et lui a insufflé une dose d'inspiration. Il est devenu plus tard son directeur de thèse. Le professeur Victor Ginsburgh l'a ensuite embauchée en tant qu'assistante. Puis un cours en droit de la concurrence, enseigné par le légendaire professeur Michel Waelbroeck, l'a mise sur le chemin du secteur auquel elle a ensuite dédié une grande partie de sa carrière. Mme Papandropoulos a par la suite rejoint les professeurs Damien Neven et Paul Seabright en tant qu'assistante de recherche pour la réalisation d'un livre étudiant les procédures de concurrence dans le cas d'accords inter-entreprises. Ce sont ces rencontres qui ont déterminé son parcours professionnel.

«Je me souviens avoir passé du temps à la bibliothèque de l'Institut d'études européennes et de longues heures à photocopier les décisions de la Commission sur la concurrence publiées dans le journal officiel, que j'analysais ensuite pour la rédaction des deux chapitres auxquels j'ai contribué. Le livre étudiait les procédures et le traitement des accords entre les entreprises pour lesquels la Commission devait intervenir systématiquement, rendant la situation ingérable. Nous avons proposé des réformes afin d'uniformiser les procédures qui se sont avérées être en phase avec les réflexions de la Commission sur le sujet à cette époque.»

Ce projet de livre a conduit Mme Papandropoulos à la DG Concurrence afin de mener des entretiens pour ses recherches. Encore en retrait à l'époque, elle ne savait pas qu'elle deviendrait plus tard fonctionnaire au plus haut niveau de la Direction.

LA CONCURRENCE EUROPÉENNE SOUS TOUTES SES COUTURES

Le milieu académique n'a pas été la destination finale de Penelope Papandropoulos. Soucieuse de faire carrière dans l'application des règles de concurrence européennes, elle a fait ses valises pour Londres juste après son doctorat; elle a commencé à y travailler dans un cabinet de conseil. Une expérience qui lui a donné un nouvel atout dans ce secteur pour lequel elle s'était passionnée.

Après cinq années productives à Londres durant lesquelles elle s'est spécialisée dans le conseil aux entreprises en processus de fusion, Mme Papandropoulos a ressenti un besoin de changement. À présent mariée, et planifiant de fonder une famille, les perspectives de relancer les bureaux de son entreprise à Bruxelles, «*plus calme*», étaient suffisamment tentantes pour la faire revenir dans la ville de ses débuts.

«En 2006, Damien Neven, avec qui j'avais travaillé sur ce livre à mes débuts à l'ULB, était devenu économiste en chef à la DG Concurrence. Ce poste avait été créé en 2003 par celui qui était à l'époque Commissaire, Mario Monti, afin de répondre à une série de défaites devant la Cour de Justice européenne attribuées à la qualité insuffisante de l'analyse économique de la DG Concurrence», explique Mme Papandropoulos.

became her thesis advisor. Professor Victor Ginsburgh took her in as teaching assistant. A course in Competition Law taught by legendary professor Michel Waelbroeck pointed her in the path of the sector to which she has devoted most of her career. Ms Papandropoulos later joined Professors Damien Neven and Paul Seabright as research assistant for a book that studied competition procedures in the case of agreements between companies. Those encounters were to shape her professional path in the future.

"I remember going to the library of the *Institut d'études européennes* and spending long hours photocopying the Commission's decisions in competition from the official journal, that I would then analyse for the two chapters I contributed to. The book examined the procedures and the treatment of agreements between companies for which the Commission had to intervene every time, making it unmanageable. We proposed reforms to streamline the procedures that turned out to be in line with the reflexions the Commission was having on the matter at the time."

The book project brought Ms Papandropoulos to DG Competition to conduct interviews for her research. In the background still, little did she know she would later become a *fonctionnaire* at the highest levels of the Directorate.

EU COMPETITION FROM ALL ANGLES

Academia would not be Ms Papandropoulos' final destination. With her mind set on a career in the application of European competition rules, she packed her bags for London right after her PhD, where she started working in a consultancy, an experience that gave her a new edge on the sector she had grown passionate about.

After five productive years in London, during which she specialized in advising companies on mergers, Ms Papandropoulos felt the need for a change. Now married with plans to have a family, the prospects of relaunching her company's offices in "calmer" Brussels were tempting enough to have her back in the city of her beginnings.

"In 2006, Damien Neven, with whom I had worked on the book during my ULB years, became Chief Economist at DG Competition, a position created in 2003 by then Commissioner Mario Monti to respond to a series of defeats before the European Court of Justice attributed to insufficient quality in the economic analysis of DG Competition," explains Ms Papandropoulos.

It was in 2007 that she joined the DG on a temporary basis, and things were not about to get any calmer in Brussels. Although not impacted on her job directly by the crises, she witnessed them unfold first-hand, and saw the important role DG Competition was to play. She would see tensions rise again many times, including the recent developments around the Siemens-Alstom merger project where, says Ms Papandropoulos, events unfolded with unprecedented pressure – including mediatic one – to modify competition law.

En 2007, elle rejoint temporairement la DG, mais les choses n'étaient pas près de se calmer à Bruxelles. Bien que son travail n'ait pas été impacté directement par les crises, elle en a été le témoin direct et a pu comprendre le rôle essentiel que la DG Concurrence devait jouer. Elle a également vu les tensions augmenter à plusieurs reprises, y compris lors des récents développements autour du projet de fusion Siemens-Alstom où, selon elle, les événements se sont déroulés avec une pression sans précédent – y compris médiatique – pour modifier les lois.

Pour Pénélope Papandropoulos, l'Europe doit écouter pour comprendre et mieux expliquer ce qu'elle fait et pourquoi c'est important. Elle doit se rapprocher des gens.

Mme Papandropoulos a continué de travailler sur les processus de fusion jusqu'en 2014, lorsqu'elle a brièvement rejoint le cabinet de Joaquin Almunia. C'est durant cette période qu'ont eu lieu les premières enquêtes concernant Apple et Amazon, et que les affaires antitrust contre Google et Gazprom se sont déroulées. Son expérience de travail sur des cas de fusion très médiatisés comme Google/DoubleClick, Fortis/ABN Amro, Oracle/Sun Microsystems, Lufthansa/Brussels Airlines, UPS/TNT l'a accompagnée dans son nouveau poste.

Lorsque la Commission Juncker est entrée en fonction, elle est devenue coordinatrice des aides d'État au sein de l'équipe de l'économiste en chef, poste qu'elle a occupé jusqu'en 2019, date à laquelle elle est devenue membre du cabinet de la vice-présidente exécutive Margrethe Vestager.

FAIRE LE LIEN ENTRE L'ACADÉMIQUE ET LES AFFAIRES EUROPÉENNES

L'expérience universitaire restera toujours gravée dans la mémoire de Penelope Papandropoulos, qui se souvient de sa soutenance de doctorat comme « du moment le plus merveilleux » de son temps à l'ULB. « L'émotion ressentie ce jour-là est indescriptible, les émotions, la fierté, je marchais sur des petits nuages », dit-elle.

Toujours présente à l'ULB, elle enseigne dans l'Executive MBA de la Solvay Brussel's School of Economics and Management, une activité qu'elle aime. Elle participe aux célèbres Mardis du droit de la concurrence, organisés à l'Institut d'Études européennes par les professeurs Jean-François Bellis et Denis Waelbroeck. En tant que présidente de l'Association of Competition Economics (ACE), Mme Papandropoulos a lié – en coordination avec Alexis Walckiers et Patrick Legros – l'association au Centre européen de recherche avancée en économie et statistique de l'ULB (ECARES).

Soucieuse de passer le flambeau, elle a réussi à insuffler le goût des études et de l'ULB à ses enfants. Un de ses jeunes fils a fréquemment assisté aux cours du samedi organisés par l'Université des enfants.

María Isabel Soldevila Brea

To Ms Papandropoulos, Europe needs to listen, to understand and to better explain what it does and why it is important. Come closer to people.

Ms Papandropoulos continued to work in mergers until 2014, when she briefly joined Joaquin Almunia's cabinet, during a period where the first investigations concerning Apple and Amazon opened and the antitrust cases against Google and Gazprom were ongoing. Her background working on high profile merger cases such as Google/DoubleClick, Fortis/ABN Amro, Oracle/Sun Microsystems, Lufthansa/Brussels Airlines, UPS/TNT accompanied her in her new position.

When the Juncker Commission took office, she became Coordinator for state aid at the Chief Economist Team, a position she held until 2019, when she became Member of Executive Vice-President Margrethe Vestager's Cabinet.

LINKING ACADEMIA AND EU AFFAIRS

The University experience is engraved in Ms Papandropoulos, who remembers her PhD defence as "her most wonderful moment" at the ULB. "The emotion I felt that day is indescribable, the emotions, the pride, I was walking in the clouds," she says.

Still present at the ULB, she teaches at the Executive MBA at the Solvay Brussel's School of Economics and Management, an activity she loves. She participates in the well-known *Mardis du Droit de la concurrence* (Competition Law Tuesdays), organised at the *Institut d'études européennes* by professors Jean-François Bellis and Denis Waelbroeck. As president of the Association of Competition Economics (ACE), Ms Papandropoulos has linked – in coordination with Alexis Walckiers and Patrick Legros – the association to the ULB's European Center for Advanced Research in Economics and Statistics (ECARES).

Ready to pass the torch, one of her sons has frequently attended the Saturday courses organised by the *Université des enfants*.

María Isabel Soldevila Brea



Pénélope Papandropoulos lors d'une soirée étudiante à l'ULB.

Penelope Papandropoulos during a student party at the ULB.

SOON-MI PETEN

Cinéphile et europhile

Cinephile and Europhile



Alors qu'elle se destinait à une carrière juridique, Soon-Mi Peten travaille dans le domaine audiovisuel, dans le cadre du programme MEDIA d'Europe Créative de la Commission européenne. Passionnée de cinéma, elle l'est aussi de la construction européenne.

Soon-Mi Peten naît à Séoul, en Corée du Sud, le 15 janvier 1967 puis grandit en Italie où elle reste jusqu'en 1982. À l'âge de 15 ans, elle s'installe avec sa famille dans la capitale belge.

La jeune Soon-Mi est alors plongée dans la sphère européenne. Elle poursuit sa formation secondaire à l'école européenne et obtient son baccalauréat européen à Bruxelles en 1985. Elle entreprend des études de droit à l'Université catholique de Louvain et y décroche sa licence en droit en 1990. Désireuse de se spécialiser en droit européen, elle suit avec succès les cours de master au Collège d'Europe à Bruges qu'elle termine en 1991.

L'IMPORTANCE D'UNE PASSION

Soon-Mi Peten songe d'abord à une carrière juridique, notamment dans les droits d'auteur. Néanmoins, passionnée par le cinéma depuis sa plus tendre enfance, elle décide de s'octroyer une parenthèse en entamant des études dans ce domaine, mais uniquement pour parfaire sa culture personnelle avant de se lancer dans la vie professionnelle.

C'est ainsi qu'elle arrive à l'ULB, attirée par le programme intitulé ELICIT ; un programme que seule cette université propose. Née suite à la création du programme MEDIA de la Commission européenne et grâce à la volonté de l'ULB de faire entrer le cinéma dans le milieu académique, cette formation aborde la littérature du cinéma et de la télévision. De 1994 à 1996, Soon-Mi Peten suit avec bonheur des cours de théorie du cinéma, d'histoire du cinéma et d'analyse filmique. Elle y bénéficie également des cours de scénarios avec des enseignants prestigieux comme Luc Dardenne et Jean-Jacques Andrien, deux grands cinéastes belges. Grâce à cette formation à l'ULB à la fois théorique et pratique, Soon-Mi Peten développe de manière concrète sa passion pour le cinéma. Lors de sa première année, la coordinatrice de la section, la professeure Dominique Nasta, lui propose un stage à la Revue belge du cinéma, ce qui renforcera l'aspect pratique de sa formation.

«Même si ce n'était pas prévu, l'ULB a tout à fait influencé ma carrière» nous confie-t-elle.

D'autre part, Soon-Mi Peten suit des cours à option dans la section de journalisme, dont «Nouvelles technologies de la communication»,

Even though she was destined for a legal career, Soon-Mi Peten is working in the audiovisual sector as part of the European Commission's Creative Europe MEDIA programme. She is passionate about both cinema and EU integration.

Soon-Mi Peten was born in Seoul, South Korea, on 15 January 1967 and grew up in Italy where she stayed until 1982. Aged 15, she settled with her family in the capital of Belgium.

The young Soon-Mi was then immersed in the European arena. She went to the European school for her secondary education and obtained a European baccalaureat in Brussels in 1985. She studied law at the Université Catholique de Louvain (Catholic University of Louvain) and graduated from there with a degree in law in 1990. Given that she was looking to specialise in EU law, she successfully completed a Masters course at the College of Europe in Bruges in 1991.

THE IMPORTANCE OF A PASSION

Soon-Mi Peten's first dream was to pursue a legal career, in the area of author's rights. However, given her passion for cinema from her earliest years, she decided to take a break by beginning studies in this area but only to complete her personal cultural education before embarking on her professional career.

That is how she came to the ULB, attracted by the programme entitled ELICIT, a programme which is only offered by this university. The programme came about following the creation of the European Commission's MEDIA programme and due to the ULB's wish to bring cinema into the academic fold. It covered cinema and television literature. From 1994 to 1996, Soon-Mi Peten enjoyed taking courses in the theory of cinema, the history of cinema and film analysis. She also benefited from screenplay classes with prestigious teachers such as Luc Dardenne and Jean-Jacques Andrien, two great Belgian filmmakers. Thanks to this both theoretical and practical training at the ULB, Soon-Mi Peten developed her passion for cinema in a concrete way. During her first year, the coordinator of the section, Professor Dominique Nasta, offered her an internship at the *Revue belge du cinéma* (the Belgian Cinema Review), which reinforced the practical aspects of her training.

"Even if it was not planned, the ULB totally influenced my career," she confides.

On the other hand, Soon-Mi Peten followed optional courses in the journalism section, including 'New communication technologies',

enseignement assuré à l'époque par Holde Lhoest, directrice à l'origine du programme MEDIA. Celle-ci accueille Soon-Mi dans son unité pour y effectuer un stage en 1994. Ce stage constitue son premier pas dans les institutions européennes. Elle parvient ainsi à concilier sa passion pour le cinéma et son europhilie en entamant une carrière professionnelle dans l'audiovisuel.

SON RÔLE DANS LE SECTEUR CULTUREL EUROPÉEN

Après l'obtention de son dernier Master, Soon-Mi Peten reste à l'ULB où elle sera assistante de Dominique Nasta au sein même de la section ELICIT de 1994 à 1996. Elle aura l'occasion de côtoyer de grands réalisateurs tels que Andrzej Wajda et Ettore Scola. Sous l'égide de cette professeure, Soon-Mi Peten contribue à des numéros de la Revue belge du cinéma consacrés à Jacques Ledoux, fondateur de la Cinémathèque royale de Belgique, ou au cinéaste Jaco Van Dormael. Puis, de 1996 à 2000, elle est consultante dans le domaine de l'audiovisuel, entre autres pour le programme européen EUROMED II. Elle travaille en parallèle sur des tournages pour des sociétés de production en tant que directrice de production. Elle acquiert ainsi une réelle expérience de terrain.

Soon-Mi Peten contribue au rayonnement de l'Europe au travers des œuvres audiovisuelles mises en avant par le programme MEDIA. Elle a accompagné annuellement le développement et la production de 400 œuvres européennes. Elle permet actuellement chaque année à 4 millions de cinéphiles de voir des films européens lors de festivals et à 2500 professionnels confirmés de se former aux dernières tendances incluant le numérique.

Soon-Mi Peten helps to make Europe shine through audiovisual work showcased by the MEDIA programme. Every year, she has accompanied the development and production of 400 European works. She currently enables four million cinema lovers to see European films during festivals and 2,500 experienced professionals to be trained in the latest trends, including in the digital sphere.

En 2000, Soon-Mi Peten est recrutée au sein du Bureau d'assistance technique de la Commission européenne en charge de la gestion du programme MEDIA. C'est grâce aux contacts noués lors de son stage dans la même unité et à la formation ELICIT dispensée à l'ULB qu'elle a pu accéder à ce poste. Elle sera responsable du développement de ce programme pendant 13 ans. Elle a ainsi l'occasion d'accompagner les producteurs indépendants afin qu'ils s'affirment aux niveaux européen et international. En 2005 et 2008, elle présente avec succès les concours pour devenir fonctionnaire européenne. En 2013, elle devient responsable des festivals et des formations

teaching that was given at the time by Holde Lhoest, the manager who was behind the MEDIA programme. She welcomed Soon-Mi into her unit for an internship there in 1994. The internship was her first step in the EU institutions. That is how she managed to combine her passion for cinema and her Europhilia by starting a professional career in the audiovisual sector.

HER ROLE IN THE EUROPEAN CULTURAL SECTOR

After obtaining her last Masters, Soon-Mi Peten stayed at the ULB, where she was to work as Dominique Nasta's assistant within the very same ELICIT section from 1994 to 1996. She would have the opportunity to rub shoulders with big name film directors such as Andrzej Wajda and Ettore Scola. Under this professor's supervision, Soon-Mi contributed to editions of the *Revue belge du cinéma* devoted to Jacques Ledoux, the founder of the *Cinémathèque royale de Belgique* (roughly translated, the Royal Belgian Cinema Museum) or to the filmmaker Jaco Van Dormael. Then, from 1996 to 2000, she worked as a consultant in the audiovisual sector, including for the EUROMED II EU programme. Alongside that, she worked on film sets for production companies as a production manager. That is how she gained real practical experience on the ground.

In 2000, Soon-Mi Peten was recruited to the European Commission's Office for Technical Assistance in charge of managing the MEDIA programme. She was able to access this job thanks to contacts made during her internship in the same unit and in the ELICIT training given at the ULB. She would be responsible for developing this programme for 13 years. She therefore had the opportunity to accompany independent producers as they developed their reputations at the European and international levels. In 2005 and 2008, she successfully sat the competition to become an EU civil servant. In 2013, she became responsible for festivals and training for professionals as

pour les professionnels ainsi que des marchés de co-production au sein de l'Agence exécutive de la Commission européenne pour l'Éducation, l'Audiovisuel et la Culture (EACEA). Cela fait aujourd'hui 20 ans que Soon-Mi Peten travaille pour le programme MEDIA et peut, de ce fait, soutenir les acteurs de l'audiovisuel européen tout en nourrissant sa passion pour l'art cinématographique. Tout au long de sa carrière, elle a su faire preuve d'un réel engagement dans ces domaines.

SON BILAN SUR LA SCÈNE EUROPÉENNE

Soon-Mi Peten contribue au rayonnement de l'Europe au travers des œuvres audiovisuelles mises en avant par le programme MEDIA. Elle a accompagné annuellement le développement et la production de 400 œuvres européennes. Elle permet actuellement chaque année à 4 millions de cinéphiles de voir des films européens lors de festivals et à 2500 professionnels confirmés de se former aux dernières tendances incluant le numérique.

Une de ses fiertés professionnelles est sa contribution à l'intégration de l'élargissement de la Communauté puis de l'Union européenne par la culture. Lorsqu'elle a commencé à travailler à la Commission européenne, les projets sur lesquels elle se penchait concernaient jusqu'à quinze pays. Aujourd'hui, ils en touchent 28. De plus, le programme MEDIA peut également accueillir des projets incluant des pays non membres de l'Union, comme la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie ou encore l'Ukraine. L'implication d'une multiplicité de pays est particulièrement chère à Soon-Mi vu son parcours personnel. La fonctionnaire européenne est aussi profondément convaincue par les valeurs véhiculées par le programme MEDIA dont l'un des objectifs principaux est de promouvoir la diversité culturelle tout en œuvrant au renforcement de la compétitivité de l'industrie audiovisuelle.

Soon-Mi est donc parvenue à concrétiser son rêve de jeunesse : combiner sa fascination pour l'Europe et sa passion du cinéma au travers du travail qu'elle effectue depuis 20 ans au sein de la Commission. Et de nous confier : «L'Europe a toujours été très concrète dans ma vie que ce soit de par l'école européenne, le Collège d'Europe, ou mon stage à la Commission européenne (...) Les affaires européennes sont dans mon ADN. Toute ma carrière a été une évidence.»

Elise Blairot

well as for co-production markets within the European Commission's Executive Agency for Education, Audiovisual and Culture (EACEA). It is now 20 years that Soon-Mi Peten has been working for the MEDIA programme and can, by virtue of this fact, support players in the European audiovisual sector whilst nurturing her passion for cinematographic art. Throughout her career, she has been able to show real commitment to these areas.

HER ACHIEVEMENTS ON THE EU STAGE

Soon-Mi Peten helps to make Europe shine through audiovisual work showcased by the MEDIA programme. Every year, she has accompanied the development and production of 400 European works. She currently enables four million cinema lovers to see European films during festivals and 2,500 experienced professionals to be trained in the latest trends, including in the digital sphere.

Professionally, she is proud of her contribution, through culture, to the integration and expansion, first of the Community and later of the European Union. When she began to work at the European Commission, the projects on which she focused concerned up to 15 countries. Today, they relate to 28 countries. In addition, the MEDIA programme can also welcome projects including non-EU countries such as Bosnia-Herzegovina, Georgia and Ukraine. Involving a large number of countries is something that is particularly dear to Soon-Mi given her professional career. This EU civil servant is also deeply convinced by the values disseminated by the MEDIA programme, of which one of the main goals is to promote cultural diversity whilst working to strengthen the competitiveness of the audiovisual sector.

Soon-Mi has therefore managed to fulfil a childhood dream: combining her fascination for Europe and her passion for cinema through the work that she has been doing in the European Commission for 20 years. And she confides in us: "Europe has always been very concrete in my life be it through the European school, the College of Europe or my internship at the European Commission (...). EU affairs are in my DNA. My whole career has been proof of that."

Elise Blairot



MARTINE PICCART

La recherche comme ciment de la construction européenne

Research as a cornerstone of European integration

L'intérêt de Martine Piccart pour le cancer du sein a fait son apparition lorsque cette maladie a touché l'une de ses proches, et cet intérêt s'est finalement développé en un réseau européen. À travers la création du réseau BIG (*Breast International Group*), le Dr Piccart a réussi à unir différents médecins de toute l'Europe afin de travailler ensemble vers un but commun: mieux comprendre le cancer du sein et le traiter le plus efficacement possible.

Martine Piccart a été diplômée en médecine à l'ULB en 1978. Ce choix d'études s'est tout d'abord fait par admiration pour le travail de son père, qui était médecin généraliste et gynécologue. Après son premier diplôme, la jeune médecin effectue une spécialisation en médecine interne et oncologie. Elle a à l'époque déjà pu travailler entre autres à l'hôpital Bordet, où elle reviendra par la suite.

Prenant conscience très tôt de l'importance d'un réseau de médecine européen, elle passe un examen à Londres pour obtenir la reconnaissance de son diplôme. En 1993, elle finit sa thèse de doctorat sur la résistance à l'hormonothérapie dans le traitement du cancer du sein. Cet intérêt pour le traitement de ce cancer est apparu lorsque sa mère a contracté la maladie; Martine Piccart souhaite dès lors s'investir dans la recherche de nouveaux traitements pour mieux combattre ce fléau.

COLLABORATIONS INTERNATIONALES

«Très rapidement dans ma carrière, je me suis intéressée aux collaborations internationales». Le Docteur Piccart a d'abord été active au sein de l'EORTC (*European Organisation for Research and Treatment of Cancer*), un réseau de collaboration en recherche clinique en oncologie fondé dans les années 60. Ce réseau fut lancé au sein de l'Institut Bordet, avec divers chercheurs venus des quatre coins de l'Europe. Martine Piccart y est entrée comme collaboratrice active dans le groupe cancer du sein et cancers gynécologiques. Au sein de ce réseau, Piccart gravit les échelons jusqu'à être nommée présidente du groupe cancer du sein; elle devient ensuite la première femme présidente de l'EORTC pendant 3 ans de 2006 à 2009. «Le cancer du sein était alors déjà mon cheval de bataille.»

Martine Piccart became interested in breast cancer when the disease affected someone near and dear to her and her interest grew into a European network. Through the creation of the BIG (*Breast International Group*) network, Dr Piccart has managed to bring together different doctors from across Europe to work together towards a common goal: better understanding breast cancer and treating it in the most effective way possible.

Martine Piccart graduated in medicine at the ULB in 1978. She chose these studies first and foremost out of admiration for her father's work. He was a general practitioner and a gynaecologist. After her first degree, the young doctor specialised in internal medicine and oncology. At the time, she was able to work for, among others, the Bordet Hospital, where she was to return at a later date.

From very early on, she realised the importance of having a European medicine network and sat an exam in London to obtain the recognition of her degree. In 1993, she completed her PhD thesis on resistance to hormone therapy in the treatment of breast cancer. Her interest in the treatment of breast cancer came from when her mother contracted the disease. From then on, Martine Piccart wanted to be involved in researching new treatments to tackle this scourge.

INTERNATIONAL COOPERATION

"Very quickly in my career, I developed an interest in international cooperation." Initially, Dr Piccart was active within the European Organisation for Research and Treatment of Cancer (EORTC), a clinical research cooperation network in oncology set up in the 1960s. The network was launched within the Bordet Institute with various researchers from all over Europe. Martine Piccart joined it and was an active participant in the breast cancer and gynaecological cancer group. Piccart climbed the ladder in this network until she was appointed as the Chairperson of the breast cancer group. She then became the EORTC's first female President for a period of three years from 2006 to 2009. "Breast cancer was already my signature issue then."

«L'EORTC (European Organisation for Research and Treatment of Cancer) était un véritable écolage, j'y ai appris tous les tenants et les aboutissants de la collaboration internationale.»

"The European Organisation for Research and Treatment of Cancer (EORTC) was a real education. I learnt all the ins and outs of international cooperation there."

LE RÉSEAU BIG EN RÉPONSE À LA FRAGMENTATION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE RECHERCHE

En travaillant avec environ 60 chercheurs au sein de l'EORTC, Martine Piccart réalise rapidement que la recherche «n'avancait pas assez vite». Elle note à l'époque la grande efficacité des États-Unis dans le domaine et déplore la fragmentation européenne en la matière: «Nous avons des idées très originales en recherche, mais une trop grande fragmentation des efforts. Nous devons à tout prix nous améliorer».

Avec le Dr. Aron Goldhirsch, elle convoque, en 1996, tous les présidents des autres groupes de recherche sur le cancer du sein en Europe afin de lancer «un grand réseau de recherche pour certains projets compliqués». Malgré un certain nombre de difficultés, le réseau BIG (*Breast International Group*) prend forme. Martine Piccart en est encore aujourd'hui la présidente mais devrait toutefois bientôt passer la main.

«Nous n'avons rencontré que peu d'enthousiasme au début. Les autres chercheurs faisaient preuve de méfiance et de froideur, et c'est uniquement petit à petit que la confiance s'est installée (...). C'est finalement grâce à un coup de chance que le réseau a pu démontrer son utilité à ses chercheurs.»

COUP DE CHANCE

Ce «coup de chance» fut une avancée dans la compréhension du cancer du sein, qui s'est manifestée par une complexification de la maladie: il fut découvert que le cancer du sein pouvait se décliner en au moins 4 maladies différentes. Un groupe spécifique fut mis sur pied pour les cancers du sein HER2+, des cancers présentant une anomalie génétique particulière. Jusque-là, les membres du réseau effectuaient leurs projets «chacun de leur côté». Avec cette découverte une étude de grande ampleur était nécessaire afin de tester un nouveau traitement. Deux études avaient déjà démarré aux États-Unis, mais aucune en Europe. Le réseau BIG est alors intervenu en entrant en contact avec la firme pharmaceutique qui a demandé ces études, en proposant de réaliser celles-ci également en Europe. Ce sera «un moyen de cimenter le réseau BIG, les membres ayant enfin pu constater l'intérêt d'un tel réseau dans la mesure où une étude d'une telle ampleur ne peut être menée uniquement au niveau national».

THE BIG NETWORK AS A RESPONSE TO THE FRAGMENTATION OF EUROPEAN RESEARCH

By working with around 60 researchers within the EORTC, Martine Piccart quickly realised that research "wasn't making fast enough progress". At the time, she noted the considerable efficiency of the US in research and lamented the fragmented state of research in Europe. "We had very original research ideas but too much fragmentation in terms of our efforts. We absolutely had to improve."

With Dr Aron Goldhirsch, she brought together, in 1996, all the chairpersons of the other breast cancer research groups in Europe in order to launch "a big research network for some complicated projects". In spite of a certain number of difficulties, the BIG (*Breast International Group*) network took shape. Martine Piccart is still its President today but will step down in the near future.

"We encountered precious little enthusiasm at the outset. The other researchers were wary of it and kept their distance and it was only little by little that trust took hold (...). It was, in the end, thanks to a stroke of luck that the network was able to show its usefulness to its researchers."

STROKE OF LUCK

That 'stroke of luck' was a step forward in understanding breast cancer, which manifested itself in a complexification of the disease. The discovery was made that breast cancer could be broken down into at least four different diseases. A specific group was set up for HER2+ breast cancers, i.e. cancers presenting a particular genetic anomaly. Up until then, network members carried out their projects "each by themselves". With this discovery, a large scale study was needed to test a new treatment. Two studies had already begun in the US but none in Europe. The BIG network then stepped in by getting in touch with the pharmaceutical firm that requested these studies and by proposing to carry them out in Europe too. That was to be "a way to cement the BIG network, with the members having finally been able to observe the usefulness of such a network in so far as a study on such a scale cannot be carried out only at the national level".

Depuis, le réseau BIG s'est consacré à la réalisation d'«études compliquées et nécessitant une collaboration internationale». Son but est non seulement de lutter contre la fragmentation de la recherche, mais également de réaliser des études sans intérêt commercial. Comme l'explique Martine Piccart, «réaliser par exemple une étude sur le sur-traitement des patients n'intéresse pas les grandes firmes pharmaceutiques».

Concernant la collaboration du réseau BIG avec les institutions européennes, comme notamment la Commission européenne, Martine Piccart la qualifie de «bonne expérience». Elle exprime toutefois un regret: le non-renouvellement du financement d'un projet de recherche majeur et, donc, le manque de continuité qui en a résulté. Le réseau BIG a créé, avec le soutien des institutions européennes, une bio-banque de 6600 échantillons destinés à des tests moléculaires en 2011, mais également ultérieurement. «Il y a huit ans, nous savions que la technologie allait avancer et nous avons donc conservé ce grand nombre d'échantillons en vue de pouvoir les réutiliser dans le futur, lorsqu'une technologie plus avancée serait développée.» Aujourd'hui, la technologie ayant connu des avancées, le réseau BIG souhaiterait à nouveau effectuer des tests moléculaires, mais il ne dispose plus du financement nécessaire pour ce faire.

LA PRÉSIDENTE DE RÉSEAUX EUROPÉENS

De 2012 à 2014, Martine Piccart a également été présidente de l'ESMO (*European Society for Medical Oncology*). Ce réseau, réunissant les oncologues européens, organise des congrès pour rassembler les médecins concernés et discuter notamment des directives de traitement. Pendant sa présidence, un élément l'a marquée fortement: en Europe de l'Est, le taux de mortalité lié à des cancers est sensiblement plus élevé qu'en Europe de l'Ouest. Cette différence s'explique, selon le Dr Piccart, par la différence d'accès aux nouveaux médicaments anti-cancéreux. Elle décide alors de lancer un système d'évaluation des médicaments à destination des pays européens, afin que les médicaments bénéficiant de l'évaluation la plus positive soient choisis en priorité aux fins de remboursement.

Enfin, de 2014 à 2015, le Dr Piccart a également été présidente de l'ECCO (*European Cancer Organisation*). Cette organisation rassemble toutes les sociétés oncologiques européennes. «Cette plateforme d'échange réunit des chirurgiens, des oncologues, des radiothérapeutes, des infirmières; cela nous permettait de nous unir et d'effectuer une meilleure campagne de communication à destination du Parlement européen.»

L'AVENIR DE L'EUROPE

À l'instar de nombreux européens, Martine Piccart est inquiète pour l'avenir de l'Europe. Elle constate une montée de l'individualisme menant à une Europe fragmentée, y compris dans le domaine de la recherche. «Je souhaite que l'on se batte pour conserver ce qui a été construit après la Seconde Guerre mondiale.»

Morgane Ghys

Since then, the BIG network has devoted itself to carrying out "complicated studies requiring international cooperation". Its aim is not only to fight against fragmentation in the area of research but also to carry out studies of non-commercial interest. As Martine Piccart explains, "to carry out, for example, a study on the overtreatment of patients doesn't interest the big pharmaceutical firms".

As regards cooperation between the BIG network and the European institutions, such as in particular the European Commission, Martine Piccart describes it as "good experience". However, she does express a regret: the move not to renew funding for a major research project and therefore the resulting lack of continuity. The BIG network has created, with the support of the European institutions, a bio-bank of 6,600 samples destined for molecular tests in 2011 but also subsequently. "Eight years ago, we knew that technology was going to progress and so we kept this big number of samples in order to be able to reuse them in the future when a more advanced technology would be developed." Today, with technology having made progress, the BIG network would like to carry out molecular tests again but it no longer has the necessary funding to do so.

THE PRESIDENCY OF EUROPEAN NETWORKS

From 2012 to 2014, Martine Piccart was also President of the European Society for Medical Oncology (ESMO). This network, which brings together European cancer experts, organises conferences for doctors dealing with cancer and discusses in particular treatment guidelines. During her presidency, one aspect made a particularly strong impression on her. In eastern Europe, the mortality rate linked to cancer is considerably higher than in western Europe. This difference can be explained by the difference in terms of access to new anti-cancer medicines, says Dr Piccart. She then decided to launch a system to assess medicines going to European countries so that medicines benefiting from the most positive assessment might be chosen as a priority for the purposes of reimbursement.

Finally, from 2014 to 2015, Dr Piccart was also President of the European Cancer Organisation (ECCO). This is an organisation that brings together all the European cancer societies. "This platform for exchange brings together surgeons, cancer experts, radiation therapists and nurses. That would allow us to unite and to carry out a better communication campaign targeted at the European Parliament."

THE FUTURE OF EUROPE

Like a large number of Europeans, Martine Piccart is concerned about Europe's future. She observes a rise in individualism, leading to a fragmented Europe, including in the area of research. "I hope that we fight to keep what was built after the Second World War."

Morgane Ghys

PETER PRAET

Un esprit libre et enthousiaste dans l'Europe
de la finance

A free spirit and enthusiast in Europe's financial world



Après avoir été pendant huit ans (2011-2019) le chef économiste de la Banque centrale européenne dans une période marquée par l'instabilité financière et monétaire, Peter Praet revient sur les étapes marquantes d'un parcours qui l'a vu gravir un à un les échelons des postes à responsabilité dans le monde de la banque privée et publique. Portrait d'un esprit libre et enthousiaste qui n'en revient « toujours pas d'avoir eu la chance de côtoyer des personnalités aussi intéressantes ».

Né d'une mère allemande et d'un père d'origine gantoise, médecin militaire de profession, Peter Praet grandit dans un environnement, certes multiculturel, mais qui porte encore les stigmates de la Seconde Guerre mondiale propice aux ressentiments nationalistes. Il n'oubliera jamais les silences qu'on lui oppose à l'école alors qu'il fait état de sa double nationalité. Ses études universitaires marquent un changement de décor et d'atmosphère. Et pour cause, Peter Praet fera l'expérience d'un parcours d'étudiant « à l'ombre de '68 », dans le sillage de l'Assemblée libre et de la revendication des droits des minorités.

Familialement et culturellement porté par l'intérêt international, il entame des études en sciences économiques qui le conduisent à mener des recherches au centre de recherche d'économie appliquée de l'ULB (le DULBEA) sous la houlette d'Étienne Kirschen dont il apprécie l'exigence empirique et statistique (« *meten is weten* »). Il n'en reste pas moins incertain mais ouvert sur son avenir professionnel. Le déclic viendra d'un sujet de thèse, soufflé par Kirschen, sur la répartition des revenus et des richesses. Dans la foulée, il postule au Fonds monétaire international et, à la grande surprise de ses camarades de thèse, décroche un poste à Washington avant même d'avoir défendu sa thèse. L'expérience américaine durera deux ans (1978-1980). Tout en étant enrichissantes, les missions qu'il mène au FMI ne le satisfont que modérément, surtout du fait de l'approche rationaliste / technocratique qui lui sert de méthode. De retour en Belgique, il fourbit ses armes de pédagogue à l'Institut d'études européennes dont il apprécie le caractère interdisciplinaire et les origines multinationales des étudiants, fort motivés par ailleurs.

« SHERPA » POLITICO-FINANCIER

Peter Praet en convient, il aime bouger et se lancer de nouveaux défis. L'année 1987 marque son entrée dans la banque privée et pas n'importe laquelle – la Générale de Banque. Alors fraîchement nommé « chief economist » de la Générale, il observe en première ligne la tentative d'OPA du holding de la banque, la Société Générale de Belgique, par l'entrepreneur Carlo de Benedetti. En dépit de

Peter Praet spent eight years (2011-2019) as chief economist at the European Central Bank in a period of financial and monetary instability. He goes back over the striking moments in a career path that saw him climb the ladder, rung by rung, of decisive jobs in the world of private and public banking. This text paints a picture of a free and enthusiastic spirit who still delights in "having had the opportunity to rub shoulders with such interesting personalities".

Peter Praet is the offspring of a German mother and a father from Ghent, a military doctor by profession. Praet grew up in an environment that was certainly multicultural, but which still bore the scars of the Second World War in which national resentments flourished. He will never forget the wall of silence that he came up against at school when he revealed his dual nationality. His university studies marked a change of setting and atmosphere. And for good reason too. Peter Praet was to experience life as a student 'in the shadow of '68' in the wake of free assemblies and the calls for the rights of minorities.

Driven by international interests in a cultural sense and due to his family, his studies in economics led him to carry out research at the ULB's centre for research in applied economics (better known for its French acronym DULBEA) under the guidance of Étienne Kirschen, whose empirical and statistical rigour he appreciated (*'meten is weten'* or, in English, measurement is knowledge). Whilst uncertain about his future professional career, he kept an open mind about it. It all clicked into place thanks to the subject of a thesis, suggested by Kirschen, on the distribution of income and wealth. Straight after that, he applied to the International Monetary Fund (IMF) and, to the great surprise of his PhD colleagues, secured a job in Washington even before he had mounted the defence of his thesis. The US experience was to last two years (1978-1980). Whilst being enriching, the missions that he undertook at the IMF were only moderately satisfactory for him, especially due to the rationalist/technocratic approach that served as a method for him. Back in Belgium, he sharpened up his pedagogical knowhow at the Institut d'études européennes (Institute of European Studies), where he appreciated its interdisciplinary nature and the multinational origins of the students, who were, in addition, highly motivated.

POLITICAL/FINANCIAL 'SHERPA'

Peter Praet, he admits, likes to be on the move and throwing himself into new challenges. The year 1987 saw him join a private bank and not any old private bank: the *Générale de Banque*. Recently

Par touches successives, il encourage l'adoption de nouveaux modèles économiques dans l'élaboration de la politique monétaire.

Step by step, he encouraged the adoption of new economic models in the development of monetary policy.

l'échec de l'opération, celle-ci constitue un tournant majeur dans le monde bancaire belge. La «Grande Dame», comme on qualifie la Générale, se découvre tout à coup être un colosse aux pieds d'argile. Le poste qu'occupe Peter Praet le met toutefois à l'abri de ces déflagrations et lui procure une vue panoramique sur tous les métiers de la banque tout en demeurant au-dessus de la mêlée.

Chemin faisant, Étienne Davignon le désigne comme son «sherpa» (conseiller de haut niveau) au sein de l'Association pour l'union monétaire, un groupe de pression de la grande industrie militant pour l'introduction de la monnaie unique en Europe et dont la création serait due à Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt en 1987. Les voyages et les conférences à l'étranger se multiplient. Maniant le verbe avec aisance, il est sollicité de toutes parts. À l'occasion de ses nombreux déplacements, il constate avec une crainte de moins en moins dissimulée les risques de dérapage financier et l'exubérance des acteurs des marchés – les deux matrices de ce qu'on appellera «la bulle financière». Tandis que Fortis Banque voit le jour en 1999 à la suite de la fusion entre la Générale de Banque et la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, il amorce un nouveau tournant dans sa carrière. Son leitmotiv est alors d'assurer la stabilité financière.

ENTRE BRUXELLES ET BÂLE, AVANT ET PENDANT LA CRISE

Son passage comme chef de cabinet du ministre des Finances, Didier Reynders, lui ouvre les voies du directoire de la Banque nationale de Belgique (BNB) dont les nominations sont politiques. C'est au sein d'une banque centrale que Peter Praet peut déployer les projets qu'il a conçus depuis plusieurs années. Ils déboucheront à la BNB sur la création d'un Département de la stabilité financière que Peter Praet développe à partir d'une équipe très internationale. Dès 2003, il intègre le comité de direction de la Commission bancaire (actuelle FSMA) pour mettre en œuvre la politique prudentielle des banques. Il intègre à ce titre le Comité de Bâle dont les réunions, en Suisse comme au-delà, sont aussi passionnantes qu'intenses et chronophages. L'objectif est alors de tirer les meilleures pratiques de management du risque bancaire et de les insérer dans les réglementations.

appointed as chief economist at the *Générale de Banque*, he saw at first hand the takeover bid by the bank's holding company, *Société Générale de Belgique*, by the entrepreneur Carlo de Benedetti. In spite of the failure of the bid, that constituted a major turning point in the world of Belgian banking, the "*Grande Dame*" (the Great Lady), as the *Générale* is dubbed, suddenly found itself to be a giant with feet of clay. The job that Peter Praet held, however, sheltered him from these conflicts and gained him a panoramic view over all the bank's professions whilst remaining above the *mêlée*.

Along the way, Étienne Davignon appointed him as his 'sherpa' (high level advisor) within the Association for Monetary Union, a big industry lobbying group that was advocating the introduction of the single currency in Europe, the establishment of which was due to Valéry Giscard d'Estaing and Helmut Schmidt in 1987. The number of trips and conferences abroad grew. He was a gifted speaker and so there were lots of requests for his services. During his numerous trips, he noted, with a more and more openly expressed fear, the risks of a financial disaster and the exuberance of market players – the two matrices of what was to be called 'the financial bubble'. Whilst Fortis Bank emerged in 1999 following the merger between the *Générale de Banque* and the *Caisse Générale d'Épargne et de Retraite*, he began a new phase in his career. And his leitmotiv was to ensure financial stability.

BETWEEN BRUSSELS AND BASEL BEFORE AND DURING THE CRISIS

Becoming chief of staff for the Minister of Finances, Didier Reynders, opened a route for him to the management board of the Banque nationale de Belgique (BNB), for which the appointments are political. It was within a central bank that Peter Praet was able to roll out the projects that he had been conceptualising for several years. They would end up, at the BNB, with the creation of a Department of Financial Stability that Peter Praet developed based on a very international team. From 2003, he joined the management board of the Banking Commission (the current Financial Services and Markets Authority (FSMA)) to implement the prudential policy of banks. As such, he joined the Basel Committee, whose meetings, in as well as

De Mario Draghi à Stanley Fisher et Robert Merton, les personnalités qu'il rencontre se retrouveront à un moment ou l'autre dans sa carrière. Néanmoins, les nuages s'amoncellent. Dès l'automne 2008, la crise américaine des *subprimes* traverse l'Atlantique et frappe le paysage bancaire belge de plein fouet; Dexia, Fortis et, dans une moindre mesure, KBC font l'objet de réunions interminables entre dirigeants politiques et économistes de la BNB. L'État vient alors à la rescousse des banques qui peinent à se financer sur le marché interbancaire. «On l'a échappé belle», insiste Peter Praet, «il faut insister sur la cohésion presque nationale de tous les partis pour sortir de l'ornière».

outside Switzerland, were as passionate as they were intense and time-consuming. The goal was then to draw out the best banking risk management practices and to insert them into the regulations.

From Mario Draghi to Stanley Fisher and Robert Merton, the personalities that he came across would re-emerge at one time or another during his career. However, the clouds were gathering. From the autumn of 2008, the US subprime crisis crossed the Atlantic and hit the Belgian banking scene full on; Dexia, Fortis and, to a lesser extent, KBC, were the subject of interminable meetings between political leaders and economists of the BNB. The State then came to the rescue of banks, who were struggling to finance themselves on the interbanking market. "We had a lucky escape," stressed Peter Praet. "We had to stress practically nationwide cohesion of all the parties to get out of the rut."



De gauche à droite : Vitas Vasiliauskas, Linas Linkevičius, Rimantas Šadzius, Algirdas Butkevičius, Sandro Gozi, Algirdas Šemeta, Peter Praet, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), et Jyrki Katainen, détenant tous de fausses pièces de 1 euro géantes à l'effigie de la Lituanie.

© Union européenne/ Source: CE - Service audiovisuel / 2014 Etienne Ansotte.

From left to right: Vitas Vasiliauskas, Linas Linkevičius, Rimantas Šadzius, Algirdas Butkevičius, Sandro Gozi, Algirdas Šemeta, Peter Praet, Member of the Executive Board of the European Central Bank (ECB), and Jyrki Katainen, all holding giant false 1 Euro coins at the effigy of Lithuania.

© European Union/ Source: EC - Audiovisual Service/ 2014 Etienne Ansotte.

AU CŒUR DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Fidèle à son principe de mobilité (ascendante), Peter Praet convoite un poste au sein du prestigieux directoire de la BCE. Bien que la méritocratie y soit de mise, le poste est également assorti de tractations politico-diplomatiques de haute densité. C'est à sa troisième candidature qu'il est nommé à Francfort avec le soutien appuyé du Conseil des ministres de l'économie. Comme l'écrit le journal économique *Les Echos*, « ce grand barbu jovial détonne dans l'univers austère des banquiers centraux ». Il y fait son entrée en 2011, quelques mois avant l'arrivée d'un nouveau président, Mario Draghi, que Peter Praet connaît bien et avec lequel il va former un duo de choc. En effet, rompant avec la tradition bien ancrée de nommer des chefs économistes allemands, le président italien désigne le Belge comme nouveau responsable de la division Économie de la BCE. Peter Praet va marquer celle-ci de son empreinte en la scindant entre les « affaires économiques », d'une part, et la « politique monétaire », de l'autre. Par touches successives, il encourage l'adoption de nouveaux modèles économiques dans l'élaboration de la politique monétaire. Dans le contexte de crise que connaît l'Euro en 2012-13, il est au cœur de l'élaboration des mesures exceptionnelles, dont le programme d'achat de dette, préconisées par Mario Draghi.

Incidentement, Peter Praet ne sera pas le dernier à saluer la portée du discours de Londres en juillet 2012 dans lequel le président de la BCE déclarait que l'institution ferait « whatever it takes » pour sauver la devise européenne. À l'heure où ces lignes sont écrites, on peut dire que le pari est gagné. Et que Peter Praet n'y a pas peu contribué.

Kenneth Bertrams et Lucas Raucq

AT THE HEART OF THE EUROPEAN CENTRAL BANK

Faithful to his principle of (rising) mobility, Peter Praet had his eye on a job within the prestigious management board of the European Central Bank (ECB). Although meritocracy was the way of things, the job was also mixed up with highly intense political/diplomatic dealings. He was appointed in Frankfurt after his third application, with the strong backing of the EU's Council of Economic and Finance Ministers. As the economic newspaper *Les Echos* wrote, "this big jovial, bearded man, clashes with the austere universe of central bankers". He arrived there in 2011, a few months before the arrival of a new President, Mario Draghi, who was well known to Peter Praet and with whom he was to form a successful double act. Breaking with the well established tradition of appointing German economist chiefs, the Italian President appointed the Belgian as the new person in charge of the Economics Division of the ECB. Peter Praet was to make his mark on the division by splitting it into 'economic affairs' on the one hand and 'monetary policy' on the other. Step by step, he encouraged the adoption of new economic models in the development of monetary policy. In the context of the crisis that the euro underwent in 2012-13, he was at the heart of the development of exceptional measures, including the debt purchasing programme advocated by Mario Draghi.

Incidentally, Peter Praet would not be the last person to recognise the significance of the speech in London in July 2012, in which the President of the ECB stated that the institution would do "whatever it takes" to save the European currency. At the time of writing these words, we can say that that has been pulled off. And that Peter Praet has contributed a fair bit to that.

Kenneth Bertrams et Lucas Raucq



Peter Praet, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) lors des festivités pour célébrer l'élargissement de la zone euro à la Lituanie.

(© Union européenne/ Source: CE - Service audiovisuel, 2014).

Peter Praet, Member of the Executive Board of the European Central Bank (ECB) in the festivities to celebrate the enlargement of the euro area to include Lithuania.

(© European Union/ Source: EC - Audiovisual Service, 2014).

ILYA PRIGOGINE

Un Prix Nobel profondément ULBiste et européen

A Nobel Prize winner profoundly European and loyal to the ULB

Né à Moscou le 25 janvier 1917, Ilya Prigogine est une personnalité phare de l'ULB. Ce scientifique éclectique doit sa célébrité au Prix Nobel de Chimie obtenu en 1977, à ses livres interpellants conçus pour un large public, dont «La Nouvelle Alliance» avec Isabelle Stengers, et à sa participation à la création des programmes européens de recherche et d'éducation.

Les parents d'Ilya Prigogine, hostiles au système soviétique, quittent la Russie en 1921. Ils se rendent d'abord en Allemagne, puis en Belgique, à Bruxelles, où ils s'installent définitivement, afin de fuir le régime national-socialiste naissant et la situation économique désastreuse après le krach boursier de *Wall Street*.

UN CHEMINEMENT PERSONNEL ATYPIQUE

Exilé depuis sa plus tendre enfance, le jeune Ilya cherche à comprendre comment il est possible d'en arriver à devoir fuir son pays d'origine. C'est ainsi qu'il est amené à s'intéresser à la politique, au droit et à la psychologie. Afin d'approfondir ses connaissances quant au fonctionnement du cerveau humain, il étudiera la biologie, la chimie, la biochimie et la physique. Cette dernière discipline le mènera à l'astrophysique puis à la cosmologie. Ilya Prigogine est un passionné. Selon lui, son parcours résulte d'une accumulation de coïncidences, tant ses nombreuses passions auraient pu le mener dans d'autres directions.

En dehors de ses études, Prigogine s'intéresse énormément à l'histoire, à l'archéologie mais aussi à la musique, notamment au piano auquel il est sensibilisé très jeune grâce à sa mère pianiste : il savait lire les notes avant les mots. Enfin, dès son adolescence, il lit de nombreux ouvrages philosophiques et restera toute sa vie un admirateur d'Henri Bergson.

Born in Moscow on 25 January 1917, Ilya Prigogine was a leading light at the ULB. This eclectic scientist owes his fame to the Nobel Prize for Chemistry, which he won in 1977, to his challenging books aimed at a broad public, including 'La Nouvelle Alliance' with Isabelle Stengers and to his participation in the creation of EU research and education programmes.

The parents of Ilya Prigogine were strongly opposed to the Soviet system and left Russia in 1921. They first went to Germany, then to Belgium, to Brussels, where they settled definitively, in order to flee the emerging national socialist regime and the disastrous economic situation after the Wall Street crash.

A PERSONAL AND UNIQUE PATH

Exiled at a very tender age, the young Ilya sought to understand how it was possible to be in a situation where you have to flee your country of origin. That was what led him to get interested in politics, law and psychology. He studied biology, chemistry, biochemistry and physics to expand his knowledge about the functioning of the human brain. Physics led him to astrophysics and then cosmology. Ilya Prigogine was someone with real passions. As he saw it, his career path emerged as a result of an accumulation of coincidences as his numerous passions could have led him in other directions.

Outside his studies, Prigogine was extremely interested in history and in archeology but also in music, in particular piano music which he was attuned to thanks to his pianist mother. He learnt to read music before he could read words. Finally, right from his teenage years, he read numerous philosophical works and would be an admirer of Henri Bergson throughout his life.



UN RÔLE CLÉ POUR L'ULB

Prigogine accomplit son cursus universitaire à l'ULB, son *Alma Mater* à laquelle il restera profondément attaché. En 1939, il obtient à la fois une licence en chimie et en physique. Il mène à bien son doctorat en chimie en 1941.

Dans le cadre de ses recherches à l'ULB, il travaille étroitement avec Théophile De Donder et Jean Timmermans, deux scientifiques belges qui ont joué un rôle crucial dans sa carrière. Ilya Prigogine commence à enseigner en tant qu'assistant de De Donder en 1940. Pendant la Seconde Guerre mondiale, malgré l'arrestation de sa première épouse et de son fils par les Allemands et sa lutte pour les faire libérer – Il doit lui-même sa libération à la Reine Elisabeth – il parvient à poursuivre son travail d'enseignant et de chercheur. De plus, alors que l'ULB ferme ses portes pour résister aux occupants, il fait partie des enseignants qui prennent le risque de donner des cours clandestins aux étudiants. Il élabore par ailleurs, en 1945, le théorème de production d'entropie minimum qu'il développe dans sa thèse d'agrégation intitulée «Étude thermodynamique des phénomènes irréversibles». Docteur et agrégé de l'enseignement supérieur en 1945, il est nommé chargé de cours en 1947 à l'ULB. En 1951, alors qu'il n'a que 34 ans, il devient le plus jeune professeur de la Faculté des Sciences. Il remplace Jean Timmermans au poste de directeur du Service de chimie-physique.

COMPRENDRE L'IRRÉVERSIBILITÉ

Les lois de la physique «orthodoxe», celles de Newton, Einstein et Maxwell, qui ont mené à tant de découvertes en astronomie, cosmologie, et électromagnétisme présentent un déterminisme réversible dans le temps. C'est-à-dire qu'il suffit d'inverser le sens de la vitesse (ou des vitesses de toutes les particules) du système pour lui faire retracer exactement la même trajectoire.

Mais il y a paradoxe, car dans la nature, nombreux sont les processus irréversibles observés. La vie elle-même n'est-elle pas irréversible ?

«*Fugit Irreparabile Tempus*». Non seulement le temps fuit, mais cette fuite est irréparable. Ce vers d'Horace pourrait servir d'entête à l'œuvre entière d'Ilya Prigogine. Car toute son œuvre suit une ligne directrice: comprendre l'origine et le rôle des phénomènes irréversibles.

La loi fondamentale qui décrit cette irréversibilité est le deuxième principe de la Thermodynamique (dû à L. Boltzmann), qui énonce que l'entropie (la mesure du désordre) d'un système fermé ne peut qu'augmenter, jusqu'à ce que le système atteigne un état d'équilibre.

A KEY ROLE FOR THE ULB

Prigogine completed his university studies at the ULB, his *alma mater*, to which he would remain deeply attached. In 1939, he obtained both a degree in chemistry and in physics. He successfully completed his PhD in chemistry in 1941.

In the context of his research at the ULB, he worked closely with Théophile De Donder and Jean Timmermans, two Belgian scientists who played a crucial role in his career. Ilya Prigogine began to teach as an assistant to De Donder in 1940. During the Second World War, in spite of the arrest of his first wife and his son by the Germans and his struggle to have them released - he himself owed his release to Queen Elisabeth – he managed to pursue his work as a teacher and a researcher. What is more, whilst the ULB shut its doors to resist the occupiers, he was among the teachers who took a chance by giving classes to students in secret. In addition, in 1945, he elaborated the theory of minimum production entropy which he developed in the thesis, which he wrote to qualify as a teacher, entitled '*Étude thermodynamique des phénomènes irréversibles*' (Thermodynamic study of irreversible phenomena). A Doctor and a qualified higher education teacher in 1945, he was appointed as lecturer in 1947 at the ULB. In 1951, when he was only 34 years old, he became the youngest professor of the Faculty of Sciences. He replaced Jean Timmermans in the post of Director of the Chemistry-Physics Service.

UNDERSTANDING IRREVERSIBILITY

The 'orthodox' laws of physics, those of Newton, Einstein and Maxwell, which have led to so many discoveries in astronomy, cosmology and electromagnetism, offer a reversible determinism over time. I.e. it is enough to invert the sense of speed (or speeds of all the particles) of the system to have the same trajectory retraced exactly.

But there is a paradox because, in nature, numerous irreversible processes have been observed. Isn't life itself irreversible?

'*Fugit Irreparabile Tempus*'. Not only does time fly but this flight is irreparable. This verse by Horace could serve as the title of the whole of Ilya Prigogine's life's work. Because all of his life's work follows a guiding thread: understanding the origin and role of irreversible phenomena.

The fundamental law that describes this irreversibility is the second principle of thermodynamics (owed to L. Boltzmann), which states that the entropy (the measurement of chaos) of a closed system can only increase until the system reaches a state of equilibrium. That is

C'est la mort thermique du système. L'entropie est alors au maximum. Et il n'y a point de retour possible.

Prigogine fut un des premiers à attirer l'attention sur « le rôle positif de l'irréversibilité en tant que moteur de la dynamique universelle pour des systèmes ouverts, non linéaires et loin de l'équilibre ». Il prédit théoriquement, avec son équipe, des processus d'auto-organisation, de brisures de symétrie temporelle et/ou spatiale, de « structures dissipatives » appliquées à des systèmes ouverts loin de l'équilibre en chimie, en biologie mais aussi en sciences humaines, où il récolte de grands succès.

Ce sont, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, des thèmes de recherche émergents qui porteront leurs fruits dans de nombreux domaines.

LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE

En 1959, Ilya Prigogine est nommé directeur des Instituts internationaux de physique et de chimie Solvay. Son service devient un centre d'excellence avant la lettre: bien financé, bien géré par un secrétariat performant, une grande équipe internationale, multidisciplinaire, un véritable pôle d'attraction mondial pour l'ULB. Après presque 40 ans de recherche, Ilya Prigogine reçoit la récompense scientifique suprême en 1977 avec le Prix Nobel de Chimie pour sa contribution à la thermodynamique de non-équilibre et en particulier la théorie des structures dissipatives. Cette distinction fait de lui une personnalité publique. Il sera ensuite sollicité partout dans le monde et jusqu'à la fin de ses jours pour son expertise et son talent pour la divulgation de ses idées.

Devenu professeur émérite de l'ULB en 1987, Prigogine poursuit son travail aux Instituts Solvay, membre d'innombrables académies et titulaire d'un nombre impressionnant de distinctions prestigieuses, il est nommé docteur *honoris causa* à 54 reprises dans des établissements universitaires du monde entier de Chicago à Pékin en passant par Aix-Marseille, Liège ou Cracovie.

Tout au long de sa carrière, Prigogine voyage beaucoup. Il occupe une chaire extraordinaire à l'Institut d'études nucléaires Enrico Fermi, à l'Institut pour l'étude des métaux ainsi qu'au Département de Chimie de l'Université de Chicago de 1961 à 1966. Étape importante de sa vie, il enseigne au sein de l'Université d'Austin où il va co-crée le *Ilya Prigogine Center for Studies in Statistical Mechanics and Complex Systems*, aujourd'hui *Center for Complex Quantum Systems*.

the thermal death of the system. The entropy is then at the maximum. And no point of return is possible.

Prigogine was one of the first to draw attention to 'the positive role of irreversibility as a driver of the universal dynamic for open, non-linear and far from balanced systems'. He predicted theoretically, with his team, self-organisation processes, breaks in temporal and/or spatial symmetry, 'dissipative structures' applied to open systems far from equilibrium in chemistry and biology but also in human sciences, where he gained big successes.

In the second half of the 20th century, these were to be emerging research themes that would bear fruit in numerous areas.

INTERNATIONAL RECOGNITION

In 1959, Ilya Prigogine was appointed Director of the Solvay International Institutes of Physics and Chemistry. His service became a centre of excellence ahead of its time. Well financed and well managed by an effective secretariat, it was a big multidisciplinary international team, a real global pole of attraction for the ULB. After almost 40 years of research, Ilya Prigogine received the supreme scientific reward in 1977 with the Nobel Prize for Chemistry for his contribution to the thermodynamics of non-equilibrium and in particular the theory of dissipative structures. This honour made him a public personality. He was then to receive requests, throughout the world and to the end of his days, for his expertise and his talent to communicate his ideas.

He became an *emeritus* professor of the ULB in 1987 and pursued his work at the Solvay institutes, was a member of numerous academies and the holder of an impressive number of prestigious honours. He was appointed *doctor honoris causa* 54 times in university establishments across the world from Chicago to Beijing via Aix-Marseille, Liège and Krakow.

Throughout his career, Prigogine travelled a lot. He held a position as a Professor Extraordinary at the Enrico Fermi Institute of Nuclear Studies, at the Institute for the Study of Metals as well as at the University of Chicago's Department of Chemistry from 1961 to 1966. An important *stage* of his life was when he taught at the University of Austin, where he would co-create the Ilya Prigogine Centre for Studies in Statistical Mechanics and Complex Systems, today the Center for Complex Quantum Systems.

En 1987, Prigogine proposa les idées de base qui conduiront peu après à la naissance du programme Erasmus, aujourd'hui Erasmus+. Le premier visait à établir un réseau de scientifiques et une coopération technique au niveau européen afin de promouvoir la mobilité et la formation de scientifiques et pallier la fuite des cerveaux afin de renforcer les liens entre les universités et les laboratoires de recherche.

In 1987, Prigogine proposed core ideas which would, soon after, lead to the birth of the Erasmus programme, now called Erasmus+. The first aimed to establish a network of scientists and technical cooperation at the EU level in order to promote the mobility and training of scientists and to alleviate the brain drain in order to strengthen links between the universities and research labs.

UN RÔLE FONDAMENTAL DANS LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE EUROPÉENNE

Ilya Prigogine a joué un rôle essentiel dans la création des programmes européens de recherche et d'enseignement. En 1993, il est invité par Antonio Ruberti, membre de la Commission Delors III en charge de la science, de la recherche, du développement technologique et de l'éducation, avec deux scientifiques européens de renom, le biologiste français François Gros et l'Italien Carlo Rubbia, co-lauréat du Prix Nobel de Physique en 1984, afin de développer l'excellence scientifique à travers la mobilité des chercheurs et des étudiants. Ensemble, ils vont contribuer à la création de deux programmes européens clés. Prigogine est notamment chargé du renforcement des liens entre les communautés de recherche scientifique. En résultera la création en 1985 d'un programme communautaire appelé «Stimulation Plan», qui plus tard portera le nom «Actions Marie Skłodowska-Curie» (MSCA), puis, en 1987, il propose les idées de base qui conduiront peu après à la naissance du programme Erasmus, aujourd'hui Erasmus+. Le premier visait à établir un réseau de scientifiques et une coopération technique au niveau européen afin de promouvoir la mobilité et la formation de scientifiques et pallier la fuite des cerveaux afin de renforcer les liens entre les universités et les laboratoires de recherche. Le second programme a pour objectif de développer la mobilité étudiante en finançant directement les séjours d'étude dans un autre État-membre.

Ilya Prigogine est également à l'origine de la création du CODEST (*Committee for the European Development of Science and Technology*), devenu le groupe consultatif MSCA. Il s'agit d'un groupe d'experts, des secteurs privé et public, prodiguant à la Commission européenne des conseils relatifs à ses programmes de financement de recherche et d'innovation. Il permet aux scientifiques d'exercer une certaine influence au sein même des institutions européennes.

A KEY ROLE IN EU SCIENCE POLICY

Ilya Prigogine has played a key role in the creation of EU research and teaching programmes. In 1993, he was invited by Antonio Ruberti, a member of the Delors III Commission in charge of science, research, technological development and education, with two renowned European scientists, the French biologist François Gros and the Italian Carlo Rubbia, joint winners of the Nobel Prize for Physics in 1984, to develop scientific excellence via the mobility of researchers and students. Together, they would contribute to the creation of two key European programmes. Prigogine was in particular tasked with strengthening links between the scientific research communities. It would result in the creation, in 1985, of a Community programme called the 'Stimulation Plan', which later would bear the name 'Marie Skłodowska-Curie Actions (MSCA)'. Then, in 1987, he proposed core ideas which would, soon after, lead to the birth of the Erasmus programme, now called Erasmus+. The first aimed to establish a network of scientists and technical cooperation at the EU level in order to promote the mobility and training of scientists and to alleviate the brain drain in order to strengthen links between the universities and research labs. The second programme aims to develop student mobility by directly financing stays for study in another Member State.

Ilya Prigogine was also at the origin of the creation of CODEST (*Committee for the European Development of Science and Technology*), which became the MSCA advisory group. It is a group of experts, from the private and public sectors, giving the European Commission advice relating to its research and innovation financing programmes. It allows scientists to exert some influence within the EU institutions.

À L'ORIGINE DE CERTAINS CONCEPTS FONDAMENTAUX

C'est dans le contexte précité qu'Ilya Prigogine introduit et promeut un certain nombre de concepts fondamentaux comme :

- celui de «masse critique de chercheurs scientifiques» (*Critical Mass*), qui doit être atteint pour optimiser les résultats scientifiques qui ne peuvent être obtenus que par une collaboration entre laboratoires de recherche ;
- celui de «Centres d'excellence scientifique» parmi les instituts de recherche européens (*European Networks*);
- celui d'«Espace européen des chercheurs» (*European Research Area* - ERA). Ce dernier sera adopté 15 ans plus tard par Philippe Busquin.

Grand humaniste, savant d'une inlassable curiosité intellectuelle et de grande générosité, Ilya Prigogine a fait bénéficier étudiants et chercheurs de ses multiples talents et de ses vastes connaissances. Tant par son travail académique que par ses impulsions dans le domaine de la recherche et de l'enseignement, il fut un pionnier de la mobilité européenne et de l'excellence scientifique en Europe.

Elise Blaizot, en collaboration avec Giorgio Sonnino et Irina Veretennicoff*

AT THE ORIGIN OF SOME FUNDAMENTAL CONCEPTS

It was in the aforementioned context that Ilya Prigogine introduced and promoted a certain number of fundamental concepts such as:

- That of "critical mass of scientific researchers" (critical mass), which must be achieved to optimise scientific results which can only be obtained by cooperation between research labs;
- That of "Scientific Centres of Excellence" among the European research institutes (European networks);
- That of "European Research Area (ERA)". The latter would be adopted 15 years later by Philippe Busquin.

A great humanist, an expert with indefatigable intellectual curiosity and great generosity, Ilya Prigogine gave students and researchers the benefit of his multiple talents and his vast wealth of knowledge. Both through his academic work and via his drive in the area of research and teaching, he was a pioneer in European mobility and scientific excellence in Europe.

Elise Blaizot, in collaboration with Giorgio Sonnino et Irina Veretennicoff*

Séminaire à la Fondation des Treilles,
"Complexity: Microscopic
and Macroscopic Aspects",
8-14 juillet 2002,
pour le 85^{ème} anniversaire de Ilya Prigogine,
entouré de ses anciens étudiants,
proches collaborateurs et collègues

Seminar at the *Fondation des Treilles*,
"Complexity: Microscopic
and Macroscopic Aspects",
8-14 July 2002, for the 85th birthday of
Ilya Prigogine, with his former students,
close collaborators and colleagues.



Troisième rangée en haut, de gauche à droite/
Third row up, left to right
Evgueni Karpov, Dean Driebe, Viatcheslav Belyi,
Radu Balescu, Peter Allen, Tomio Petrosky,
Pierre Couillet, Manuel G. Velarde

Deuxième rangée, de gauche à droite/
Second row, left to right
Gonzalo Ordonez, Giorgio Sonnino,
Fernand Mayne, Claude George,
Michel De Haan, Daniel Walgraef,
Pierre Borkmans, Yves Pomeau, Michèle Sanglier

Première rangée, de gauche à droite/
First row, left to right
Suichi Tasaki, Dilip Kondepudi, Linda Reicht,
Anne Postel-Vinay, Ilya Prigogine,
Marina Prigogine, René Lefever, Albert Goldbeter,
Paul Clavin

* Les auteurs et coordinateurs remercient Albert Goldbeter.

* The authors and coordinators are grateful to Albert Goldbeter.

DAVID ROULIN

L'architecture pour aider à construire
le vivre-ensemble européen

Architecture to build a European way of living together



David Roulin développe depuis une trentaine d'années une réflexion sur l'architecture autour de deux grandes thématiques: le bien-être et l'innovation. À cela, l'architecte ajoute son goût pour l'Europe, au sens de la communauté, et celui de « la transmission du savoir comme condition du progrès » chère à Jacques Attali.

BIEN-ÊTRE ET INTELLIGENCE COLLECTIVE

Très tôt, David Roulin s'est intéressé à l'Europe et à l'influence de l'architecture sur le bien-être commun. Alors qu'il était encore étudiant en 1988, il fait une pause d'une année pour travailler aux côtés de l'architecte Patrice Neirinck, professeur à la Faculté d'Architecture de l'ULB, sur le projet des « *chemins de la ville* », un programme ambitieux d'aménagements des espaces publics pour relier le haut et le bas de la ville à Bruxelles.

À cette époque, il collabore aussi avec l'architecte et designer Pierre Lallemand, à l'occasion d'un concours pour le musée de l'Acropole à Athènes. Deux mentors qui installent chez lui une conscience aigüe de l'urbanité, de la communauté et de l'Europe sans frontière.

Diplômé de l'Institut d'Architecture Victor Horta en 1992, David Roulin a d'abord travaillé à son compte à Bruxelles puis à Faro au Portugal. En 2000, en mal de projets de plus grande envergure, il rejoint l'architecte Philémon Wachtelaer chez Arch+i, puis retrouve Pierre Lallemand chez Art & Build en 2003.

Il reviendra à l'ULB pour effectuer un Master en management à la Solvay Brussels School, où il acquiert les compétences qui lui serviront à la gestion du bureau d'architecture Art & Build qu'il dirige depuis 2016.

David Roulin met l'accent sur la notion d'intelligence collective. Il insiste sur l'importance de chacun dans le projet collectif, que ce soit celui de la culture d'entreprise ou du projet architectural proprement dit. « Mon rôle, c'est de créer les conditions de l'émergence et de l'expression des talents ».

UNE EXPERTISE DANS LES BÂTIMENTS À VOCATION EUROPÉENNE

Avec Art & Build, David Roulin a progressivement acquis une expertise dans la construction ou la rénovation de bâtiments accueillant les institutions européennes.

A Bruxelles, c'est la rénovation du Berlaymont, siège de la Commission européenne, et celle du bâtiment abritant le Comité des Régions et le Comité économique et social européen qui ont permis à l'agence de développer cette expertise.

For around thirty years David Roulin has been developing his thinking about architecture based on two major themes: well-being and innovation. The architect has added to that his taste for Europe, as in the Community, and the notion, dear to Jacques Attali, of "transmitting knowledge as a condition for progress".

WELL-BEING AND COLLECTIVE INTELLIGENCE

From an early stage, David Roulin developed an interest in Europe and in the impact of architecture on people's general well-being. When he was still a student in 1988, he took a year's sabbatical to work alongside the architect Patrice Neirinck, a professor at the Faculty of Architecture of the ULB on the '*chemins de la ville*' [paths of the city] project, an ambitious plan to reorganise public spaces to link the upper and lower parts of the city in Brussels. During that period, he also worked with the architect and designer Pierre Lallemand in a competition for the Acropolis museum in Athens. These were two mentors who instilled in him an acute awareness of urban life, of community and of a border-free Europe.

A graduate of the *Institut d'architecture Victor Horta* [Victor Horta Institute of Architecture] in 1992, David Roulin initially worked for himself in Brussels before working in Faro in Portugal. In 2000, short of large scale projects, he teamed up with the architect Philémon Wachtelaer at Arch+i, then rediscovered Pierre Lallemand at Art & Build in 2003. He would return to the ULB to do a Masters in management at the Solvay Brussels School, where he acquired the skills that would serve him in managing the Art & Build architecture bureau that he has been running since 2016.

David Roulin emphasises the concept of collective intelligence. He stresses the importance of each individual in a collective project, be that a project about company culture or an architecture project as such. "My role is to create the conditions to allow talent to emerge and to express itself."

EXPERTISE IN BUILDINGS WITH A EUROPEAN VOCATION

At Art & Build, David Roulin has gradually acquired expertise in the construction and renovation of buildings housing the European institutions. In Brussels, it was the renovation of the Berlaymont, the seat of the European Commission, and that of the building housing the Committee of the Regions and the European Economic and Social Committee that allowed the agency to develop this expertise. Art & Build then built the seat of the Council of Europe in Strasbourg and that of the European Directorate for the Quality of Medicines. In 2014, the bureau of architects also delivered the *Black Pearl*, the

Art & Build a ensuite construit à Strasbourg le siège du Conseil de l'Europe, et celui de la Direction européenne pour la Qualité du Médicament.

En 2014, le bureau d'architectes a aussi livré le *Black Pearl*, premier bâtiment de bureaux passifs à Bruxelles, siège de la Direction Générale de l'Informatique de la Commission européenne.

Art & Build est actuellement occupé à la rénovation du bâtiment Konrad Adenauer à Luxembourg, un vaste complexe de bureaux abritant le Secrétariat du Parlement européen.

David Roulin a personnellement dirigé la construction du bâtiment *Covent Garden* à Bruxelles, abritant la Direction Générale Recherche et Innovation de la Commission européenne, et celui du siège de l'Agence européenne de Sécurité Alimentaire à Parme en Italie.

L'INNOVATION COMME VECTEUR DE CRÉATION DE VALEURS

Pour le projet *Covent Garden* à Bruxelles, l'innovation et le bien-être des occupants étaient les maîtres mots. Selon l'architecte, « l'innovation est un vecteur important de création de valeurs ». Il insiste sur notre responsabilité quant à ce que nous léguons en héritage aux générations futures.

Pour le *Covent Garden*, le bureau d'architectes a développé un traitement des eaux usées via un système de lagunage de manière à être autonome en eau. « C'est probablement ce qui a attiré la DG Recherche » souligne David Roulin. Pour lui, le rôle de l'architecte est de « transcender les données du programme ». Outre la qualité de ces espaces strictement fonctionnels, celle des espaces informels et de rencontre est essentielle. Et l'architecte d'expliquer comment le jardin intérieur du *Covent Garden* contribue au bien-être et à la vie en communauté.

ARCHITECTURE DU VIDE ET BIOPHILIE

L'importance de ces espaces de vie et de rencontre, David Roulin le résume par le concept d'architecture du vide. Il s'agit de la primauté du non-construit sur le construit. L'important n'est pas le construit, mais ce qui se trouve entre les murs, les espaces vides, les espaces de vie. « C'est sans doute mon père, sculpteur, qui m'a transmis l'importance du creux dans la matière. »

À cette importance du vide, du creux, David Roulin ajoute la notion de biomimétisme, à savoir le fait d'être inspiré par le vivant, la nature. « La nature a cette capacité extraordinaire de construire des structures parfaitement adaptées au contexte et à l'usage. S'inspirer de la nature, c'est tendre vers cet idéal ».

Les travaux de recherche et développement sur des brise-soleils qui s'ouvrent comme des fleurs, activés par la seule énergie du soleil, participent de cette démarche.

first building made up of passive offices in Brussels, the seat of the European Commission's Directorate General for Informatics.

Art & Build is currently working on the renovation of the Konrad Adenauer building in Luxembourg, a huge complex of offices housing the secretariat of the European Parliament. David Roulin personally directed the construction of the *Covent Garden* building in Brussels, housing the European Commission's Directorate General for Research and Innovation and that of the seat of the European Food Safety Authority in Parma in Italy.

INNOVATION AS A WAY TO CONVEY THE CREATION OF VALUES

Innovation and the well-being of the occupants were the key words for the *Covent Garden* project in Brussels. According to the architect, "innovation is an important way to create values". He insists on "our responsibility in terms of what we pass on as a legacy to future generations".

For *Covent Garden*, the bureau of architects developed a way of treating used water via a lagooning system so that it could have an autonomous supply of water. "That is probably what attracted DG Research," stresses David Roulin. In his view, the architect's role is to "transcend the data relating to the programme". In addition to the quality of these strictly functional spaces, the quality of informal areas and meeting places is essential. And the architect adds that "the interior garden of *Covent Garden* contributes to well-being and community life".

THE ARCHITECTURE OF EMPTY SPACES AND BIOPHILIA

David Roulin sums up the importance of these living areas and meeting areas with the concept of the architecture of empty spaces. It is about the primacy of what is not constructed over what is constructed. The important thing is not what is constructed but what is between the walls, the empty spaces, the living spaces. "It is no doubt my father, a sculptor, who conveyed the importance of the empty spaces in this subject area."

David Roulin adds the notion of copying nature - i.e. the fact of being inspired by living things, by nature - to the importance of empty spaces. "Nature has this extraordinary capacity to build structures that are perfectly adapted to context and to usage. Drawing inspiration from nature is to move towards this ideal."

The research and development work that keeps the agency busy on awnings that open like flowers, activated solely by the sun's energy, contribute to this approach. The architect also defines biophilia as "the perception of what is natural having influence on well-being". From this point of view, Art & Build has acquired particular

L'architecte définit aussi la biophilie comme « la perception du naturel influant sur le bien-être ». L'agence a, de ce point de vue, acquis une expérience singulière dans la construction en bois. C'est non seulement une réponse pertinente en matière d'empreinte carbone, mais cela permet aussi d'offrir aux occupants un environnement apaisant contribuant à leur bien-être.

L'EUROPE, LE PROGRÈS ET LA TRANSMISSION DU SAVOIR

En guise de conclusion, David Roulin exprime clairement son goût pour une Europe sans frontière, multiculturelle, sociale et solidaire, mais également son goût pour la culture et la transmission du savoir. Cette transmission qui l'occupe au quotidien avec les jeunes architectes, mais aussi au travers des conférences qu'il organise en invitant des orateurs d'horizons et d'expertises multiples. Pour David Roulin, « L'Europe ne peut se construire que sur ces notions de progrès, de transmission du savoir et de bienveillance ».

Morgane Ghys

experience in constructions using wood. This is not just a relevant response in terms of carbon footprint but it also makes it possible to offer occupants of the building a tranquil environment contributing to their well-being.

EUROPE, PROGRESS AND THE TRANSMISSION OF KNOWLEDGE

By way of conclusion, David Roulin clearly expresses his preference for a border-free Europe that is multicultural, social and full of solidarity but also his predilection for culture and for the transmission of knowledge. The latter keeps him busy on a daily basis with young architects but also via conferences that he organises by inviting speakers with many different backgrounds and with a range of different expertises. For David Roulin, "Europe can only be built on these notions of progress, transmission of knowledge and goodwill."

Morgane Ghys

« L'important ce n'est pas tant le bâtiment en soi, le construit, que le creux, là où la vie s'exprime. »

"The important thing is not so much the building per se, the construct, as the empty spaces where life expresses itself."

PHILIPPE SAMYN

« Partout sur Terre, un peu » :
une géopoétique de l'architecture

“Everywhere on Earth, a little bit”:
an architectural ‘geopoet’



On devrait prendre la « construction européenne » au pied de la lettre, comme une vaste entreprise de bâtir impliquant, dans un jeu de contraintes et de tensions permanentes, des architectes, des ingénieurs et des citoyens-habitants. Leur mission consisterait à faire un pacte avec l'espace pour le rendre habitable. Philippe Samyn, à la fois ingénieur et architecte, ferait partie de cette équipée. Le concepteur du bâtiment *Europa*, siège du Conseil européen et Conseil de l'Union européenne situé rue de la Loi, s'est illustré par de nombreuses créations à travers les cinq continents.

Quelles que soient leur envergure et leur destination, les édifices signés de sa main répondent à un même leitmotiv, celui d'œuvrer à des constructions pérennes tout en sauvegardant les ressources de la planète. Rencontre avec ce lointain disciple de Vitruve, travailleur infatigable de la lumière et grand amateur d'ombres.

ENTRE ARTS, SCIENCES ET TECHNIQUES

Il est difficile de parler de Philippe Samyn sans évoquer le magnifique bureau qu'il dirige dans le quartier du Prince d'Orange à la lisière de la Forêt de Soignes. Cette ferme, qui date de l'indépendance de la Belgique, tombait en lambeaux quand Philippe Samyn et son équipe l'ont rénoverée de fond en comble pour démarrer, en 1980, l'association d'architectes et d'ingénieurs Philippe Samyn and Partners. Elle est aujourd'hui l'écrin emblématique de l'œuvre et de l'action de l'architecte, elle porte sa griffe. C'est là que la plupart des dessins, plans et maquettes ont été conçus et un nombre significatif s'y trouvent encore quand ils n'ont pas été versés aux Archives générales du Royaume pour pouvoir y être consultés par les historiens du futur.

FIBRE CRÉATRICE

Issu de l'union de deux segments de la bourgeoisie industrielle du textile, celle du lin de la région gantoise du côté paternel et celle de la soie lyonnaise du côté maternel, Philippe Samyn intègre l'Athénée d'Ixelles en 1963. Cet établissement de l'élite laïque bruxelloise, véritable antichambre de l'Université libre de Bruxelles, oriente ce francophone de Flandre, féru de dessin comme de sciences et de technologies, vers l'examen d'entrée de l'École Polytechnique. Après un faux départ, qui lui permettra de percer la « beauté poétique et philosophique » des mathématiques tout en forgeant l'une de ses devises « *fail and succeed* », il entame ses études d'ingénieur civil. Il a 20 ans en 1968 mais le mouvement de Mai ne semble pas avoir fait grand cas de son assiduité ni de son ardeur à l'étude.

Il ne tarit pas d'éloges pour ses maîtres qui, d'André Paduart à André Jaumotte, le forment à la précision des systèmes, à la rigueur des techniques et à la contrainte des matériaux. Cette exigence sera une constante dans son travail; elle viendra s'adosser à sa fibre créatrice qui l'incite à pousser la porte de La Cambre qui n'a pas

We should take the expression 'European construction' literally, like a huge construction undertaking involving architects, engineers and citizen-inhabitants in the midst of ongoing constraints and tensions. Their mission would be to make a pact with the space to make it habitable. Philippe Samyn, who is both an engineer and an architect, would be part of this endeavour. The designer of the *Europa* building, the seat of the European Council and of the Council of the European Union situated on the rue de la Loi, has gained a reputation from numerous designs across the five continents.

Whatever their scale and destination has been, the buildings that he has designed have the same leitmotif, that of working on sustainable edifices whilst safeguarding the planet's resources. This is a record of a meeting with this distant disciple of Vitruvius, a tireless worker of light and a big aficionado of shadows.

A BLEND OF ARTS, SCIENCES AND TECHNOLOGIES

You can't really talk about Philippe Samyn without referring to the magnificent office that he heads up in the *Prince d'Orange* district on the edge of the *Forêt de Soignes*. This farm, which dates back to the independence of Belgium, was going to wrack and ruin when Philippe Samyn and his team renovated it from top to bottom to start, in 1980, the association of architects and engineers Philippe Samyn and Partners. It is a symbolic setting for the architect's body of work and bears his signature. This is where most of the designs, plans and mock-ups have been designed and a significant number of them are still there when they have not been assigned to the *Archives Générales du Royaume* [the Belgian state's archives] in order to offer the possibility for historians to consult them there in the future.

CREATIVE FIBRE

Born from the union of two segments of the industrial textile bourgeoisie, that of linen in the Gent region on his father's side and that of silk from Lyon on his mother's side, Philippe Samyn joined the Athénée d'Ixelles in 1963. This institution of the Brussels secular elite, a genuine antechamber of the Université libre de Bruxelles, directed this French-speaking Flemish man, passionate about drawing as well as science and technology, towards the entrance examination of the Ecole Polytechnique. After a false start, which allowed him to discover the "poetic and philosophical beauty" of mathematics while forging one of his mottos "fail and succeed", he began his studies in civil engineering. He was 20 years old in 1968, but the May Movement does not seem to have made much of his assiduity or his zeal for study. He sings his masters' praises, from André Paduart to André Jaumotte, who trained him in the precision of systems, the rigour of techniques and the constraints of materials. These requirements would become constant themes in his work, a part of his creative fibre, driving him to the doors of La Cambre, which had not yet split up its visual arts and

encore scindé les sections arts visuels et architecture. Son directeur, Robert Delevoy, sera séduit par les dessins de l'apprenti ingénieur et l'autorise à s'inscrire en 4^e année d'architecture, qu'il effectuera parallèlement à sa dernière année de polytechnique.

Son diplôme d'ingénieur civil des constructions en poche en 1971, il décroche une bourse du Rotary pour compléter sa formation au M.I.T., rien de moins. Les rencontres successives qu'il fera sur les bords de la Charles River, notamment de Nicholas Negro Ponte et de José Poset, élève d'Eduardo Torroja, le plus grand ingénieur madrilène de la première moitié du XX^e siècle, confortent sa conviction d'une alliance intime entre arts, science et technologie. L'heure est d'ailleurs à l'euphorie pour la modélisation tridimensionnelle permise par l'introduction des premiers logiciels utilisant des modeleurs 3D, une innovation technologique que Philippe Samyn avait d'ailleurs expérimentée pour son travail de fin d'études à l'ULB.

CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

Revenu des États-Unis en 1972, il entame sa carrière professionnelle par des activités d'architecte et d'ingénieur-conseil. Les premières commandes affluent, il commence à se faire un nom. Plus qu'une rencontre, une coopération en particulier fait office de tournant. À l'occasion de la rénovation de la clinique Sans Souci à Jette, les liens qu'il noue avec le psychiatre Raoul Titeca, troisième génération de la célèbre dynastie de médecins spécialisés dans le traitement «ouvert» de la santé mentale, Philippe Samyn livre une œuvre majeure en harmonie avec le paysage et au diapason de la philosophie humaniste de son commanditaire. Foncièrement attaché à son *alma mater*, il réalise, à la demande d'Hervé Hasquin, la reconversion de la rue Héger en piétonnier et l'impose comme symbole du campus du Solbosch. Si sa collaboration avec l'ULB se poursuit actuellement (extension du campus de la Plaine), elle n'empêche nullement la mise en œuvre de grands chantiers avec d'autres universités, comme le montre l'Aula Magna qu'il réalise à l'UCLouvain en 2001. Notons au passage qu'il a obtenu son doctorat en sciences appliquées de l'Université de Liège, qu'il a été chargé de cours à la Faculté polytechnique de Mons et professeur invité à la VUB. En 2012, le roi Albert II l'anoblit au rang de chevalier avec concession de noblesse héréditaire.

EUROPA, LA TRANSPARENCE EUROPÉENNE

Vers 2005, les États-membres de l'Union européenne cherchent un successeur au Juste Lipse pour organiser les réunions du Conseil européen. Philippe Samyn relève le défi. Il met en place une équipe belgo-italo-britannique qu'il supervise. Dès les premières esquisses, c'est lui qui tient la plume. À un journaliste du *Soir*, il raconte la genèse du projet : «je devais trouver quelque chose de symbolique et de logique. Dès les premières minutes, je pense à un grand cube de vieux châssis. Le symbole est clair, l'unité dans la diversité, le respect de l'environnement. Ça paraît évident». Le projet, qui

architecture sections. Its director, Robert Delevoy, will be seduced by the apprentice engineer's drawings and authorizes him to enrol in the 4th year of architecture, which he will complete in parallel with his final year of engineering at Polytechnique.

After he had graduated as a civil engineer in construction in 1971, he managed to secure a grant from Rotary to complete his education at none other than the Massachusetts Institute of Technology (MIT). Successive meetings he had on the edge of the Charles river, especially with Nicholas Negro Ponte and José Poset, a pupil of Eduardo Torroja, the greatest Madrid engineer of the first half of the 20th century, shored up his conviction that there is an intimate connection between the arts, science and technology. Besides, this was a time of euphoria about the three dimensional modelling allowed by the introduction of the first software using 3D modellers, a technological innovation that Philippe Samyn had experimented with for his end of studies work at the ULB.

PROFESSIONAL CAREER

He came back from the US in 1972 and began his professional career with activities as architect and engineering consultant. The first orders flooded in and he began to make a name for himself. Rather than a meeting, it was a form of cooperation that was a particular turning point for him. During the time of the renovation of the *Sans Souci* clinic in Jette, he made a connection with the psychiatrist Raoul Titeca, third generation of the famous dynasty of doctors specialising in the 'open' treatment of mental health. Philippe Samyn delivered a major design in harmony with the scenery and with the humanist philosophy of the person who commissioned it. Deeply attached to his *alma mater*, on the request of Hervé Hasquin, he reconverted the rue Héger into a pedestrian area and made this concept a hallmark of the Solbosch campus. Although his cooperation with the ULB has been ongoing (extension of *La Plaine* campus), it has not prevented the implementation of big developments with other universities, as the Aula Magna that he built at the UCLouvain in 2001. We would also highlight the fact that he was awarded a PhD in applied sciences by the *Université de Liège*, was a part-time lecturer at the *Faculté polytechnique de Mons* and a guest lecturer at the VUB. In 2012, King Albert II ennobled him to the rank of knight with a concession of hereditary nobility

EUROPA, EUROPEAN TRANSPARENCY

Around 2005, the Member States of the European Union were looking for a successor to the Justus Lipsius building to organise European Council meetings. Philippe Samyn took up the challenge. He set up a Belgo-Italo-British team that he supervised. He was the driving force behind it from the first sketches onwards. He told a journalist from *Le Soir* about how the project came about: "I had to find something symbolic and logical. From early on, I thought about a big cube with an old frame. The symbol was clear, unity in diversity

«De toutes les puissances mondiales, l'Europe est la seule qui ait mis l'environnement parmi ses priorités. Ceci signifie que la construction européenne est essentielle pour la sauvegarde de la planète, en synthèse»

“Of all the global powers, Europe is the only one that has put the environment among its priorities. This means that the construction of Europe is essential for safeguarding the planet, in short.»

aura nécessité près de 250.000 heures de travail, est sélectionné. Finalement inauguré en toute discrétion en décembre 2016, dans un contexte lesté par la victoire du Brexit, *Europa* représente un vaste parallélépipède de 11 étages affichant deux verrières bardées d'un maillage de châssis de fenêtres en chêne recyclés et collectés sur les chantiers des Etats-membres. Mais c'est surtout la structure interne en forme d'amphore, haute de 8 étages, à l'intérieur de laquelle se trouvent les salles de réunions, qui retient l'attention des observateurs. À mesure que l'obscurité gagne la rue de la Loi, cet «égout à baignoires», c'est elle qui brille et rend le cube qui l'héberge transparent. Philippe Samyn nous confiera pourtant avoir sous-estimé le caractère réfléchissant du verre cristallin.

and respect for the environment. That seemed obvious.” His project, which was to need nearly 250,000 hours of work, was picked. It was finally discretely inaugurated in December 2016 in a context weighed down by the victory of the Brexiteers. *Europa* represents a huge 11-floor parallelepiped with two glass walls packed with a lattice of recycled wooden frames made of oak and collected from Member State construction sites. But it is in particular the internal structure in the form of an amphora, eight floors high, within which the meeting rooms can be found, which draws the attention of observers. As darkness falls over the *rue de la Loi*, this “car sewer”, it shines through and makes the cube that houses it transparent. Philippe Samyn admits to us, however, that he underestimated the reflective properties of the crystal-clear glass.

L'EUROPE & L'ENVIRONNEMENT

Par-delà la prouesse esthétique, le bâtiment tient également du pari écologique. L' «ombrelle» qui le coiffe est paré de panneaux photovoltaïques qui lui procure une partie de son alimentation énergétique. L'architecte y voit plus qu'un clin d'œil anecdotique. «De toutes les puissances mondiales, l'Europe est la seule qui ait mis l'environnement parmi ses priorités. Ceci signifie que la construction européenne est essentielle pour la sauvegarde de la planète, en synthèse». Pourtant, n'allez pas demander à l'architecte de se prononcer sur les usages et la destinée du bâtiment, ni sur l'ironie d'avoir construit un édifice transparent pour l'une des institutions les plus opaques de l'Union. «Ne confondons pas le *quoi* et le *comment*. Tout en étant complice du *quoi*, l'architecte doit se focaliser sur le *comment*». En même temps, le théoricien n'est jamais très éloigné du praticien. Qu'on s'en réfère à ses deux publications les plus récentes comme *La Ville verticale* (2014) ou *Entre ombre et lumière* (2017), toutes deux parues aux éditions de l'Académie royale de Belgique, compagnie dont il est membre.

Kenneth Bertrams et Lucas Raucq

EUROPE & ENVIRONMENT

Beyond its aesthetic feat, the building is also environmentally friendly. Its “umbrella” is adorned with photovoltaic panels which give it some of its energy supply. The architect sees it as more than an anecdotal wink. “Of all the global powers, Europe is the only one that has put the environment among its priorities. This means that the construction of Europe is essential for safeguarding the planet, in short. However, do not ask the architect to comment on the uses and destiny of the building, nor on the irony of having built a transparent edifice for one of the Union’s most opaque institutions.

“Let’s not confuse the *what* with the *how*. Whilst being complicit in the *what*, the architect has to focus on the *how*.” At the same time, the theorist is never very far from the practitioner. Let us refer to his two most recent publications such as *La Ville verticale* (2014) or *Entre ombre et lumière* (2017), both published by the Académie Royale de Belgique, of which he is a member.

Kenneth Bertrams and Lucas Raucq



Philippe Samyn, arborant déjà son nœud papillon distinctif.

Philippe Samyn, sporting early on his signature bow tie.

PEDRO SÁNCHEZ PÉREZ-CASTEJÓN

Socialiste convaincu et « militant européen »

A died-in-the-wool socialist and “pro-European”



Pedro Sánchez Pérez-Castejón, économiste de formation, se distingue, à quarante-huit ans seulement, par une carrière prestigieuse, tant sur le plan académique – il a multiplié les diplômes, obtenus dans diverses universités et instituts y compris à l’ULB – que dans le domaine de la politique espagnole et internationale. Maîtrisant parfaitement l’anglais et le français, ce socialiste convaincu a indubitablement contribué à l’ouverture de son pays sur le monde et à la transformation de son climat social.

LES ORIGINES

Pedro Sánchez naît à Madrid en 1972. Il grandit dans un milieu socialiste: son père, ancien fonctionnaire du Ministère de la culture espagnol, économiste et chef d’entreprise, et sa mère, fonctionnaire de la Sécurité sociale et puis avocate, lui ont inculqué la persévérance.

C’est Sánchez lui-même qui l’explique, lors d’une interview avec le journal espagnol *El País*, en 2015: «J’ai grandi en regardant mes parents travailler, s’occuper de leurs enfants et étudier le soir... Dans les parkings de l’Université Complutense de Madrid, mon frère et moi avons appris à faire du vélo, en attendant que nos parents sortent de classe».

Le socialisme, c’est dès le berceau qu’il en a été nourri: «J’ai appris à aimer le socialisme grâce à Allende» dont il écoutait les discours (jusqu’à les réciter par cœur) sur le tourne-disque de ses parents.

UN PARCOURS RYTHMÉ PAR LES ÉTUDES ET LES VOYAGES

Le jeune Pedro, joueur de basket populaire, bénéficie d’une formation universitaire approfondie. Il étudie d’abord les sciences économiques et de l’entreprise à l’Université Complutense de Madrid et y obtient son diplôme en 1995. Après un séjour en tant que consultant à New York, il rejoint en 1997 la capitale de l’Europe et l’Institut d’études européennes de l’ULB pour y suivre les cours d’études spécialisées en économie européenne, dont il sera diplômé en juin 1998.

Sánchez complète cette formation par des études avancées en Intégration économique et monétaire européenne à l’Institut universitaire Ortega y Gasset de Madrid. Ses choix d’études indiquent déjà sa passion non seulement pour l’économie mais aussi pour la cause européenne.

An economist by training, Pedro Sánchez Pérez-Castejón has had, at just 48 years old, an outstanding and prestigious career both in academic terms – he has many degrees, awarded by different universities and institutes, including by the ULB – and in terms of Spanish and international politics. This died-in-the-wool socialist has a perfect command of English and French and has undoubtedly contributed to opening up his country to the world and to the transformation of Spanish society.

ORIGINS

Pedro Sánchez was born in Madrid in 1972. He was brought up in a socialist *milieu*. His father, a former civil servant in Spain’s Ministry of Culture, an economist and the head of a company, and his mother, a civil servant in the area of Social Security and then a lawyer, imbued him with a sense of the importance of perseverance.

Sánchez himself conveyed that during an interview with the Spanish newspaper *El País* in 2015: “I grew up watching my parents work, look after their children and study in the evenings... In the car parks of Madrid’s Complutense University, my brother and I learnt how to ride a bicycle while we waited for our parents to come out of their classes.”

Socialism was also something he was surrounded by from a very early age: “I learnt to love socialism thanks to Allende”, whose speeches he listened to (and could even recite having learnt them by heart) on his parents’ record player.

A CAREER STUDDED WITH STUDIES AND TRIPS

Young Pedro, who enjoyed playing basketball, benefitted from an in-depth university education. First of all he studied economics and corporate studies at Madrid’s Complutense University and graduated from there in 1995. After a stint in New York working as a consultant, he came to the capital of Europe and the ULB’s *Institut d’études européennes* in 1997 to attend classes for a degree in specialised studies about the European economy, from where he graduated in June 1998.

Sánchez complemented these studies with advanced studies in European economic and monetary integration at the Ortega y Gasset University Institute in Madrid. His choice of studies already pointed

Appelant à une refondation de la social-démocratie, ce défenseur d'un socialisme démocratique, d'une société post-capitaliste opposée au néo-libéralisme, entend promouvoir, entre autres, dans son ouvrage de 2019 «Manual de resistencia», le lien indissoluble entre la démocratie sociale et l'Europe.

Une nouvelle distinction vient parachever le parcours académique de P. Sánchez: il est proclamé Docteur en Sciences économiques et de l'entreprise en 2012 avec une thèse intitulée «*Innovaciones de la diplomacia económica española: análisis del sector público (2000-2012)*» [Innovations de la diplomatie économique espagnole: analyse du secteur public 2000-2012] présentée à l'Université Camilo José Cela de Madrid. Il accède ainsi au poste de professeur de structure économique et d'histoire de la pensée économique dans cette même université.

LES PREMIERS PAS DANS LA VIE PROFESSIONNELLE ET POLITIQUE

Dès le début, Pedro Sánchez est attiré par l'international et le développement de l'Union européenne. Il travaille dès 1998 comme assistant parlementaire de l'eurodéputée socialiste Barbara Dührkop, à l'époque chargée du budget du groupe au PE. «Il était méticuleux, il se débrouillait bien dans ce milieu et s'y est adapté à la perfection», a raconté Dührkop à la presse espagnole dix ans plus tard. En 1999, durant la guerre du Kosovo, il devient chef de cabinet de Carlos Westendorp, le Haut représentant international des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine. Westendorp le décrit comme un homme «loyal, tranquille, persistant» dans une interview au journal *El País*.

Sánchez déploie également une activité intense dans son pays natal au sein du parti socialiste ouvrier (PSOE), dont il est membre depuis 1993, au moment où Felipe González est premier ministre. Son rôle sur la scène politique gagne rapidement en importance. Il sera conseiller municipal de Madrid à partir de 2004 et deviendra membre du Congrès des députés en 2009, sous le gouvernement du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero.

to his passion not just for economics but also for the European cause. A new distinction then crowned Sánchez's academic career. He was awarded a PhD in economics and corporate studies in 2012 with a thesis entitled '*Innovaciones de la diplomacia económica española: análisis del sector público (2000-2012)*' [Innovations in Spanish economic diplomacy: an analysis of the public sector 2000-2012] presented at Camilo José Cela University in Madrid. This helped him obtain a post as professor in economic structure and history of economic thought at the very same university.

FIRST STEPS IN HIS PROFESSIONAL AND POLITICAL LIFE

Right from the start, Pedro Sánchez was attracted to international issues and to the issue of the development of the European Union. From 1998 onward he worked as a parliamentary assistant to the socialist Member of the European Parliament, Barbara Dührkop, who was at the time responsible for the group's budget in the European Parliament. "He was meticulous. He coped well in this environment and adapted perfectly to it," said Dührkop to the Spanish press ten years later. In 1999, during the war in Kosovo, he became head of cabinet for Carlos Westendorp, the international High Representative of the United Nations in Bosnia-Herzegovina. Westendorp described him as a "loyal, calm and persistent" man in an interview with the newspaper *El País*.

Sánchez was also extremely active in his native country within the Spanish workers' party, the PSOE, which he has been a member of since 1993, at the time when Felipe González was Prime Minister. He quickly gained prominence on the international stage. He became Madrid's municipal advisor as from 2004 and became a member of the lower house of Spain's parliament in 2009 during the government of the socialist José Luis Rodríguez Zapatero.

Calling for a reform of social democracy, this advocate of democratic socialism and of a post-capitalist society opposed to neo-liberalism plans to promote, including in his 2019 book 'Manual de resistencia', the unbreakable link between social democracy and Europe.

LA CONFIRMATION D'UNE POSITION DE PREMIER PLAN

Dans le domaine politique également, Pedro Sánchez est appelé à de hautes fonctions. En juillet 2014, il devient en effet secrétaire général du PSOE. En tant que tel, il s'attache à régénérer le parti et à rétablir son unité. Il se qualifie d'ailleurs lui-même de «plombier du parti». Sánchez se fait l'avocat d'une nouvelle politique fiscale, de l'extension du «welfare state» à tous les citoyens et lutte pour l'intensification de la reprise économique. Sa tâche à la tête du parti s'avère ardue: il doit en effet faire face à la formation d'une gauche alternative et radicale, Podemos, dirigée par Pablo Iglesias, qui attire beaucoup d'anciens membres du parti socialiste.

Opposé au référendum sur l'indépendance de la Catalogne, il soutient le gouvernement du conservateur Mariano Rajoy à cet égard. Fin mai 2018, il fait voter une motion de censure contre Mariano Rajoy, fragilisé, quant à lui, par un scandale de corruption. Il lui succède en juin 2018 comme Premier ministre.

Conscient de l'importance des symboles, Pedro Sánchez est devenu le septième premier ministre espagnol en juin 2018, et le premier à l'avoir fait, à sa demande, sans bible ni crucifix.

SON ACTION EN ESPAGNE ET COMME «MILITANT EUROPÉEN»

Dès son accession à la plus haute charge de l'État, les convictions européennes de Sánchez s'affirment. Il rebaptise le ministère des affaires étrangères «ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération» et choisit comme ministre l'ancien président du Parlement européen, Josep Borrell; Nadia Calviño, précédemment directrice générale du Budget de l'Union, devient ministre de l'économie et Luis Planas, secrétaire général du comité économique et social européen, est nommé ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

CONSOLIDATING HIS POSITION AS A LEADING LIGHT

Pedro Sánchez would also take on leading positions in the world of politics. In July 2014, he became the PSOE's Secretary General. As such, he strove to regenerate the party and to make it united again. As a matter of fact, he described himself as the "party's plumber". Sánchez became an advocate of a new fiscal policy, of extending the welfare state to all citizens and of the struggle to speed up economic recovery. His challenge at the head of the party turned out to be an arduous one. He had to deal with the formation of an alternative and radical left wing grouping, *Podemos*, led by Pablo Iglesias, which attracted lots of former members of the Socialist Party.

Opposing Catalonia's referendum on independence, he supported the government of the Conservative Mariano Rajoy in this respect. At the end of May 2018, he introduced a vote of no confidence against Mariano Rajoy, who had been weakened by a corruption scandal. He succeeded Rajoy as prime minister in June 2018.

Pedro Sánchez was aware of the importance of symbols and became Spain's seventh prime minister in June 2018 and was the first to have done so, at his request, without a bible or a crucifix.

HIS ACTIONS IN SPAIN AND AS A 'PRO-EUROPEAN'

Right from his arrival at the highest level of the State, Sánchez's pro-European convictions shone through. He renamed the Ministry for Foreign Affairs the 'Ministry for Foreign Affairs, of the European Union and Cooperation' and chose the former President of the European Parliament, Josep Borrell, as the minister. Nadia Calviño, who used to be Director General for the European Union's budget, became Minister for Economic Affairs and Luis Planas, who used to be Secretary General of the European Economic and Social Committee, was appointed Minister for Agriculture, Fisheries and Food.

Dans son discours au Parlement européen de janvier 2019, le premier ministre souligne la nécessité d'une Europe plus sociale et d'une union monétaire forte. Appelant à une refondation de la social-démocratie, ce défenseur d'un socialisme démocratique, d'une société post-capitaliste opposée au néo-libéralisme, entend promouvoir, entre autres, dans son ouvrage de 2019 «*Manual de resistencia*», le lien indissoluble entre la démocratie sociale et l'Europe.

Sur le plan intérieur, notons encore un point important de son agenda : la sécularisation du système éducatif espagnol.

Une phrase lors de son intervention au PE résume son engagement européen : «pour que l'Europe protège (les citoyens), il nous faut, maintenant, dans ce moment historique, protéger l'Europe».

Le mandat de Sánchez à la tête du gouvernement n'a pas été «un long fleuve tranquille». Parmi les faits marquants qui l'ont jalonné, il faut en relever tout particulièrement quatre :

- Tout d'abord son attitude dans la crise migratoire. Rappelons qu'en juin 2018, après le refus du ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, de l'accueillir, l'Espagne ouvre ses ports au navire *Aquarius* transportant plus de 600 migrants. Un geste analogue se répète à deux reprises le mois suivant. Pour Pedro Sánchez, l'immigration est une affaire européenne, il ne saurait, à ses yeux, être question d'unilatéralisme dans ce domaine. Il affichera d'ailleurs dans ce contexte sa solidarité avec l'Allemagne et la Grèce.

- Sa position face au séparatisme catalan. Il se déclare partisan d'un dialogue avec le mouvement d'indépendance, mais il se heurte à la demande d'un référendum d'auto-détermination de la Catalogne.

- Le souci de la question mémorielle et la volonté de faire disparaître les traces du franquisme. Le gouvernement Sánchez propose l'exhumation du dictateur Franco de son mausolée du «*Valle de Los Caídos*» pour transférer le corps dans le caveau familial dans un cimetière de la capitale. Il doit alors affronter, à partir de juin 2018, de nombreux débats législatifs fort houleux. L'exhumation aura finalement bien lieu en octobre 2019 et le mausolée devrait, selon le vœu du premier ministre, devenir un lieu de réconciliation pour les Espagnols encore marqués par le souvenir de la guerre civile.

- La gestion de la crise sanitaire «Covid 19». Face au virus qui a touché l'Espagne de plein fouet depuis mars 2020 surtout, Pedro Sánchez a su faire preuve d'un grand sang-froid. Il n'a pas hésité à prendre des mesures parfois impopulaires mais indispensables pour limiter autant que possible l'ampleur de la catastrophe. Ses interventions régulières à la télévision contribuent notablement à soutenir et encourager une population profondément éprouvée.

In his speech to the European Parliament in January 2019, the prime minister underlined the need for a Europe based more on social policy and for a strong monetary union. Calling for a reform of social democracy, this advocate of democratic socialism and of a post-capitalist society opposed to neo-liberalism plans to promote, including in his 2019 book '*Manual de resistencia*' [Manual for resistance], the unbreakable link between social democracy and Europe. In terms of his domestic plans, we note an important point on his agenda: making the Spanish education system secular.

One phrase during his speech to the European Parliament sums up his pro-European commitment: "so that Europe protects (citizens) we need, now, at this historic moment, to protect Europe".

Sánchez's time as head of government has not been "a long and gently flowing river".

It is important to highlight in particular four of the key facts that have marked this period:

Firstly, his attitude in the migration crisis. We would point out that, in June 2018, after the refusal by Matteo Salvini, Italy's Minister for the Interior, to allow the ship called the *Aquarius*, which was transporting over 600 migrants, to dock, Spain opened its ports to the ship. A similar gesture was made twice the following month. For Pedro Sánchez, immigration is an EU issue. In his view, there is no question of acting unilaterally in this area. In this context, he also showed his solidarity with Germany and Greece.

His position vis-à-vis Catalan separatism. He came out in favour of a dialogue with the independence movement but he is confronted with the demand for a referendum on the self-determination of Catalonia.

His concern about the issue of the memorial and his wish to erase traces of Francoism. The Sánchez government proposed digging up the body of the dictator Franco from its mausoleum in the '*Valle de Los Caídos*' [The Valley of the Fallen] to transfer the body to a family vault in a cemetery in the capital. As from June 2018, he then had to face up to a number of very stormy debates in Parliament. The exhumation will finally take place in October 2019 and the mausoleum is due to become, according to the wishes of the prime minister, a place of reconciliation for Spaniards, who are still haunted by the memory of the civil war.

Managing the Covid 19 healthcare crisis. Faced with the virus which hit Spain full on since March 2020 in particular, Pedro Sánchez has shown himself able to keep calm. He has been quick to take measures that have sometimes been unpopular but are essential to keep a lid on the scale of the disaster as much as possible. His regular

*Une phrase lors de son intervention au PE résume son engagement européen :
« pour que l'Europe protège (les citoyens), il nous faut, maintenant, dans ce moment historique,
protéger l'Europe. »*

*One phrase during his speech to the European Parliament sums up his pro-European commitment:
"so that Europe protects (citizens) we need, now, at this historic moment, to protect Europe".*

Ces réalisations ne peuvent dissimuler la fragilité du gouvernement. Après huit mois de blocage politique, les élections de novembre 2019 permettent enfin, après de longues tractations, la formation d'un gouvernement de coalition PSOE/PODEMOS. Ce sera toutefois un gouvernement minoritaire, que dirigera, à partir de janvier 2020, Pedro Sánchez.

L'action et la personnalité de Sánchez lui ont valu plusieurs distinctions, une en particulier qui doit certainement le toucher profondément, et le faire remonter à son enfance, devant le tourne-disque de ses parents: la Médaille Salvador Allende, obtenue le 28 août 2018.

Anne Weyembergh (en collaboration avec María Isabel Soldevila Brea)

appearances on TV are in particular contributing to supporting and encouraging a population that has been deeply afflicted.

These achievements cannot hide the government's fragility. After eight months of political deadlock, the elections in November 2019 finally allowed for, after lengthy negotiations, the formation of a PSOE/PODEMOS coalition government. However, it is a minority government that Pedro Sánchez has been leading since January 2020.

Sánchez's actions and personality have earned him several distinctions, one in particular which must certainly touch him deeply and bring him back to his childhood memories in front of his parents' record player: the Salvador Allende Medal, which he was awarded on 28 August 2018.

Anne Weyembergh (in collaboration with María Isabel Soldevila Brea)

ANDRÉ SAPIR

Théoricien et praticien de l'Europe

A theorist and practitioner of Europe



Les hasards font bien les choses. À entendre André Sapir retracer les méandres de son parcours professionnel et intellectuel, il ne s'agirait que de cela: un savant mélange de hasards et de coups de chance le mena peu à peu à la prestigieuse carrière européenne et académique qu'il est toujours occupé d'accomplir. Mais une telle trajectoire ne devrait-elle donc rien aux compétences du principal intéressé ?

Avec beaucoup de bienveillance, André Sapir nous accueille dans son bureau du bâtiment R42 du campus du Solbosch. Il n'hésite pas à évoquer dès les premières minutes de l'entretien l'importance de son histoire familiale. Fils de parents ayant fui au début des années 1930 l'Europe de l'Est où périrent ses grands-parents et les autres membres de sa famille une décennie plus tard, il inscrit d'emblée son engagement européen dans le sillage de cet héritage familial. Embrayant sur ses études à l'ULB, il se remémore sa licence spéciale en économétrie qui y fut obtenue en 1973 et affirme sans détour qu'elle constituait « Une très bonne formation, un très bon diplôme. Que ce soit moi ou mes collègues Peter Praet ou Mathias Dewatripont, nous avons tous suivi cette filière d'excellence en économie ».

QUELQUES PREMIERS CONTACTS AVEC L'EUROPE

Au début des années 1970, « le Marché commun comme on l'appelait à l'époque » était plutôt absent de ses préoccupations nous explique André Sapir. Cependant, des liens structurants se nouent entre l'étudiant et l'idée européenne. « Par les hasards de la vie », il rencontre régulièrement un ami chercheur à l'Institut d'études européennes nouvellement créé par l'Université, et surtout, assiste aux cours de commerce international du professeur Étienne Sadi Kirschen qui y évoquait déjà les effets économiques de l'intégration européenne. Quant à la Commission, c'était encore « un autre monde »: beaucoup plus petite qu'actuellement, elle demeurait bien loin des perspectives du jeune économiste. Néanmoins, il la pratique pour la première fois dans ces années; il doit effectivement s'y rendre de nombreuses fois afin d'y recueillir des données pour l'écriture de sa première publication consacrée à l'émigration des travailleurs grecs vers l'Allemagne. Premier contact qui en appellera d'autres une décennie plus tard...

DE GRANDES RENCONTRES ET DE FRANCHES AMITIÉS

Paradoxalement, ce n'est pas sur le continent européen mais aux États-Unis qu'il faut chercher le levier qui activera l'intérêt qu'André Sapir manifeste à l'égard de la construction européenne. Conseillé par Etienne Kirschen, il accomplit sa thèse à la Johns Hopkins University sous la direction du professeur Béla Balassa, auteur d'un livre resté fameux: *The Theory of Economic Integration*. Fort de l'impulsion décisive de ses deux mentors, André Sapir jette son dévolu sur les questions de commerce international, d'intégration économique et d'Europe. En 1983, en pleine période d'« euro-sclérose », il souhaite retourner en Belgique pour participer à la

A lot can be attributed to chance. Listening to André Sapir going back over the meanderings of his professional and intellectual journey, it would just be that: a savvy mixture of chance and strokes of luck gradually led him to the prestigious European and academic career that still keeps him busy. But shouldn't such a path owe something to the skills of the person concerned?

With great kindness, André Sapir welcomes us into his office in building R42 on the Solbosch campus. From the first minutes of the interview, he is quick to refer to the importance of his family history. In the early 1930s, his parents fled Eastern Europe, where his grandparents and other members of his family perished a decade later. Right from the start, he marked down his commitment to Europe in the wake of this family background. After embarking on his studies at the ULB, he looks back on the special degree in econometrics that he was awarded there in 1973 and has no hesitation in asserting that it was “very good training, a very good degree. Whether it was me or my colleagues Peter Praet or Mathias Dewatripont we all followed this pathway of excellence in economics”.

A FEW INITIAL CONTACTS WITH EUROPE

In the early 1970s, “the Common Market as people called it at the time” was pretty far from André Sapir's thoughts. However, some links began to take shape between the student and the European idea. “As chance would have it”, he would regularly meet a friend who was a researcher at the Institute for European Studies that had been recently created by the ULB and, above all, he would attend the international business lectures given by Professor Étienne Sadi Kirschen, who was already referring to the economic effects of European integration. As for the Commission, that was still “another world”: much smaller than it currently is, it continued to be far away from the career prospects of the young economist. However, he did experience it for the first time in this period as he had to go there on a number of occasions to gather data to write his first publication devoted to the emigration of Greek workers to Germany. That was a first contact that would lead to others a decade later...

BIG MEETINGS AND OPEN FRIENDSHIPS

Ironically, the trigger that activated André Sapir's clear interest in European integration turned out not to be in the European continent but in the United States. Mentored by Etienne Kirschen, he finished his thesis at the John Hopkins University under the supervision of Professor Béla Balassa, the author of a book that has stood the test of time: *The Theory of Economic Integration*. Bolstered by the decisive impetus provided by his two mentors, André Sapir set his heart on issues relating to international trade, economic integration and Europe.

In 1983, right in the middle of the period of 'eurosclerosis', he wanted to come back to Belgium to take part in the renewal of the

renaissance du projet européen qui verra le jour peu de temps après sous la présidence de Jacques Delors à la Commission européenne. Béla Balassa l'y encouragera... De retour à Bruxelles, et par le biais de Jean Waelbroeck, son ancien professeur d'économétrie devenu collègue, il intègre le CEPS (Center for European Policy Studies), régulièrement consulté par la Commission sur les questions économiques.

European project that was to see the light of day soon afterwards, under Jacques Delors' presidency of the European Commission. Béla Balassa was to spur him on... Back in Brussels, and through Jean Waelbroeck, his former professor of econometrics turned colleague, he joined the Centre for European Policy Studies (CEPS) and was regularly consulted by the Commission on economic issues.

« Quand il y a ce frémissement à nouveau en Europe, le marché intérieur, et cette relance, cela m'intéresse tout de suite. Je suis de retour à Bruxelles, (...), je suis là et je dois m'impliquer. »

"When there is a quake again in Europe, the Single Market, and this recovery, that interests me straight away. I'm back in Brussels, (...), I'm there and I have to get involved."

Et André Sapir aura la chance de pouvoir s'impliquer dans cette reprise de la dynamique européenne. D'abord à travers le CEPS, mais aussi grâce à un économiste avec lequel il va se lier d'amitié, Alexis Jacquemin, professeur à l'UCL, expert en économie industrielle et futur prix Francqui. Il collaborera avec ce dernier pour la réalisation de nombreuses études commandées par un autre personnage clef de son parcours, Pierre Defraigne, alors chef de cabinet d'Étienne Davignon. Ensuite, durant trois années, il travaillera en tant que conseiller économique externe de Pierre Defraigne, devenu entre-temps directeur des relations Nord-Sud à la Commission européenne.

And André Sapir was to have the opportunity to get involved in this recovery of European dynamism. First through CEPS, but also thanks to an economist who would soon become a friend, Alexis Jacquemin, a professor at the UCL, an expert in industrial economics and a future Francqui Prize laureate. They would later collaborate in completing several studies commissioned by another key person in his career, Pierre Defraigne, then head of Étienne Davignon's cabinet. Then, for three years, he was to work as external economic advisor to Pierre Defraigne, who had since become Director of North-South relations at the European Commission.

« À l'époque les choses étaient encore assez simples à la Commission, j'avais un bureau, et même une place de parking au Berlaymont, sans y être fonctionnaire ! Aujourd'hui ce serait impossible ! »

"At the time things were still fairly simple at the Commission. I had an office and even a parking space at the Berlaymont without being a civil servant! Today that would be impossible!"

En 1990, il succède à Alexis Jacquemin au poste de conseiller économique auprès du directeur-général de la DG Économie et Affaires financières, Giovanni Ravasio. Celui-ci est « par le plus grand des hasards » issu de l'ULB et est également un ancien étudiant d'Étienne Kirschen. Cela va directement coller entre les deux hommes ! Tous deux fils d'immigrés en Belgique et fervents supporters de l'Union Saint-Gilloise, ils travailleront étroitement ensemble jusqu'au départ de Giovanni Ravasio de la Commission en 2001. Pendant ce temps, André Sapir continue de mener une carrière florissante à l'université où il était devenu professeur ordinaire et où il avait été pendant plusieurs années président de l'Institut d'études européennes à l'instigation de Françoise Thys-Clément alors recteur de l'université. L'année 2001 marque une étape importante dans la carrière d'André Sapir. Il devient conseiller économique de Romano

In 1990, he took over from Alexis Jacquemin as economic adviser to the Director General of the Economic and Financial Affairs Directorate General, Giovanni Ravasio. The latter, "as chance would have it", was also a ULB graduate and a former student of Étienne Kirschen. That would immediately act as glue binding the two men together! Both sons of immigrants in Belgium and fervent supporters of Union Saint-Gilloise, they were to work together closely up until Giovanni Ravasio left the Commission in 2001. During this period, André Sapir continues his flourishing career at the ULB where he had become full professor and where he had been, for several years, President of the Institute for European Studies (IEE) at the instigation of Françoise Thys-Clément, who was then rector of the ULB. The year 2001 was an important marker in André Sapir's career. He became economic advisor to Romano Prodi, an Italian economist and

Prodi, l'économiste et homme politique italien qui préside alors la Commission. Professeur d'économie industrielle à l'Université de Bologne, Romano Prodi est un collègue et ami de longue date d'Alexis Jacquemin qui lui recommande son collègue et ami belge pour diriger le groupe de conseillers économiques de la présidence de la Commission. André Sapir s'illustrera durant cette période faste en publiant notamment, en 2003, le fameux rapport qui porte son nom et qui préconisait un changement de cap ambitieux dans les politiques économique et budgétaire de l'Union. Finalement, il annonce son départ de la Commission au commencement de la présidence Barroso, pour pouvoir à nouveau se consacrer pleinement à ses activités académiques qu'il avait jusque-là menées de front avec ses fonctions européennes. «Autant partir sur un succès» comme il le remarque lui-même avec malice. Son départ de la Commission européenne ne signifia pas cependant son adieu à la scène européenne puisqu'il rejoindra en 2005, lors de sa création, le centre d'étude Bruegel devenu depuis lors très influent dans les milieux européens.

DEUX CASQUETTES POUR UNE INDÉPENDANCE TOTALE

Notre interlocuteur résume: «Je suis donc impliqué institutionnellement depuis le milieu des années 1980 dans le processus d'intégration européenne. Mais en demeurant toujours une personne indépendante grâce à mon poste de professeur à l'ULB. J'ai eu la chance de ne jamais devenir fonctionnaire permanent, et de toujours pouvoir rester à des postes temporaires. J'ai eu la chance immense que mes patrons, que ce soit Prodi ou Ravasio, ont tous les deux vu l'avantage d'avoir un économiste comme moi, qui avait un pied à l'intérieur, un pied à l'extérieur de l'institution et qui gardait une indépendance d'esprit. Je leur dois donc beaucoup». Ainsi, si le destin européen d'André Sapir est certainement ponctué de récits d'amitié et de rencontres intellectuelles fructueuses, sa carrière et sa réussite furent avant tout guidées et assurées par un double leitmotiv : l'indépendance, d'une part, et le désir constant de lier la théorie à la pratique de l'Europe, de l'autre. Un pied dedans, un pied dehors. En joignant constamment recherche académique et travail de terrain, André Sapir engrangea une expérience rare de l'Union européenne et fut ainsi toujours assuré de l'appréciation de ses pairs, que ce soit à l'Université ou au sein des institutions, estime qu'il garde encore aujourd'hui.

Lucas Raucq

politician who was then President of the Commission. A Professor of Industrial Economics at Bologna University, Romano Prodi had been a friend and colleague of Alexis Jacquemin for a long time, who recommended his Belgian colleague and friend to lead the group of economic advisors for the Commission President. André Sapir would shine during this auspicious period by publishing, in 2003, the famous report that bears his name and that advocated an ambitious change in course for the EU's economic and budgetary policies. Finally, he announced his departure from the Commission at the start of the Barroso Commission, in order to be able to again devote himself fully to his academic activities that he had, until then, combined with his European roles. "Best to leave on a successful note," he notes mischievously. His departure from the European Commission did not, however, mean saying goodbye to the European stage as he was to join the Bruegel think tank when it was set up in 2005 – a think tank that has since then become very influential in European circles.

TWO HATS FOR TOTAL INDEPENDENCE

As our interviewee puts it: "So, in an institutional sense, I am involved in the process of European integration since the middle of the 1980s but whilst remaining an independent individual thanks to my post as professor at the ULB. I had the opportunity to never become a permanent civil servant and to always be able to stay in temporary posts. I had the huge piece of luck that my bosses, be it Prodi or Ravasio, both saw the advantage of having an economist like me, who had one foot inside and one foot outside the institution and who kept his independence of mind. So I owe them a lot."

Thus, while André Sapir's European destiny was certainly marked by stories of friendship and fruitful intellectual meetings, his career and success were above all guided by and rooted in two leitmotifs: independence on the one hand and the constant desire to link the theory of Europe to the practice of it on the other. One foot inside, one foot outside. By constantly combining academic research and work on the ground, André Sapir gathered some rare experience of the European Union and was thus always assured of recognition from his peers, be that at the ULB or within the institutions, which he still maintains to this day.

Lucas Raucq



André Sapir, à la Solvay Brussels School Economics & Management de l'ULB.

André Sapir, at the Solvay Brussels School Economics & Management of the ULB.

ANNICK SCHUBERT

L'Europe de la coopération et du développement

A Europe based on cooperation and development



«Lorsque je regarde en arrière, mon parcours me ramène toujours d'une manière ou d'une autre à l'ULB». Annick Schubert dresse ce constat à l'issue de notre entretien; il éclaire d'une lumière particulière la carrière de notre interlocutrice. L'ULB s'y trouve régulièrement à la croisée des chemins, comme un catalyseur de nouvelles vocations, ou comme la passerelle vers de nouveaux horizons. Se trouvant à la jonction de plusieurs univers: monde de la coopération et du développement, monde de l'université et de la recherche, monde de l'Europe et des institutions européennes, Annick Schubert, quant à elle, incarne certainement leur interconnexion. Mais comment pense-t-elle les liens entre Université, Europe et développement international ?

Fille de deux sociologues et anciens ULBistes, Annick Schubert se passionne très tôt pour la danse. Souhaitant faire carrière dans cette voie, elle est néanmoins encouragée dans un premier temps à accomplir des études universitaires. La précarité d'une profession artistique inquiétait ses parents, «et ils avaient raison» concède-t-elle aujourd'hui. Elle choisit – par défaut – d'effectuer une licence en journalisme et communication à l'Université et obtient son diplôme en 1997. Mais ce cursus, qui se révèle à ses yeux trop généraliste, ne l'enthousiasme pas. Peu impliquée dans la vie estudiantine, elle privilégie ses entraînements de danse et, sa licence obtenue, elle passe une audition pour une école de danse contemporaine réputée à Londres. Ainsi, rien ne semble encore présager de ses futurs engagements dans l'administration européenne !

UNE BIFURCATION INATTENDUE

À la suite d'une blessure, Annick Schubert est contrainte d'abandonner la danse et de rentrer en Belgique. Un emploi administratif dans un centre culturel régional l'amène très vite à tourner définitivement le dos aux arts de la scène pour se lancer dans une voie dont elle avait seulement caressé l'idée jusque-là: la coopération au développement. Inspirée par des actions menées au Bénin par ses parents – professeurs de morale – pendant son adolescence, elle aurait en effet aimé se former aux métiers du développement international, mais un tel cursus n'existait pas encore. Paradoxalement, c'est (entre autres) l'exposé d'un de ses professeurs de marketing pendant ses études de communication qui va raviver ce désir d'engagement social. Analysant l'évolution socio-économique de nos sociétés, ce professeur présentait déjà au début des années 90 que la mondialisation engendrerait une paupérisation massive. «Ce constat m'a semblé effrayant et m'a motivée à agir» déclare Annick Schubert. Elle se lance alors dans la coopération internationale avec, d'emblée, la certitude d'avoir trouvé sa voie.

“When I look back, my career path has always brought me back to the ULB in one way or another.” That's how Annick Schubert sums things up at the end of our interview. It's an observation that puts our interviewee's career in a particular light. The ULB regularly appears at a crossroads for her, as a catalyst for new vocations or as a bridge leading towards new horizons. Being at the intersection of several worlds - the world of cooperation and development, the world of universities and research, the world of Europe and European institutions - Annick Schubert certainly personifies the connection between these worlds. But what does she think about the links between university, Europe and international development?

The daughter of two sociologists and former ULBers, Annick Schubert was passionate about dancing from an early age. Whilst wanting to build a career in this field, she was nonetheless encouraged to finish her university studies in the first instance. The fact that artistic professions are precarious worried her parents and “they were right”, she admits today. She chose – by default – to do an undergraduate degree in journalism and communication at the ULB and was awarded her degree in 1997. But the course, which seemed too generalist in her eyes, did not leave her brimming with enthusiasm. Barely involved in student life, she gave priority to her dance training and, once she had gained her undergraduate degree, she had an audition at a well-reputed contemporary dance school in London. Nothing so far pointed much to her future involvement in European administration!

AN UNEXPECTED FORK IN THE ROAD

Following an injury, Annick Schubert was forced to give up dancing and to head back to Belgium. An administrative job in a regional cultural centre very quickly makes her turn her back on the theatre profession definitively and to set herself on a path that she had only flirted with until then: development cooperation. Inspired by action taken in Benin by her parents – professors of Ethics and philosophy – during her teenage years, she would have liked to train for a career in international development but there was no such programme back then. Ironically, it was (among other things) an exposé by one of her marketing teachers during her communication studies that would rekindle this desire for societal engagement. Analysing the socio-economic evolution of our societies, that professor could already foresee, at the beginning of the 1990s, that globalisation would lead to massive impoverishment. “This observation seemed frightening to me and motivated me to act,” says Annick Schubert. So she plunged headlong into international cooperation with, right from the word go, the certainty that she had found the right path for her.

« La coopération au développement est et reste une belle cause dans laquelle s'engager (...) »

“Development cooperation is and continues to be a wonderful cause to which to commit yourself...”

RETOUR À L'ULB

Accumulant de l'expérience au fil de projets et programmes menés en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, Annick Schubert éprouve après quelques années l'envie de faire certifier ses compétences par un bagage académique reconnu et de réfléchir, avec d'autres professionnels, aux enjeux globaux du développement. En 2007, pourtant déjà consultante dans le domaine, elle retourne s'asseoir sur les bancs de l'ULB pour y effectuer le master en sciences du développement. Cette fois, son implication est d'une tout autre nature. Toujours fortement sollicitée par son activité professionnelle, elle mène son cursus avec une motivation sans pareille. Inspirée par des professeurs tels que Pierre Petit ou Françoise Lauwaert, elle réussit brillamment son master et est encouragée par eux à postuler pour une bourse de doctorat. Passionnée par les sociétés d'Asie du Sud-Est, et sous la direction académique de Pierre Petit, elle décroche, le même mois, une bourse du FNRS pour réaliser une thèse sur l'autodétermination des peuples autochtones du Cambodge et un fonds européen pour la mise en œuvre d'un projet de développement. Ce dernier projet allait se révéler être le prélude à une nouvelle étape de sa carrière !

ANNÂDYA, « LE BONHEUR DE MANGER À SA FAIM »

En effet, parallèlement à son projet de thèse, Annick Schubert s'était penchée sur un ambitieux programme de coopération internationale destiné aux populations rurales pauvres des provinces frontalières du Laos et du Cambodge. Nommé « Annâdya », qui en sanskrit signifie « le bonheur de manger à sa faim », ce projet est soumis à l'Union européenne en 2011. Et ce sont les équipes de l'ULB, en particulier Pierre Petit, directeur du Laboratoire d'anthropologie des mondes contemporains (LAMC), appuyé par Jean-Louis Moortgat, du Département des relations extérieures de l'ULB qui en ont décroché respectivement la direction académique, d'une part, administrative et financière, de l'autre. Annick Schubert en devient la gestionnaire et prend la tête de sa mise en œuvre au Cambodge. Dans ce cadre, elle doit garantir la bonne exécution opérationnelle et administrative d'un financement de près de 3,5 millions d'euros ! Le projet consistait à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de groupes ethniquement minoritaires et marginalisés. Pour optimiser leurs capacités de production alimentaire, il reposait sur l'apprentissage de méthodes écologiques innovantes, offrant de meilleurs rendements, ou encore sur la mise en place de techniques de transformation alimentaire. Outre les deux directeurs, divers experts et collaborateurs de l'ULB, dont Philippe Donnen de l'École de Santé publique, Manon Istasse du LAMC, et encore Pauline Talbot et l'équipe de Benoit Haut, directeur du service TIPs (Service transferts, interfaces et procédés) ont également apporté leur expertise

BACK TO THE ULB

After a few years accumulating experience from projects and programmes carried out in Asia, in Africa and in Latin America, Annick Schubert felt the need to have her skills certified and academically recognised and to reflect, with other professionals, on development issues as a whole. In 2007, whilst already a consultant in the area, she came back to the ULB classrooms, to complete a Master's in development sciences. This time, her commitment was of a totally different order. Whilst facing considerable demands as a professional working in the sector, she completed her course with unparalleled levels of motivation. Inspired by professors such as Pierre Petit and Françoise Lauwaert, she made a big success of her Masters and was encouraged by them to apply for a PhD grant. Driven on by her passion for south east Asian societies, and under the academic supervision of Pierre Petit, she obtained, the same month, a *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS) grant to do a thesis on the self-determination of the indigenous peoples of Cambodia and a European fund to implement a development project. The latter project would turn out to be the prelude to a new phase in her career!

ANNÂDYA, “THE JOY OF EATING AT ONE'S FILL”

Alongside her thesis, Annick Schubert had put her mind to an ambitious programme of international cooperation targeted at poor rural populations from the border provinces of Laos and of Cambodia. Dubbed, *Annâdya*, which is Sanskrit for “The joy of satisfying one's hunger”, the project was submitted to the European Union in 2011. And it was teams from the ULB, in particular Pierre Petit, Director of the *Laboratoire d'anthropologie des mondes contemporains* (LAMC) (Laboratory of Anthropology of Contemporary Worlds), supported by Jean-Louis Moortgat, from the External Relations Department of the ULB, who were, in the former case, awarded academic supervision of it and, in the latter case, administrative and financial supervision of it. Annick Schubert became the project manager and headed up its implementation in Cambodia. In this role, she had to ensure the correct operational and administrative execution of funding of nearly 3.5 million euros! The project was about improving food and nutritional safety for ethnic minority and marginalised groups. To optimise their food processing techniques, it was based on learning innovative ecological methods offering better performance and on putting in place food processing techniques. In addition to the two directors, various experts and colleagues at the ULB, including Philippe Donnen from the *École de Santé publique* (School of Public Health), Manon Istasse from the LAMC and Pauline Talbot and a team under Benoit Haut, Director of the TIPs Service (Transfer, Interfaces and Procedures Service), also contributed their expertise to the project. Ending in 2015, Annâdya was unanimously praised for the results it

au projet. Prenant fin en 2015, Annâdya fut unanimement salué pour les résultats obtenus tant par les évaluateurs et la Délégation de l'Union européenne que par les bénéficiaires et ministères provinciaux associés. Enchaînant ensuite les missions de consultance pour des programmes et projets financés par l'UE, Annick Schubert finit tout naturellement par passer l'examen d'entrée à la Commission européenne et par rejoindre la Direction Générale du Développement et de la Coopération (DG DEVCO). À partir de ce moment, elle va superviser des programmes financés mis en œuvre par d'autres universités et ONGs.

COMMUNIQUER L'EUROPE, SENSIBILISER AU DÉVELOPPEMENT, IMPLIQUER LES UNIVERSITÉS

Ainsi, par le truchement de la DG DEVCO, Annick Schubert est depuis la fin de l'année 2018 de retour en Asie du Sud-Est, «là où j'ai toujours voulu être». En poste à la Délégation de l'UE au Myanmar, elle y est gestionnaire des programmes «paix et stabilité» qui appuient le processus de paix en cours de négociation entre le gouvernement, l'armée et les divers groupes ethniques du pays, ainsi que les populations affectées par les conflits en particulier dans les états frontaliers. Épanouie, elle est convaincue de l'utilité de son action. Pour elle, les accomplissements de sa Direction Générale peuvent même contribuer à redresser l'image quelque peu écornée des institutions européennes. «En tant qu'Européenne, je suis fière de l'action menée par la Délégation au Myanmar et des principes et valeurs que nous y défendons. Et je peux dire la même chose de ma collaboration précédente avec les Délégations de l'UE au Cambodge et au Laos», affirme Annick Schubert. Il appartient aux institutions européennes de mieux communiquer concernant leurs actions et accomplissements. C'est pour cela que les réalisations du projet Annâdya ont, en leur temps, fait l'objet d'un documentaire par Bophana, le Centre audiovisuel du réalisateur cambodgien Rithy Panh (nommé cette année Président du Jury de la Caméra d'Or au 72^e Festival de Cannes!).

«La coopération au développement, souligne-t-elle, est et reste une belle cause dans laquelle s'engager. En se retroussant les manches, en associant nos compétences et grâce au soutien financier de bailleurs tels que l'UE, il est tout à fait possible d'obtenir de bons résultats. C'est ce que nous avons démontré avec le projet Annâdya!». Selon Annick Schubert, l'Université a beaucoup à apporter à la coopération par la recherche appliquée, par le développement de solutions techniques, et parce qu'elle constitue un vivier d'expertise à la fois varié d'un point de vue thématique et homogène du point de vue de la démarche scientifique. Elle plaide dès lors pour un engagement plus important des universités dans les problématiques du développement et les questions européennes. Le rôle que joue l'ULB en s'engageant à la fois dans des programmes d'aide au développement mais aussi en tant qu'institution prônant les valeurs européennes est, selon elle, crucial dans le contexte actuel. ULBiste, professionnelle de l'aide au développement, employée européenne... : force est de constater que peu incarnent aussi distinctement qu'Annick Schubert l'interaction qui devrait être constamment recherchée et promue entre ces divers univers.

Lucas Raucq

obtained both by the assessors and by the Delegation of the European Union as well as by the associated beneficiaries and provincial ministries. Moving on to a succession of consultancy assignments for programmes and projects funded by the EU, Annick Schubert quite naturally ended up sitting the entrance exam to the European Commission and joining the Directorate General for Development and Cooperation (DG DEVCO). From that moment onwards, she would supervise funded programmes implemented by other universities and NGOs.

COMMUNICATING EUROPE, RAISING AWARENESS ABOUT DEVELOPMENT, INVOLVING UNIVERSITIES

Thus, via DG DEVCO, Annick Schubert has been back in south east Asia since the end of 2018, "where I have always wanted to be". Posted to the EU Delegation to Myanmar, she manages 'peace and stability' programmes that support the peace process that is being negotiated between the government, the army and various ethnic groups in the country as well as the populations affected by the conflicts in particular in border states. She feels fulfilled and she is convinced that her actions are useful. In her view, the achievements of her Directorate General may even contribute to rebuilding the somewhat dented image of the European institutions. "As a European, I am proud of the action undertaken by the Delegation to Myanmar and of the principles and values that we defend there. And I can say the same thing about my previous work with the Delegations of the EU to Cambodia and to Laos," maintains Annick Schubert. It is up to the European institutions to communicate their actions and achievements better. That is why the achievements of the *Annâdya* project were, in their time, the subject of a documentary by Bophana, the Audiovisual Centre of the Cambodian Director Rithy Panh (appointed this year as a President of the Jury of the *Caméra d'Or* (Golden Camera) at the 72nd Festival of Cannes!).

"Development cooperation, she underlines, is and continues to be a wonderful cause to which to commit yourself... Rolling up our sleeves, combining our skills and thanks to the financial support of donors such as the EU, it is totally possible to obtain good results. That is what we have shown with the *Annâdya* project!" According to Annick Schubert, the ULB has a lot to offer cooperation through applied research, through the development of technical solutions and because it represents a reservoir of expertise both varied from a thematic point of view and homogenous from the point of view of its academic approach. So she is calling for more commitment from universities in relation to the challenges of development and of European issues. The role that the ULB plays by engaging both in aid for development programmes but also as an institution advocating European values is, in her view, crucial in the current context. A ULB *alumnus*, a professional in the development aid sector, a European employee... It has to be said that few embody as clearly as Annick Schubert the interaction that should be constantly sought after and promoted between these different worlds.

Lucas Raucq



© European Communities, / Source: EC - Audiovisual Service/
18/12/1972

HENRI SIMONET

D'Anderlecht au sommet de l'UE

From Anderlecht to the summit of the EU

Né le 10 mai 1931 à Bruxelles, Henri Simonet grandit dans une famille modeste, peu tournée vers la politique. Il devient néanmoins une personnalité de la vie politique bruxelloise, belge et européenne. Personnalité controversée aussi à certains égards, entre autres vu son franc-parler et son passage du socialisme au libéralisme.

Un an après être devenu membre du Parti Socialiste (PS) belge, Henri Simonet commence sa carrière politique lors de la conférence dite de la Table Ronde, qui se déroule du 20 janvier au 20 février 1960, dédiée aux modalités de l'indépendance de ce qui est alors le Congo belge. Il y est présent en tant que membre du PS ainsi que de la Fédération générale des travailleurs de Belgique. Il fait son entrée au niveau central belge en mai 1961 en devenant le chef de cabinet du ministre des Affaires économiques Antoine Spinoy au sein du gouvernement Lefèvre-Spaak. Dans son autobiographie intitulée *Je n'efface rien et je recommence* (1986), il définit lui-même ces années comme ayant été une très bonne préparation à la suite de sa carrière politique.

UN HOMME POLITIQUE BELGE AVANT TOUT

En 1964, il est élu au Conseil communal d'Anderlecht en tant qu'échevin. Le député-bourgmestre Joseph Bracops meurt soudainement et c'est Henri Simonet qui le remplace au mois de juin 1966 dans l'exercice de ses deux mandats. Ce fut une expérience très enrichissante et l'occasion pour lui d'être au plus près des citoyens tout en s'attachant profondément à cette commune.

UN ULBISTE CONVAINCU

Henri Simonet obtient un doctorat en Sciences économiques et financières en 1953 à 22 ans et son diplôme de « Docteur en Droit » à l'Université libre de Bruxelles en 1954. Il part ensuite aux États-Unis pour étudier à l'Université de Columbia pendant un an. Cependant, il ne tarde pas à faire son retour dans son *alma mater* en tant qu'assistant puis, à l'âge de 27 ans, comme professeur titulaire du cours d'économie appliquée et de finances publiques. En 1968, Simonet est élu président du Conseil d'administration de l'ULB à sa grande surprise. Il arrive dans un contexte très tendu suite

Born on 10 May 1931 in Brussels, Henri Simonet grew up in a modest family that had little involvement in politics. Nonetheless, he ended up becoming a leading figure on the Brussels, Belgian and European political scene. He was also a controversial figure in some respects, among others given his frank way of speaking and his move from socialism to liberalism.

A year after he became a member of the Belgian *Parti Socialiste* (Socialist Party), Henri Simonet began his political career during the so-called '*Table Ronde*' (Round table) conference, which took place from 20 January to 20 February 1960 and which was dedicated to the arrangements surrounding the independence of what was then the Belgian Congo. He was there both as a member of the Socialist Party and as a member of the *Fédération générale des travailleurs de Belgique* (General Federation of Belgian Labour). He made it into Belgium's central administration in May 1961 by becoming chief of staff for the Minister of Economic Affairs, Antoine Spinoy, within the Lefèvre-Spaak government. In his autobiography entitled *Je n'efface rien et je recommence* (1986) (roughly translated: I don't erase anything and I start again), he defined these years as having been very good preparation for his political career.

A BELGIAN POLITICIAN ABOVE ALL

In 1964, he was elected as *échevin* (roughly translated: a municipal officer in Belgium, similar to a councillor or alderman) at the Conseil communal d'Anderlecht (a legislative assembly at the level of the *commune*, a local unit of administration in Belgium). The deputy mayor Joseph Bracops died suddenly and Henri Simonet was the one to replace him in June 1966 in carrying out two terms of office. That was a very enriching experience and the chance for him to be closest to citizens whilst getting deeply attached to this *commune*.

A FERVENT ULBER

Henri Simonet obtained a Phd in economic and financial sciences in 1953 at the age of 22 and his degree as *Docteur en Droit* (Doctor in Law) at the ULB in 1954. He then went to the US to study at the Columbia University for a year. However, he was quick to return to his *alma mater* as an assistant and then, at the age of 27, as a tenured professor for a course in applied economics and public finances.

à l'occupation de l'Université lors du mouvement étudiant de mai 1968. Après les premiers incidents à Paris, 175 professeurs de l'ULB votent une motion par laquelle ils ne reconnaissent plus le Conseil d'administration en place et réclament son remplacement après une élection à laquelle l'ensemble de la communauté universitaire participerait. L'Université est occupée par les étudiants jusqu'en juillet et, en novembre 1968, un nouveau Conseil d'administration est nommé pour remplacer celui dont une partie vient de démissionner. Dans ce contexte, Henri Simonet se trouve pris en otage avec le recteur André Jaumotte par 50 étudiants dans le bureau de ce dernier ! Sa présidence est marquée par quelques actions majeures entre autres par des investissements dans les infrastructures universitaires comme pour l'Hôpital Erasme dont l'implantation à Anderlecht lui doit beaucoup. Unitariste convaincu, il participe cependant à la scission de l'ULB permettant ainsi la création d'une université néerlandophone autonome à Bruxelles, la VUB. Ceci faisait écho au déménagement décidé en 1968 de la section francophone de l'Université de Louvain qui allait devenir l'UCL à Louvain-La-Neuve. À la demande d'Henri Janne, il lui succède à la présidence de l'Institut d'études européennes de 1975 à 1978.

D'UNE CARRIÈRE POLITIQUE NATIONALE À LA VICE-PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION

Ministre des Affaires économiques en 1972, Henri Simonet abandonne cette fonction pour être nommé membre et vice-président de la Commission des communautés européennes en janvier 1973. Intéressé par les affaires internationales dès le début de sa carrière, il renonce un temps à la politique belge et accepte ce poste au sein de la Commission présidée par le français François-Xavier Ortoli, notamment dans la perspective de l'établissement de l'Union économique et monétaire. Il hérite du portefeuille de l'énergie et de l'harmonisation des législations en matière de fiscalité et d'institutions financières. Son mandat est marqué par le choc pétrolier de 1973 et l'embargo décrété par les producteurs de pétrole arabes.

«La Communauté est devenue affaire de routine pour les ministres des Affaires étrangères tant son esprit, ses règlements, son organisation, font à présent partie intégrante de l'horizon politique et économique des pays qui la constituent. Ce caractère routinier, d'où il découle que beaucoup va de soi, est un des acquis communautaires les moins perçus et cependant les plus importants» (citation tirée de l'autobiographie d'Henry Simonet, p. 156)

"The Community has become a routine affair for Ministers of Foreign Affairs. Both its spirit, its regulations and its organisation are now a full part of the political and economic horizon of the countries that constitute it. This routine nature from which it flows that a lot goes without saying is one of the least noticed and yet most important Community acquis" (quotation taken from Henry Simonet's autobiography, p.156).

In 1968, to his great surprise, he was elected President of the ULB's board of administration. He arrived at a very tense time following the occupation of the ULB during the student movement of May 1968. After the first incidents in Paris, 175 professors from the ULB voted through a motion according to which they no longer recognised the existing board of administration and called for it to be replaced after an election in which the whole of the university community would take part.

The ULB was occupied by students until July and, in November 1968, a new board of administration was appointed to replace the one of which a part had just resigned. In this context, Henri Simonet found himself taken hostage with the Rector André Jaumotte by 50 students in the Rector's office! His time as President was marked by some major actions, including by investment in university infrastructure as for the *Hôpital Erasme* (Erasmus Hospital), whose establishment in Anderlecht owes a lot to him. A convinced unitarist, he nevertheless took part in the splitting up of the ULB, thus allowing the creation of an autonomous Dutch-speaking university in Brussels, the VUB. This echoed the decision in 1968 to move out the French-speaking Section of University of Louvain, which would then become the UCL in Louvain-La-Neuve.

At the request of Henri Janne, Henri Simonet succeeded the latter as President of the *Institut d'études européennes* (Institute for European Studies) from 1975 to 1978.

FROM A NATIONAL POLITICAL CAREER TO BECOMING COMMISSION VICE PRESIDENT

A Minister of Economic Affairs in 1972, Henri Simonet abandoned that role to be appointed member and Vice President of the Commission of the European Communities in January 1973. With an interest in international affairs from the start of his career, he left Belgian politics for a period and accepted this post within the Commission under the French President of the Commission François-Xavier Ortoli, especially in relation to the establishment of the Economic and Monetary Union. His portfolio related to energy and the harmonisation of laws in relation to taxation and financial institutions. His term of office was marked by the oil shock of 1973 and the embargo decreed by Arab oil producers.

En février 1974, Simonet prend part à la Conférence internationale de l'énergie à Washington. Il constate alors les limites de la solidarité européenne face à la situation provoquée par l'embargo pétrolier, et le poids des intérêts nationaux. Malgré les réticences de la France, il réussira à associer la Commission aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie, afin qu'en cas de crise d'approvisionnement les mesures qui y seraient décidées soient d'application dans la Communauté. L'autre événement majeur durant ses activités à la Commission est l'entrée du Royaume-Uni dans les Communautés européennes, qui entraîna de nombreuses difficultés, liées à la contribution britannique au budget communautaire, et la nécessité de réexaminer la coordination des législations financières. Comme Simonet l'écrit dans son autobiographie, la Commission Ortolini marque à ses yeux la fin de l'espérance de mise en place d'une institution supranationale. Il s'agira désormais plutôt de réaliser une harmonisation, la «compatibilité» des systèmes prévalant dans les États-membres.

Henri Simonet était profondément convaincu de l'importance d'une défense européenne, il en regrettera toujours l'absence. Selon lui, une défense efficace au seul niveau national ne pouvait en aucun cas être crédible face aux deux superpuissances de la Guerre froide que sont les États-Unis et l'Union des républiques socialistes soviétiques.

RETOUR AU GOUVERNEMENT BELGE ET RETRAIT DE LA VIE POLITIQUE

Simonet quitte son poste à la Commission fin 1976. Celui-ci lui aura permis de se familiariser davantage avec la politique internationale et d'étendre ses relations politiques, tout en conservant un lien fort avec la politique belge. Cette combinaison sera en quelque sorte mise en action dans la suite de son parcours puisqu'en 1977 il est nommé en Belgique ministre des Affaires étrangères, fonction qu'il assumera jusqu'en 1980. À ce titre, il gardera bien entendu un lien étroit avec les affaires européennes centrées à cette époque, sous la Commission Roy Jenkins, sur le projet d'Union monétaire et sur les premières élections au suffrage universel de l'Assemblée parlementaire européenne (1979), ancêtre du Parlement européen. Henri Simonet assurera d'ailleurs la présidence du Conseil des ministres de la Communauté en 1977.

Son nouveau mandat ministériel est entre autres marqué par le second choc pétrolier de 1979, les tensions au Proche et Moyen Orient, la Guerre froide, ainsi que par la situation au Zaïre, sous la présidence de Joseph-Désiré Mobutu.

En 1983, Henri Simonet est nommé ministre d'État. L'année suivante, il annonce se retirer de la vie politique, démissionne de ses mandats parlementaire et mayoral, et se concentre sur son emploi de consultant international. Contre toute attente, il revient sur la scène politique en 1985 et se présente aux élections législatives. Il n'est toutefois plus présent alors sur les listes du PS mais bien sur celle du Parti réformateur libéral. Il est élu député et passe au Sénat en 1988 avant de quitter définitivement la politique. Il décède en 1996.

Elise Blaizot (en collaboration avec Anne Weyembergh)

In February 1974, he took part in the International Energy Conference in Washington. It was then that he observed the limits of EU solidarity faced with the situation provoked by the oil embargo and the weight of national interests. In spite of France's reluctance, he would succeed in connecting the Commission to the work of the International Energy Agency so that, in case of a crisis in supplies, the measures which would be decided there would be applied in the Community. The other major event during his time at the Commission was the entry of the United Kingdom into the European Communities, which led to numerous difficulties linked to the British contribution to the Community budget and the need to reexamine the coordination of financial legislation. As Henri Simonet wrote in his autobiography, the Ortolini Commission marked, in his eyes, the end of the hope of a supranational institution being put in place. From then on it would rather be about achieving harmonisation, the 'compatibility' of systems prevailing in Member States.

Henri Simonet was deeply convinced about the importance of European defence and he would always regret the fact that it was missing. In his view, an effective defence only at the national level could in no way be credible when faced with the two superpowers from the Cold War that are the United States (US) and the Union of Soviet Socialist Republics (USSR).

BACK TO THE BELGIAN GOVERNMENT AND WITHDRAWING FROM POLITICAL LIFE

Henri Simonet left his post at the Commission at the end of 1976. That had allowed him to familiarise himself more with international politics and to expand his political ties whilst maintaining a strong link with Belgian politics. This combination was in some way put to the test later in his career as, in 1977, he was appointed as Belgium's Minister of Foreign Affairs, a post that he held until 1980. In this post, he of course maintained close links with EU affairs, which were focused at this time, under the Roy Jenkins Commission, on the Monetary Union project and on the first elections by universal suffrage of the European Parliament's Assembly (1979), a forerunner of the European Parliament. Henri Simonet was to be President of the Community's Council of Ministers in 1977.

His new ministerial term of office was, among other things, marked by the second oil shock of 1979, tensions in the Near East and the Middle East, the Cold War as well as by the situation in Zaïre under President Joseph-Désiré Mobutu.

In 1983, Henri Simonet was appointed Minister of State. The following year, he announced that he was stepping down from political life, he resigned from his parliamentary and mayoral posts and focused on his work as an international consultant. Against all expectations, he returned to the political scene in 1985 and stood at the legislative elections. However, he was no longer present on the lists of the Socialist Party but on those of the Liberal Reformist Party. He was elected as a member of parliament and moved to the Senate in 1988 before definitively leaving politics. He passed away in 1996.

Elise Blaizot (in collaboration with Anne Weyembergh)

JEAN-LOUIS SIX

Un diplomate belge profondément européen

A deeply European Belgian diplomat



Né le 11 mars 1955, Jean-Louis Six a un parcours atypique mêlant diplomatie, finance et enseignement. Rencontres, hasards et travail (beaucoup...) l'ont mené sur une voie qui trouve son aboutissement à l'ambassade de Belgique au Grand-Duché de Luxembourg, où il garde un lien très étroit avec les affaires européennes après avoir été, entre autres, représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Union Européenne.

Jean-Louis Six commence ses études universitaires à l'ULB avec une licence en Droit qu'il complète par un Master en études juridiques à l'Université de Cambridge, grâce à une bourse de la Fondation Wiener-Anspach qui promeut la collaboration entre l'ULB, l'Université de Cambridge et celle d'Oxford. Il souhaite alors devenir avocat fiscaliste et prête serment au barreau de Bruxelles en 1982. Néanmoins, il n'y reste qu'un jour puisque le Département d'économie appliquée de l'ULB (DULBEA) lui propose un poste de chercheur qu'il occupe de 1982 à 1984.

UNE CARRIÈRE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

En 1985, il devient inspecteur adjoint des finances auprès du Ministère de l'Éducation nationale mais quitte la même année l'inspection des finances, ayant réussi le concours diplomatique. En 1987, il débute sa carrière au sein du Ministère des Affaires étrangères en tant que deuxième secrétaire à la Représentation permanente du Royaume de Belgique auprès des Nations Unies à Genève.

Ensuite, il enchaîne plusieurs postes: chef de Cabinet de la secrétaire d'État à «l'Europe 1992» en 1988, conseiller économique à l'ambassade de Belgique à Paris en 1990, chef de Cabinet adjoint du Ministre des Affaires étrangères en 1992, conseiller économique au Palais royal successivement du Roi Baudouin, du Roi Albert II puis du Prince Philippe entre 1992 et 1995. Après des expériences internationales puis nationales, Jean-Louis Six devient chef de Cabinet du ministre-président de la Région wallonne de 1995 à 1997. Il revient ensuite à Bruxelles comme représentant permanent adjoint de la Belgique auprès de l'Union européenne de 1997 à 2002 et conseiller spécial du ministre-président de la Région Wallonne entre 1999 et 2000.

Il entre à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) basée à Londres en 2002 comme administrateur pour la Belgique, le Luxembourg et la Slovénie, et participe à plusieurs comités en tant que membre, vice-président ou président, et ce pendant 15 ans.

Enfin, Jean-Louis Six fait son retour au Ministère des Affaires étrangères en qualité d'ambassadeur de Belgique au Grand-Duché de Luxembourg en septembre 2017.

Born on 11 March 1955, Jean-Louis Six had an unusual career path: a mixture of diplomacy, finance and teaching. Meetings, chance and work (lots of it) led him on a professional path that ended up at the Belgian Embassy to the Grand Duchy of Luxembourg, where he maintained a very close link with EU affairs. That was after having been, among other things, Belgium's deputy permanent representative to the European Union.

Jean-Louis Six began his university studies at the ULB with a degree in law, which he added to with a Masters in legal studies at Cambridge University, thanks to a grant from the Wiener-Anspach Foundation, which promotes cooperation between the ULB, Cambridge University and Oxford University. He then wanted to become a tax lawyer and was sworn in at the Bar of Brussels in 1982. However, he only stayed there for one day as the ULB's Department of Applied Economics (DULBEA) offered him a research post, which he held from 1982 to 1984.

A CAREER IN PUBLIC ADMINISTRATION

In 1985 he became deputy inspector of finances at the Ministry of National Education but left this role inspecting finances the same year as he passed a diplomatic competition. In 1987, he began his career in the Ministry of Foreign Affairs as second secretary to the permanent representation of the Belgian Kingdom to the United Nations in Geneva.

Then came several posts one after the other: Chief of Staff to the Secretary of State to 'L'Europe 1992' (Secretary of State for European Affairs of the Belgian government) in 1988, economic advisor to the Belgian Embassy in Paris in 1990, deputy Chief of Staff of the Ministry of Foreign Affairs in 1992, economic advisor to the Royal Palace for King Baudouin, then King Albert II and then Prince Philippe between 1992 and 1995. After some international and then national experience, Jean-Louis Six became Chief of Staff to the Minister President of the Walloon Region from 1995 to 1997. He then returned to Brussels as deputy permanent representative of Belgium to the European Union from 1997 to 2002 and special advisor to the Minister President of the Walloon Region between 1999 and 2000.

He joined the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) based in London in 2002 as administrator for Belgium, Luxembourg and Slovenia and took part in several committees as member, Vice Chairman or Chairman for 15 years.

Finally, Jean-Louis Six returned to the Ministry of Foreign Affairs as Ambassador of Belgium to the Grand Duchy of Luxembourg in September 2017.

Jean-Louis Six participe à la construction européenne sur divers plans puisqu'il est en charge de 17 secteurs techniques comprenant l'énergie, l'environnement mais aussi les transports ou la pêche. Il décrit ce moment comme le plus fascinant de sa carrière, moment marqué par la recherche de solutions de compromis.

Jean-Louis Six took part in EU integration at different levels as he was in charge of 17 technical sectors including energy, the environment but also transport and fisheries. He describes this moment as the most fascinating in his career, a time marked by the search for compromise solutions.

UNE CARRIÈRE EUROPÉENNE

Les affaires européennes sont présentes de manière continue dans toute la carrière de Jean-Louis Six. À ses yeux, son plus grand rendez-vous avec l'Union Européenne est son poste à la représentation permanente au COREPER 1 lors de la présidence belge de l'Union Européenne en 2001. Son rôle est alors de faire progresser les dossiers les plus techniques au sein de ce comité qui prépare les Conseils européens et, ainsi, de faire progresser l'Europe au service des États-membres, en collaboration avec les autres représentants permanents. Il participe à la construction européenne sur divers plans puisqu'il est en charge de 17 secteurs techniques comprenant l'énergie, l'environnement mais aussi les transports ou la pêche. Jean-Louis Six décrit ce moment comme le plus fascinant de sa carrière, moment marqué par la recherche de solutions de compromis :

« Cela mène à trouver la bonne formule pour que la proposition de la Commission devienne acceptable pour les États-membres et le Parlement européen. Il y a tout ce jeu institutionnel, cet équilibre subtil entre Parlement et Conseil dans lequel l'État qui a la présidence joue un rôle absolument clé car il fixe l'agenda et élabore avec le secrétariat général du Conseil et la Commission des propositions de compromis. (...) Quand on y arrive, c'est extrêmement gratifiant. »

Dans le cadre de son poste actuel d'ambassadeur, Jean-Louis Six garde une attache forte avec les Affaires européennes. Avant chaque Conseil européen, il rencontre le conseiller diplomatique du Premier ministre du Luxembourg, Xavier Bettel pour faciliter la coordination entre la position de la Belgique et celle du Grand-Duché sur toutes les questions européennes. Bruxelles utilise les résultats de ces rencontres pour définir la position finale défendue par les ministres belges au Conseil.

L'ATTACHEMENT À SON ALMA MATER

« Je n'ai jamais quitté l'ULB. J'y suis toujours d'ailleurs. Sans elle, je ne serais pas ce que je suis. »

Le futur diplomate choisit l'ULB pour sa très bonne réputation, notamment en Droit, plusieurs cours étant donnés par des praticiens du Droit, des grands noms du barreau ou des juges. L'ULB est

A EUROPEAN CAREER

EU affairs were ever present throughout Jean-Louis Six's career. In his eyes, his biggest rendezvous with the EU was his post at the permanent representation in COREPER 1 during the Belgian presidency of the EU in 2001. His role was then to make progress on the most technical files within this committee, which prepares European Councils, and thus to move Europe forward, together with other permanent representations, by serving its Member States. He took part in EU integration at different levels as he was in charge of 17 technical sectors including energy, the environment but also transport and fisheries. Jean-Louis Six describes this moment as the most fascinating in his career, a time marked by the search for compromise solutions:

“That leads to finding the right formula so that the Commission's proposal becomes acceptable for the Member States and the European Parliament. There is this whole institutional game, this subtle balance between Parliament and Council in which the State which holds the presidency of the EU plays an absolutely key role because it sets the agenda and develops compromise proposals with the General Secretariat of the Council and the Commission (...) When we manage that, it's extremely gratifying.”

In the context of his current post as ambassador, Jean-Louis Six has kept a strong link with EU affairs. Before each European Council, he meets the diplomatic advisor of the Prime Minister of Luxembourg, Xavier Bettel, to facilitate coordination between Belgium's position and the Grand Duchy's position on all the EU issues. Brussels uses the results of these meetings to define the final position defended by Belgian ministers at the Council.

AN ATTACHMENT TO HIS ALMA MATER

“I never left the ULB. Incidentally, I'm still there. Without it, I would not be what I am.”

The future diplomat chose the ULB because of its very good reputation, especially in law, with several courses given by legal practitioners, big names from the Bar or judges. The ULB was more than a key

plus qu'un passage déterminant pour Jean-Louis Six, il s'agit d'un *continuum*. Il reconnaît que, sans l'ULB, il n'aurait jamais eu une carrière aussi fascinante et variée ni accès à de telles responsabilités. Entre 1992 et 2007, Jean-Louis Six est chargé du cours de «fiscalité européenne» à la *Solvay Brussels School of Economics and Management*. Il parvient à combiner sa carrière de diplomate avec son enseignement à l'ULB du fait de la proximité géographique entre ses postes diplomatiques et Bruxelles. Ainsi, ses liens avec l'ULB ont pu rester très forts et ininterrompus. Jean-Louis Six demeure jusqu'à ce jour titulaire à l'ULB du cours «actualités de politique internationale». Néanmoins, depuis qu'il a pris ses fonctions d'ambassadeur au Luxembourg, il a été suppléé par Didier Reynders, ministre des Affaires étrangères belge et désormais Commissaire européen. Jean-Louis Six garde toujours un lien avec le monde universitaire puisqu'il est désormais chargé de cours associé en «actualités diplomatiques» à l'Université du Luxembourg.

stepping stone for Jean-Louis Six, it was a common thread over time. He recognises that, without the ULB, he would never have had such a fascinating and varied career nor access to such responsibilities. Between 1992 and 2007, Jean-Louis Six was responsible for the course on European taxation at the Solvay Brussels School of Economics and Management. He managed to combine his career as a diplomat with his teaching at the ULB due to the geographic proximity between his diplomatic posts and Brussels. As a result, he was able to maintain very strong and ongoing links with the ULB. Jean-Louis Six is still to this day the course leader at the ULB for the course in current affairs in international policy. However, since he took up his role as Ambassador to Luxembourg, Didier Reynders, Belgium's former Foreign Affairs Minister and current EU Commissioner, stood in for him. Jean-Louis Six keeps a link with the university world as he is now an associate professor for the course in diplomatic current affairs at the University of Luxembourg.

LA NOTORIÉTÉ

Jean-Louis Six est membre de plusieurs fondations. En 1999, il est nommé vice-président de la Fondation Roi Baudouin. Il passe également par des postes d'administrateur, de président ou de vice-président au sein du Fonds Prince Philippe, du Fonds BELvue, ainsi que des Fondations Folon et Louis de Brouckère. Il est de plus membre des Fondations Bernheim et Jaumotte-Demoulin. Il a par ailleurs été régent de la Banque nationale de Belgique de 2012 à 2016. Ses différentes participations sont révélatrices de l'estime dont il jouit. Il est aussi auteur ou co-auteur d'une quinzaine de publications dans le secteur des finances publiques et des relations internationales. Ses mérites politiques et académiques tant au niveau national qu'européen ont été salués par de nombreuses distinctions. Il est par exemple promu Grand officier de l'Ordre de Léopold II en 2019.

Elise Blaizot en collaboration avec Anne Weyembergh

STRONG REPUTATION

Jean-Louis Six is a member of several foundations. In 1999, he was appointed as Vice President of the Fondation Roi Baudouin. He has also been an administrator, President and Vice President at the following foundations: the Fonds Prince Philippe, the Fonds BELvue as well as the Fondation Folon and the Fondation Louis de Brouckère. He is, in addition, a member of the Fondation Bernheim and the Fondation Jaumotte-Demoulin. Furthermore, he was a regent at the Banque Nationale de Belgique from 2012 to 2016. His different contributions show the esteem in which he is held. He has been the author and co-author of dozens of publications in the sector of public finances and international relations. His achievements at political and academic levels both at the national and European level have been recognised with numerous distinctions. He was, for example, made Grand officer of the *Ordre de Léopold II* in 2019.

Elise Blaizot in collaboration with Anne Weyembergh

A la fin de ses études.

At the end of his studies.



A la fin de la Présidence belge du Conseil de l'UE en 2001.

At the end of the Belgian Presidency of the Council of the EU in 2001.



© European Communities, /
Source: EC - Audiovisual Service/ Christian Lambiotte, 1999

PEDRO SOLBES

Une vie entre Madrid et Bruxelles

A life spent between Madrid and Brussels

Homme politique ayant travaillé alternativement en Espagne et au niveau européen, entre autres formé au sein de l'Institut d'études européennes de l'ULB, Pedro Solbes a acquis une grande notoriété, entre autres pour son rôle déterminant dans l'adhésion de son pays d'origine aux Communautés européennes en 1986.

Pedro Solbes naît le 31 août 1942 à El Pinos, une petite ville proche d'Alicante dans le sud-est de l'Espagne. Il obtient son diplôme en Droit et son diplôme en Sciences politiques en 1964 puis un «Doctorat en Sciences Politiques» à l'Université *Complutense de Madrid* en 1974. À la fin de ses études, il est remarqué pour ses qualités d'économiste et devient fonctionnaire au ministère espagnol du Commerce extérieur.

Étudiant, puis jeune fonctionnaire sous le régime dictatorial de Franco, Pedro Solbes commence à se préoccuper des affaires européennes. Il s'intéresse énormément au processus d'intégration européenne et est persuadé qu'engager le pays dans cette voie pourrait faciliter une transition vers un régime démocratique, qu'il considère comme nécessaire.

Il a en charge les dossiers de la politique douanière et du commerce international lié aux produits agricoles. Il devient ainsi expert de la législation relative au secteur des fruits et légumes. Bien que très spécifique, il s'agit à cette époque d'un domaine clé pour l'Espagne. Grâce à son expertise, le fonctionnaire est effectivement engagé dans les affaires européennes et est nommé en 1973 conseiller commercial au sein de la Mission permanente de l'Espagne auprès des Communautés européennes à Bruxelles.

L'ENTRÉE DANS LES AFFAIRES EUROPÉENNES

Une fois dans la capitale belge, Solbes décide de compléter ses études par une formation en économie européenne à l'Institut d'études européennes de l'ULB, qu'il choisit notamment pour son prestige et parce qu'il peut en parallèle poursuivre son travail à la Mission permanente.

Pedro Solbes is a politician whose work has brought him back and forth between Spain and the EU institutions in Brussels. He completed his studies at the *Institut d'études européennes* (Institute for European Studies) of the ULB and is renowned for, among other things, his key role in his native country's accession to the European Communities in 1986.

Pedro Solbes is born on August 31st 1942 in El Pinos, a small town close to Alicante in south-east Spain. He obtained a degree in law in 1962 and then a Phd in political science at the *Complutense University* in Madrid in 1964. At the end of his studies, he is spotted for his skills as an economist and becomes a civil servant in the Spanish Ministry of External Trade.

As student and then as a young civil servant under Franco's dictatorship, Pedro Solbes begins to get involved in EU affairs. He is hugely interested in the EU integration process and is convinced that engaging the country on this path could facilitate a transition towards a democratic regime, which he considers to be necessary. He is responsible for customs policy issues and international trade issues related to farm products. He therefore becomes an expert in legislation relating to the fruit and vegetable sector. Although very specific, this is a key area for Spain at the time. Thanks to his expertise, this official is effectively engaged in EU affairs and, in 1973, is appointed as a trade counsellor at Spain's Permanent Mission to the European Communities in Brussels.

HIS ARRIVAL ON THE EU SCENE

Once in the Belgian capital, Solbes decides to complete his studies with a course in European economics at the ULB's *Institut d'études européennes*, which he chooses in particular because of its prestige and because he can study while continuing his work at the Permanent Mission.

Cruciale dans son parcours, cette formation lui prodigue une approche complètement inédite car multidisciplinaire de l'Europe. Elle lui permet de dépasser la vision commerciale et nationale qui était la sienne jusque-là. Sa licence à l'ULB lui permet de mieux apprivoiser l'ampleur de l'intégration européenne au travers des politiques régionales, économiques, mais aussi monétaires et financières. Pedro Solbes obtient ainsi une image bien plus large et complète de l'intégration et de la construction européennes.

UNE PERSONNALITÉ CLÉ DANS L'ADHÉSION DE L'ESPAGNE AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

En 1979, Pedro Solbes devient, en Espagne, directeur général des politiques commerciales pour le ministère de l'Économie et du Commerce puis, en 1982, secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances. Il rejoint la *Task Force* créée par Manuel Marín, alors ministre des Affaires européennes, afin de gérer les négociations d'entrée de l'Espagne dans les Communautés européennes. À ce titre, il a pour mission d'entamer la mise en conformité des comptes publics espagnols avec les règles européennes. Il est alors aussi en charge des politiques liées à l'agriculture, un des points les plus sensibles du traité d'adhésion. Il restera d'ailleurs connu pour avoir permis l'adhésion de son pays aux Communautés grâce à son travail pour la réduction du déficit public espagnol et la baisse de l'inflation.

Dès lors, le Premier ministre socialiste de l'époque, Felipe González, le nomme ministre des Affaires européennes en 1986 pour six ans. Il sera ensuite ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation en 1991 puis ministre des Finances de 1993 à 1996. Pendant cette période, il est responsable de la mise en œuvre de l'«acquis communautaire» en Espagne et des modifications nécessaires des structures juridiques et administratives. Il doit aussi définir la position de son pays sur des dossiers cruciaux tels l'Acte unique ou la gestion de l'impact de la chute du Mur de Berlin et de la réunification de l'Allemagne. En tant que ministre des Finances, il préside le Conseil ECOFIN sous la présidence espagnole de l'Union européenne en 1995. La même année, il participe aux négociations en vue d'un accord sur la monnaie unique lors du sommet du Conseil européen à Madrid. Il continue ainsi à prendre une part extrêmement active aux affaires européennes.

Cette période est très importante aux yeux de Pedro Solbes. En effet, l'entrée dans les instances européennes représentait pour lui un engagement dans l'évolution de son pays vers la démocratie et une action au service de toute la population espagnole.

UNE CARRIÈRE ENTRE MADRID ET BRUXELLES

Aux élections générales espagnoles de mars 1996, Pedro Solbes est élu député pour la province d'Alicante et nommé président de la commission mixte du Parlement espagnol pour les Affaires européennes. L'expertise de Pedro Solbes pousse le gouvernement

Crucial in his career, this training provides him with a completely new approach of Europe because of his multidisciplinary. It allows him to move beyond the commercial and national vision that was his until then. His degree at the ULB gives him the wherewithal to better handle the scale of EU integration through regional, economic but also monetary and financial policies. Pedro Solbes thus obtains a much broader and fuller picture of EU integration and its construction process.

A KEY PERSONALITY IN SPAIN'S ACCESSION TO THE EUROPEAN COMMUNITIES

In 1979, Pedro Solbes becomes, in Spain, General Director of trade policies for the Ministry of the Economy and Trade and then, in 1982, Secretary General of the Ministry of the Economy and Finances. He joins the task force set up by Manuel Marín, the then Minister for European Affairs, in order to manage the negotiations for Spain's entry into the European Communities. In this context, his mission is to make a start on the alignment of Spain's public accounts with EU rules. He is then in charge of policies related to agriculture, one of the most sensitive issues in the treaty of accession. He is also known for having made his country's membership to the Communities possible thanks to his work in reducing Spain's public deficit and lowering inflation.

At that point, the socialist Prime Minister of the time, Felipe González, names him Minister of EU Affairs in 1986 for six years. He is then Minister of Agriculture, Fisheries and Food in 1991 and then Minister of Finances from 1993 to 1996. During this period, he is responsible for the implementation of the *acquis communautaires* in Spain and for the necessary changes to legal and administrative structures. He also has to define his country's position on crucial issues such as the Single Act, managing the impact of the fall of the Berlin Wall and the reunification of Germany. As Minister of Finances, he chairs the EcoFin (Economic and Financial Affairs) Council during Spain's Presidency of the European Union in 1995. The same year, he takes part in negotiations for an agreement on the Single Currency during the European Council summit in Madrid. He therefore continues to take an extremely active part in EU affairs.

This period is very important in Pedro Solbes's eyes. Indeed, the Entry to the EU institutions represented, for him, a commitment on his country's evolution towards democracy and acting at the service of the entire Spanish nation.

A CAREER BETWEEN MADRID AND BRUSSELS

In Spain's general elections in March 1996, Pedro Solbes is elected as member of the parliament for the province of Alicante and appointed Chairman of the mixed committee of the Spanish Parliament for EU affairs. The expertise of Pedro Solbes encourages the Spanish Government to choose him as their representative in the European

Pour Solbes, le portefeuille qui lui est confié contient un défi de taille : les débuts de la monnaie unique ainsi que la mise en place du Pacte de stabilité et de croissance. Cette tâche a été pour lui la plus stimulante de sa carrière européenne.

espagnol à le choisir comme représentant au sein de la Commission européenne. Ainsi, en 1999, il devient Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires sous la présidence de Romano Prodi.

Pour Solbes cette tâche a été la plus stimulante de sa carrière européenne. Le portefeuille qui lui est confié contient un défi de taille : les débuts de la monnaie unique ainsi que la mise en place du Pacte de stabilité et de croissance. Pedro Solbes considère ce dernier comme fondamental, bien que controversé, et y consacre une partie importante de son travail afin de compenser les lacunes de ce qui était alors la nouvelle union monétaire.

En 2004, il fait son retour dans son pays natal et devient à nouveau ministre des Finances dans le gouvernement de Rodriguez Zapatero, il le reste jusqu'en 2009. En cette qualité, il est nommé gouverneur de la Banque européenne d'investissement pour l'Espagne.

UN LIEN ÉTROIT AVEC LES AFFAIRES EUROPÉENNES

« D'une manière ou d'une autre, j'ai été lié à la construction européenne depuis notre entrée dans les Communautés européennes en 1986 jusqu'à la fin de ma carrière publique professionnelle en 2009 » nous dit-il.

Il existe une réelle interrelation entre le travail de Pedro Solbes au niveau national et au niveau européen. Selon lui, les responsabilités nationales qui lui ont été confiées sont la conséquence de son expérience européenne.

Après son poste de ministre des Finances, Pedro Solbes a été président du conseil d'administration de l'*European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG)* entre 2009 et 2012. Cette association privée a pour but de s'assurer, avec le soutien de la Commission, que les normes internationales d'informations financières correspondent aux besoins et priorités européennes.

La conscience des intérêts européens est restée au cœur de toute la carrière professionnelle de Solbes. Il a également conservé un lien fort avec l'Institut d'études européennes de l'ULB, tout particulièrement pendant ses années comme Commissaire européen.

Elise Blaizot

Commission. In 1999, he becomes EU Commissioner for Economic and Monetary Affairs under the chairmanship of Romano Prodi.

For Solbes, this has been the most stimulating task of his EU career. The portfolio that he is entrusted with contains a major challenge: the beginnings of the Single Currency as well as putting in place the Stability and Growth Pact. Pedro Solbes considers the latter to be fundamental, although controversial, and devotes a considerable amount of his work to compensate for the shortcomings of what was then the new Monetary Union.

In 2004, he is back to his home country and becomes again Minister of Finance in the Rodriguez Zapatero Government, remaining in that position until 2009. In this capacity, he is appointed Governor of the European Investment Bank for Spain.

A CLOSE LINK WITH EU AFFAIRS THROUGHOUT HIS CAREER

"In one way or another, I have been linked to EU's integration since our entry into the European Communities in 1986 up to the end of my public professional career in 2009," he tells us.

There is a real link between Pedro Solbes's work at the national, and at the EU level. In his views, the national responsibilities that were entrusted to him are the result of his EU experience.

After his post as Minister of Finance, Pedro Solbes becomes President of the board of the *European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG)* between 2009 and 2012. The aim of this private association is, with the support of the Commission, to ensure that international standards of financial information correspond to EU needs and priorities.

Awareness of EU interests has remained at the heart of Solbes's whole professional career. He also kept a strong link with the ULB's *Institut d'études européennes*, in particular during his years as EU Commissioner.

Elise Blaizot

For Solbes, the portfolio that he is entrusted with contains a major challenge: the beginnings of the Single Currency as well as putting in place the Stability and Growth Pact. He defines this task as the most stimulating of his EU career.

PAUL-HENRI SPAAK

La rage de convaincre

Paul-Henri Spaak est né à Schaerbeek, rue Royale, le 25 janvier 1899. Sa mère, Marie, première sénatrice de Belgique, est la fille de Paul Janson, brillant avocat libéral et progressiste, futur Ministre d'Etat. Son père, Paul Spaak, professeur d'université et auteur dramatique, est le créateur de *Kaatje*.

«Ma mère est la transition, me raconta Spaak, entre le radicalisme de mon grand-père et mon socialisme. Je suis une synthèse de la Chambre: traditions libérales, convictions socialistes, alliances social-chrétiennes».

Dans ses *Mémoires*, il écrit: «je suis social-démocrate plus encore que socialiste. Social parce que je voudrais voir supprimer certains privilèges et donner à chaque homme, autant que faire se peut, une égalité de chance devant la vie, afin de créer une véritable élite. Démocrate parce que la liberté me paraît le seul climat dans lequel il est possible à l'homme de vivre honorablement».

SOCIAL-DÉMOCRATE

Spaak est député dès 1932. Après plus de trente ans de vie politique, il sort de l'arène, le 27 juillet 1966, avec un bilan exceptionnel, belge, européen, transatlantique, mondial: Chef adjoint du Cabinet du ministre Joseph Wauters, chargé du Travail et des Questions sociales (1925), ministre des Transports, Postes, Télégraphes et Téléphones (1935); ministre des Affaires étrangères (1936-1938, 1939-1949, 1954-1957, 1961-1966); Premier ministre (1938-1939); président de l'Assemblée générale des Nations-Unies (1946); signataire du Traité Benelux (1947); artisan essentiel de la signature du Traité de Bruxelles (1948), première alliance européenne, et de la Charte de l'Atlantique Nord à Washington (1949); président des trois premières sessions de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg (1949-1951).

Spaak avait déjà fixé, le 6 décembre 1944, devant la Chambre des Représentants, les trois étages de la paix auxquels il ne dérogera jamais: sécurité collective, alliance européenne, ententes régionales.

The passion to convince

Paul-Henri Spaak was born in Rue Royale in Schaerbeek on 25 January 1899. His mother, Marie, Belgium's first female senator, is the daughter of Paul Janson, a brilliant liberal and progressive lawyer and future Minister of State. His father, Paul Spaak, a university professor and a playwright, was the creator of *Kaatje*.

"My mother is the transition, Spaak told me, between the radicalism of my grandfather and my socialism. I am a synthesis of the Chamber: liberal traditions, socialist convictions, social christian alliances."

In his *Mémoires* (Memoirs), he writes: "I am still more of a social democrat than a socialist. Social because I would like to see certain privileges abolished and to give everyone, as far as possible, an equal opportunity in life, in order to create a real elite. Democrat because liberty seems to me to be the only climate in which it is possible for mankind to live honorably."

SOCIAL DEMOCRAT

Spaak has been a member of parliament since 1932. After more than 30 years of political life, he left the stage on 27 July 1966 with an exceptional Belgian, European, transatlantic and global set of achievements:

Deputy Head of Cabinet for Joseph Wauters, the Minister in charge of Work and Social Issues (1925), Minister for Transport, the Post, Telegraphs and Telephones (1935); Minister for Foreign Affairs (1936-1938, 1939-1949, 1954-1957, 1961-1966); Prime Minister (1938-1939); President of the United Nations General Assembly (1946); signatory of the Benelux Treaty (1947); key player in the signing of the Treaty of Brussels (1948), the first European alliance and of the North Atlantic Charter in Washington (1949); President of the three first sessions of the consultative assembly of the Council of Europe in Strasbourg (1949-1951).

Spaak had already set out, on 6 December 1944, before the Chamber of Representatives, the three stages of peace which he would never depart from: collective security, European alliance and regional agreements.



Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, arrive au Capitole pour la signature du traité de Rome.

© Communautés européennes, 1957
Source: EC - Service audiovisuel.

Paul-Henri Spaak, Minister of Foreign Affairs, arrives at the Capitol for the signing of the Treaty of Rome.

© European Communities, 1957
Source: EC - Audiovisual Service

PÈRE FONDATEUR

Il mène le combat pour sauver la Communauté européenne de Défense, qui sera rejetée par la France en 1954, et pour assurer le réarmement contrôlé de l'Allemagne et la création de l'Union de l'Europe occidentale approuvée en 1955. Il est un des pères fondateurs et architectes majeurs de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'Énergie atomique, à Rome, le 25 mars 1957, après plusieurs années d'efforts inlassables et de négociations périlleuses à Messine, Val Duchesse et Venise.

« Cette fois, les hommes d'Occident n'ont pas manqué d'audace et n'ont pas agi trop tard. Le souvenir de leurs malheurs et peut-être aussi de leurs fautes semble les avoir inspirés (...) pour réaliser la plus grande transformation volontaire et dirigée de l'histoire de l'Europe (...) tout en répudiant tout usage de la force, toute contrainte, toute menace »

PALMARES ET ÉLOQUENCE DE COMBAT

Spaak devient Secrétaire général de l'OTAN (1957-1961). Suivent la gestion et la maîtrise de dossiers de toutes natures et à plusieurs niveaux : l'affaire de Chypre, l'aventure congolaise et les rebonds de la décolonisation au Rwanda et au Burundi, les péripéties de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, le plan Fouchet et les tentatives de relance de l'Europe politique, l'expédition de Stanleyville et les accords sur le règlement du contentieux financier belgo-congolais.

Il est difficile d'afficher un tel palmarès cohérent dans son déroulement et sa structure. L'éventail est impressionnant. La philosophie ne bouge pas, les méthodes changent. Avec, à chaque étape, la rage de convaincre et une éloquence de combat en faveur de la justice sociale, de la solidarité et ses sacrifices nécessaires, du progrès des individus et de la collectivité, prônant à travers tout l'abandon de la règle de l'unanimité, impuissante, tout aussi impraticable dans la sphère intérieure que dans les horizons internationaux.

Spaak est admis dès le 19 avril 1947 au titre de l'art oratoire à l'Académie royale de langue et littérature françaises de Belgique. Le Prix Charlemagne le récompense à Aix-la-Chapelle, deux mois après la signature de la CEE.

Docteur en droit de l'ULB, jadis inscrit au Barreau de Bruxelles, Paul-Henri Spaak revient le 27 février 1964 à l'Université, qui lui a demandé d'inaugurer l'Institut d'études européennes. Il y donne quelques dizaines de leçons sur l'idée européenne.

« Sauver l'Europe, rendre à l'Europe sa puissance, lui permettre de faire rayonner à nouveau son message propre, personnel, sauver un pays ou un continent du déclin ou de la décadence, sans s'adresser un seul instant à la force ou à la violence, en ne faisant appel qu'à

FOUNDING FATHER

He led the fight to save the European Defence Community, which was to be rejected by France in 1954, and to ensure the controlled rearmament of Germany and the creation of the Western European Union, approved in 1955. He was one of the founding fathers and major architects of the European Economic Community and of the European Atomic Energy Community in Rome, on 25 March 1957, after several years of tireless effort and perilous negotiations in Messina, Val Duchesse and Venice.

“This time, the men of the West did not lack in boldness and did not act too late. The memory of their misfortunes and perhaps also of their mistakes seems to have inspired them (...) to achieve the greatest voluntary and managed transformation in the history of Europe (...) whilst repudiating the use of force, any coercion and any threat.”

ACHIEVEMENTS AND ELOQUENCE IN HIS STRUGGLES

Spaak became Secretary General of NATO (1957-1961). There followed the management and mastery of dossiers of all kinds and at several levels: the Cyprus affair, the Congolese adventure and the effects of decolonisation in Rwanda and in Burundi, the twists and turns in the UK's accession to the Common Market, the Fouchet plan and attempts to relaunch European policy, the expedition of Stanleyville and the agreements on settling the financial Belgo-Congolese dispute.

It is difficult to demonstrate such a coherent set of achievements in terms of how it played out and its structure. The breadth of it is impressive. His approach did not budge, his methods changed. At each stage, he had the passion to convince and an eloquence in his struggle for social justice, solidarity and its necessary sacrifices, the progress of individuals and the collective, advocating, throughout everything, the abandonment of the rule of unanimity, powerless and as impracticable internally as on the international stage.

Spaak was admitted, from 19 April 1947, by virtue of his public speaking skills, to the Royal Academy of French Language and Literature of Belgium. He was rewarded with the Charlemagne Prize in Aix-la-Chapelle, two months after the signing of the EEC.

With a PhD in law from the ULB and formerly registered at the Bar of Brussels, Paul-Henri Spaak returned to the ULB on 27 February 1964 and was asked to officially open the *Institut d'Études européennes*. He provided a few dozen lessons on the idea of Europe there.

“Saving Europe, giving Europe its power, allowing it to make its own personal message shine through, to save a country or a continent from decline or decadence without resorting for a single moment to force or to violence, only appealing to intelligence, to reason and to the wisdom of mankind, this is an idea that deserves to be taught and explained in universities.”

« J'(ai) contribué, par l'Alliance atlantique, à assurer la paix en Europe et j'(ai) contribué à l'édification de l'Europe unie.

Ainsi, j'(ai) réalisé deux de mes rêves.

J'(ai) trouvé la récompense de mes efforts.

Je n'ai pas à m'en plaindre. Mais je ne puis me sentir tout à fait rassuré.

J'ai laissé, je le sais, mes combats inachevés.»

"I (have) contributed, via the Atlantic Alliance, to ensuring peace in Europe and I (have) contributed to the construction of a united Europe.

Thus I (have) accomplished two of my dreams.

I (have) found reward for my efforts.

I have nothing to complain about. But I cannot feel totally reassured.

I have left, I know, with my endeavours unfinished."

l'intelligence, à la raison et à la sagesse des hommes, c'est une idée qui mérite d'être enseignée et expliquée dans les universités»

Paul-Henri Spaak nous quitte le 31 juillet 1972, dans le luxe du silence et de la solitude, dans la douce retraite active des Sept Fontaines à Braine-l'Alleud - «je ne puis plus être utile que libre» -, après avoir pris fait et cause, à la veille des élections législatives de 1971, pour l'option fédéraliste qui doit être incarnée par un «parti de notre temps», des «hommes nouveaux» et des «idées nouvelles adaptées au XX^e siècle». Il appuie le Front démocratique des francophones, au sein duquel sa fille Antoinette s'illustrera avec talent.

L'œuvre de Paul-Henri Spaak, ses performances, sa volonté de résister aux partis pris, de moderniser la vie politique, d'infléchir le cours des choses, d'améliorer le sort des hommes, de développer l'efficacité des institutions, parlent et plaident encore pour lui. Les mots en conservent la mémoire et honorent un sens des responsabilités hors du commun.

Paul-F. SMETS



La délégation belge: Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères, chargé de la coordination de la politique extérieure, signant le traité, et Henri Fayat, secrétaire d'Etat belge aux Affaires étrangères, à droite.

© Communautés européennes / Source: CE - Service audiovisuel/1965.

The Belgian delegation: Paul-Henri Spaak, Belgian Minister for Foreign Affairs, in charge of coordinating foreign policy, signing the treaty, and Henri Fayat, Belgian Secretary of State for Foreign Affairs, on the right.

© European Communities / Source: EC - Audiovisual Service/1965.

Paul-Henri Spaak left us on 31 July 1972, in the luxury of silence and solitude, in sweet and active retirement at the Sept Fontaines in Braine-l'Alleud – "I can only be useful if free" – after having taken up the cause, on the eve of the legislative elections of 1971, of the federalist option that has to be embodied by a "party of our time", of "new men" and of "new ideas adapted to the 20th century". He supported the Democratic Front of Francophones, which his daughter Antoinette was to shine in with her talent.

Paul-Henri Spaak's life's work, his performances, his will to resist bias, to modernise political life, to change the direction of things, to improve mankind's fate, to develop the efficiency of the institutions, still speak for and plead in his favour. Words keep his memory alive and pay tribute to an extraordinary sense of responsibility.

Paul-F. SMETS

TRAUMNOVELLE. LÉONE DRAPEAUD, MANUEL LEON FANJUL
ET JOHNNY LEYA

Un trio d'architectes rêvant d'une Europe nouvelle

A trio of architects dreaming of a new Europe



Trois jeunes architectes idéalistes tentent de contribuer à bâtir l'espace démocratique européen. Ils mettent leur imagination et leur talent au service d'une transformation du quartier européen qu'ils souhaitent rendre plus ouvert aux citoyens, tout en respectant son histoire : une politisation de l'espace et de l'architecture.

Léone Drapeaud, Manuel Leon Fanjul et Johnny Leya s'associent en 2015 et créent le collectif Traumnovelle. Tous trois se sont inscrits en architecture à La Cambre qui vient de fusionner en 2009 avec la Faculté Horta de l'ULB pour former désormais la Faculté d'architecture La Cambre-Horta. Deux d'entre eux, Johnny Leya et Manuel Leon Fanjul sont dans la même classe pendant le second semestre des masters et ont un travail commun à réaliser. Et le trio se retrouve dans les deux mêmes ateliers : «Histoire, Théorie et Critique» ainsi que «Arts, Paysages et Architecture».

Three young architects who are idealists are attempting to contribute to the construction of a European democratic space. They are contributing their imagination and their talent for the transformation of a European district that they wish to make more open to citizens whilst respecting its history: a politicisation of space and architecture.

Léone Drapeaud, Manuel Leon Fanjul and Johnny Leya came together in 2015 and created the Traumnovelle group. All three enrolled in a programme in architecture at La Cambre, which, in 2009, merged with the ULB's Horta Faculty to create the Cambre-Horta Architecture Faculty. Two of them, Johnny Leya and Manuel Leon Fanjul, were even in the same class for the second semester of a Master's degree and had a joint piece of work to complete: And the three were in the same two workshops: 'Histoire, Théorie et Critique' (History, Theory and Critical thinking) as well as 'Arts, Paysages et Architecture' (Arts, Landscape and Architecture).

À la question « comment faire l'Europe aujourd'hui ? », ces jeunes idéalistes répondent : « il faut s'y mettre ! Tout le monde doit s'y coller et s'y coller avec ses outils. L'interdisciplinarité est essentielle. »

To the question: "How can we make Europe today?", the response of these young idealists is: "We have to get to work! Everyone has to apply themselves to it and to do so with their own tools. Interdisciplinarity is essential."

LA FORMATION DU COLLECTIF

Tous trois apprécient l'interdisciplinarité qui préside à ces enseignements. Ils optent pour la formation d'un collectif parce qu'ils s'estiment plus forts à trois, d'autant qu'ils se veulent critiques, même subversifs et novateurs dans le domaine architectural. Leurs discussions enrichissent le processus créatif car chacun d'eux a ses propres centres d'intérêt. La féministe Léone, férue d'utopie et de science-fiction, se demande comment traduire le féminisme dans l'architecture; Johnny s'intéresse à l'architecture du XVIII^e siècle et aux radicaux italiens de l'époque et Manuel a travaillé sur l'œuvre Office Baroque à Anvers de l'architecte-artiste Gordon Matta-Clark.

DES PROJETS EUROPÉENS

Les trois jeunes architectes ont la fibre européenne, surtout depuis le Brexit. Ils sont attachés aux puissants idéaux qui ont présidé à l'édification de l'Europe et rêvent de Bruxelles comme d'un État européen. Le nom de leur collectif est d'ailleurs *Traumnovelle* (traduit Nouvelle rêvée ou Double rêve), d'après le titre d'un récit de 1925 de l'écrivain autrichien Arthur Schnitzler. Chez eux, création et rêve ou fiction sont donc intimement liés.

Ils développent un projet théorique lié à l'Europe, *Ode to Joy*, conçu en 2015 qui explore comment l'Occident peut échapper au réchauffement global et à la montée des niveaux des océans. Ils voient le continent africain comme bouée pour sauver l'humanité de ses erreurs. La proposition rejette l'idée que la technologie et le capital pourront résoudre les crises et les défis environnementaux à venir.

Considérant l'espace et l'architecture comme médiums d'expression démocratique, tous trois se mobilisent ensuite dans un projet visionnaire intitulé *Eurotopie*, envisagé comme approche d'une Europe future et auquel s'associera l'architecte et historienne de l'art Roxane le Grelle. En 2018, un grand pas en avant est franchi: le pavillon belge de la Biennale de Venise est consacré à cette *Eurotopie*. Une analyse de l'ancrage spatial de l'Europe à Bruxelles

GETTING TOGETHER

All three appreciated the interdisciplinarity that was a feature of these lessons. They chose to set up a group because they considered themselves to be stronger as a threesome all the more so as they see themselves as being critical and even subversive and innovating in the domain of architecture. Their discussions enriched the creative process because each of them has their own specific interests. The feminist Léone, passionate about utopia and science fiction, wonders how to translate feminism into architecture; Johnny focusses on the architecture of the 18th century and the radical Italians of the time and Manuel worked on the Office Baroque work in Antwerp by the architect/artist Gordon Matta-Clark.

EUROPEAN PROJECTS

The three young architects have a European disposition, especially since Brexit. They are attached to the powerful ideals that have accompanied the construction of Europe and dream of Brussels as a European State. The name of their group is, as it happens, taken from the title of a 1925 story by the Austrian writer Arthur Schnitzler, called *Traumnovelle* (Dream Novel or Dream Story). For them, creation and or dream or fiction are therefore intimately linked.

They developed a theoretical project related to Europe, entitled *Ode to Joy*, which was conceived in 2015 and which explores how the West can avoid global warming and the rise in the level of the oceans. They see the African continent as a life belt to save humanity from its errors. The proposal rejects the idea that technology and capital will be able to resolve the upcoming crises and environmental challenges.

While contemplating space and architecture as democratic means of expression, all three then rally around a visionary project entitled *Eurotopie*, envisaged as an approach for a future Europe, and one which architect and art historian Roxane le Grelle will associate with. In 2018, a big step forward was taken: the Belgian pavilion at the *Biennale* in Venice was devoted to this *Eurotopie*. An analysis of how Europe is anchored in Brussels allowed the architects to observe

permet aux architectes de constater que le quartier européen est trop peu accessible au citoyen. D'où la volonté de créer l'espace citoyen manquant au sein du pavillon belge lui-même et d'inciter ainsi les visiteurs à débattre de la construction de l'Europe car il ne faut surtout pas, selon eux, laisser les décisions à l'Europe de la finance. Le pavillon en question - pour la réalisation duquel ils se sont entourés de divers artistes travaillant sur base de leur analyse du quartier - est conçu comme une sorte de sanctuaire en forme de croix où les citoyens œuvrent à un renouveau de l'Europe: lumière opalescente à intensité variable, sol bleu qui colore l'espace, murs blancs, le sol monte et descend, le mouvement est partout. C'est à leur estime un lieu consensuel.

ET MAINTENANT ?

Pour les trois architectes, le quartier Léopold de la capitale belge, quartier postmoderne par excellence, devient l'objet d'une étude de cas axée sur une architecture supranationale. Ils veulent se mesurer au défi que représente la cohabitation des bâtiments européens et de la ville. Il ne s'agit nullement de tout raser mais plutôt de partir de l'existant pour l'améliorer, l'adapter, tout en reconnaissant ses atouts: sa situation au cœur de Bruxelles et du tissu bourgeois, sa proximité des centres de pouvoir belges. Le caractère supranational de cette architecture future est primordial dans leur conception car l'Europe est constamment menacée par les Etats nationaux. Elle en est même le bouc émissaire.

À la question «comment faire l'Europe aujourd'hui ?», ces jeunes idéalistes répondent: «il faut s'y mettre ! tout le monde doit s'y coller et s'y coller avec ses outils. L'interdisciplinarité est essentielle».

Anne Weyembergh

that the European district is not accessible enough to citizens. Hence the wish to create the space for citizens that is missing within the Belgian pavilion itself and to thus encourage visitors to debate about European integration because we must absolutely not, in their view, leave decisions to 'financial Europe'. The pavilion, which they produced by surrounding themselves with various artists working on the basis of their analysis of the district, was designed as a sort of sanctuary in the form of a cross where citizens work on renewing Europe: opalescent light with a variable intensity, a blue ground that colours the space, white walls, the floor goes up and down, there is movement everywhere. This is a consensual place in their eyes.

AND NOW?

For the three architects, the Léopold district of the Belgian capital, the epitome of a postmodern district, has become the subject for a case study based on supranational architecture. They want to measure up to the challenge represented by the cohabitation of European buildings and city buildings. It is absolutely not about knocking everything down but rather about starting from what exists to improve it, to adapt it, whilst recognising its advantages: its location at the heart of Brussels and the middle class fabric, its proximity to Belgian centres of power. The supranational nature of this future architecture is essential in their design because Europe is constantly threatened by the nation states. It is even a scapegoat for them.

As to the question: "How can we make Europe today?", the response of these young idealists is: "We have to get to work! Everyone has to apply themselves to it and to do so with their tools. Interdisciplinarity is essential."

Anne Weyembergh

MARIA UDRESCU

La rencontre de deux passions : le journalisme et l'Europe

Where two passions meet: journalism and Europe

Bercée par les aspirations européennes de la Roumanie post-communiste, Maria Udrescu est fascinée depuis toujours par l'Union. Très tôt, elle se découvre aussi une vocation pour l'écriture et le journalisme. Pour nourrir celle-ci, elle s'investit totalement dans ses études de journalisme à l'ULB et ensuite dans sa carrière à «*La Libre Belgique*». Convaincue des vertus du multiculturalisme et de l'importance des valeurs européennes, elle s'attache à respecter celles-ci dans ses publications.

DE BUCAREST À BRUXELLES

Maria Udrescu est née à Bucarest en 1991. Ses parents, tous deux universitaires, quittent la Roumanie pour la Belgique en 2001. Maria a alors dix ans. Son père, ingénieur en aéronautique, est recruté pour travailler à la Sonaca, à Charleroi.

Elève assidue à l'école secondaire, Maria est tout particulièrement enthousiasmée par le cours d'histoire. Dans ce cadre, elle consacre son travail de fin d'études au communisme en Roumanie. Une occasion de décortiquer l'histoire récente de son pays et de découvrir, au fil de plusieurs entretiens, le vécu de sa famille et de ses proches sous une des pires dictatures d'Europe centrale et orientale, dont les stigmates sont encore visibles aujourd'hui. Elle découvre ainsi son goût pour les recherches et sa passion de l'écriture. Elle adore «structurer et partager ses récoltes d'informations». Dès ce moment, elle sait qu'elle souhaite se lancer dans des études de journalisme.

Par ailleurs, depuis son enfance, elle a beaucoup entendu parler de l'Union européenne, comme idéal politique et social dont la Roumanie a longtemps rêvé. Au lendemain de la chute du mur et du dictateur Ceausescu en décembre 1989, ses parents, à l'image d'une grande partie de la population roumaine, ne rêvent que d'Europe. «Il fallait adopter les valeurs européennes, vivre comme dans l'Union européenne». Après l'adhésion de la Roumanie à l'UE, en 2007, le développement économique et démocratique du pays lui saute aux yeux d'année en année, chaque fois qu'elle y retourne.

Nurtured by post-Communist Romania's European aspirations, Maria Udrescu has always been fascinated by the Union. Very early on, she found her vocation in writing and journalism. To further that interest, she fully immersed herself in her journalism studies at the ULB and then in her career at *La Libre Belgique*. She was convinced about the virtues of multiculturalism and the importance of European values and strives to respect them in her publications.

FROM BUCHAREST TO BRUSSELS

Maria Udrescu was born in Bucharest in 1991. Her parents, both academics, left Romania to come to Belgium in 2001. At the time, Maria was ten years old. Her father, an aeronautics engineer, was recruited to work for Sonaca in Charleroi.

Maria was a diligent pupil in secondary school and was particularly enthusiastic about history. In this context, she dedicated her end of studies dissertation to the subject of Communism in Romania. It was an opportunity for her to dissect the recent history of her country and to discover, over the course of several interviews, what her family and people close to her experienced under one of Central and Eastern Europe's worst dictatorships, of which the scars are still visible today. That is how she discovered her affinity for research and her passion for writing. She loves "structuring and sharing the information that she has gathered". From that moment on, she knew that she wanted to throw herself into journalism studies.

In addition, right from her childhood, she heard a lot said about the European Union as a political and social ideal that Romania has long dreamt of. In the aftermath of the fall of the Berlin Wall and of the dictator Nicolae Ceausescu in December 1989, her parents, just like a big proportion of the Romanian population, were dreaming of Europe. "We needed to adopt European values, to live as in the European Union." After Romania joined the EU in 2007, the economic and democratic development of the country impresses her every year, every time she goes back there.



LA DÉCOUVERTE DE L'ULB

Au sortir du lycée, il s'agit de choisir l'université, où elle fera ses études supérieures. D'emblée ses parents et elle songent à l'Université libre de Bruxelles, et les journées portes ouvertes organisées durant l'hiver 2010 achèvent de la convaincre. Les différents exposés auxquels la future étudiante assiste éveillent son intérêt, en particulier le cours de Sociologie des médias du Professeur François Heinderyckx. Le campus, où se croisent des étudiants de diverses facultés et de toutes les origines, correspond à ses attentes. Elle s'inscrit donc en 2010-2011 en Communication et Journalisme à l'ULB.

Son programme présente une grande variété de matières, ce qui lui sera très utile par la suite, d'autant que plusieurs cours comportent des éléments concernant l'Union européenne. Elle apprécie tout particulièrement les exposés sur les cultures américaine et britannique, ainsi que sur le journalisme narratif, d'Isabelle Meuret, professeure de Civilisations anglophones. Mme Meuret, a eu, nous confie-t-elle, une grande influence sur sa carrière; c'est elle qui nourrit sa fascination pour le journalisme de qualité et long format et qui l'encourage à développer son expérience internationale et européenne. Elle obtiendra deux bourses pour participer à des *Summer schools* à l'étranger et fera plusieurs stages en Europe, entre autres à Radio Free Europe/Radio Liberty, à Prague. Une expérience qui a une symbolique toute particulière, puisque c'est cette radio que ses parents écoutaient tard le soir, cachés sous des draps, du temps du communisme.

La préparation de son mémoire concernant l'influence de la politique sur deux chaînes de télévision privées en Roumanie la mène à y réaliser un stage et à interviewer divers experts européens. En juin 2015, Maria Udrescu termine brillamment son parcours universitaire.

L'ENGAGEMENT ET LES PREMIÈRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES À « LA LIBRE BELGIQUE »

Déjà durant ses études, Maria Udrescu apprend à connaître les couloirs de la rédaction du journal. C'est en effet à *La libre Belgique* qu'elle effectue, pendant l'été 2014, un stage dans le cadre de son Master en journalisme. Sous la supervision de celle qui deviendra son mentor, Sabine Verhest, alors à la tête du Service International, elle jongle avec les différentes matières et écrit quotidiennement des «papiers notamment sur les Etats-Unis, l'Europe et même le Proche Orient»; elle couvre également en 2014 les présidentielles en Roumanie depuis Bruxelles. Dès juillet 2015, à peine diplômée, elle est recrutée par la «Libre» pour s'occuper de la politique européenne. «C'était extraordinaire, un vrai challenge» nous dit-elle. D'emblée elle est immergée dans les situations les plus complexes et les plus délicates, les plus émotionnelles aussi, de l'actualité européenne. Elle est en effet chargée d'un reportage en Grèce pour couvrir le référendum du 5 juillet 2015, lors de la crise de la dette publique grecque. Elle doit alors apprendre à gérer l'émotion, entre autres lorsqu'elle interviewe des personnes sévèrement touchées par la situation. Plus tard, elle est appelée à traiter de la crise migratoire, avec un reportage dans la «jungle» de Calais. Elle rendra aussi compte des rebondissements de l'indépendantisme catalan. Avec son collègue Olivier le Bussy, qui nourrit une «contagieuse passion pour l'Europe», elle couvrira également le Brexit ainsi que les élections européennes.

THE DISCOVERY OF THE ULB

When she left her secondary school, the question was which university she would go to in order to do her advanced studies. From the outset, she and her parents dreamt of the *Université libre de Bruxelles*, and the open days organised in the winter of 2010 were what finally made up her mind. The different presentations that the future student attended aroused her interest, in particular the class on the sociology of the media given by Professor François Heinderyckx. The campus, where students from different faculties and from all sorts of backgrounds came across each other, met her expectations. So, she enrolled to do Communication and Journalism at the ULB in 2010-11.

Her syllabus offered a wide range of subjects, which would be very useful for her subsequently, all the more so as several classes contained elements about the European Union. She particularly appreciated the lectures on American and British culture as well as on narrative journalism, by Isabelle Meuret, Professor of English-speaking civilisations. Ms Meuret has had, she confides, a big influence on her career; it is she who nourished her fascination for quality and long form journalism and who encouraged her to develop her international and European experience. She obtained two grants to take part in Summer schools abroad and did several internships in Europe, including at *Radio Free Europe/Radio Liberty* in Prague. It was an experience that has particular symbolic value for her as this was the radio station that her parents listened to late in the evening, hidden under the sheets, in Communist times.

Preparing her dissertation on the influence of politics on two private TV channels in Romania led her to complete an internship there and to interview various European experts. In June 2015, Maria Udrescu finished her university career in style.

HER COMMITMENT AND HER INITIAL PROFESSIONAL EXPERIENCE AT *LA LIBRE BELGIQUE*

Already during her studies, Maria Udrescu had got to know the ropes in the newspaper's news room. During the summer of 2014, she completed an internship at *La Libre Belgique* as part of her Masters in journalism. Under the supervision of Sabine Verhest, who was then heading up the international service and who became her mentor, she juggled different subjects and wrote, on a daily basis, "articles especially about the US, Europe and even the Near East". She also covered the presidential elections in Romania in 2014 from Brussels. In July 2015, having only just graduated, she was recruited by *La Libre Belgique* to cover EU politics. "It was extraordinary. A real challenge," she told us. From the outset she was immersed in the most complex and delicate and also the most emotional situations in relation to EU current affairs. She was given the task of doing a report in Greece to cover the referendum of 5 July 2015 during the Greek public debt crisis. That was the time when she had to learn how to manage her emotions, including when she interviewed people who had been hit hard by what was happening. Subsequently, she was called on to cover the migration crisis with a report on the Calais 'jungle'. She also gave an account of the twists and turns in relation to Catalan separatism. With her colleague Olivier le Bussy, who fuelled her "infectious passion for Europe", she also covered Brexit and the European elections.

« UN GROS PORTEFEUILLE » DE JOURNALISTE

Aujourd'hui, Maria Udrescu déploie une activité intense à *La Libre Belgique*. Elle s'occupe des sujets concernant l'Union européenne avec un focus sur la gestion des migrations, le respect des valeurs fondamentales, des droits de l'homme et de l'état de droit; elle suit les politiques nationales de l'Europe centrale et orientale ainsi que du Portugal et de l'Espagne. Elle est, de plus, en deuxième ligne pour tout ce qui a trait aux Etats-Unis, dont la culture la fascine depuis toujours.

INCERTITUDE ET ESPOIR QUANT À L'AVENIR DE L'UNION EUROPÉENNE

Depuis 2015, Maria Udrescu observe les difficultés et les tensions qui secouent périodiquement l'Union. Parmi les plus récentes et les plus graves, elle retient évidemment le Brexit, l'érosion de l'état de droit dans certains Etats membres, comme la Hongrie et la Pologne, et la pandémie du Covid 19. En ce qui concerne cette dernière, la jeune journaliste regrette amèrement les premiers réflexes nationaux, sinon nationalistes, et les réactions désordonnées des pays membres: fermeture des frontières, interdiction d'exportation de masques, débats acrimonieux sur les mesures communes nécessaires pour répondre aux conséquences économiques, potentiellement colossales, de la pandémie...

Certes, «l'Union pouvait difficilement anticiper un tel choc. Elle pouvait encore moins y être préparée, alors que cette pandémie bouleverse des chantiers de la construction européenne qui sont loin d'être terminés ou qui n'ont même pas encore été entamés». Mais Maria Udrescu ne peut s'empêcher cependant de déplorer l'absence d'une vision européenne de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union que cette crise a mise en évidence.

Néanmoins, sa conviction européenne l'oblige à croire à l'adage qui veut que l'Union se construit par crises. Elle espère assister à une prise de conscience des leaders européens pour être au rendez-vous de l'Histoire, ainsi qu'à un effort de réflexion, à la hauteur de ce défi inédit, pour continuer à développer la valeur ajoutée de l'UE et repenser certains de ses aspects. Les obstacles sur la voie de la construction de l'Union n'ont en rien entamé le credo européen de Maria Udrescu; «le projet européen est ma boussole», nous affirme-t-elle, «et les valeurs de l'ULB qui sont fort proches de celles de l'Union continueront d'orienter ma manière d'appréhender la profession de journaliste et l'actualité européenne».

Anne Weyembergh

Maria Udrescu espère assister à une prise de conscience des leaders européens pour être au rendez-vous de l'Histoire, ainsi qu'à un effort de réflexion, à la hauteur de ce défi inédit, pour continuer à développer la valeur ajoutée de l'UE et repenser certains de ses aspects.

Maria Udrescu hopes to see European leaders become aware of the need to respond to this historic moment and that they will rise up to this unprecedented challenge, so they can continue to develop the added value of the EU and also make some necessary changes.

'A BIG PORTFOLIO' AS A JOURNALIST

Nowadays, Maria Udrescu has a busy schedule at *La Libre Belgique*. She deals with issues relating to the European Union with a focus on managing migration, respect for fundamental values, human rights and the state based on the rule of law. She follows the national politics of Central and Eastern Europe as well as of Portugal and Spain. She is, moreover, second in line for everything to do with the United States, whose culture has always fascinated her.

UNCERTAINTY AND HOPE AS FOR THE FUTURE OF THE EUROPEAN UNION

Since 2015, Maria Udrescu has been observing the difficulties and tensions that periodically grip hold of the EU. Among the most recent and the most serious, she of course recalls Brexit, the erosion of the state based on the rule of law in some Member States, such as Hungary and Poland, and the Covid 19 pandemic. As for the latter, the young journalist bitterly regrets the initial national, if not nationalist, reflexes and the chaotic reactions of Member States: closing down borders, banning the export of masks, acrimonious debates about the joint measures needed to respond to the potentially colossal consequences of the pandemic...

Of course, "it would have been hard for the EU to anticipate such a shock. Even less could she have been prepared for it, at a time when this pandemic is disrupting areas of European construction that are far from being completed or have not even been started yet." However, Maria Udrescu cannot refrain from deploring the lack of a European vision of several heads of state and government of the EU that this crisis has shone a light on.

Nevertheless, her European conviction obliges her to believe in the adage that the Union has been built through crises. She hopes to see European leaders become aware of the need to respond to this historic moment and that they will rise up to this unprecedented challenge, so they can continue to develop the added value of the EU and also make some necessary changes. The obstacles standing in the way of EU integration have in no way dented Maria Udrescu's belief in Europe: "The European project is my compass," she confirms "and the values of the ULB, which are close to those of the EU, will continue to guide me in my way of understanding the journalist's profession and EU current affairs."

Anne Weyembergh

CHRISTOPHER VAJDA

La construction européenne par le Droit

EU integration through Law



Pour Christopher Vajda, l'Union européenne est avant tout construite grâce au droit qui l'a fondée. C'est sous cet angle qu'il décide « d'apporter sa pierre à l'édifice » en tant que juge à la Cour de justice de l'Union européenne.

DE CAMBRIDGE À BRUXELLES

Christopher Vajda a d'abord entamé ses études de droit au Royaume-Uni, à l'Université de Cambridge. Après sa licence en droit, il désirait poursuivre ses études par une licence à l'étranger. Il exprime alors son désir de parfaire sa formation en droit européen, et l'un de ses professeurs de l'époque, le Prof. Hamson lui conseille « d'aller vers où se trouve le futur : l'Europe ! ». Ce professeur émérite à Cambridge lui recommande l'Institut d'études européennes de l'ULB. Vajda demande également conseil à des étudiants de Cambridge ayant suivi une année à l'ULB, ce qui achèvera de le convaincre.

Issu d'une famille modeste, il était essentiel pour Vajda d'obtenir une bourse afin d'étudier à Bruxelles, bourse qu'il obtiendra de la Fondation Wiener-Anspach. Celle-ci facilite les échanges entre l'ULB, d'une part, et les universités de Cambridge et d'Oxford, d'autre part en attribuant, encore aujourd'hui, des bourses aux étudiants et chercheurs souhaitant effectuer un séjour au Royaume-Uni et développer les collaborations scientifiques avec Cambridge ou Oxford.

Pendant son année d'études à l'ULB en 1978, Christopher Vajda perfectionnera son français ; il est également séduit par le caractère interdisciplinaire de la licence spéciale en droit européen de l'IEE. Il réalise alors l'importance de connaître un contexte plus large lorsque l'on étudie ou lorsque l'on pratique le droit européen. À l'ULB, Vajda aura donc aussi des cours d'économie et de science politique. Il souligne la qualité des enseignements et des professeurs, certains travaillant d'ailleurs à l'époque à la Commission européenne.

LE DÉSIR DE « PRATIQUER LE DROIT EUROPÉEN »

Après son séjour à Bruxelles, Vajda retourne au Royaume-Uni. En 1979 il est admis au barreau d'Angleterre et du pays de Galles (le *Gray's Inn*) et y devient « barrister ». Il sera ensuite également admis au barreau d'Irlande du Nord en 1996.

À partir de 1980, Christopher Vajda effectue différents stages. Il désire alors « pratiquer le droit européen ». Il commence donc par travailler pendant une année dans un cabinet d'avocats à Londres,

For Christopher Vajda, the European Union has been constructed above all thanks to the law that established it. This is the way in which he decided "to do his bit" as a judge at the Court of Justice of the European Union.

FROM CAMBRIDGE TO BRUSSELS

Christopher Vajda first began his studies in law at Cambridge University in the United Kingdom. After his degree in law, he wanted to pursue his studies with a degree abroad. So he expressed his wish to complete his training in EU law and one of his professors of the time, Professor Hamson, advised him "to go where the future lies: Europe!" This professor emeritus at Cambridge recommended the ULB's *Institut d'études européennes* (IEE) to him. Christopher Vajda also asked for advice from students at Cambridge who had spent a year at the ULB and this ended up by convincing him.

With a modest family background it was key for Christopher Vajda to obtain a grant in order to study in Brussels and he duly obtained this from the Wiener-Anspach Foundation. The foundation facilitates exchanges between the ULB on the one hand and Cambridge University and Oxford University on the other, by awarding, still today, grants to students and researchers who want to carry out a period of study in the UK and to develop scientific cooperation with Cambridge or Oxford.

During his year of studies at the ULB in 1978, Christopher Vajda was to perfect his French. He was also attracted by the interdisciplinary nature of the IEE's special degree in EU law. It was then that he realised the importance of studying a broader context when studying or practising EU law. So, at the ULB, Vajda was to have lessons in economics and political science. He stressed the quality of teaching and professors, some working at the European Commission at the time.

THE WILL TO "PRACTISE EU LAW"

After his stay in Brussels, Christopher Vajda headed back to the UK. In 1979, he was admitted to the Bar of England and Wales (*Gray's Inn*) and became a barrister there. He was then to be admitted to the Bar of Northern Ireland too, in 1996.

As from 1980, Christopher Vajda did different internships. He then wanted to "practise EU law". So he started first by working for a year in a firm of lawyers in London in the area of EU competition law. In 1981, he decided to come back to Brussels to do an internship in an

« Quand nous siégeons, chaque individu, grâce à son parcours, a une manière différente d'appréhender les choses. »

dans le domaine du droit européen de la concurrence. En 1981, il décide de revenir à Bruxelles pour y effectuer un stage dans un cabinet anglais situé dans la « bulle européenne ». Il y reste finalement cinq années. Il pratique ensuite le droit européen au sein de cabinets au Royaume-Uni. Le futur juge s'investit en tant qu'avocat dans de nombreuses affaires européennes. Il se rend plus d'une centaine de fois à la Cour de justice de l'Union européenne et au Tribunal de première instance de la Cour pour défendre ses clients et pratique le droit européen dans des domaines très diversifiés. Il ne traite donc pas uniquement de cas en droit de la concurrence, mais également d'affaires en matière de pêche, de sécurité sociale, de taxes et d'aides d'État, etc.

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

En 2011, le juge britannique à la Cour de justice de l'Union européenne, Konrad Schiemann, annonce vouloir prendre sa retraite l'année suivante. Le gouvernement britannique lance alors un concours, auquel participe Christopher Vajda. Sa candidature est retenue. Comme le veut la procédure, il doit ensuite se présenter devant un comité de juges européens issus de juridictions différentes, qui émettra une opinion favorable au candidat.

Il entame son premier mandat de six ans en 2012, et son deuxième mandat en 2018, qui se poursuivra en principe jusqu'au Brexit. Pour l'après Brexit, le juge Vajda n'a pas de projet professionnel particulier puisque, selon lui, « tout ce qui est lié de près ou de loin au Brexit ne peut être qu'hypothétique ».

LES AFFAIRES MARQUANTES AU SEIN DE LA CJUE

Christopher Vajda évoque deux affaires qui l'ont marqué pendant son mandat en tant que juge.

Tout d'abord, l'affaire *Wightman* (jugement du 10 décembre 2018). Il s'agissait d'une demande de décision préjudicielle adressée à la Cour par une juridiction écossaise au sujet de la possibilité d'une révocation unilatérale de la notification de l'intention du Royaume-Uni de se retirer de l'Union européenne. La Cour a considéré qu'une telle révocation unilatérale était possible tant que le retrait n'était pas effectivement intervenu. Cette affaire se distingue, selon le juge Vajda, par différents éléments. Tout d'abord parce que les juges de la CJUE ont siégé tous ensemble, en assemblée plénière, ce qui est exceptionnel et témoigne de l'importance de l'affaire. Ensuite, par la rapidité du traitement des questions préjudicielles, puisqu'une décision a été rendue en deux mois vu l'urgence.

English firm located in the 'EU bubble'. He ended up staying there for five years. Subsequently, he practised EU law in firms in the UK. He worked as a lawyer in a number of EU cases before becoming a judge. He went over a hundred times to the Court of Justice of the European Union and to the Court of First Instance of the Court to defend his clients and practised EU law in a whole range of different areas. So he did not only deal with competition law cases but also cases about fisheries, social security, tax and state aid etc.

THE COURT OF JUSTICE OF THE EUROPEAN UNION

In 2011, the British judge at the Court of Justice of the European Union, Konrad Schiemann, announced that he wanted to take retirement the following year. So the British government launched a competition, which Christopher Vajda took part in. His application was taken forward. As dictated by the procedure, he then had to appear before a committee of European judges from different jurisdictions, who were to give this candidate a favourable opinion.

He started his first six-year mandate in 2012 and his second one in 2018, which will continue until Brexit in principle. For the post-Brexit period, judge Vajda has no particular professional project because, as he puts it, "anything that is linked closely or distantly to Brexit can only be hypothetical".

HIGH IMPACT CASES WITHIN THE COURT OF JUSTICE OF THE EUROPEAN UNION

Christopher Vajda referred to two cases which made a big impression on him during his term as a judge.

First of all is the *Wightman* case (judgement of 10 December 2018). That was a request for a preliminary decision addressed to the Court by a Scottish court on the issue of the possibility of a unilateral revocation of the UK's notification of its intention to withdraw from the EU. The Court considered that such a unilateral revocation was possible as long as the withdrawal had not effectively taken place. According to judge Vajda, there are different elements that are specific features of this case. First of these is that the judges of the Court of Justice of the EU all sat together, in a plenary hearing, which was exceptional and testified to the importance of the case. And then there was the speed with which the preliminary issues were dealt with since a decision was handed down in two months given the urgency of it.

“When we sit, each individual, due to their career path, has a different way of seeing things.”

Le juge Vajda mentionne également l'affaire *Giersch* (20 juin 2013). Il s'agissait aussi d'une demande de décision préjudicielle, cette fois introduite par un tribunal luxembourgeois concernant deux étudiantes résidant hors du Luxembourg n'ayant pas pu obtenir une bourse d'étude, et ce conformément à la loi luxembourgeoise subordonnant une telle obtention à la domiciliation ou au séjour au Grand-Duché de Luxembourg. Le gouvernement justifiait entre autres cette loi par son objectif «social» consistant à augmenter, de manière significative, la part des résidents titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur au Luxembourg. Toutefois, la Cour a estimé qu'il s'agissait d'une discrimination indirecte, allant au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif légitime précité. Etant disproportionnée, la mesure n'était donc pas justifiée. Et Christopher Vajda d'ajouter «voici un exemple de la manière dont le droit européen peut bénéficier aux citoyens européens».

LA RICHESSE DE LA COUR

Pour le juge Vajda, la richesse de la Cour de Justice de l'UE réside davantage dans les parcours variés des juges plutôt que dans leurs nationalités diverses. Certains juges sont avocats, juges de carrière, académiques ou travaillaient au sein de leur propre gouvernement avant de siéger à la Cour.

L'UNION EUROPÉENNE N'EST PAS SIMPLEMENT UNE CRÉATION ENTRE ÉTATS

À la question «que peut-on souhaiter à l'Union européenne ?», Christopher Vajda répond que «les États membres doivent respecter le droit européen et son champ d'application». Et il ajoute : «l'UE n'est pas simplement une création entre États, il s'agit d'une Communauté de droit».

Morgane Ghys

Judge Vajda also mentioned the *Giersch* case (20 June 2013). This was also a request for a preliminary decision, this time submitted by a Luxembourgish court concerning two students residing outside Luxembourg who had not been able to obtain a study grant in accordance with a Luxembourgish law making obtaining this subject to having a domicile in or staying in the Grand Duchy of Luxembourg. Among other things, the government justified this law through its 'social' objective to increase, in a significant way, the share of residents who hold a degree in higher education in Luxembourg. However, the Court deemed this to be indirect discrimination, going beyond what was needed to reach the aforementioned legitimate goal. Given that it was disproportionate, the measure was therefore not justified. And Christopher Vajda added that “there is an example of how EU law can benefit EU citizens”.

THE STRENGTH OF THE COURT

For judge Vajda, the strength of the Court of Justice of the EU lies more in the varied career paths of judges rather than their diverse nationalities. Some judges are lawyers or career judges or academics or worked within their own government before sitting at the Court.

THE EUROPEAN UNION IS NOT SIMPLY A CREATION BETWEEN STATES

To the question, “what can we hope from the European Union?”, Christopher Vajda replied that “the member states must respect EU law and its scope of application”. And he added: “the EU is not simply a creation between states, it is about a Community based on the rule of law”.

Morgane Ghys

ALAIN VAN CRUGTEN

L'amour des langues comme point de départ

Love of languages spurred him on from the outset



L'intérêt d'Alain van Crugten pour l'Europe lui vient de son amour pour les langues. C'est lorsqu'il était élève à l'Athénée d'Ixelles qu'il a découvert celui-ci, grâce à un professeur d'anglais, Daniel Godvrind, qui a suscité sa curiosité linguistique. Pour Alain van Crugten, la connaissance des langues est essentielle dans la construction européenne, les langues, notamment dans leur rôle de vecteurs de la littérature, amenant à la découverte mutuelle des cultures.

Ayant d'abord étudié les langues germaniques à l'ULB, Alain van Crugten y passera aussi l'agrégation afin de professer dans l'enseignement secondaire à partir de 1957. Ensuite, pendant son service militaire comme traducteur au Ministère de la Défense, son chef de service lui conseille d'apprendre le russe. Il reprendra ensuite son emploi de professeur à plein temps dans l'enseignement secondaire, tout en étudiant les langues slaves à l'ULB.

UN SÉJOUR À VARSOVIE COMME TOURNANT

Après ses études, en 1966, il se rend à Varsovie avec une bourse de recherche afin de perfectionner son polonais. Jusque-là, Alain van Crugten avait uniquement traduit des textes militaires ou commerciaux. Mais, pendant ce séjour en Pologne, il s'attaque à la traduction littéraire et entreprend une thèse de doctorat sur le théâtre de l'auteur polonais Stanisław Ignacy Witkiewicz.

« Je n'ai pas connu mai 68 en Belgique et en France, sous mes yeux les évènements que je vivais en Pologne semblaient plus sérieux. »

Pendant son séjour en Pologne, il est en effet témoin de situations spécifiques liées à la position particulière de ce pays dans le Bloc de l'Est et à la guerre froide. Alain van Crugten nous relate alors les évènements de 1968 en Pologne. Il mentionne d'abord une manifestation étudiante qui protestait contre la censure par le pouvoir d'une pièce de théâtre, *Les Aïeux*, un grand classique du patriotisme polonais et de la lutte pour l'indépendance. Des grèves des universités et des usines s'ensuivirent. Le gouvernement polonais, désorienté et même affolé devant ces évènements inouïs en pays communiste, trouve bientôt le bouc émissaire : Israël et les juifs. Cela déclenchera la dernière vague d'antisémitisme officiel en Pologne et aussi le dernier mouvement d'émigration massive des juifs. À l'époque, Alain van Crugten vivra aussi de près le printemps de Prague en Tchécoslovaquie, où il effectuera deux séjours en 1968.

Alain van Crugten's interest in Europe stems from his love of languages. That was something that he discovered when he was studying at the *Athénée d'Ixelles* (a secondary school in Ixelles) thanks to an English teacher, Daniel Godvrind, who piqued his curiosity in languages. Alain van Crugten sees knowledge of languages as being an essential part of the European integration process because languages, especially in their role as purveyors of literature, lead to the mutual discovery of different cultures.

After initially studying Germanic languages at the ULB, Alain van Crugten would go on to obtain his teaching certificate there. That enabled him to teach in secondary education from 1957 onwards. Then, during his military service as a translator at the Ministry of Defence, his head of department advised him to learn Russian. He would then take up a job as a full time teacher in secondary education whilst studying Slav languages at the ULB.

A TRIP TO WARSAW AS A TURNING POINT

After completing his studies in 1966, he travelled to Warsaw with a research grant to perfect his Polish. Up until then, Alain van Crugten had only translated military or business-related texts. But, during this stay in Poland, he delved into literary translation and started a PhD thesis on the theatre of the Polish author Stanisław Ignacy Witkiewicz.

"I didn't experience May 68 in Belgium nor in France. In my eyes, the events that I lived through in Poland seemed more serious."

During his stay in Poland, he witnessed specific situations related to the country's geographic location in the eastern bloc and to the Cold War. Alain van Crugten goes on to tell us about the events of 1968 in Poland. First he talks about a student protest that railed against the authorities' censorship of a play, *Les Aïeux* (The Ancestors), a major classic about Polish patriotism and the struggle for independence. Strikes at universities and factories ensued. The Polish government, disorientated and even panic stricken by these events, which were unheard of in a Communist country, soon found a scapegoat: Israel and the Jews. That would unleash the last wave of official anti-Semitism in Poland and also the last mass emigration movement of Jews. During that period, Alain van Crugten would also experience, at close hand, the Prague Spring in Czechoslovakia, which he visited on two occasions in 1968.

LE RETOUR EN BELGIQUE ET LA LITTÉRATURE COMPARÉE

De retour en Belgique après deux années en Pologne, il obtient une bourse FNRS qui lui permet de terminer et de défendre sa thèse sur le théâtre de Witkiewicz en 1970. Deux ans plus tard, il est nommé professeur de littérature européenne comparée à l'ULB, cours qu'il appréciait particulièrement et qu'il enseignera pendant 34 ans, jusqu'en 2006.

«J'ai tenté d'illustrer dans mes cours le fait qu'à toutes les époques on peut trouver dans diverses littératures d'Europe de grands mouvements et des thèmes comparables, montrant ainsi l'existence d'une littérature européenne et la parenté des cultures de notre continent.»

En 1977, il est nommé professeur à plein temps à la section de slavistique. La transmission du savoir est essentielle pour lui, mais ce métier l'a aussi passionné parce qu'il comportait diverses facettes : «faire une conférence devant plusieurs centaines d'étudiants et faire cours à de petits groupes d'une quinzaine, ce sont deux métiers différents».

À l'Université, le professeur a aussi animé entre 1978 et 1982 un théâtre slave, qui fit également de nombreuses représentations en dehors de l'ULB et même à Paris. Il a collaboré plus tard au théâtre des étudiants de la section germanique. Il a aussi été le responsable pendant plus de 20 ans de l'accord culturel entre l'ULB et l'Université de Cracovie. Cet accord permettait notamment des échanges de professeurs et d'étudiants entre les deux institutions académiques. C'est dans cette université qu'il sera nommé *Dr Honoris Causa*.

LA TRADUCTION LITTÉRAIRE : DU THÉÂTRE AUX ROMANS

Alain van Crugten se lancera définitivement dans la traduction littéraire à l'époque de sa thèse. Il traduit d'abord deux pièces de théâtre de Witkiewicz en 1968 ; la traduction des œuvres complètes de cet auteur lui sera commandée plus tard par l'éditeur lausannois *L'Âge d'Homme*. Le premier roman traduit par van Crugten était du même auteur. Il raconte avoir republié cette longue œuvre, *L'Inassouvissement*, 48 ans plus tard. Il explique alors que «avec les années, les remords du traducteur face à son travail de débutant ont amené une modification radicale du texte».

Il traduit toujours vers le français. Bien que sa famille paternelle soit originaire des Pays-Bas, il a été élevé en français et c'est donc seulement dans sa langue maternelle qu'il explique avoir «une certaine virtuosité linguistique nécessaire en littérature».

Le professeur n'a pas uniquement traduit des auteurs polonais, mais également des œuvres en langue tchèque, russe, anglaise, allemande et, à partir des années 80, néerlandaise. Il s'est en particulier consacré à la traduction de diverses œuvres de l'écrivain, poète et dramaturge belge Hugo Claus, dont le fameux *Chagrin des*

RETURN TO BELGIUM AND COMPARATIVE LITERATURE

Back in Belgium after two years spent in Poland, he obtained a *Fund for Scientific Research* (F.R.S.-FNRS) grant which allowed him to finish and to defend his thesis on the theatre of Witkiewicz in 1970. Two years later, he was appointed as Professor of Comparative European Literature at the ULB, a course he particularly enjoyed teaching and he did so for 34 years until 2006.

"In my classes I tried to illustrate the fact that, in all eras, you can find major movements and themes that are comparable in various types of European literature, thereby showing the existence of a European body of literature and the similarities between the cultures of our continent."

In 1977, he was appointed full time professor in the Slav section. Transmitting knowledge is essential for him but he is also passionate about this profession because it covered various facets: "Holding a conference in front of several hundred students and giving classes to small groups of fifteen or so students – these are two different professions."

At the ULB, the professor also ran a Slav-speaking theatre group between 1978 and 1982, which also put on numerous shows outside the ULB and even in Paris. Subsequently, he worked together with the theatre made up of students from the Germanic section. For over 20 years he was also in charge of the cultural agreement between the ULB and Krakow University. That agreement facilitated, in particular, exchanges of professors and students between the two academic institutions. He was to be appointed *Dr Honoris Causa* of Krakow University.

LITERARY TRANSLATION: FROM THEATRE TO NOVELS

Alain van Crugten was to immerse himself fully in literary translation when he was doing his thesis. First of all he translated two plays by Witkiewicz in 1968. He was later commissioned by the Lausanne publisher *L'Âge d'Homme* to translate the complete works of this author. The first novel translated by van Crugten was by the same author. He tells us how he republished this long work, *L'Inassouvissement*, 48 years later. He explains that "over the years, the remorse of a translator *vis à vis* his work as a beginner led to radical changes in the text".

He always translates into French. While his father's family came from the Netherlands, he was brought up in French and so it is only in his mother tongue, he explains, that he has "a certain linguistic flair that is needed in literature".

The professor has not only translated Polish authors but also works in Czech, Russian, English, German and, from the 1980s onwards, Dutch. He has particularly devoted himself to the translation of various works by the Belgian writer, poet and playwright Hugo Claus, including the much talked about *Chagrin des Belges*, but also other

Belges, mais aussi d'autres romans, des pièces de théâtre et de la poésie. Depuis 10 ans, il s'est lancé dans la traduction des ouvrages de Tom Lanoye, dont le dernier paru est le roman *Décombres flamboyants*.

Alain van Crugten explique que «le travail du traducteur littéraire est de tenter de s'approcher le plus possible à la fois de la forme artistique et des intentions de l'auteur». Il obtiendra plusieurs prix pour ses traductions, dont le prix des Phares du Nord 2013 pour *La langue de ma mère*, sa traduction en français de l'ouvrage *Sprakeloos* de Lanoye.

L'AUTEUR

Alain van Crugten ne s'est pas contenté de traduire des œuvres, il en a également écrites, dont plusieurs pièces de théâtre. Il a entre autres écrit une pièce sur la vie de Witkiewicz, qui a été traduite en polonais et jouée à Varsovie. Il est également l'auteur de recueils de nouvelles et de romans, comme *Des fleuves impassibles*, traduit en néerlandais et en polonais, *Korsakoff*, Prix Rossel des Jeunes, et *En étrange province*, qui se passe dans une région imaginaire (et bilingue) d'Europe centrale.

Aujourd'hui, ce fin connaisseur de la Pologne souligne combien il est effaré de voir la tournure qu'a prise de nos jours la politique polonaise. Et de formuler un souhait: «Les utopies sont faites pour être réalisées: qu'on écoute Victor Hugo et que l'on bâtisse les États-Unis d'Europe».

Morgane Ghys



Années 1970,
en début de carrière à l'ULB.

1970s, early career at ULB.



Vers 1956-57,
pendant ses études
de philologie germanique.

Around 1956-57, during his
studies of Germanic philology.

novels, plays and poetry. For ten years now, he has immersed himself in the translation of works by Tom Lanoye, of which the latest to have appeared is the novel *Décombres flamboyants*.

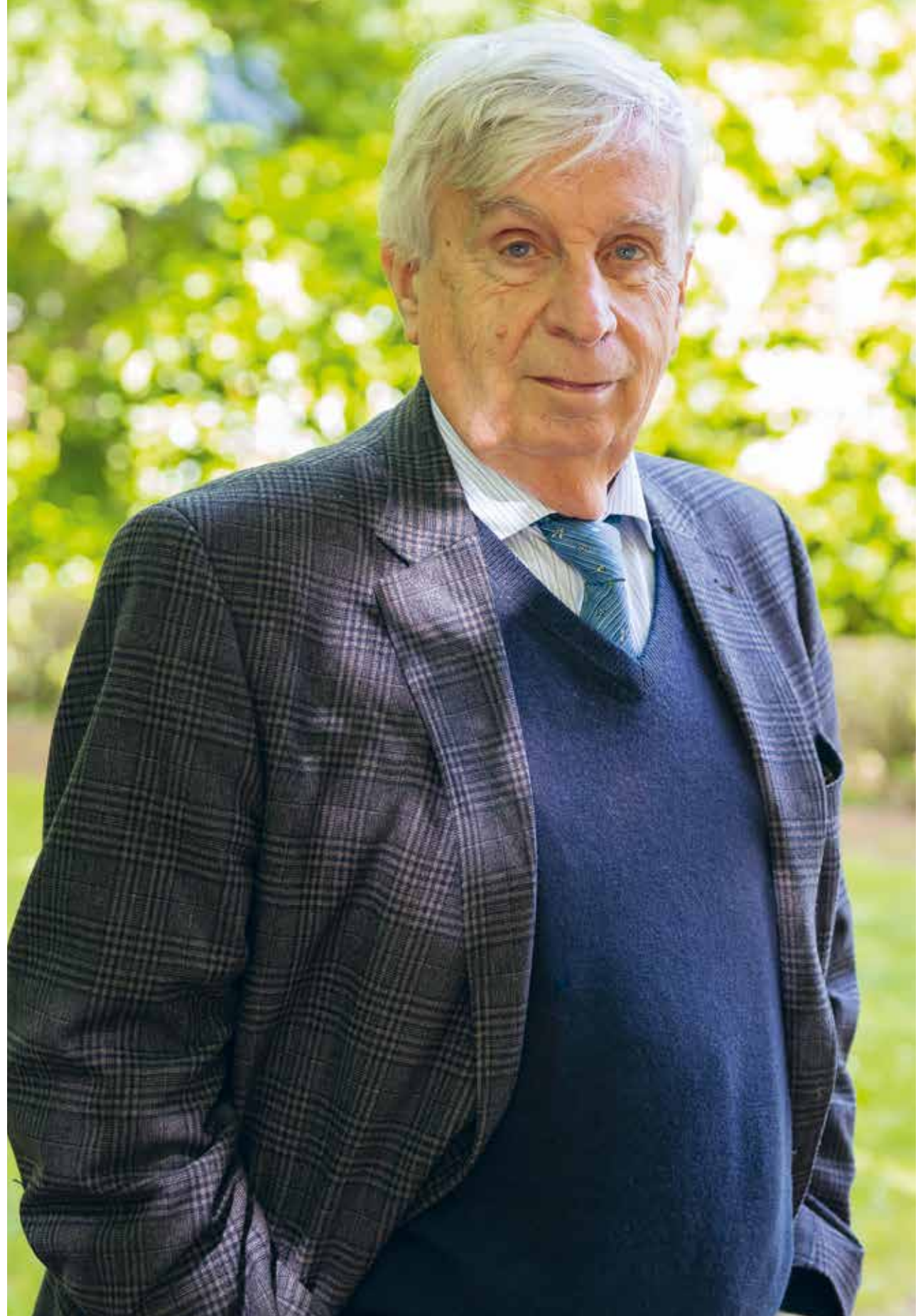
Alain van Crugten explains that "the work of the literary translator is to try to get as close as possible to both the artistic form and the intentions of the author". He has been awarded several prizes for his translations, including the *Phares du Nord* 2013 prize for *La langue de ma mère*, his translation into French of the work, *Sprakeloos*, by Lanoye.

THE AUTHOR

Alain van Crugten has not just translated works, he has also written some, including several plays. These include a play that he has written about the life of Witkiewicz, which has been translated into Polish and played in Warsaw. He has also written collections of short stories and novels, such as *Des fleuves impassibles*, translated into Dutch and into Polish, *Korsakoff*, which won the Prix Rossel des Jeunes, and *En étrange province*, which takes place in an imaginary (and bilingual) region in central Europe.

Nowadays, this fine connaisseur of Poland underlines how frightened he is to see the direction of travel that Polish politics has taken recently. And he expresses his wish: "Utopias are made to be achieved: let's listen to Victor Hugo and build the United states of Europe."

Morgane Ghys



MICHEL VANDEN ABEELE

Une carrière au service de la chose publique

A career devoted to public service

Michel Vanden Abeele se qualifie volontiers d'«homme de l'ombre». Et si l'on était tenté de nuancer cette affirmation, au regard de son impressionnant curriculum vitae, il faut néanmoins rendre justice à la modestie de son auteur et tenter d'étayer son propos. Certainement, Michel Vanden Abeele ne s'est jamais trouvé pleinement sous les feux des projecteurs, mais il a assurément marqué la Commission européenne de son empreinte par les multiples postes de direction, de conseil et d'expert qu'il a pu y occuper. D'un humble homme de l'ombre à une éminence grise de la Commission... il n'y a qu'un pas.

Amorçant ses études au début des années 60, Michel Vanden Abeele manifeste dès cette époque un attrait particulier pour les sciences économiques. Ainsi, il mène à bien un cursus en sciences économiques à l'ULB. Très engagé dans la vie estudiantine de son Université, il s'implique dans le parlement étudiant institué à l'époque. Sorte de préfiguration du mouvement de 1968, il préside d'ailleurs cette assemblée pendant près d'une année! C'est en 1966 que le jeune aspirant économiste conclut ses études. Et s'il les couronne brillamment d'une Grande Distinction, il ne s'orientera pas vers la recherche ou une carrière académique: il est plutôt «rapidement rattrapé par des activités extérieures».

HAPPÉ PAR LE MONDE EXTÉRIEUR

En effet, dès la fin de ses études, Michel Vanden Abeele est occupé. D'abord, par des jobs proposés par ses anciens promoteurs de mémoire. Mais surtout, parce qu'il est appelé au service militaire, à Arlon comme candidat-officier de réserve, puis à l'École royale militaire où il fréquente le Centre d'étude de la défense nationale en tant que sous-officier. Il y rencontre Henri Vander Eycken responsable de ce centre et professeur à l'ULB et à la VUB, pour qui il travaillera très bientôt. «Henri Vander Eycken est mon maître, c'est lui qui m'a mis le pied à l'étrier» reconnaît-il sans détour aujourd'hui. Mais ayant remporté le Prix du ministre du Commerce extérieur, Michel

Michel Vanden Abeele freely describes himself as "a man working behind the scenes". And if one was tempted to nuance this statement given his impressive *curriculum vitae*, we nevertheless need to do justice to the modesty of the person behind it and to try to lend support to his remarks. Michel Vanden Abeele has never been fully thrust into the limelight but he has certainly made a mark on the European Commission with the many posts in management, as an advisor and as an expert that he has held. From being a humble man working behind the scenes to being an *éminence grise* of the Commission... it is but a short step.

Beginning his studies in the early 1960s, Michel Vanden Abeele showed, from this period onwards, a particular predilection for economics. So it was that he successfully completed a course in economics at the ULB. He made a big contribution to student life at the ULB and was active in the student parliament that was set up at the time. This was a sort of forerunner of the 1968 movement and he chaired this assembly for nearly a year! It was in 1966 that this young and aspiring economist finished his studies. Although he topped these studies off brilliantly with magna cum Laude, he didn't move into research or pursue an academic career. He was instead "quickly snapped up by external activities".

SNAPPED UP BY THE OUTSIDE WORLD

Michel Vanden Abeele was busy as soon he finished his studies, first of all with jobs offered by his former thesis supervisors but in particular because he was called up for military service, at Arlon as a reserve officer candidate and then at the *École royale militaire* (Royal Military School) where he attended the *Centre d'étude de la défense nationale* (Centre of National Defence Studies) as a non-commissioned officer. He met Henri Vander Eycken there, who was in charge of the centre and who was a Professor at the ULB and at the Vrije Universiteit Brussel (VUB, Flemish speaking Brussels Free

Vanden Abeele est d'abord envoyé six mois en mission auprès de l'ambassadeur de Belgique en Tunisie. Et c'est à son retour qu'il entre à l'Institut de Sociologie où Henri Vander Eycken le place comme assistant de recherche et où il intègre le nouveau Centre d'études et de sociologie du tourisme. S'esquisse ainsi le début d'une carrière universitaire originale qui se prolongera plusieurs années malgré le refus persistant du jeune économiste d'effectuer une thèse de doctorat. À la fois chercheur et assistant à l'Institut de Sociologie, il occupe peu à peu au sein de l'administration universitaire des postes inattendus pour un homme de son âge. Car les soubresauts de 68 précipitent l'évolution de l'Université et Michel Vanden Abeele est bientôt pris dans le tourbillon de réformes institutionnelles qui en découlent. Un nouveau conseil d'administration (CA) est mis en place, et autour de lui gravite un groupe de réflexion composé de plusieurs membres du corps professoral. Vander Eycken en est, et son jeune assistant y est bientôt appelé comme secrétaire. Plus tard, il intégrera également avec Vander Eycken le bureau de programmation du développement universitaire, instance qui organise le développement des investissements et le partage du campus de La Plaine entre l'ULB et la VUB.

University), for whom he was to work very soon. "Henri Vander Eycken is my master. He was the one who gave me a leg up," he notes without any hesitation whatsoever. But, having won the *Prix du ministre du Commerce extérieur* (External Trade Ministry Prize), Michel Vanden Abeele is first sent for six months on a mission working for the Belgian ambassador in Tunisia. On his return, he joins the *Institut de Sociologie* (Institute of Sociology) where Henri Vander Eycken makes him a research assistant and where he joins the new *Centre d'études et de sociologie du tourisme* (Centre of Tourism Studies and Sociology). That's the outline of the early stage of an innovative university career which ran for several years despite the persistent refusal of the young economist to do a PhD. Both a researcher and an assistant at the Institute of Sociology, over time and little by little he held, within the university administration, posts that a man of his age would not be expected to hold. The upheavals of 1968 accelerated the evolution of the university and Michel Vanden Abeele was soon caught up in the whirlwind of institutional reforms stemming from that. A new board of administration was put in place and a think tank group made up of several members from the teaching body revolved around him. Vander Eycken was there and his young assistant was soon called on as secretary. Later, he would also join Vander Eycken in the university development programme office, the body that organises investment development and the way in which the *La Plaine* campus is shared between the ULB and the VUB.

« Il y a une caractéristique que j'ai toujours voulu conserver : servir la chose publique. »

"There is a characteristic that I have always wanted to maintain: public service."

HAPPÉ PAR LE MONDE POLITIQUE

Mais une autre personnalité bien connue de l'Université va également jouer un rôle majeur dans la trajectoire de Michel Vanden Abeele: il s'agit d'Henri Simonet dont il est l'assistant. Président du CA de l'Université mais également bourgmestre d'Anderlecht, Henri Simonet invite ainsi, un samedi matin, au sein des locaux de sa commune, ce jeune assistant prometteur. Il s'apprête à lui faire une proposition susceptible de changer le cours de sa vie. Le prévenant qu'il sera nommé ministre des Affaires économiques le lundi suivant, il lui propose sans détour de le rejoindre au sein de son futur cabinet ministériel. Michel Vanden Abeele accepte d'emblée et démissionne de ses fonctions à l'ULB. Il devient, dès 1971, conseiller du ministre des Affaires économiques. Mais deux ans plus tard, en 1973, survient un nouveau rebondissement dans sa carrière suite à la désignation d'Henri Simonet en tant que vice-président de la Commission européenne. Celui-ci hérite des prérogatives relatives à la politique énergétique, à l'harmonisation fiscale et aux institutions financières, et Michel Vanden Abeele l'épaula toujours, cette fois en tant que chef de cabinet adjoint, et bientôt en tant que chef de cabinet tout court!

HAPPÉ PAR L'EUROPE...

Devenu chef de cabinet du commissaire Henri Simonet, Michel Vanden Abeele ne quittera plus les institutions européennes jusqu'à son admission à la retraite en 2007. Une carrière longue et parsemée de rebondissements l'attend. Fort de son expérience au sein d'un cabinet national, il se distingue dans le monde des cabinets européens et enchaîne les fonctions de chef de cabinet ou de conseiller, d'abord pour Henri Simonet entre 1973 et 1976, puis pour les présidents François-Xavier Ortoli, Roy Jenkins et Gaston Thorn entre 1976 et 1985. Cela jusqu'à sa nomination en tant que chef du Groupe des conseillers auprès du secrétaire général de la Commission Émile Noël en 1985, où il tente, mais en vain, de lancer l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses. Passant quelques années à la direction générale Développement il fait ensuite son retour au sein des cabinets, cette fois au service d'une vieille

SNAPPED UP BY THE WORLD OF POLITICS

But another well known personality from the ULB was also to play a major role in Michel Vanden Abeele's career path. We're talking about Henri Simonet, who he was an assistant to. President of the university's board of administration but also Mayor of Anderlecht, Henri Simonet thus invites this promising young assistant to the premises of his commune one Saturday morning. He prepares to make him an offer that might change the course of his life. Advising Michel Vanden Abeele that he, Henri Simonet, will be appointed as Minister of Economic Affairs the following Monday, he directly invites Michel Vanden Abeele to join him in his future ministerial cabinet. Michel Vanden Abeele accepts straight away and resigns from his job at the ULB. He becomes, from 1971, advisor to the Minister of Economic Affairs. But two years later, in 1973, there is a new twist in his career following Henri Simonet's appointment as Vice President of the European Commission. The latter inherits powers relating to energy policy, to fiscal harmonisation and to the financial institutions and Michel Vanden Abeele continues to provide him with support, this time as deputy head of cabinet and soon as head of cabinet no less!

SNAPPED UP BY EUROPE...

Once he had become head of cabinet for Commissioner Henri Simonet, Michel Vanden Abeele would never leave the European institutions until he took retirement in 2007. A long career full of twists and turns awaited him. Buoyed by his experience within the national cabinet, he distinguished himself in the world of European cabinets and took on a succession of posts as head of cabinet or advisor, first for Henri Simonet between 1973 and 1976, then for Presidents François-Xavier Ortoli, Roy Jenkins and Gaston Thorn between 1976 and 1985. He did that until he was appointed as head of the group of advisors to the Secretary General of the Commission, Émile Noël, in 1985, where he tried, in vain, to launch the idea of a multi-speed Europe. After spending a few years in the Directorate General for Development, he then returned to the cabinets, this time at the service of an old acquaintance, Karel Van Miert, whom he had known as a colleague at the start of his European career. He would be his head of cabinet when the

connaissance, Karel Van Miert, qu'il avait connu en tant que collègue au commencement de sa carrière européenne. Il sera son chef de cabinet lorsque celui-ci héritera des fonctions de commissaire aux Transports puis de commissaire à la Concurrence entre 1989 et 1999. Suivant les conseils de celui qui était son supérieur mais aussi son ami, Michel Vanden Abeele s'extrait des cabinets pour accéder, au fil des années 90, à plusieurs postes de directeur-général. D'abord directeur-général adjoint de la DG Budget de 1992 à 1994, il remplit à nouveau durant un an la fonction de chef de cabinet pour Karel Van Miert avant de devenir successivement directeur-général à la DG Politique d'Entreprise entre 1996 et 1997 et à la DG Fiscalité et Union Douanière entre 1997 et 2002. Enfin, il hérite des directions générales du Service Traduction entre 2002 et 2003 et de l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) de 2003 à 2004. Dernier rebondissement d'une carrière bien remplie: lors du scandale financier d'EUROSTAT de juin 2003, Michel Vanden Abeele hérite de la direction de ce service pour en rétablir la gestion et devient par la même occasion le directeur général de deux DG durant quelques mois. Situation inédite dans l'histoire des institutions européennes! Il en sera récompensé par sa nomination à Paris en tant que représentant de la Commission auprès de l'OCDE et de l'UNESCO, où il finit sa carrière.

... MAIS JAMAIS TRÈS LOIN DE L'ULB

Durant ces quarante années de services rendus à la construction européenne, Michel Vanden Abeele n'en restera pas moins proche de son Université, à la fois par les cours qu'il put y prêter, d'abord par remplacement de son mentor Henri Simonet, ensuite en son propre nom, mais aussi par les quelques responsabilités administratives qu'il put encore y assumer, notamment en tant que directeur et vice-président de l'Institut d'études européennes. Autre initiative révélatrice de son attachement à son *alma mater*: il présida durant de nombreuses années des réunions informelles rassemblant à intervalles réguliers les anciens diplômés de l'ULB et de la VUB exerçant des fonctions au sein des institutions européennes. Initiative pionnière mais malheureusement jamais réitérée depuis.

latter was to take on the post of Transport Commissioner and then Competition Commissioner between 1989 and 1999. Following the advice of the person who was his superior but also his friend, Michel Vanden Abeele withdrew from the cabinets to take on several posts as Director General during the 1990s. First Deputy Director General of DG Budget from 1992 to 1994, he again worked as head of cabinet for Karel Van Miert for a year before becoming Director General at DG Enterprise Policy between 1996 and 1997 and at DG Taxation and Customs Union between 1997 and 2002. Finally, he was Director General of the Translation Service between 2002 and 2003 and of the Statistical Office of the European Communities (EUROSTAT) from 2003 to 2004. A last big change in a very full career came in June 2003 during the financial scandal at EUROSTAT. Michel Vanden Abeele took on the management of this service to re-establish its management processes and, at the same time, became Director General of two DGs for a few months. That was an unheard of situation in the history of the European institutions! He was to be rewarded by his appointment in Paris as the Commission's representative to the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) and to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO), where he finished his career.

... BUT NEVER VERY FAR FROM THE ULB

During these 40 years of service devoted to the European integration process, Michel Vanden Abeele would still stay close to his university, both through lessons that he gave there, first by acting as a replacement to his mentor Henri Simonet, then in his own name, but also through some administrative responsibilities that he took on there, in particular as Director and Vice President of the *Institut d'études européennes* (Institute of European Studies). Another initiative that reveals his attachment to his *alma mater* was that, for many years, he chaired regular informal meetings bringing together former ULB and VUB graduates working in the European institutions. This was a pioneering initiative but one that has not unfortunately been repeated since.



Michel Vanden Abeele
donnant cours à l'ULB.

Michel Vanden Abeele,
teaching at the ULB.

SERVITEUR « SEMI-PUBLIC » DE LA CHOSE PUBLIQUE EUROPÉENNE

« Il y a une caractéristique que j'ai toujours voulu conserver : servir la chose publique » nous confie finalement Michel Vanden Abeele. Et comment infirmer notre interlocuteur à la vue de son parcours si dense au service des communautés et de l'Union européenne ? Véritable figure de la Commission, se définissant lui-même comme un personnage « semi-public », Michel Vanden Abeele a laissé une véritable empreinte au sein des institutions sans faire la moindre concession dérogeant à ses principes, fustigeant à présent ceux des anciens fonctionnaires européens qui succombent aux sirènes des lobbys dont il revendique, pour sa part, refuser et refouler les moindres sollicitations. Il le martèle : « Cela constitue une volonté politique dès le début. Depuis que j'ai été responsable étudiant, je veux servir la chose publique ! »

Lucas Raucq

"SEMI-PUBLIC" SERVANT OF THE EUROPEAN PUBLIC ADMINISTRATION

"There is a characteristic that I have always wanted to keep: public service" says Michel Vanden Abeele. And how can one contradict our interviewee given such a strong career path at the service of the communities and of the European Union? A real character in the Commission, defining himself as a "semi-public" personality, Michel Vanden Abeele left a real mark on the institutions without making the slightest concession waiving his principles, currently castigating those of former European civil servants who succumb to the siren calls of lobby groups for which he claims, for his part, to refuse and to reject the slightest invitations. He hammers his message home: "This is a political will from the start. Since I have been a responsible student, I have wanted to serve the public administration!"

Lucas Raucq

RENÉE VAN HOOFF-HAFERKAMP

La trajectoire d'une pionnière

The path of a trailblazer



On accole souvent l'expression «une femme dans un monde d'hommes» en tête des articles décrivant l'une ou l'autre carrière féminine au cœur de milieux masculins. L'effet de cette formule pourrait sembler quelque peu usé, on pourrait même être tenté de s'en passer. Cependant, difficile de s'en détacher à la vue de la vie menée par Renée Van Hoof-Haferkamp. Tant son parcours s'avère être celui d'une défricheuse, et tant il est toujours primordial de valoriser le profil de telles pionnières. Car pionnière, cette interprète et professeure l'est à plus d'un titre...

Née à Cologne, un jour de novembre 1928, d'une mère mi-américaine mi-allemande et d'un père allemand, Renée Van Hoof-Haferkamp a son destin européen presque inscrit dans sa chair. Enfant de sa génération, son parcours est marqué par le second conflit mondial et ses répercussions. Après la guerre, sa mère lui certifie : «Plus jamais des choses si horribles ne doivent se reproduire ! Tu dois travailler pour l'Europe». Sa sensibilité européenne est essentiellement «une question d'éducation» confirme-t-elle sobrement.

DES ÉTUDES DIFFICILES MAIS D'UTILES COMPÉTENCES EN POCHE

À la sortie du conflit, elle accomplit ses études secondaires à l'Athénée royal pour jeunes filles d'Ixelles. Ses professeurs, impressionnés par sa connaissance simultanée du français, de l'anglais, de l'allemand et du néerlandais, l'orientent vers la philologie germanique à l'ULB. Elle suit leur conseil et mène ses quatre années d'étude à terme, mais non sans souffrance, car le cursus était des plus difficiles : la maîtrise des trois langues germaniques y était exigée ! Cela ne l'empêche pourtant pas de briller par ses résultats : sur les trente inscrits initiaux elle fait finalement partie des six étudiants diplômés. Aujourd'hui, elle concède qu'elle tira avant tout «une forte discipline» de ce cursus. L'agrégation à l'enseignement moyen et supérieur qu'elle accomplit dans la foulée constitua, par contre à ses yeux, comme une bouffée d'air. En effet, donner cours à des adolescents la passionne d'emblée. Et au fil de nombreuses heures prestées au Lycée Émile Jacqmain, ou à l'École Decroly, elle engrange une expérience dont elle continue de reconnaître les bienfaits aujourd'hui. Le goût de l'enseignement demeurera, ainsi que l'approvisionnement d'un certain esprit d'autorité. Discipline et autorité, deux atouts qui s'avéreront essentiels au cours de la carrière qui l'attend.

À BORD DU LIBERTÉ, VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

Voulant concrétiser ses désirs de faire œuvrer sa fille à la paix européenne, la mère de Renée Van Hoof-Haferkamp l'incita dès la fin de ses études à approcher Paul-Henri Spaak pour lui proposer ses services. «Mais une petite jeune fille n'ose pas approcher Paul-Henri Spaak pour lui dire «j'aimerais travailler avec vous et pour l'Europe»». Cependant, les excuses deviennent peu opérantes, lorsque durant

“A woman in a man’s world” is an expression often attached to articles describing one or other woman’s career when faced with male-dominated environments. It’s a catchphrase that’s somewhat tired in terms of the effect it has on us and we could even be tempted to jettison it. But it’s hard not to agree with it in terms of how Renée Van Hoof-Haferkamp has led her life. That’s because her career path has proven to be a trailblazing one and because it’s always extremely important to highlight the profile of such pioneering women. Because this interpreter and teacher has been a trailblazer in many different ways...

Born in Köln, in November 1928, to a half-American, half-German mother and a German father, Renée Van Hoof-Haferkamp had her European destiny practically carved into her flesh. As with others of her generation, her career path was marked by the Second World War and its aftermath. After the war, her mother said to her: “Such horrible things must never happen again! You must work for Europe.” Her sensitivity about Europe is essentially “a matter of upbringing” she says modestly.

CHALLENGING STUDIES BUT USEFUL SKILLS ACQUIRED

At the end of the war, she finished her secondary schooling at the *Athénée royal pour jeunes filles d'Ixelles* (the royal secondary school for young girls from Ixelles). Her teachers, who were impressed with her knowledge of French, English, German and Dutch, suggested that she did Germanic language studies at the ULB. She followed their advice and completed her four years of studies but not without a struggle because the course was one of the toughest ones: it required mastery of three Germanic languages! But that didn't prevent her from shining in her results: out of the thirty initially enrolled students, she ended up being one of six students who graduated. Today, she admits that what she gained, above all, from this course was “iron discipline”. The middle and higher level teacher training that she completed afterwards was, in her eyes, like a breath of fresh air by comparison. Teaching teenagers was something that she was passionate about from the start. And today she continues to acknowledge the benefits of the experience she acquired from teaching many hours of classes at the *Lycée Émile Jacqmain* (Émile Jacqmain school) or the *École Decroly* (Decroly school). Her taste for education was to stay with her as was her mastery of a certain spirit of authority. Discipline and authority were two assets that were to prove essential throughout her future career.

ON BOARD OF THE LIBERTÉ AND PASTURES NEW

Renée Van Hoof-Haferkamp's mother wanted to turn her dreams of having her daughter work for European peace into reality and so she encouraged her daughter to approach Paul-Henri Spaak to offer him her services once she had completed her studies. “But a young girl

un voyage offert par ses parents aux États-Unis, elle apprend que Paul-Henri Spaak est présent à bord du même paquebot, le *Liberté*. Elle l'accoste, et celui-ci, sans ambages, admet qu'elle tombe à point nommé! Car il se rend à New-York et devra bientôt voyager à travers le monde pour lever des fonds pour l'UNICEF et a urgemment besoin d'un-e interprète. Il propose donc à la jeune diplômée de philologie de l'accompagner et la charge de préparer ses discours en anglais. Renée Van Hoof-Haferkamp accepte, sans hésiter!

LE MÉTIER D'INTERPRÈTE ET L'ENTRÉE À LA CECA

Passant de pays en pays, la jeune femme interprète, mais cela sans savoir même ce en quoi consiste le métier d'interprétation. Un jour, Paul-Henri Spaak lui fait néanmoins la confiance qu'elle possède une voix qu'il aimerait que les autres interprètes aient. Il lui propose alors de rencontrer le chef du service des interprètes du Conseil de l'Europe qui, à la suite d'une entrevue, lui assure qu'elle sera bientôt du métier, mais qu'elle doit avant tout en obtenir le titre. Cela sera fait par la mise en place d'un cours accéléré qu'elle suivra durant huit semaines à l'École d'interprétation de Genève. Ce diplôme en poche, elle entre au service de la Haute autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) dont le président d'alors n'est autre que Jean Monnet. Elle y exerce entre 1952 et 1956, accompagnant parfois les responsables de l'organisation dans les lieux les plus inattendus...

ÊTRE FEMME AU SEIN DES INSTITUTIONS

Mais quelques années plus tard, à nouveau rattrapée par sa condition féminine, elle souhaite quitter Luxembourg, siège de la CECA, pour rejoindre Bruxelles où elle compte se marier et fonder une famille. Elle

«J'ai accompagné un directeur-général italien aux charbonnages de Heerlen aux Pays-Bas. Il fallait qu'on descende dans la mine, avec les casques et tout l'équipement, alors que d'habitude les femmes n'y descendaient pas!»

"I have accompanied an Italian Director General to the collieries of Heerlen in the Netherlands. We had to go down the mine, with helmets and all the equipment, when usually women didn't go down there!"

présente donc sa démission à son nouveau président, René Mayer, qui, contre toute attente, la refuse, arguant du fait que se marier et avoir des enfants ne constituent pas des motifs valables. Elle préfère alors être rattachée au Conseil des ministres de la CECA qui vient d'amorcer les négociations au sujet du marché commun et d'Euratom, pour parler qui se tiennent justement à Val Duchesse, à Bruxelles. Ainsi, Renée Van Hoof-Haferkamp se marie et crée simultanément une équipe d'interprétation qui couvrira les discussions de Val Duchesse.

doesn't dare approach Paul-Henri Spaak to tell him: 'I would like to work with you and for Europe'". However, there is no time for excuses when, during a trip to the US paid for by her parents, she learns that Paul-Henri Spaak is on board the same steamship, the *Liberté*. She goes up to him and straightaway he lets her know that she has impeccable timing! It turns out that he is travelling to New York and will soon have to travel across the world to raise funds for the United Nations International Children's Fund (UNICEF) and urgently needs an interpreter. So he offers the young language studies' graduate the chance to join him and gives her the task of preparing his speeches in English. Renée Van Hoof-Haferkamp has no hesitation in accepting the offer!

THE INTERPRETER'S PROFESSION AND JOINING THE ECSC

Hopping from country to country, the young woman acts as his interpreter but does so without even knowing what the interpreting profession is all about. However, one day, Paul-Henri Spaak confides in her that she has the kind of voice that he would like the other interpreters to have. So he suggests that she meets the head of the interpreters' service of the Council of Europe who, following an interview, assures her that she will soon join the profession but that she must above all get hold of a qualification. That was taken care of by setting up an accelerated course that she was to attend for eight weeks at the *École d'Interprétation de Genève* (Geneva interpreting school). Armed with her qualification, she began working for the High Authority of the European Coal and Steel Community (ECSC) whose president then was none other than Jean Monnet. She worked there between 1952 and 1956, sometimes accompanying those at the head of the organisation into the most unexpected places...

BEING A WOMAN IN THE INSTITUTIONS

But a few years later, caught up in what the "female role" was at the time, she wanted to leave Luxembourg, the seat of the ECSC, to come back to Brussels where she intended to get married and start a family. So she handed in her resignation to her new president, René Mayer, who, totally unexpectedly, refused it, arguing that getting married and having children were not valid reasons to do

La 1^{re} réunion de la Commission Hallstein, 1958.



The 1st meeting of the Hallstein Commission, 1958.

Réunion des Ministres des Affaires étrangères, 1956.



Meeting of Ministers of Foreign Affairs, 1956.

Deux ans plus tard, en 1958, une fois ces négociations terminées et les traités de Rome signés, les services d'interprétation des diverses institutions fusionnent en un service commun. Et c'est évidemment la jeune interprète, forte de la bonne tenue des discussions de Val Duchesse, qui paraît toute désignée pour en prendre la tête. Toutefois, c'est à présent aux réserves de Walter Hallstein, premier président de la Commission européenne, qu'elle doit faire face: son statut de jeune femme ne l'empêche-t-il pas de briguer un tel poste? Les absences dues à sa maternité ne risquent-elles pas de desservir sa fonction? Finalement et malgré ses réserves, Walter Hallstein la nomme interprète en chef du service interprétation.

«J'étais un petit chef» concède modestement Renée Van-Hoof-Haferkamp, «mais j'étais toutefois la première femme devenue cheffe au sein des institutions européennes... et ce fut comme ça durant toute ma carrière». Et c'est peu dire que cette carrière fut longue et fructueuse! De responsable de ce «petit» service elle fut d'abord promue chef de la division Interprétation, puis directrice, puis devint, en 1982, directrice-générale du service commun Interprétation-Conférences. Seule femme DG de toutes les institutions européennes pendant 10 ans! En somme, elle est la conceptrice principale et la cheville ouvrière de ce qui constitue actuellement le plus important service d'interprétation au monde.

UNE EXPERTISE À PARTAGER

Mettant un terme à sa carrière au même moment que Jacques Delors, avec qui elle a étroitement collaboré, Renée Van Hoof-Haferkamp n'en continua pas moins de partager son expérience de pionnière européenne. Mais cette fois sur les bancs de prestigieuses universités américaines – telles que celles de Harvard ou de New-York – afin d'y sensibiliser les étudiants américains à l'Union et aux questions européennes. Ravivant certainement par là, depuis plus de vingt ans, sa passion initiale pour l'enseignement.

Lucas Raucq

that. Her preference was to be attached to the Council of Ministers of the ECSC, which had just started negotiations about the common market and Euratom, talks that were held precisely in Val Duchesse, in Brussels. Thus Renée Van Hoof-Haferkamp got married and simultaneously created an interpreting team that was to cover the discussions at Val Duchesse.

Two years later, in 1958, once these negotiations were over and the Treaties of Rome signed, the interpreting services of the different institutions were merged into a joint service. And it was of course this young interpreter, buoyed up by how well the discussions had gone in Val Duchesse, who seemed the right person to head that up. But she had to deal with the misgivings of Walter Hallstein, the first President of the European Commission: Did her status as a young woman not prevent her from aspiring to such a position? Didn't absences because of her maternity pose a risk in terms of her carrying out her work? Finally and in spite of his misgivings, Walter Hallstein appointed her as head interpreter of the interpreting service.

"I was a junior boss," Renée Van Hoof-Haferkamp modestly concedes, "but I was nonetheless the first woman to be a boss in the European institutions.... And it was like that throughout my career." And that's a bit of an understatement given that her career was a long and fruitful one! From being in charge of this "junior" service, she was first promoted to head of the interpretation division, then director, before becoming, in 1982, Director General of the Joint Conference Interpretation Service. She was the only female Director General in all the European institutions for ten years! To sum it up, she was the main architect of and footsoldier in what is now the biggest interpreting service in the world.

SHARING HER EXPERTISE

After bringing down the curtain on her career at the same time as Jacques Delors, with whom she has worked closely, Renée Van Hoof-Haferkamp continued to share her experience as a European trailblazer. But this time she did so at prestigious American universities – such as Harvard or in New York – in order to raise the awareness of American students about the EU and European issues. That certainly rekindled, for more than 20 years now, her initial passion for education.

Lucas Raucq

JEAN-LOUIS VINCENT

Une carrière intense consacrée à sauver des vies

An intense career dedicated to saving lives



Quand il s'approche, on entend son pas, ferme, ses salutations chaleureuses et joyeuses lancées à tous ceux qu'il croise dans les couloirs de l'Hôpital Erasme de l'Université libre de Bruxelles, où il a dirigé pendant 18 ans le Service des soins intensifs. Il est difficile de rater le professeur Jean-Louis Vincent: charismatique, il enseigne la bonne humeur aux étudiants comme un des éléments clé d'une gestion hospitalière de qualité. Le professeur Vincent, membre de l'Académie royale de médecine de Belgique depuis 2014 et fondateur de l'*International Symposium on Intensive Care and Emergency Medicine* (un symposium international de renommée mondiale sur les soins intensifs et la médecine d'urgence), est un médecin, chercheur, professeur, éditeur apparemment infatigable et «leader» dans son domaine. Un des principaux centres d'intérêt du Professeur Vincent est l'étude des questions éthiques concernant les soins intensifs.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, il a écrit, avec Jacques Creteur, un article intitulé "Ethical aspects of the COVID-19 crisis: How to deal with an overwhelming shortage of acute beds," («Les aspects éthiques de la crise de COVID-19 : comment faire face à une pénurie écrasante de lits de soins actifs»), l'un des éléments les plus dramatiques de cette crise.

Dans leurs conclusions, Vincent et Créteur expliquent que, bien que (heureusement) la survenue de crises telles que la pandémie actuelle reste relativement rare, cela rend les décisions liées à l'allocation de ressources déjà insuffisantes encore plus difficiles, parce que pour de nombreux acteurs du secteur, il s'agit d'explorer un territoire inconnu. «C'est une situation très inhabituelle : nous n'avons pas d'autre choix que d'élaborer rapidement, mais soigneusement, des règles pour garantir que les lits aux soins intensifs et les équipements hospitaliers nécessaires pour sauver des vies soient prioritairement réservés à ceux qui seront les plus susceptibles d'en bénéficier et de survivre avec une bonne qualité de vie.»

Cette recommandation n'est pas à prendre à la légère ; elle souligne la préoccupation constante du docteur Vincent pour le bien-être des patients mais aussi des équipes en charge des soins intensifs. «Nous devons être transparents sur ces décisions... entre nous, mais aussi avec les patients et leurs familles. La mise en réseau des professionnels de santé est essentielle pendant et après des épidémies comme celle-ci, afin de partager les expériences et le savoir-faire. Du temps et des ressources devraient être consacrés au débriefing régulier des équipes. Cela peut également permettre la détection précoce de symptômes d'épuisement professionnel ou de détresse psychologique parmi le personnel de santé. Un débriefing et un soutien psychologique efficaces après la crise seront essentiels.»

Ces idées reflètent clairement l'approche du docteur Vincent en médecine; une voie qu'il savait être la sienne depuis la petite enfance, ses jouets préférés étant un ensemble de stéthoscope et

When he approaches, one can hear his firm steps, his warm and cheerful greetings to everyone he passes in the hallways of the Université libre de Bruxelles' Erasme Hospital, where for 18 years he was head of the department of intensive care. Professor Jean-Louis Vincent is hard to miss: charismatic, he teaches students that good humour is a key element of good patient management. This is just the surface, of course. Professor Vincent, a member of Belgium's Royal Academy of Medicine since 2014 and founder and chairman of the world-renowned *International Symposium on Intensive Care and Emergency Medicine*, now in its 40th year, is a seemingly tireless physician, researcher, teacher, editor, and leader in his field. One of Prof Vincent's key areas of interest is the study of ethical issues regarding critical care.

In the context of the COVID-19 pandemic, he co-authored with Jacques Creteur an article on the "Ethical aspects of the COVID-19 crisis: How to deal with an overwhelming shortage of acute beds," one of the most sensitive elements of the crisis.

In the conclusions, Vincent and Creteur explain that although (fortunately) "the occurrence of crises such as the current pandemic remains relatively rare, [but] this makes the decisions associated with allocation of scarce resources even more of a challenge as for many it is unknown territory. This is a very unusual situation, but we have no choice but to rapidly, but carefully, develop rules for triage to ensure ICU beds and life-saving equipment are reserved for those who will be most likely to benefit and survive with a good quality of life."

This recommendation is not made lightly, and underlines Dr. Vincent's constant preoccupation with the well-being of the teams in charge of critically ill patients. "We must be transparent about such decisions among ourselves, but also with patients and their families. Networking among healthcare professionals is essential during and after epidemics such as this, in order to share experience and expertise. Dedicated time and resources should be spent on regular team debriefing. This can also allow the early detection of burnout symptoms or psychological distress among the healthcare staff. Effective post-crisis debriefing and psychologic support are crucial."

These lines reflect so much of Doctor Vincent's approach to medicine, a path he knew was for him since early childhood, his favourite toys as a little boy were a set of plastic stethoscope and syringe. "Ever since I was a child, I've loved medicine. I love taking care of people, of what's most important for us all: our health."

A RELENTLESS QUEST FOR ACTION

Specialised in Internal Medicine, a branch that Doctor Vincent defines as the broadest of all specialisations, which allowed him to consider people "as a whole", he quickly decided to move towards the nascent

de seringues en plastique. «J'aime la médecine depuis toujours. J'adore prendre soin des gens, de ce qui est le plus important pour nous tous : notre santé.»

ÊTRE DANS L'ACTION...

Le docteur Jean-Louis Vincent s'est spécialisé en «médecine interne», la branche qu'il définit comme la plus large de toutes les spécialisations. Elle lui a permis de considérer «dans leur entièreté». Mais il a rapidement décidé de s'orienter vers le domaine naissant des soins intensifs. La médecine interne était «trop lente» pour lui, dit-il. Cette décision l'a conduit à suivre deux ans de formation à la *University of Southern California*, auprès du professeur Max Harry Weil, pionnier de ce domaine.

De 1996, jusqu'à sa retraite en 2014, Jean-Louis Vincent a été responsable des soins intensifs à l'Hôpital Erasme de l'ULB. «J'ai été le premier professeur en soins intensifs et de médecine d'urgence, puis chef de département. J'adore les soins intensifs car vous pouvez vraiment aider les personnes qui ont le plus besoin de vous. C'est la médecine avec un grand M. Je dis toujours aux étudiants : 'Si vous n'aimez pas les soins intensifs, vous n'aimez pas la médecine'».

Radicalement opposé aux routines, le docteur Vincent partage son temps entre le chevet de ses patients, le laboratoire de recherche, son rôle de rédacteur en chef de la publication scientifique *Critical Care* ou la rédaction de nouveaux articles et ses nombreux engagements comme conférencier ou organisateur de conférences. La médecine, dit-il, c'est sa vie.

UN UNIVERSITAIRE RÉSOLU

Pour quelqu'un qui aime le changement, l'ULB aura été un repère, une valeur constante : «J'ai un attachement personnel à l'ULB qui ne changera pas», explique-t-il.

Pour lui, l'ULB incarne avant tout le concept philosophique du libre examen. L'ouverture d'esprit, la possibilité de «s'exprimer très ouvertement sans avoir peur de déplaire à son patron» sont quelques-unes des spécificités qui ont maintenu l'hyperactif docteur Vincent à l'ULB pendant si longtemps.

Et puis, bien sûr, il y a Bruxelles, une ville qui a joué un rôle important dans sa vie. «Bruxelles peut jouer un rôle international, c'est ainsi que j'ai lancé il y a 40 ans un symposium international, qui est aujourd'hui le plus grand au monde dans le domaine.»

L'attrait de la médecine universitaire, explique le docteur Vincent, réside dans la possibilité de combiner la recherche avec les aspects cliniques et pédagogiques. «Ce sont les trois piliers de notre travail. J'aime circuler de mon bureau au chevet du patient, puis monter

field of critical care. Internal Medicine was "too slow" for him. This decision led him to spend two years of training at the University of Southern California with pioneer professor Max Harry Weil.

From 1996 until 2014 he was head of intensive care at the ULB's Erasme hospital. "I was the first professor of intensive care and emergency medicine and then head of department. I love intensive care because you can really help the people who need you the most. This is medicine with a big M. I say to the students: 'If you don't like intensive care, you don't like medicine.'"

Radically opposed to routine, Dr. Vincent shares his time between his patients' bedsides, the research lab, his role as an editor of the scientific publication *Critical Care*, writing new articles and his many engagements as a speaker or conference organiser. Medicine, he says, is his life.

A UNIVERSITY MAN

For someone who loves change, the ULB has been the constant value. "I have a personal attachment to ULB that will not change," says Dr. Vincent.

To him, the ULB embodies, above all, the philosophical concept of freethought. The ULB's open-mindedness, the possibility of "expressing oneself very openly without being afraid of displeasing your boss," are some of the charms that have kept Dr. Vincent at the ULB for so long.

And then, of course, there is Brussels, a city that has played an important role in his life. "Brussels can play an international role, that's why I started an international symposium here 40 years ago, which is now the largest in the world in its field."

The beauty of academic medicine, says Dr. Vincent, lies in the combination of research with clinical and teaching aspects. "These are the three pillars of our work. I love going from my office to the patient's bedside, and then getting on a plane to give a conference abroad; or teaching in a classroom, then going to the laboratory because my younger colleagues are doing animal experiments that I like to oversee, and then on to an administrative meeting of the Belgian Society of Intensive Care or at the ministry..."

Pour le docteur Vincent, l'Europe doit évoluer pour concilier les aspects humains et les bonnes pratiques cliniques avec les avancées technologiques telles que l'intelligence artificielle. «L'Europe est parfois trop conservatrice, elle doit tenter d'évoluer un peu plus, les gens sont un peu trop accrochés à leur passé.»

For Dr. Vincent, Europe needs to evolve to reconcile the human and good clinical aspects of the medical practice with technological elements such as Artificial Intelligence. "Europe is sometimes too conservative, it needs to evolve a little more, people are a little too attached to their past."

dans un avion pour donner une conférence à l'étranger ; ou aller donner cours, puis passer du temps au laboratoire où mes plus jeunes collègues font des expériences avec des animaux, puis participer à une réunion administrative au sein de la société belge de soins intensifs ou au niveau du ministère... »

L'ULB ET L'EUROPE

En tant que membre fondateur et ancien président de la Société européenne de médecine intensive (dont il a reçu la médaille en 2009) et de la *European Shock Society*, le docteur Vincent maintient toujours une communication active avec ses collègues européens. «Nous avons effectué de nombreuses études européennes pour mieux nous connaître et apprendre les uns des autres. Cet échange de connaissances et d'expériences est extrêmement important.»

Pour lui, l'ULB a un rôle très important à jouer dans ces discussions internationales, grâce à son ouverture sans dogme. «Nous avons beaucoup d'étudiants et de médecins étrangers qui viennent ici pour se former, grâce à la renommée de notre service de soins intensifs, connu dans le monde entier». Opposé à l'acharnement thérapeutique, le docteur Vincent souligne qu'à l'ULB, ils «se familiarisent avec les discussions et débats sur, par exemple, la fin de vie dans une perspective de libre examen».

Pour le docteur Vincent, l'Europe doit évoluer pour concilier les aspects humains les avancées technologiques telles que l'intelligence artificielle. «L'Europe est parfois trop conservatrice, elle doit tenter d'évoluer un peu plus, les gens sont un peu trop accrochés à leur passé.» souligne-t-il encore. Dans ce contexte, il souligne l'importance de la devise qu'il a choisie lorsqu'il a été fait Baron en 2013: «Agir pour le progrès».

Quant à l'ULB, il souhaite que sa maison académique et professionnelle renforce sa communication internationale pour gagner plus de reconnaissance, car elle le mérite. Quant à lui, il s'y emploie tous les jours.

María Isabel Soldevila Brea

THE ULB AND EUROPE

As founding member and former president of the European Society of Intensive Care Medicine (he received the Society Medal in 2009) and the European Shock Society, Dr. Vincent communicates regularly with his European colleagues. "We've done a lot of European studies together, which help us to know each other better and learn from each other. That exchange of knowledge and experiences is extremely important."

To him, the ULB has a very important role to play in these international discussions, thanks to its dogma-free openness. "We have a lot of foreign students and physicians who come here to train, because our intensive care service is known all over the world." Opposed to futile end-of-life care, Dr. Vincent points out that, at the ULB, "they become acquainted with discussions on, for example, the end of life from a perspective of freethought."

Dr. Vincent says Europe needs to evolve to reconcile the human and good clinical aspects of medical practice with technological elements such as Artificial Intelligence. "Europe is sometimes too conservative, it needs to evolve a little more, people are a little too attached to their past." In this context, he stresses the importance of the motto he chose when he was made a Baron in 2013: "Agir pour le Progrès" (Act for Progress).

As for the ULB, he wants his academic and professional home to continue to enhance its international collaborations to gain more of the recognition it deserves. And, as a proud ULB alumnus, he does his share to help achieve this, every day.

María Isabel Soldevila Brea



ELIANE VOGEL-POLSKY

Une mère de l'Europe sociale

À première vue, l'Union européenne doit essentiellement son existence à l'action politique de grands hommes. L'unification européenne a beaucoup de pères fondateurs mais point de mère. Il faudra attendre les années 80 pour voir apparaître les premières grandes figures féminines et 2019 pour qu'une femme préside enfin la Commission européenne. Dans ces arènes institutionnelles dominées par la gent masculine, Eliane Vogel-Polsky a non seulement réussi à faire entendre sa voix mais a accompli un combat fondateur pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Formée à l'Université libre de Bruxelles, ses qualités de chercheuse, de juriste et de militante en ont fait une pionnière de ce combat à l'échelle européenne lui permettant d'être désormais considérée comme une des mères de l'Europe sociale.

Née en 1926 dans une famille d'origine russe, elle grandit à Gand dans un milieu familial très ouvert à l'égalité entre les hommes et les femmes. En 1934, sa famille s'installe à Bruxelles où elle poursuit sa scolarité au Lycée Emile Jacqmain, un établissement dont l'objectif est de préparer les jeunes filles aux études universitaires.

CACHÉE PENDANT LA GUERRE, LIBÉRÉE À L'UNIVERSITÉ

Mais le début de la Seconde Guerre mondiale bouleverse son parcours scolaire, les mesures antijuives prises à partir de 1941 l'obligent à quitter le Lycée. L'année suivante les menaces s'accroissent sur la population juive avec le port obligatoire de l'étoile jaune et les premières rafles. Eliane Polsky est alors cachée sous une fausse identité chez les Sœurs Bénédictines de la Paix Notre Dame à Liège. Au sortir de la guerre, elle entame des études de droit aux Facultés universitaires Saint Louis puis obtient son doctorat à l'Université libre de Bruxelles en 1950. Si le monde de l'université s'est progressivement ouvert aux femmes, les facultés de droit restent encore très largement masculines. Pourtant, Eliane Polsky et quelques autres participent à cette révolution au cours de laquelle elle devient la première femme à obtenir le prix d'éloquence.

A mother of social Europe

At first sight, the European Union mainly owes its existence to the political actions of great men. European unification has lots of founding fathers but no mother. It was not until the 1980s that we saw the first great female figures emerge and 2019 when we finally saw a woman as President of the European Commission. In these male-dominated institutional arenas, Eliane Vogel-Polsky has not only succeeded in having her voice heard but has managed to put the struggle for equality between men and women firmly on the agenda. Her qualities as a researcher, a lawyer and a campaigner, which she acquired during her studies at the Université libre de Bruxelles, made her a pioneer in this struggle at the European level, enabling her to be considered from now on as one of the mother figures of social Europe.

Born in 1926 in a family with Russian origins, she grew up in Ghent in a family environment that was very open to equality between men and women. In 1934, her family moved to Brussels, where she went to school at the *Lycée Emile Jacqmain*, whose aim is to prepare young women for university studies.

HIDDEN DURING THE WAR, LIBERATED AT THE UNIVERSITY

But the start of the Second World War turned her schooling upside down. Anti-Jewish measures taken as from 1941 forced her to leave the *Lycée*. The following year, the threats increased for the Jewish population with them being forced to wear the yellow star and with the first round-ups. Eliane Polsky was then given a false identity and hidden with the *Sœurs Bénédictines de la Paix Notre Dame* (Benedictine Sisters of Notre Dame) in Liège. At the end of the war, she started studies in law at the University of Saint Louis before obtaining her PhD at the Université libre de Bruxelles in 1950. Whilst universities as a whole have gradually opened up to women, faculties of law continue to be very male-dominated. However, Eliane Polsky and some others took part in this revolution during which she became the first woman to obtain the prize for eloquence.

Invitée à donner des cours et des séminaires dans des universités étrangères, docteur honoris causa de l'Université de Lleida en 1992, elle se consacre au cours des années 90 aux questions relatives à l'Europe sociale en compagnie de Mario Telò ainsi qu'au développement des women's studies en Belgique.

VIE DE FAMILLE ET TRAITÉ DE ROME

En 1952, elle épouse André Vogel et donne naissance à trois garçons; une vie de famille qui l'éloigne quelque peu du monde universitaire. En quête de renouveau, elle s'inscrit à l'Institut du Travail qui vient d'ouvrir ses portes et obtient une licence en droit et sociologie du travail en 1958. Cette expérience est l'occasion de croiser son parcours de juriste avec les enjeux sociaux dans le monde du travail. C'est notamment au contact de Léon-Eli Troclet, ministre du Travail et parlementaire à l'Assemblée commune qu'elle se familiarise avec les questions sociales européennes. Elle conclut son parcours universitaire et interdisciplinaire en étant parmi les premiers diplômés de l'Institut d'études européennes en 1965. C'est à cette époque que son engagement pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes prend une nouvelle dimension, notamment en lien avec la signature du Traité de Rome en 1957 et l'ouverture du Marché commun. Ce traité contient en son sein l'article 119 qui prévoit l'égalité salariale entre les hommes et les femmes pour un même travail. Cet article va devenir par la suite une référence absolue des associations luttant pour l'obtention de l'égalité salariale. Or dans un premier temps, il ne reçoit qu'un faible écho. Il faut dire que cet article avait été introduit par le gouvernement français afin de ralentir l'ouverture du marché commun et de protéger son économie de la concurrence allemande et italienne.

L'ARTICLE 119

Ayant connaissance de cet article, Eliane Vogel-Polsky commence à en diffuser l'information dans les réunions syndicales. De l'Europe à l'usine, l'article 119 est à l'origine d'un conflit social d'une portée unique dans l'histoire européenne. En février 1966, la célèbre grève des femmes de la Fabrique nationale d'armes d'Herstal commence pour l'obtention de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Parti des ateliers, le mouvement prend rapidement de l'ampleur et les 3.000 ouvrières se lancent dans une grève de 13 semaines au son du « Le travail, c'est la santé mais pour ça il faut être payé ». L'issue de la lutte est un demi-échec, les ouvrières d'Herstal obtiennent une augmentation de 50% mais l'égalité salariale n'est pas réalisée.

FAMILY LIFE AND TREATY OF ROME

In 1952, she married André Vogel and gave birth to three boys. It was a family life that somewhat drew her away from the university world. Searching for something new, she registered at the *Institut du Travail* (Institute of Work), which had just opened its doors and graduated from there with a degree in law and sociology of work in 1958. That experience was an opportunity to cross-reference her legal career path with social issues in the world of work. It was in particular through contact with Léon-Eli Troclet, Minister of Work and a member of parliament in the Joint Assembly that she got to grips with European social issues. She concluded her university and interdisciplinary career by being among the first graduates of the *Institut d'études européennes* in 1965. That was the period when her commitment to equality in wages between men and women took a step forwards, in particular in connection with the signing of the Treaty of Rome in 1957 and the opening of the Common Market. The Treaty contained an article, Article 119, which envisaged equality in wages between men and women for the same work. Subsequently, this article was to become a major point of reference for associations struggling to obtain equality in wages. Now, initially, it only had a negligible impact. It is important to say that this article had been introduced by the French government in order to slow down the opening of the Common Market and to protect its economy from German and Italian competition.

ARTICLE 119

With her knowledge of this article, Eliane Vogel-Polsky began to pass on information about it in trade union meetings. From Europe to the factory, Article 119 has been at the origin of a social conflict with a unique significance in European history. In February 1966, the famous women's strike at the national weapons factory in Herstal began. Its aim: to obtain equality in wages between men and women. The movement started on the shop floor and quickly picked up momentum, with 3,000 workers throwing their weight behind a

Invited to give classes and seminars in foreign universities, Doctor honoris causa at Lleida University in 1992, during the 1990s she devoted herself to issues relating to social Europe together with Mario Telò as well as to the development of women's studies in Belgium.

LES LUTTES JURIDIQUES POUR L'ÉGALITÉ SALARIALE

Ce conflit renforce clairement la conviction d'Eliane Vogel-Polsky quant à la nécessité de mener des luttes juridiques à l'échelle européenne pour obtenir l'application directe de l'article 119. Elle se lance alors à la recherche de cas à plaider. En 1967, elle défend Christine Mertens devant les tribunaux belges pour faire reconnaître l'égalité des taux d'allocations de chômage entre les hommes et les femmes. Mais c'est surtout l'histoire de Gabrielle Defrenne qui devient le symbole de ce combat pour déboucher sur un des arrêts les plus célèbres de la Cour de Justice des Communautés européennes. Gabrielle Defrenne est hôtesse de l'air à la Sabena dont la politique à l'égard des travailleuses est clairement discriminante. Ainsi, les hôtesses de l'air sont licenciées à l'âge de 40 ans pendant que leurs collègues masculins peuvent continuer de travailler jusque 55 ans. Gabrielle Defrenne est donc licenciée en 1968, conséquence de son quarantième anniversaire. C'est sur base de cette inégalité de traitement qu'Eliane Vogel-Polsky plaide auprès des tribunaux belges. Sans succès. C'est donc au niveau européen que la cause doit être portée. Un premier arrêt en 1971 est clairement insatisfaisant pour la juriste belge qui se remet au travail. Le deuxième arrêt rendu en 1976 est bien plus favorable considérant désormais l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes comme une pierre angulaire de l'ordre juridique européen.

DÉMONSTRATION SCIENTIFIQUE ET MILITANTISME RENOUVELÉ

Ce combat judiciaire s'adosse à des activités d'enseignement et de recherche à l'Université libre de Bruxelles. En 1970, elle lance une vaste enquête sur les écarts salariaux entre les hommes et les femmes en Europe. Cette enquête démontre scientifiquement l'existence de cette inégalité salariale. Plus encore, elle met en lumière les causes cachées de cette inégalité qui se trouvent notamment dans la différence de formation professionnelle entre les hommes et les femmes ou encore dans la conciliation entre vie professionnelle et vie de famille. Outre son militantisme, c'est bien sa carrière scientifique

13-week strike with the slogan: « *Le travail, c'est la santé mais pour ça il faut être payé* ». (roughly translated 'Work is healthy, but you have to be paid for it.')

The outcome of the struggle was a partial success. Workers at Herstal secured a 50% increase but they did not achieve equality in wages.

LEGAL STRUGGLES FOR WAGE EQUALITY

This conflict clearly reinforced Eliane Vogel-Polsky's conviction as to the need to carry out legal struggles at the European level to secure the direct application of Article 119. So she threw herself into researching cases to plead. In 1967, she defended Christine Mertens before the Belgian courts in order to have equality in unemployment pay-outs between men and women recognised. But it was above all the story of Gabrielle Defrenne which became the symbol of this struggle as it became one of the most famous rulings of the Court of Justice of the European Communities. Gabrielle Defrenne was an air stewardess for Sabena, whose policy towards female workers was clearly discriminatory. Air stewardesses were made redundant at the age of 40 while their male colleagues could keep working until they were 55 years old. Gabrielle Defrenne was therefore made redundant in 1968 following her 40th birthday. It was on the basis of this inequality of treatment that Eliane Vogel-Polsky made a plea to the Belgian courts. To no avail. So the case had to be taken to the EU level. A first ruling in 1971 was clearly unsatisfactory for the Belgian lawyer, who resumed her work on it. The second ruling, which was delivered in 1976, was much more favourable, considering from then on equal pay between men and women as a cornerstone of the EU's legal order.

qui commence à être reconnue. Invitée à donner des cours et des séminaires dans des universités étrangères, docteur *honoris causa* de l'Université de Lleida en 1992, elle se consacre au cours des années 90 aux questions relatives à l'Europe sociale en compagnie de Mario Telò ainsi qu'au développement des *women's studies* en Belgique.

DE L'ÉGALITÉ À LA PARITÉ

C'est également à cette époque que le paradigme de la parité se diffuse à l'échelle internationale auprès d'institutions telles que le Conseil de l'Europe ou l'ONU. Très rapidement, Eliane Vogel-Polsky se rallie à ce combat qui ne vise plus seulement l'égalité entre les hommes et les femmes mais également la parité démocratique et le *gender mainstreaming*. À ce titre, elle prend part au *Réseau européen Femmes dans la prise de décision politique, économique et sociale* dont un des objectifs est de parvenir à briser le plafond de verre et à faire entrer les femmes dans les lieux de décision. Bien que peu attirée par la politique, elle décide de se présenter aux élections européennes de 1994 sur la liste Gauches unies aux côtés notamment d'Isabelle Stengers. S'ensuit alors une intense activité de vulgarisation, de publication et de discussion sur la notion de parité mais également sur l'essor des *women's studies* dont elle fut une des pionnières.

Eliane Vogel-Polsky est décédée le 13 novembre 2015 laissant un héritage scientifique et militant qui fait d'elle une personnalité centrale pour l'histoire de l'Europe sociale et pour l'émancipation féminine.

Nicolas Verschueren

SCIENTIFIC EVIDENCE AND RENEWED ACTIVISM

This legal struggle came on top of her teaching and research activities at the ULB. In 1970, she launched a huge study into the wage gaps between men and women in Europe. This study provided scientific evidence that wage inequality existed. Furthermore, it shed light on the hidden causes behind this inequality, which lie in particular in the difference in professional training between men and women and work life balance. In addition to her activism, it was very much her research career which began to be recognised scientifically. Invited to give classes and seminars in foreign universities, she was awarded an honorary degree (*honoris causa*) by Lleida University in 1992, she devoted herself to issues relating to social Europe together with Mario Telò as well as to the development of women's studies in Belgium in the 1990s.

FROM EQUALITY TO PARITY

It was also in this period that the paradigm of parity was disseminated at the international level via institutions such as the Council of Europe or the United Nations. Very quickly, Eliane Vogel-Polsky rallied to this struggle, which no longer only targeted equality between men and women but also democratic parity and *gender mainstreaming*. In this context, she took part in the *European network of women in political, economic and social decision-making* for which one of the aims was to manage to break through the glass ceiling and to bring women into places where decisions are made. Whilst not very attracted by politics, she decided to stand at the European elections in 1994 on the list of United Left alongside, in particular, Isabelle Stengers. There ensued intense activity in terms of popularising, publishing and discussing the notion of parity but also in relation to the rise of women's studies, of which she was one of the pioneers.

Eliane Vogel-Polsky passed away on 13 November 2015, leaving a research and campaigning legacy that made her a key personality in the history of social Europe and of female emancipation.

Nicolas Verschueren



Inauguration de l'auditoire Eliane Vogel-Polsky à l'ULB, février 2020.

Opening of the auditorium Eliane Vogel-Polsky at the ULB, February 2020.

MICHEL WAELBROECK

Un pionnier du droit communautaire

A pioneer of Community law



Toute discipline scientifique s'appuie et s'articule sur une histoire propre. De ses prémices à son essor, de son épanouissement à sa continuation et pérennité... Chaque domaine ou sous-domaine de recherche compte sur des savants, sur des équipes de scientifiques ou des écoles qui les auront institués comme objets d'études légitimes, comme science ou spécialité à part entière. Ce rôle de pionnier, Michel Waelbroeck l'a certainement endossé en ce qui concerne le droit communautaire, branche du droit qui, au moment où il décida de se spécialiser en ce domaine, n'en était encore qu'à ses premiers balbutiements, mais qui devint une discipline établie et à présent étudiée dans d'innombrables facultés et universités.

C'est en 1932 que Michel Waelbroeck naît à Genève, où son père travaille en tant que fonctionnaire du Bureau International du Travail. Issu d'une famille gantoise, il passe son enfance en Suisse mais reste Belge. Chez lui, le droit est une affaire de famille, fils de juriste il est l'arrière-petit-fils d'Hippolyte Rolin, avocat et ancien ministre, de Rémi De Ridder, et de Charles-François Waelbroeck, tous deux professeurs de Droit à l'Université de Gand. Lorsque la Seconde Guerre mondiale débute, sa famille part à Montréal, où le Bureau international du travail avait reçu l'hospitalité. Là-bas, il est placé dans une école anglophone, il y apprend l'anglais au fil des ans. Malheureusement, à l'heure de son onzième anniversaire, son père décède prématurément, et une fois la guerre terminée, il suit sa mère en Belgique où elle a décidé de retourner. Dès son arrivée à Bruxelles, il achève ses études secondaires à l'Athénée d'Ixelles. Il entame alors des études supérieures à l'ULB.

UNE PRÉDISPOSITION POUR L'ÉTUDE DU DROIT COMPARÉ

Ainsi, à l'orée des années 50, il obtient à l'ULB une licence en sciences politiques et diplomatiques puis devient docteur en droit en 1956. Il est approché par sa professeure de Droit de la Famille qui connaît ses aptitudes en anglais et lui propose d'étudier aux États-Unis. Michel Waelbroeck accepte et entre à l'Institute of Comparative Law de la New York University où il acquiert en 1958 un master en droit international. Il y étudie le droit américain et la *Common law*. Même s'il n'y pratique pas à proprement parler « du droit comparé », cette confrontation avec le droit anglo-saxon l'amène « par la force des choses à faire des comparaisons avec le droit belge » et l'oblige « à apprendre à jongler et à trouver des équivalences entre diverses traditions juridiques ». Meilleur étudiant de sa promotion, on lui propose le poste de *teaching fellow*. Simultanément, il suit des cours de droit international, dont celui sur les Communautés européennes dispensé par le Dr Gerhard Bebr, futur conseiller juridique de la Commission. Il découvre ainsi un domaine qui le fascine.

De retour en Europe, c'est en jeune juriste rompu aux langues étrangères et à l'exercice du droit comparé qu'il exécute son stage au barreau de 1958 à 1961. Il s'y trouve sous le patronage de son cousin, Henri Rolin, sénateur socialiste, avocat et professeur de

All scientific disciplines are based on and articulated around their own history. From its premises to its rise, from its blossoming to its continuation and perennial nature... Every area or sub-area of research relies on experts, on teams of scientists and schools who have set it up as a legitimate subject to be studied, as a science or a full speciality in its own right. Michel Waelbroeck has certainly donned this mantle as a pioneer of Community law, a branch of the law that, when he decided to specialise in this area, was only in its infancy, but which became an established discipline and is currently studied in numerous faculties and universities.

Michel Waelbroeck was born in 1932 in Geneva, where his father worked as a civil servant for the International Labour Office. Coming from a family from Ghent he spent his childhood in Switzerland but remained Belgian. For him, the law was a family business, as the son of a lawyer, and the great grandson of Hippolyte Rolin, a lawyer and former minister, of Rémi De Ridder and of Charles-François Waelbroeck, both professors of law at Ghent University. When the Second World War began, his family left for Montreal, where the International Labour Office was located. Over there, he was placed in an English-speaking school and he learnt English there over the years. Unfortunately, at the time of his eleventh birthday, his father died prematurely and, once the war was over, he followed his mother to Belgium where she had decided to return. After arriving in Brussels, he finished his secondary studies at the Athénée d'Ixelles (secondary school). He then began his higher education studies at the ULB.

A PREDISPOSITION TO STUDY COMPARATIVE LAW

Thus, in the 1950s, he obtained a degree in political and diplomatic sciences at the ULB, then gained a PhD in law in 1956. He was then approached by his family law professor, who knew about his English skills and proposed that he studied in the United States. Michel Waelbroeck accepted and entered the Institute of Comparative Law of New York University where he obtained a Masters in international law in 1958. He studied US law and Common law there. Even if he did not strictly speaking practise 'comparative law' there, this confrontation with Anglo-Saxon law brought him "naturally to make comparisons with Belgian law" and obliged him "to learn to juggle and to find equivalences between different legal traditions". The best student in his year, he was offered a post as a teaching fellow. At the same time, he followed classes in international law, including those on the European Community given by Dr Gerhard Bebr, a future legal advisor to the Commission. He thereby discovered an area that fascinated him.

Back in Europe, it was as a young lawyer with strong foreign languages skills and well versed in comparative law that he carried out his internship at the Bar from 1958 to 1961. He found himself under the patronage of his cousin, Henri Rolin, a socialist senator,

droit international. Se remémorant cette époque, il en rit encore : «ce n'était pas un vrai stage, je faisais surtout des recherches pour Henri Rolin ! Lorsque celui-ci s'en est rendu compte, il m'a conseillé d'effectuer un véritable stage auprès de son assistant Marcel Slusny». À la même époque, il est nommé chercheur au Centre interuniversitaire de droit comparé. Ainsi, par ces expériences et les multiples aspects de sa formation, Michel Waelbroeck se trouvait pétri par le droit international et comparé, et bientôt, en ce temps où les institutions européennes prenaient peu à peu place à Bruxelles, il allait être amené à se passionner de plus en plus pour le droit communautaire naissant.

PROFESSEUR À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES

En 1961, Henri Rolin, qui détenait jusque-là la chaire de droit des gens de l'ULB, prend sa retraite. Témoin de l'installation des institutions européennes au cœur de la ville et de l'essor général du droit international, il espère quelques politiques plus ambitieuses pour la Faculté de Droit de son université. Son vœu est entendu et sa chaire est bientôt subdivisée en trois parties: un cours général de droit international assumé par Charles Chaumont; un cours d'institutions spécialisées des Nations Unies donné par Marcel Slusny; et un cours sur les organisations européennes assuré par Walter Jean Ganshof van der Meersch. Michel Waelbroeck est nommé assistant de ce dernier.

Le professeur Ganshof obtiendra peu après des autorités académiques la création d'un institut d'études spécialisé sur les questions européennes, qui sera inauguré en février 1964. Michel Waelbroeck est directement impliqué dans cet ambitieux projet; il est désigné chargé de cours et directeur des recherches juridiques à l'IEE.

Il montera successivement les échelons du monde académique lors de la décennie qui suit : il devient professeur extraordinaire en 1966 et professeur ordinaire à partir de 1971. Particulièrement apprécié de ses étudiants, il est notamment reconnu par ces derniers pour ses méthodes d'enseignement novatrices d'inspiration anglo-saxonne. Il met en place à l'IEE deux groupes d'études spécialisés, l'un sur le *treaty making power* et l'autre sur les relations euro-atlantiques. Ces groupes d'études tenaient séance, le soir, à l'Institut. Y participaient professeurs, chercheurs et étudiants de l'Université, des collègues d'autres institutions académiques belges ou étrangères, des fonctionnaires de la Commission, ou des juristes du secteur privé. «Le groupe d'études sur les relations euro-atlantiques était animé par moi et Homer Angelo, un avocat américain pratiquant à Bruxelles et dont les nombreux contacts nous permirent d'obtenir la venue de prestigieux professeurs des États-Unis. L'institut put véritablement rayonner grâce à ces rencontres».

lawyer and professor of international law. Thinking back to this time, he still laughs about it: "It wasn't a real internship. I was doing research for Henri Rolin above all! When he realised that, he advised me to do a real internship with his assistant Marcel Slusny". At the same time, he was appointed as researcher at the Interuniversity Centre of Comparative Law. Thus, through his experience and via the many aspects of his training, Michel Waelbroeck gradually found himself moulded by international and comparative law and soon, at a time when the European institutions were increasingly taking up their place in Brussels, he would be oriented to become more and more passionate about the emerging Community law.

PROFESSOR AT THE INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES

In 1961, Henri Rolin, who up until then held the Chair of international law of the ULB, took retirement. Seeing at first hand the establishment of the European institutions in the heart of the city and the general rise of international law, he hoped for some more ambitious policies for his university's Faculty of Law. His wish found a welcoming ear and his professorship was soon subdivided into three parts: a general course in international law taken on by Charles Chaumont, a course in the specialised institutions of the United Nations given by Marcel Slusny and a course on European organisations provided by Walter Jean Ganshof van der Meersch. Michel Waelbroeck was named the latter's assistant.

Soon after, Professor Ganshof would obtain from the academic authorities the creation of an institute of studies specialising in EU issues, which was inaugurated in February 1964. Michel Waelbroeck was directly involved in this ambitious project. He was appointed as full-time lecturer and Research Director at the IEE.

He was to climb the ladder of the academic world in the next decade or so. He became associate professor in 1966 and full professor as from 1971. Highly appreciated by his students, he was in particular recognised by them for novel teaching methods of Anglo-Saxon inspiration. He put in place two groups of specialised studies at the IEE, one on treaty making power and the other on Euro-Atlantic relations. These groups of studies were held in the evening at the institute. Those taking part were professors, researchers and students from the ULB, colleagues from other Belgian or foreign academic institutions, Commission civil servants and lawyers from the private sector. "The group of studies on Euro-Atlantic relations was led by me and Homer Angelo, an American lawyer practising in Brussels and whose numerous contacts allowed us to bring along prestigious professors from the US. The institute could truly shine thanks to these discussions."

Enfin, il lance avec le professeur de droit commercial Jacques Heenen un programme de recyclage destiné aux anciens étudiants ainsi qu'aux autres praticiens du droit communautaire.

On ne saurait passer sous silence sa contribution à la doctrine de droit européen par de nombreux écrits et conférences ainsi que par sa participation à la direction du *Commentaire Jacques Mégret*, pour lequel il a rédigé les volumes consacrés à la libre circulation des marchandises, la concurrence et la Cour de Justice.

AVOCAT ET CONSEILLER JURIDIQUE EN AFFAIRES EUROPÉENNES

En 1961, Michel Waelbroeck est donc assistant mi-temps, mais ce poste n'était pas assez rémunérateur : il lui fallut trouver d'autres sources de revenus. « J'ai heureusement eu la chance qu'un bureau d'avocats américains, dont j'avais connu certains à New York, vint s'installer à Bruxelles et rechercha un spécialiste en droit européen ». Faisant son entrée au cabinet Dewey Ballantine Bushby Palmer & Wood, il y travaille comme conseil à temps partiel de 1961 à 1972, et cela pour son plus grand intérêt car « m'y trouver trois après-midis par semaine me permit de garder un certain contact avec la pratique, de ne pas rester un professeur enfermé dans sa tour d'ivoire ».

Ainsi, par un double parcours, à l'Université et dans le privé, Michel Waelbroeck est devenu un incomparable praticien des institutions européennes et un grand spécialiste des textes qui les régissent.

Thus, through a twin track career path, at the ULB and in the private sector, Michel Waelbroeck became a practitioner recognised in the EU institutions and a specialist of texts that govern them.

En 1972, le cabinet Dewey Ballantine mettant fin à ses activités à Bruxelles, Michel Waelbroeck, sur les conseils de son cousin John Kirkpatrick, se réinscrit au barreau et entre au cabinet Liedekerke Wolters Waelbroeck Kirkpatrick où, en tant qu'expert en droit européen, il débute une fructueuse carrière d'avocat. Celle-ci démarre sur les chapeaux de roue: les affaires se multiplient, les clients aussi, ils sont notamment Anglais ou Américains grâce à l'entrée du Royaume-Uni au sein des Communautés en 1973, ou Espagnols suite à l'adhésion de l'Espagne en 1986. Pendant toutes ces années, Michel Waelbroeck ne manque pas de se faire remarquer

Finally, together with professor of commercial law Jacques Heenen, he launched a recycling programme targeted at former students and to other practitioners of Community law.

We cannot omit to mention his contribution to the EU law doctrine through numerous pieces of writing and conferences as well as his participation in the management of the *Commentaire Jacques Mégret*, for which he drafted volumes dedicated to the free movement of goods, competition and the Court of Justice of the European Union.

LAWYER AND LEGAL ADVISOR IN EU AFFAIRS

In 1961, Michel Waelbroeck was therefore a part-time assistant but this post did not pay sufficiently well. He had to find other sources of income. "Fortunately, I was lucky that an American law firm, from which I had got to know some of the lawyers in New York, came and set up in Brussels and was looking for a specialist in EU law. Joining the Dewey Ballantine Bushby Palmer & Wood law firm, he worked there as a part-time advisor from 1961 to 1972 and this was in his best interests because "finding myself there three afternoons per week allowed me to keep a certain contact with (legal) practice and not remain a professor locked away in his ivory tower".

In 1972, the Dewey Ballantine law firm ceased its activities in Brussels and Michel Waelbroeck, on the advice of his cousin John Kirkpatrick, reregistered at the Bar and joined the Liedekerke Wolters Waelbroeck Kirkpatrick law firm, where, as an expert in EU law, he began a fruitful career as a lawyer. His career took off: business flooded in and clients too. They were in particular English or American thanks to the United Kingdom joining the Communities in 1973, or Spanish following the accession of Spain to the Communities in 1986. Throughout all these years, Michel Waelbroeck did not fail to get himself noticed in the context of cases that are still famous. We would cite, among others,

dans le cadre d'affaires restées célèbres. Citons, parmi d'autres, celle de la *Barcelona Traction* qui opposa dans les années 60 la Belgique à l'Espagne devant la Cour internationale de Justice ou celle de la General Motors Continental, sa première affaire devant la Cour de Justice de l'Union européenne, qu'il a gagnée et qui lui a permis d'acquérir une belle réputation. Étant généralement consulté sur des questions de concurrence, il plaide souvent contre les institutions communautaires. Mais il lui arrive parfois de remporter des affaires pour la Commission ou le Parlement européen !

UNE CARRIÈRE EN FORME DE PLAIDOYER

Ainsi, par un double parcours, à l'Université et dans le privé, Michel Waelbroeck est devenu un praticien reconnu des institutions européennes et un spécialiste des textes qui les régissent. Depuis les cours pionniers qu'il assura à l'ULB jusqu'aux plaidoiries à la Cour de justice de l'Union européenne, en passant par les groupes d'études qu'il anima des années durant à l'IEE, sa carrière constitue un véritable plaidoyer en faveur du droit communautaire. Aujourd'hui à la retraite, il continue à suivre avec attention l'actualité européenne, il publie régulièrement à son sujet, s'inquiète de ses crises, du Brexit, ou des remises en cause de l'État de droit. Aussi, ces dernières années, il a pu notamment s'illustrer par son engagement pour des causes importantes, telles que les questions palestinienne et ukrainienne.

Lucas Raucq

the case of *Barcelona Traction*, which, in the 1960s, pitted Belgium against Spain before the International Court of Justice or that of General Motors Continental, his first case before the Court of Justice of the European Union, which he won and which allowed him to gain a great reputation. As he was widely consulted on competition issues, he often pleaded against the Community institutions. But it also came about that he sometimes won cases for the Commission or the European Parliament!

A CAREER IN THE FORM OF A PLEA

Thus, through a twin track career path, at the ULB and in the private sector, Michel Waelbroeck became a recognised practitioner in the EU institutions and a specialist of texts that govern them. Since the pioneering courses that he was responsible for at the ULB up to the pleadings at the Court of Justice of the European Union passing via the study groups that he led for years at the IEE, his career was a real case of a plea for Community law. In retirement now, he continues to follow EU current affairs, he regularly publishes about it, is concerned about its crises, about Brexit and about the challenges to the state based on the rule of law. In addition, in recent years, he has in particular been able to stand out with his commitment to important causes, such as the Palestinian and Ukrainian issues.

Lucas Raucq



Michel Waelbroeck avec Walter Ganshof van der Meersch (à gauche) et Paul Foriers (centre).
Michel Waelbroeck with Walter Ganshof van der Meersch (left) and Paul Foriers (centre).



Avec son épouse Yvonne, 1961.
With his wife Yvonne, in 1961.

Un avant-gardiste à l'assaut des frontières

An avant-gardist pushing the boundaries

Professeur de littérature néerlandaise, de littérature comparée et de théorie de la littérature, Jean Weisgerber n'a cessé de donner à ses recherches une orientation résolument internationaliste et de promouvoir la collaboration entre chercheurs de différents pays. L'Europe lui doit d'avoir contribué à mettre à plat son paysage culturel à travers les siècles ainsi qu'à faire en sorte que prenne corps l'idée fondatrice de l'union dans la différence.

Jean Weisgerber est né à Bruxelles le 14 mai 1924. Sans doute le milieu cultivé et polyglotte dont il est issu l'a-t-il déjà prédisposé au plurilinguisme et au multiculturalisme. Mais la guerre et l'occupation, auxquelles est confronté l'adolescent puis le jeune étudiant, achèveront de profiler en lui un ensemble de convictions et de déterminations qui ne cesseront de caractériser sa personnalité et son action : d'une part, l'horreur de la violence où qu'elle se cache et le respect de l'autre, de son point de vue et de son entière liberté ; d'autre part, le dépassement de tout particularisme, nationaliste ou autre, et l'attrait pour tout ce qui remet en question les vérités toutes faites et l'ordre établi en général.

DU ROMAN FLAMAND À L'ESPACE LITTÉRAIRE

De 1942 à 1946, il est étudiant en philologie germanique, à Louvain d'abord – l'ULB a dû fermer ses portes sous l'occupation – puis à Bruxelles. Le sujet de son mémoire de licence, lequel sera publié dix ans plus tard (*De Vlaamse literatuur op onbegane wegen. Het experiment van «De Boomgaard», 1956*), est déjà porteur d'internationalisme en ce qu'il traite de jeunes écrivains flamands désireux de faire fi du régionalisme ambiant et de se tourner vers un idéalisme épuré à l'exemple des littératures européennes de l'époque ainsi que vers l'anarchisme et certaines attitudes propres à la 'fin de siècle', comme le dilettantisme et l'esthétisme.

As a professor of Dutch literature, comparative literature and literary theory, Jean Weisgerber always gave his research a resolutely internationalist orientation and has always promoted cooperation between researchers from different countries. Europe owes it to him for having contributed to examining its cultural landscape from all sides throughout the centuries as well as ensuring that the founding idea of united in diversity takes shape.

Jean Weisgerber was born in Brussels on May 14th, 1924. No doubt the cultivated and polyglot background that he came from already predisposed him to multilingualism and multiculturalism. But the war and the occupation, which he was faced with as a teenager and then as a young student, would end up shaping in him a combination of convictions and determination that would continue to mark his personality and his actions. On the one hand, the horror of violence wherever it lurks and respect for the other, for their point of view and for their full freedom; on the other hand, going beyond any specificity, nationalist or other, and the attraction to everything which challenges fully packaged truths and the established order in general.

FROM THE FLEMISH NOVEL TO THE LITERARY SPACE

From 1942 to 1946 he studied German philology at Louvain first – the ULB had to close its doors under the occupation – then in Brussels. The subject of his degree dissertation, which was to be published ten years later (*De Vlaamse literatuur op onbegane wegen. Het experiment van «De Boomgaard», 1956*) was already internationalist in its approach in that it was about young Flemish writers wanting to pay no heed to the ambient regionalism and to turn towards a refined idealism following the example of European literatures of the time as well as towards anarchism and some attitudes that belonged to the 'fin de siècle' (end of the 19th century) such as dilettantism and aestheticism.



Tandis qu'il rédige sa thèse de doctorat sur le poète anglo-américain W.H. Auden (1951), Weisgerber commence à publier dans des revues comme *Marginales* ou la *Revue des langues vivantes* où il commente des auteurs anglophones et germanophones (Hemingway, Poe, Rilke e. a.). À partir de 1953, il emprunte des voies nouvelles qui le conduiront au comparatisme. Il s'y risque une première fois en rapprochant Couperus et Dostoïevski et aborde par ailleurs un thème axé sur l'unité dans la différence : *De mythe in de hedendaagse literatuur* (*De Vlaamse Gids*, 1953). Notons au passage que cette mise au point sur le mythe sera déterminante dans ses différentes approches de l'œuvre de Hugo Claus, et que cette première référence à Dostoïevski annonce une œuvre maîtresse : *Faulkner et Dostoïevski. Confluences et influences* (1968). En attendant, à la maîtrise de l'anglais, de l'allemand et du néerlandais est venue s'ajouter celle de l'italien. C'est ainsi qu'il publiera dans cette langue, en collaboration avec A. Mor, non moins de cinq livres – histoires littéraires et anthologies – par lesquels il fait connaître en Italie les littératures belge, belgo-hollandaise et franco-belge.

C'est aussi dès 1952 que Weisgerber enseigne à l'ULB la littérature néerlandaise. En 1970, il se chargera en outre du cours de théorie de la littérature. A la VUB, il occupera pendant toute sa carrière la chaire de littérature comparée. Le professeur se signale, tout comme le chercheur, par le souci méthodique de ne pas faire dire à l'œuvre ce qui ne serait pas pleinement justifié par l'analyse interne du texte, la *werkimmanente Interpretation*, comme il aimait l'appeler. Cependant, l'œuvre une fois comprise était examinée à la lumière de contextes beaucoup plus vastes : la perspective historique, qu'il a souvent défendue au niveau théorique, la perspective comparatiste, certes, mais aussi l'approche sociologique. C'est notamment ce fil conducteur qu'il a suivi dans ses études sur le roman flamand de l'entre-deux guerres et les *angry young men* ainsi que sur la poésie d'avant-garde aux Pays-Bas vers 1950.

Durant les années 1960 et 1970, Weisgerber se partage entre deux options. D'une part, il y a la veine flamande : à partir de 1968, il est membre de l'Académie de Gand, la *Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal en Letterkunde*. Ces années voient se succéder des publications sur le roman flamand (*Formes et domaines du roman flamand 1927-1960*), sur Hugo Claus dont il restera le principal exégète, et sur Stijn Streuvels, dont il contribue à publier et commenter les œuvres complètes entre 1971 et 1973. D'autre part, il entreprend des recherches novatrices sur l'espace littéraire : après un premier 'vol d'essai' axé sur des contemporains belges et néerlandais (*Proefvlucht in de romanruimte*, 1972), il parcourt dans *L'espace romanesque* (1978) l'Europe littéraire, de l'Espagne du Lazarillo de Tormès à l'Allemagne de Goethe en passant par la France de Prévost et de Rousseau et l'Angleterre de Defoe, Fielding

Whilst he drafted his PhD thesis about the Anglo-American poet W.H. Auden (1951), Weisgerber started publishing in periodicals such as *Marginales* or the *Revue des langues vivantes* where he commented on English and German authors (Hemingway, Poe, Rilke among others). As from 1953, he embarked on pastures new that led him to comparative literature. He took a risk the first time by comparing Couperus and Dostoïevski and also addressed a theme oriented to unity in difference: *De mythe in de hedendaagse literatuur* (*De Vlaamse Gids*, 1953). We would note in passing that this focus on myth would be key in his different approaches to the work of Hugo Claus and that this first reference to Dostoïevski announced a masterly work: *Faulkner et Dostoïevski. Confluences et influences* (1968). Meanwhile, he added Italian to the list of languages that he mastered, including English, German and Dutch. He would therefore go on to publish in Italian, in collaboration with A. Mor, no less than five books – literary histories and anthologies – through which he helped raise the profile of Belgian, Belgo-Dutch and Franco-Belgian literature in Italy.

It was also from 1952 that Weisgerber taught Dutch literature at the ULB. In 1970, he would also take responsibility for a class in the theory of literature. At the VUB, he held the comparative literature chair throughout his career. The professor stood out, as he did as a researcher, for his methodical care not to point out something in the work that would not be fully justified by the internal analysis of the text, the *werkimmanente Interpretation*, as he used to call it. However, once understood, the work was examined in the light of much bigger contexts: the historical perspective, which he often defended at the theoretical level, the comparative perspective of course but also the sociological approach. This is in particular the red thread that he followed in his studies on the Flemish novel of the inter-war years and the *angry young men* as well as on avant garde poetry in the Netherlands towards 1950.

During the 1960s and 1970s, Weisgerber was caught between two options. On the one hand, there was the Flemish vein – as from 1969 he was a member of the *Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal - en Letterkunde* in Ghent. These years saw a succession of publications on the Flemish novel (*Formes et domaines du roman flamand 1927-1960*), on Hugo Claus of which he would remain the main exegete, and on Stijn Streuvels, for whom he contributed to publishing and commenting on the complete works between 1971 and 1973. On the other hand, he undertook innovative research on the literary space. After a first 'test flight' oriented towards Belgian and Dutch contemporaries (*Proefvlucht in de romanruimte*, 1972), in *L'espace romanesque* (1978) he went over literary Europe, from the Spain of Lazarillo de Tormès to the Germany of Goethe going via the

« La production scientifique de Jean Weisgerber a été très abondante, extrêmement variée quoique sélective, et novatrice à souhait. Elle a de toute évidence contribué à effacer les frontières littéraires et artistiques entre tous les pays d'Europe, de Londres à Saint-Petersbourg et à Bucarest ainsi que, dans certains cas, entre l'Europe et les Amériques »

“Jean Weisgerber has been prolific in his scientific output, extremely varied although selective and incredibly innovating. This output has clearly contributed to removing the literary and artistic borders between all the countries of Europe from London to St Petersburg and to Bucharest as well as, in some cases, between Europe and the Americas.”

et Sterne. Mais c'est aussi de cette époque que datent ses activités au sein de l'Association internationale de littérature comparée (AILC) dont il a été un des piliers, notamment par la présidence du Comité de coordination de l'histoire comparée des littératures européennes et par des participations actives à ses congrès dès 1966.

France of Prévost and Rousseau and the England of Defoe, Fielding and Sterne. But it is also from this period that his activities within the Association Internationale de Littérature Comparée (AILC), of which he has been one of the pillars, date, especially through the chairmanship of the Coordination Committee of Comparative History of European Literature and through active participation in its congresses since 1966.

DES AVANT-GARDES DU XX^e SIÈCLE À LA TRAGÉDIE CLASSIQUE

C'est sous les auspices de la même AILC que sera édité par U. Weisstein *Expressionism as an International Literary Phenomenon*, auquel Weisgerber apporte son concours, et que le seront, cette fois sous sa propre direction, les deux volumes constituant *Les avant-gardes littéraires au XX^e siècle* (1984), rassemblant des contributions venues de tous les coins d'Europe. À noter à ce propos que l'ouvrage paraît à Budapest: Weisgerber ne limite pas ses intérêts littéraires et ses contacts à l'Europe occidentale, mais les étend volontiers à la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, comme précédemment à la Russie de Dostoïevski.

Ce panorama des avant-gardes constitue, quoique orchestré par un seul homme, une première publication du Centre d'étude des Avant-gardes littéraires créé et dirigé par lui. Il y réunit par la suite une équipe de chercheurs bruxellois à laquelle il confie la rédaction d'un deuxième volume sur *Le réalisme magique. Roman, peinture et cinéma* (1988). Signalons encore qu'au cours des mêmes années, il siège dans le comité de rédaction de la *Moderne encyclopedie der wereldliteratuur* (1980-1984).

FROM THE AVANT GARDES OF THE 20TH CENTURY TO CLASSICAL TRAGEDY

It was under the auspices of the same AILC that *Expressionism as an International Literary Phenomenon* would be published by U. Weisstein, to which Weisgerber contributed and that, this time under his own supervision, two volumes constituting *Les avant-gardes littéraires au XX^e siècle* (1984), bringing together contributions from all corners of Europe, would be published. It is to be noted in this respect that the publication appeared in Budapest: Weisgerber did not limit his literary interests and his contacts to western Europe but voluntarily extended them to Hungary, Czechoslovakia and Romania, as previously to the Russia of Dostoïevski.

This panorama of avant gardes constitutes, although orchestrated by a single man, a first publication of the 'Centre d'étude des Avant-gardes littéraires', created and directed by him. He subsequently brought together a team of Brussels researchers to whom he confided the composition of a second volume on *Le réalisme magique Roman, peinture et cinéma* (1988). We would point out that, in the same period, he headed the committee producing the *Moderne encyclopedie der wereldliteratuur* (1980-1984).

Dès 1981, puis en 1988, on avait pu déceler chez lui un intérêt naissant pour le rococo. Celui-ci le conduira vingt ans plus tard à brasser une nouvelle fois les textes français, anglais et allemands ainsi que les différents arts dans *Le rococo. Beaux-arts et littérature* (2001). Puis ce seront - chose moins extravagante qu'il ne paraît chez un homme d'un tel raffinement - les jardins tels que les ont décrits les poètes italiens, français, anglais et allemands entre le moyen âge et le XVIII^e siècle qui inspireront *La Muse des jardins. Jardins de l'Europe littéraire (1580-1700)* (2002). Et alors même qu'il s'afflige de voir encore sévir la violence et l'horreur dans le monde d'aujourd'hui, il interroge sur la question des grands tragiques du classicisme dans *La mort du prince. Le régicide dans la tragédie européenne du XVII^e siècle* (2006).

ENTRE CONTEMPLATION ET ACTION FÉDÉRATRICE

On le voit : la production scientifique de Jean Weisgerber a été très abondante, extrêmement variée quoique sélective, et novatrice à souhait. Elle a de toute évidence contribué à effacer les frontières littéraires et artistiques entre tous les pays d'Europe, de Londres à Saint-Petersbourg et à Bucarest ainsi que, dans certains cas, entre l'Europe et les Amériques.

Dans la vie comme dans son œuvre, Weisgerber était un penseur bien informé, conscient des grands enjeux nationaux et internationaux, et éminemment pacifiste. Il prônait volontiers l'échange et le travail en collaboration, prenant souvent sur lui la tâche de le diriger et de le coordonner. On ne sait au juste si ce grand fédérateur avait nourri de longue date une réflexion politique approfondie sur la construction européenne, à laquelle manifestement il adhérerait et contribuait dans le domaine qu'il avait choisi. Quoique socialiste convaincu, il a préféré laisser à d'autres l'action politique et s'abstenir de tout témoignage public et de toute ostentation en cette matière. Par contre, il a démontré par son propre parcours qu'un homme de lettres, aussi contraignants que soient ses liens avec l'art et son exégèse, peut se doubler d'un homme d'action là où il s'agit de jeter des ponts entre les hommes et entre les cultures. Ajoutons que son aversion pour les préjugés et les filiations particularistes, sa fascination du voyage de l'esprit par-dessus toutes les barrières et son besoin de ne pas céder un instant au statisme stérile ne pouvaient que concourir à faire de lui un pionnier de la cause internationaliste.

Jean Weisgerber est décédé à Bruxelles le 8 mai 2013.

Michel Dupuis

Since 1981 and then in 1988 we could have detected an emerging interest in rococo in him. That would lead, twenty years later, to him investigating French, English and German texts again as well as the different arts in *Le rococo. Beaux-arts et littérature* (2001). Then there would be, something less extravagant than it seems for a man of such refinement, the gardens such as the Italian, French, English and German poets described them between the Middle Ages and the 18th century which were to inspire *La Muse des jardins. Jardins de l'Europe littéraire (1580-1700)* (2002). And whilst he was aghast to see the violence and horror that hit the world, he examined the issue in the big tragedies in classical literature in *La mort du prince. Le régicide dans la tragédie européenne du XVII^e siècle* (2006).

BETWEEN CONTEMPLATION AND FEDERATING ACTION

As we have seen, Jean Weisgerber has been prolific in his scientific output, extremely varied although selective and incredibly innovating. This output has clearly contributed to removing the literary and artistic borders between all the countries of Europe from London to St. Petersburg and to Bucharest as well as, in some cases, between Europe and the Americas.

In life as in his works, Weisgerber was a well informed thinker, aware of the major national and international issues and extremely pacifist. He freely advocated exchange and working in collaboration, often taking on himself the task of managing and coordinating it. We don't know if this great federator had for a long time nourished an in-depth political reflection on EU integration, to which he manifestly adhered and contributed in the area that he had chosen. Although a convinced socialist, he preferred to leave political action to others and to abstain from any public testimony and any ostentation in this matter. By contrast, he showed through his own track record that a man of letters, as binding as his links with art and its exegesis may be, can double up as a man of action when it comes to building bridges between people and between cultures. We would add that his aversion for prejudice and particularistic affiliations, his fascination for the mind travelling beyond all barriers and his need not to yield for a moment to sterile statism could only come together to make him a pioneer in the internationalist cause.

Jean Weisgerber passed away in Brussels on 8 May 2013.

Michel Dupuis



© VUB-Press Brussel

Jean Weisgerber, Paul Hadermann,
Evelyne Scholiers-Haberfeld, Jan de Roek
et Jeanne Delbaere.

© Collection Michel Dupuis.

Jean Weisgerber, Paul Hadermann,
Evelyne Scholiers-Haberfeld, Jan de Roek
and Jeanne Delbaere.

© Michel Dupuis's collection.



Jean Weisgerber et son épouse, Dina.

Jean Weisgerber and his wife, Dina.

ALUMNI ULB

50 PARCOURS JOURNEYS

POUR CONSTRUIRE L'EUROPE
TO EUROPEAN INTEGRATION

Coordinateurs / Coordinators

Kenneth Bertrams
María Isabel Soldevila Brea
Anne Weyembergh

Interviews et rédaction

(hors textes écrits par les coordinateurs et les rédacteurs extérieurs) /

Interviews and writing

(excluding the texts written by the coordinators and the external authors)

Lucas Raucq
Morgane Gheys
Elise Blaizot

Rédacteurs extérieurs / External authors

Mélanie Bertelson
Ramona Coman
Baudouin Contzen
Catherine Delvaux
Michel Dupuis
Jean-Victor Louis
Richard Miller
Jean-Noël Missa
Paul-F. Smets
Giorgio Sonnino
Irina Veretennicoff
Nicolas Verschueren

Photographie / Photography

Aurore Delsoir

Support à l'édition / Editing Support

Alain Dauchot
Aurore Belot

Graphisme / Graphic Design

Thierry Suykens - Geluck Suykens and Partners

Traduction vers l'anglais / English translations

Julian Hale

Impression / Printing House

Snel - www.snel.be



Bruxelles, juillet 2020
Brussels, July 2020